

CHAPITRE 8 ORGANISATION ET DEROULEMENT DES RÉUNIONS DE SOUS CONSULTATION PUBLIQUE

8.1 Définition de l'approche participative dans le Projet

8.1.1 Arrière-plan de l'introduction de l'approche participative

Il a été reconnu par les parties tunisienne et japonaise à l'étape de l'étude de la conception détaillée du Projet en Octobre 2012 qu'une «approche participative» devait être introduite au Projet de planification du développement régional du Sud, afin d'assurer «la transparence du plan de développement et son partage social». Ceci est le premier des dix objectifs stratégiques du Plan Jasmin, dans le mouvement historique de transition vers la démocratie après la Révolution.

Une forme d'approche participative appliquée pour la planification régionale dans la planification spatiale nationale du Japon a été proposée par la partie japonaise avec un modèle d'organisation et de procédure de formulation du Plan de Développement global d'Hokkaido, et la proposition a été acceptée par le Ministère du Développement Régional et de la Planification (MRDP, maintenant le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, MDICI), et par l'Office de Développement du Sud (ODS). L'établissement d'un genre de comité, une organisation temporaire seulement pour le Projet, a été convenu. Ce comité, dont les membres sont proposés par l'ODS, est spécifiquement dédié aux réunions de consultation publique en tant que processus de la planification du développement régional du Projet.

8.1.2 Définition de la consultation publique

(1) Objectif

Par le biais des réunions de consultation publique (RC/P), l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA avaient l'intention de recueillir des observations et des avis de la part des acteurs du Sud et de les incorporer dans les stratégies / plans de développement dans la mesure où ceux-ci étaient réalisables et praticables.

(2) Structure des réunions de consultation publique (RC/P)

Jusqu'au mois de novembre 2013, les parties tunisienne et japonaise comptaient tenir des réunions de consultation publique seulement au niveau de la région du Sud. Toutefois, à l'occasion de l'explication et des discussions du rapport de commencement, l'ODS a proposé que des réunions de consultation publique (RC/P) au niveau des Gouvernorats (Réunion de Sous-C/P) soient organisées, et que les résultats des Réunions de Sous-C/P des six Gouvernorats servent à la RC/P du Sud afin de compiler les recommandations pour le Projet. La proposition a été acceptée par la JICA et l'équipe d'experts de la JICA (JET). Il a également été décidé que les présidents de chaque Réunion de Sous-C/P, c'est-à-dire les directeurs régionaux respectifs de l'ODS et les deux autres représentants désignés dans chaque Réunion de Sous-C/P par consensus, enverraient les résultats des réunions à la RC/P du Sud. Les fonctions des Réunions de Sous-C/P et RC/P du Sud et les relations entre les deux ont été définies comme suit :

Réunion de Sous-C/P : Ces consultations se tiennent une fois par séance pour chacun des six Gouvernorats (six fois par séance). Les Réunions de Sous-C/P ont été présidées par les directeurs régionaux respectifs de l'ODS. Dans chacune des Réunions de Sous-C/P, les observations / avis des participants des divers secteurs dans le Gouvernorat ont été recueillis et compilés en tant que recommandations de la Réunion de Sous-C/P sur la base d'un consensus. Les recommandations de chaque Réunion de Sous-C/P ont été expédiées à la RC/P du Sud par chaque président des Réunions de Sous-C/P des Gouvernorats, c'est à dire le directeur régional de l'ODS des gouvernorats respectifs.

RC/P du Sud: Ces consultations se tiennent une fois par séance après les Réunions de Sous-C/P dans chacun des 6 gouvernorats. Les RC/P ont été présidées par le directeur général de l'ODS. Dans la RC/P du Sud, les recommandations des Réunions de Sous-C/P ont fait l'objet de discussions puis elles ont été compilées en tant que recommandations de la RC/P du Sud sur la base d'un consensus. Les recommandations ont été expédiées à l'ODS / l'équipe d'experts de la JICA, et, dans la mesure où elles étaient réalisables et praticables, ont été incorporées à la vision / concept, aux stratégies / plans et plans d'action de développement de la région du Sud qui seront formulés par le Projet.

Trois séances de Réunions de Sous-C/P et de RC/P se sont tenues comme indiqué au Tableau 8.1-1. Par le biais des discussions pour la préparation du programme des Réunions de Sous-C/P du premier tour, l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA se sont mis d'accord sur le fait que les programmes des Réunions de Sous-C/P et RC/P seraient composées de deux parties comme suit.

- i) Explication de certains avant-projets par l'ODS / l'équipe d'experts de la JICA suivie par des observations / série de questions / réponses
- ii) Discussion des prochaines étapes sauf pour la troisième séance

Alors que les participants à inviter ont été désignés pour bien représenter leurs régions, secteurs / domaines spécifiques, des discussions pour la prochaine étape ont été engagées en vue de voir la possibilité d'élargir la participation pour rendre le plan / la stratégie plus transparents, reflétant les points de vue des acteurs locaux, et pour tirer profit de leur participation.

Entre le deuxième et le troisième tour, une série de réunions avec des représentants de la RC/P du Sud a été ajoutée dans le but de poursuivre les discussions sur le scénario, les stratégies et les plans de développement pour les secteurs de production. Une réunion d'une journée s'est tenue pour chacun des six gouvernorats, soit six réunions au total, à la mi-février 2015.

Tableau 8.1-1 Agenda et calendrier prévus des RC/P et Réunion de Sous-C/P

Séance	Agenda	Calendrier
Premier tour	<ul style="list-style-type: none"> * Cadre du Projet * Buts, piliers et méthodologies de la planification du développement régional * Méthodologie pour l'évaluation environnementale stratégique (EES), et exemple de cadrage * Objectifs, structure et calendrier de la RC/P * Examen des problèmes de développement / potentialités / compétitivité et filières économiques (activités / secteurs économiques stratégiques) du Gouvernorat 	février-juin 2014
Deuxième	<ul style="list-style-type: none"> * Explication de la vision / concept du développement régional et des stratégies, plans 	septembre -

tour	<p>préliminaires pour la promotion des secteurs de production, développement des infrastructures, et promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux</p> <ul style="list-style-type: none"> * Observations et finalisation de la vision / du concept du développement régional * Discussion pour la formulation des stratégies, plans, et plans d'action de développement régional pour la promotion des secteurs de production, développement des infrastructures, et promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux * Explication des progrès de l'EES et observations des participants 	octobre 2014
Troisième tour	<ul style="list-style-type: none"> * Explication du scénario de développement régional, et des stratégies, plans, et plans d'action pour la promotion des secteurs de production, développement des infrastructures, et promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux * Observations et finalisation des stratégies, plans, et plans d'action de développement régional, et stratégies pour la promotion des secteurs de production, développement des infrastructures et promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux * Explication des résultats de l'EES et observations des participants 	mai - juin 2015

(Source) : équipe d'experts de la JICA (JET) et ODS

Les règles de gestion des réunions sont fixées principalement par le biais de discussions tenues à l'occasion de la première formation au Japon. Le président de la Réunion de Sous-C/P (le directeur régional de l'ODS) et le président de la RC/P du Sud devront respecter les règles suivantes.

- a) Les activités de préparation sont mises en œuvre par l'ODS avec le plein soutien de l'équipe d'experts de la JICA.
- b) Le but des Réunions de Sous-C/P et RC/P est «l'établissement d'un consensus» entre les participants.
- c) La responsabilité de l'établissement d'un consensus entre les membres revient aux présidents des Réunions de Sous-C/P et RC/P.
- d) Le principe de prise de décision n'est pas fondé sur une majorité, mais sur un consensus.

Par ailleurs, avant la mise en œuvre du Projet, l'ODS avait organisé des réunions de consultation publique, dans le cadre d'autres projets de coopération, dans des approches différentes de celles appliquées pour le Projet. La notion de consultation publique dans le contexte de la Tunisie ou dans le Sud était généralement comprise comme étant une réunion plus fréquente et décontractée, avec des discussions libres, que celles de la planification régionale au Japon et adoptées en tant que modèle pour le Projet. Lors des réunions de consultation publique précédentes, les observations et avis évoqués par les participants n'étaient pas nécessairement reflétés dans le contenu des plans. L'ODS a annoncé les dates de la réunion de Sous-C/P du premier tour, à l'exception du gouvernorat de Gafsa dont la réunion a été retardée de quatre mois environ, invitant les citoyens qui étaient intéressés à y participer.

Lors d'une réunion de synthèse qui s'est tenue en février 2014 après la Réunion de Sous-C/P dans les cinq gouvernorats, cet écart de concept de «consultation publique» a fait l'objet de discussions. L'ODS et l'équipe d'experts de la JICA se sont convenus que l'organisation et la gestion des Réunions de Sous-C/P et RC/P qui se tiendront à l'avenir devraient faire l'objet de discussions supplémentaires afin que les réunions se déroulent de manière ordonnée et servent de plateforme efficace où les points de vue

de divers participants peuvent être échangés d'une manière équitable et optimale, tout en étant également acceptables par les régions du Sud en tant que «consultation publique».

Alors que les questions liées au développement, les potentialités, la compétitivité et les activités économiques stratégiques devaient être abordées au cours d'un atelier de discussion libre pendant la Sous-C/P du premier tour, les discussions dans le cadre des deuxième et troisième tours devraient se concentrer sur les observations/avis émis par les participants et auxquels répondraient l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA après une présentation des avant-projets de l'objectif, des visions, des stratégies, des plans et des plans d'action de développement par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA. En ce qui concerne les deuxième et troisième tours, l'équipe d'experts de la JICA a proposé que les discussions dans les réunions se déroulent principalement parmi les membres présélectionnés, comme indiqué ci-dessus, avec la participation d'autres personnes en qualité d'observateurs, et cette invitation et cette sélection des observateurs doivent être effectuées comme suit. La procédure visait également à éviter une ruée imprévue vers les lieux de réunion susceptible de perturber les discussions constructives et efficaces, et qui aurait posé des risques de sécurité.

- 1) Annoncer sur la page d'accueil de l'ODS l'objectif et les thèmes de discussion des réunions de consultation publique ainsi que le nombre admissible de participants, et les méthodes de sélection des participants.
- 2) Demander, dans l'annonce en question, aux personnes qui souhaitent participer à la réunion d'envoyer leur candidature à l'ODS avec leur nom, organisation, raison(s) de participation, etc.
- 3) Sélectionner les participants d'une manière prédéterminée et donner une carte d'invitation ou un mot de passe aux participants sélectionnés.

En fait, l'ODS n'a pas mis à exécution les procédures susmentionnées, car il n'a pas eu assez de temps pour élaborer soigneusement les processus, et ne pouvait pas prédire les réactions des citoyens. À défaut, pour le deuxième et troisième tours, l'ODS a accepté ceux qui avaient participé à la réunion de Sous-C/P du premier tour ainsi que d'autres personnes bien informées, telles que des anciens directeurs d'organisations importantes ou des représentants d'organisations civiles éminentes, en qualité d'observateurs.

8.1.3 Désignation des membres pour les réunions de sous consultation publique et réunions de consultation publique

Initialement, lorsque seulement la RC/P du Sud était prévue, la mission de la JICA pour l'étude de la conception détaillée sur le Projet avait demandé à l'ODS de préparer une liste provisoire de membres, et l'ODS avait soumis sa proposition à la JICA comme illustré dans les Annexes au Chapitre 7 (A7-1). Lors de la discussion qui s'est tenue au Japon entre la JICA et l'équipe d'experts de la JICA après la soumission en question, l'équipe d'experts de la JICA avait proposé des membres du Conseil Régional pour le développement des six Gouvernorats en tant que membres convenant aux RC/P du Sud.

Lors de la discussion qui s'est tenue au moment de l'explication et de la discussion du rapport de commencement, l'équipe d'experts de la JICA a découvert que le Conseil Régional pour le développement du Gouvernorat s'était dissout et que des Conseils Régionaux Provisoires pour le développement (CRPD) avaient été établis pour les Gouvernorats respectifs comme indiqué à la Figure 8.1-1. l'équipe d'experts de la JICA a proposé des listes de membres candidats composées de i) représentants des citoyens (membres élus par le peuple), ii) représentants de l'administration publique en charge de la promotion des secteurs de production, du développement des infrastructures, et de

l'environnement, et iii) représentants des secteurs de production, associations, organisations civiles, syndicats, instituts de recherche, banques, etc., présidents, présidents-adjoints et porte-parole de commissions pour l'infrastructure, les affaires économiques, pour l'agriculture et la pêche, pour l'emploi et l'investissement, pour le développement durable pour le secteur privé, ainsi que les candidats proposés par l'ODS. Au début du mois de janvier 2014, l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA se sont mis d'accord sur les listes en question, et elles ont été finalisées après consultations avec les Gouverneurs.



(Source) ODS

Figure 8.1-1 Structure du Conseil régional provisoire pour le développement (CRPD)

Les membres finalement convenus sont indiqués en Annexe du Chapitre 8 (A8-2 a. - f) et présentés comme suit :

Membres de l'assemblée nationale constituante (par la suite appelée l'*assemblée des représentants du peuple*), qui sont élus par le peuple de la région du Sud et jouant dans cette phase transitoire un rôle important dans les Gouvernorats, en tant que représentants des citoyens.

Directeurs régionaux des ministères / agences concernés, qui s'efforceront de promouvoir et appuyer le développement industriel durable ou le développement des infrastructures et mettront en œuvre les stratégies / les plans ainsi que les plans d'action qui seront formulés par le Projet.

Représentants du secteur privés / sociétés civiles / et autres, qui développeront vraiment l'économie / les industries de la région du Sud et seront les bénéficiaires des stratégies / des plans et des plans d'action qui seront formulés par le Projet.

Pour la RC/P du Sud, trois membres par gouvernorat, dont le directeur régional de l'ODS en tant que représentant principal, ainsi que deux autres personnes sélectionnées parmi les membres sur la base d'un consensus à la première réunion de Sous-C/P, ont été nommés pour représenter les Sous-C/P respectifs dans la RC/P du Sud.

8.2 Résultats de la consultation publique du premier tour

8.2.1 Calendrier et programme

Au départ, la Réunion de Sous-C/P du Gouvernorat de Gafsa était prévue le 11 février 2014 sous la condition que la Réunion de Sous-C/P se tienne dans un hôtel à Tozeur où s’y rendraient les participants, étant donné que les règles de sécurité de la JICA ne permettaient pas aux membres de l’équipe d’experts de la JICA d’entrer dans le Gouvernorat de Gafsa. Toutefois, le Gouverneur a demandé à ce que la JICA envoie les membres de l’équipe d’experts de la JICA à Gafsa pour la Réunion de Sous-C/P juste une semaine avant la date prévue. Puisque tout changement de règle de sécurité prend un temps considérable, la Réunion de Sous-C/P a été reportée au mois d’avril au plus tôt. En mai, la JICA a décidé d’envoyer les membres de l’équipe d’experts de la JICA avec des moyens de contrôle de sécurité plus stricts, et la Réunion de Sous-C/P s’est tenue le 29 mai 2014 comme indiqué ci-dessous.

Tableau 8.2-1 Calendrier de la RC/P et Réunions de Sous-C/P du premier tour

Date	Programme
3 février (lun.)	Réunion de Sous-C/P du Gouvernorat de Médenine
5 février (mer.)	Réunion de Sous-C/P du Gouvernorat de Gabès
6 février (jeu.)	Réunion de Sous-C/P du Gouvernorat de Tataouine
12 février (mer.)	Réunion de Sous-C/P du Gouvernorat de Tozeur
13 février (jeu.)	Réunion de Sous-C/P du Gouvernorat de Kébili
29 mai (jeu.)	Réunion de Sous-C/P du Gouvernorat de Gafsa
12 juin (jeu.)	RC/P du Sud

8.2.2 Résumé des résultats des réunions de Sous-C/P

(1) Participants aux Réunions de Sous-C/P

Le nombre de participants aux Réunions de Sous-C/P du premier tour est indiqué au Tableau 8.2-2. Environ 72% des membres invités, y sont inclus ceux remplacés par des membres, étaient effectivement présents aux réunions, tandis que 62 personnes ou 35% du total des participants n’étaient pas des membres ou des personnes connues. Étant donné que certaines Réunion de Sous-C/P ont connu un développement quelque peu chaotique en raison du nombre trop élevé de participants, il serait approprié de limiter le nombre de participants non-membres, ou d’observateurs, et ce malgré la conception générale d’une «consultation publique». Des discussions supplémentaires sur le processus des invitations seraient nécessaires. Certaines mesures seraient également requises afin qu’un plus grand nombre de membres participent en fait aux réunions.

Tableau 8.2-2 Nombre de participants aux réunions de Sous-C/P du premier tour

	Médenine	Gabès	Tataouine	Tozeur	Kébili	Gafsa	Total	
Membres invités	20	20	20	19	20	25	124	100%
Participants								
Membres	8	14	13	7	11	18	71	57%
Remplacé par un membre	2	3	3	3	4	3	18	15%
Accompagnant un membre	1	10	3	6	2	4	26	21%
Non-membre	3	17	4	8	17	1	50	40%
Indéterminé	1	6	2	1	2	0	12	10%
Total	15	50	25	25	36	26	177	143%
Dont hommes	13	43	23	20	32	27	157	89%
femmes	2	6	2	5	4	1	20	11%

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

- (Remarques)
- 1) Le nombre de participants indiqué ci-dessus correspond au nombre de personnes qui s'étaient inscrites.
 - 2) Le nombre de participants indiqué ci-dessus n'inclut ni le personnel de l'ODS ni les membres de l'équipe d'experts de la JICA présents aux réunions.
 - 3) Dans certains Gouvernorats, le Gouverneur a invité quelques personnes telles que le directeur régional des affaires sociales et/ou de l'éducation. Ces personnes sont comptabilisées en tant que «non-membre» dans la liste ci-dessus.

(2) Programme des réunions de Sous-C/P

Le programme des Réunions de Sous C/P du premier tour préparé au départ incluait seulement des présentations sur les «Grandes lignes du Projet», les «Approches pour la planification du développement régional» et les «Méthodes de l'évaluation environnementale stratégique à appliquer pour le Projet» ainsi que les «Règles de gestion des RC/P» par l'ODS / l'équipe d'experts de la JICA, suivies par une série de questions / observations de la part des participants. Pendant la préparation par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA, des discussions ont été ajoutées en tant que séance de l'après-midi, afin que les participants contribuent à l'étude de diagnostic du Projet ainsi qu'à l'examen de la stratégie de développement existante du Gouvernorat.

Le programme appliqué pour Médenine, Gabès et Tataouine ainsi que pour Tozeur, Kébili et Gafsa est indiqué en A8-3a et b. Après une réunion de synthèse le 7 février 2014, la durée de la séance du matin a été réduite d'une demi-heure dans le but de rallonger le temps consacré à des discussions plus approfondies au cours de la séance de l'après-midi.

(3) Principales questions soulevées et observations émises concernant les présentations au cours des Réunions de Sous-C/P

Les principales questions et observations relatives aux présentations sur i) les grandes lignes du Projet, ii) les approches pour la planification du développement régional, et iii) les méthodes d'évaluation environnementale stratégique soulevées par les participants et les réponses fournies par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA sont synthétisées au Tableau 8.2-3. Les commentaires faits et les questions soulevées au cours des réunions de Sous-C/P étaient similaires et plusieurs ont été évoqués à plusieurs reprises au cours des réunions.

Tableau 8.2-3 Synthèse des principales questions et observations soulevées par les participants
aux présentations

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
<p><i>Termes de référence du Projet et de l'approche participative :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * Comment sont fixés les termes de référence du Projet? * Les termes de référence de l'approche participative devraient être fixés avec une approche participative. 	<ul style="list-style-type: none"> * Les termes de référence du Projet, y compris ceux de l'approche participative, ont été fixés conformément à la discussion qui s'est tenue entre le MDCI (antérieurement le MRDP) et la JICA.
<p><i>Utilisation des résultats des études réalisées jusqu'à présent pour le développement régional de la région du Sud :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * Le développement régional a fait jusqu'à présent l'objet de nombreuses études. Les résultats de ces études ont été pris en compte pour la formulation d'une vision, d'une stratégie / d'un plan dans le Projet. 	<ul style="list-style-type: none"> * Les stratégies existantes des six Gouvernorats de la région du Sud ont été remises à JET et reflétées dans la préparation du rapport de commencement dont les grandes lignes sont présentées au cours des Réunion de Sous-C/P . * L'ODS et JET sont encore à l'étape de diagnostic, et nous collectons documents / données / informations. * L'ODS a fourni tous les documents concernant le développement de la région du Sud à l'équipe d'experts.
<p><i>Distribution de pôles internationaux et locaux et de bases de production, ainsi que la création de réseaux qui les relient :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * Il n'y a pas de pôles internationaux dans les gouvernorats de Tataouine et de Kébili. Ben Guerdane devrait être un pôle international. * Il est prévu que les emplacements des pôles locaux et des bases de production seront révisés. * L'extension du réseau ferroviaire de Gabès-Médenine/Zarsis-Tataouine-Libye est nécessaire. L'utilisation d'un aéroport militaire pour l'aviation civile est également une nécessité. 	<ul style="list-style-type: none"> * La présentation de la création de réseaux est effectuée à titre illustratif, et les pôles internationaux ont été installés sur la base de l'existence des ports maritimes et aéroports internationaux. * Le réseau des pôles internationaux et locaux ainsi que des bases de production sera examiné après la formulation d'une vision des secteurs productifs du Sud. * Étant donné que le développement de l'infrastructure pour le développement d'un pôle international exige généralement d'énormes coûts d'investissement, la nécessité de l'amélioration du réseau et du développement de l'infrastructure sera examinée après formulation des stratégies des secteurs productifs. * Le développement d'une infrastructure de transport à grande échelle peut être proposé seulement après des analyses d'échelle des passagers et des marchandises à transporter, des économies d'échelle attendues, ainsi que du barème des coûts, à savoir les coûts d'investissement et les coûts de fonctionnement, à la suite de la formulation d'une vision des secteurs productifs.
<p><i>Rôle de la recherche et du développement, et des instituts concernés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> * La présentation ne mentionne pas l'importance de la recherche et développement ou les rôles des instituts afférents. 	<ul style="list-style-type: none"> * Si le contenu et les résultats de la recherche et développement soutiennent le développement du secteur productif de la région, ils sont évalués comme offrant des potentialités ; dans le cas contraire, ils sont évalués comme présentant des problématiques ou des contraintes. * Dans les discussion de l'après midi nous discuterons de i) problèmes de développement (problématique), ii) potentialités, iii) compétitivité, et iv) filières économiques (activités / secteurs économiques stratégiques). Il conviendrait d'aborder également la recherche et développement de cette manière. * Après la formulation d'une vision de développement, le

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
	renforcement de la recherche et développement sera proposé en tant que stratégie pour réaliser la vision de développement.
<p><i>Changement climatique :</i></p> <p>* Comment prenez-vous en compte les résultats des études existantes portant sur les impacts du changement climatique et de la désertification sur l'agriculture ?</p>	<p>* Au cours de nos visites d'entretien dans les différentes agences tunisiennes, nous avons déjà eu l'occasion de collecter de nombreuses études sur les impacts du changement climatique sur l'agriculture, notamment sur l'oléiculture ou le pâturage.</p> <p>* Nous prendrons en compte cette question dans le processus d'élaboration des stratégies et des plans d'action en nous inspirant des études existantes.</p> <p>* Nous pouvons seulement baser notre étude sur les résultats et conclusions des études scientifiques existantes qui correspondent à l'évaluation environnementale stratégique en termes de zone cible et d'horizon prévisionnel jusqu'en 2035.</p>
<p><i>Absence de législation tunisienne pour l'évaluation environnementale stratégique (EES) et application des lois et règlements tunisiens sur l'environnement :</i></p> <p>* Quels instruments sont utilisés pour l'EES ?</p> <p>* Nous nous engageons à appliquer les directives de la JICA pour l'EES, mais veuillez également noter que nous avons en Tunisie plusieurs lois et règlements pour l'environnement.</p>	<p>* Nous élaborons en fait une EES sur la base des exigences des directives de la JICA pour la considération environnementale et sociale, ainsi que des procès-verbaux des discussions du Projet signés entre MRDP et la JICA.</p> <p>* En l'absence de législation tunisienne et afin d'étendre le travail déjà réalisé dans le pays, nous nous sommes inspirés des expériences de l'EES en Tunisie et des outils et concepts (recommandations de l'OCDE) que ces études ont utilisés.</p> <p>* Nos études comprennent un examen complet des règlements tunisiens sur l'environnement, qui sera pris en compte dans le processus d'élaboration des plans d'action.</p>

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(4) Analyses sur les problèmes de développement, les potentialités, la compétitivité et les activités / secteurs économiques stratégiques des gouvernorats

Dans la séance de l'après-midi, i) les problèmes de développement (problématiques), ii) les potentialités, et iii) la compétitivité de chacun des six gouvernorats ont été analysés comme indiqué ci-joint en A8-4, puis iv) les filières économiques (activités / secteurs économiques stratégiques) des Gouvernorats respectifs ont fait l'objet de discussions. Dans le cadre de la séance de discussion, il a été demandé aux participants d'écrire leurs idées sur des cartes. Ensuite, les présidents des séances de discussion ont confirmé les cartes avec les participants et les ont placées sur des tableaux installés en face (des participants). Toutefois, à certaines Réunions de Sous-C/P, de nombreuses cartes ont été placées sans confirmation suffisante avec les participants, alors qu'aux autres réunions de consultation moins de cartes étaient placées sur les tableaux après obtention d'un consensus parmi les participants.

Le Tableau 8.2-4 résume les filières économiques ayant été identifiées lors de chacune des Réunion de Sous-C/P. Certains secteurs / activités sont très élargis tandis que d'autres sont assez spécifiques. La plupart des cartes identifient des champs d'activités / de secteurs économiques, alors que d'autres sont plus axées sur des stratégies ou actions pour promouvoir les activités / secteurs.

Tableau 8.2-4 Résumé des filières économiques figurant sur les comptes Rendus
des Réunion de Sous-C/P

<Agriculture, Elevage, Pêche, et transformation- Agro/pêche >

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
L'agriculture biologique (huile d'olive traditionnel, figes, henné, miel,...)		○			○	○
L'agriculture : axer le développement du maraichage autour de la tomate, pomme de terre et laitue et de l'arboriculture autour de l'huile d'olive, l'olive de table, la pistache et l'amande			○	○	○	
Agriculture Géothermale (production de légumes primeurs sous serres)			○	○	○	
Intensification des ovins et caprins dans l'oasis et dans les périmètres irrigués	○	○				
Aquaculture		○	○			
Pêche		○				
Pisciculture en eau douce					○	
Production des caviars					○	
Aviculture (élevage de volaille)			○			
Création de zones d'irrigation dans les régions agricoles rurales			○			
Développement et modernisation de l'agriculture oasisienne					○	
Instaurer un système de financement par crédits pour développer l'élevage camelins.	○					
Mobilisation et utilisation des ressources des eaux chaudes : Stations thermales, pisciculture, Production de produits de contre-saison.				○		
Industrie agroalimentaire (lait et dérivés, huile d'olive, poissons, conserves, etc.)		○	○	○	○	○
Industrialisation des dattes			○	○	○	
Huile d'olive		○	○			
Label pour les produits agricoles	○					○
L'élevage [viande rouge] et valorisation de leurs produits		○				
Plantes aromatiques et médicinales		○				
Production de lait			○			
Les produits de tiroir (miel, huile d'olive, olives, figes, dattes).			○			

<Exploitation Minière et Manufacturière>

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Le phosphate et dérivés (Industries chimiques)			○			○
Industrie de la chimie fine et pharmaceutique			○			
Substances utiles (Les produits rouges ou de terre cuite,...)		○				
Les saumures (Haute valeur ajoutée des activités de transformation)		○				
Création d'un pôle d'industrie extractive et minière	○					
Création d'un pôle des industries pétrochimiques (Sahara)	○					
Toutes autres filières industrielles répondant aux besoins du marché libyen et africain	○					
Industrie des sous-produits du palmier (production de la pâte à papier, alcool médical, biomasse, transformation de bois, meuble, etc.)			○	○	○	
Industrialisation des produits du palmier : conditionnement, entreposage frigorifique et transformation des dattes et des sous-produits du palmier, meubles de bois de palmier...			○	○	○	
Valorisation des substances utiles disponibles : pierres, argiles, gypse, sable siliceux, magnésium, sodium, potassium			○			○
Filière composant automobiles: l'existence de Yazaki, (Investissement direct étranger), CPG, ICG et la société régionale de transport						○

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Industrie mécanique et manufacturière			○			
Amélioration de l'activité emballage (qualité, technique, formes...)						○
Filière industrie militaire	○					

<Tourisme>

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Tourisme alternatif		○			○	○
Tourisme balnéaire, tourisme culturel et écologique			○	○		
Diversification du Tourisme		○			○	
Tourisme culturel					○	○
L'investissement dans le tourisme saharien. (un environnement naturel faisant mariage entre l'oasis et le désert) : excursions, course de chameaux, rallye de motorcycle, promenades montgolfières, activités cinématographiques			○	○		
Tourisme écologique et culturel (montagnes, maisons troglodytes et ksour...)			○			○
Spécificité du produit artisanal	○	○				
Secteur artisanal permettant aux familles rurales d'améliorer leurs revenus et de contribuer à la lutte contre l'exode rural	○	○				
Tourisme thermal et culturel (thermalisme, oasis, montagne et Sahara)		○				
Création d'un centre d'archéologie fonctionnant comme musée régional.	○					

<Autres>

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Commerce international (activités logistiques)	○	○	○			
Energie renouvelable (production et commercialisation de l'énergie solaire et éolienne pour usage domestique, pour la STEG et le dessalement de l'eau)		○	○			○
Création d'un pôle académique et technologique d'énergie	○					
Extension de l'infrastructure ferroviaire à toute la région du sud (Sud-est et Sud-ouest...)	○					
Développer davantage le TIC et l'économie internationale	○					
Villages cinématographiques à Matmata et Beni Zelten			○			
Services de proximité (services sociaux)			○			
Les logistiques pour valeur ajoutée (création de richesses et d'employabilité)					○	
Système d'information pour de bonne gouvernance territoriale					○	
Amélioration de la qualité et la quantité de l'eau					○	
Labellisation écologique de la région dans tous les secteurs	○					
Médecine alternative	○					
Facilité de création de microprojets à coûts modérés comme revenu principal ou revenu d'assistance	○					
Développement et soutien des événements artistiques et culturels pour l'attraction de touristes						○

(Source) Elaboré par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA basé sur les discussions des réunions de Sous-C/P des six Gouvernorats

(5) Sélection de membres qui représentent les Réunions de Sous-C/P à la RC/P du Sud

Trois membres qui représentent chaque Réunion de Sous-C/P à la RC/P du Sud ont été sélectionnés par consensus parmi les participants aux réunions. Le directeur régional du développement de l'ODS a été recommandé en tant que représentant principal des Réunions de Sous-C/P respectives par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA, recommandation à laquelle les participants ont donné leur accord.

Médenine

- 1) Abdenaceur Ghourabi, Directeur régional du développement, Médenine
- 2) Mohamed Jaouad, Directeur à l'Institut des régions arides (IRA), Médenine
- 3) Mustapha Benjoomaa, Président, Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT), Médenine

Gabès

- 1) Abdelhafidh Chriki, Directeur régional du développement, Gabès
- 2) Imed Elbeji, Président, Union régionale de l'agriculture et de la pêche (URAP), Gabès
- 3) Houcine Beltaief, Directeur au Pôle technologique, Gabès

Tataouine

- 1) Bettaieb Mohamed, Directeur régional du développement, Tataouine
- 2) Moez Zaghedan, Président, URAP, Tataouine
- 3) Soula Slim, Président, CONNECT, Tataouine

Tozeur

- 1) Mohamed Laid Lazwech, Directeur régional du développement, Tozeur
- 2) Anis Khalil, Coordinateur, Associations et de la société civile
- 3) Mohamed Ben Salah, Directeur, Centre de recherche des cultures oasiennes, Dgueche

Kébili

- 1) Ali Elbey, Directeur régional du développement, Kébili
- 2) Monia Gasri, Membre, Assemblée nationale constituante
- 3) Mousbah Bilarbi, Société Civile et Professeur, Université des nouvelles technologies

Gafsa

- 1) Bel Hadji Mohamed Fethi, Directeur régional du développement, Gafsa
- 2) Bilel ben Khalifa, Président, Union tunisienne du commerce, de l'industrie et de l'artisanat (UTICA), Gafsa
- 3) Salem Youssef, Président, Chambre de commerce et de l'industrie, Gafsa

(6) Examen et amélioration de la gestion pendant la mise en œuvre des Réunions de Sous-C/P du premier tour

Après chaque Réunion de Sous-C/P, le personnel du siège de l'ODS (Équipe ODS) et l'équipe d'experts de la JICA ont organisé une brève réunion de synthèse dont les conclusions ont été prises en compte lors de la Réunion de Sous-C/P suivante. Les résultats de l'examen et le retour d'information pour prise en compte des réunions à venir sont résumés ci-dessous.

Tableau 8.2-5 Examen et retour d'information au cours de la mise en œuvre
des Réunions de Sous-C/P du premier tour

Réunion de Sous-C/P	Résultats de l'examen et retour d'information de la réunion précédente
Médénine	<ul style="list-style-type: none"> * Étant donné que la salle de réunion du siège de l'ODS (La Direction Régionale de Développement de Médénine se situe dans le même immeuble) était disponible aucun problème majeur d'aménagement au niveau des installations n'a été observé. * La facilitation de la réunion par le Directeur Régional de Développement s'est bien passée malgré le fait qu'il s'agissait de la première Réunion de Sous-C/P du Projet, probablement en raison de i) son expérience dans d'autres projets de coopération, ii) sa participation à des formations au Japon, sa bonne compréhension du concept d'approche participative du Projet, et iii) sa personnalité. * Le seul point qui pourrait être amélioré est le suivant : lorsqu'une activité économique stratégique est soulevée, il est préférable d'examiner la validité de l'activité en se référant aux problèmes de développement, potentialités et compétitivité discutés précédemment.
Gabès	<ul style="list-style-type: none"> * La veille, la procédure et le contenu du programme ont fait l'objet d'une explication détaillée par le coordinateur de Projet de l'ODS, Directeur de la planification et des statistiques, suivie par la confirmation des documents de présentation et leur préparation avec le Directeur régional du développement de l'ODS (DRD) et son équipe. * Ensuite, les manières pour les facilitations ont été expliquées en montrant les outils, photos de la facilitation lors de la réunion de Sous C/P précédente de Médénine. * La disposition des tables et des chaises ainsi que l'équipement, tel que l'écran et le tableau pour placer les cartes lors de la discussion, ont été vérifiés sur les lieux la veille de la réunion. Un problème sérieux au niveau de la disposition a été identifié. La disposition préparée aurait été tout à fait convenable pour une conférence, un exposé ou un séminaire, mais n'était pas adaptée à des discussions. Une plateforme de tables pour le gouverneur, les membres de l'assemblée nationale constituante, le Directeur général de l'ODS à l'avant et plus de 60 chaises étaient installées en rangées du côté opposé. JET a suggéré une autre disposition possible avec une plateforme et trois rangs en demi-cercle, et l'installation d'un grand tableau dans l'après-midi pour faciliter les discussions. * Lorsque les membres de JET sont arrivés sur place le matin de la réunion, la disposition était toujours celle pour une présentation de type exposé / séminaire, et JET a à nouveau demandé de changer la disposition à celle adaptée pour un atelier de travail. Toutefois, le directeur régional a répondu qu'ils ne savaient pas combien de participants allaient se présenter et qu'ils ne pouvaient pas modifier l'aménagement. * Plus de 30 personnes autres que celles invitées étaient présentes à la réunion. * Les participants ont fait part de divers points de vue et d'observations dans la séance du matin, y compris des idées pas directement liées aux présentations faites par l'ODS / JET. * Au cours de la séance de l'après-midi, étant donné que les participants ont émis de nombreuses idées en même temps, le facilitateur n'a pas pu obtenir de confirmation ou de consensus sur chacune des cartes, et les discussions n'étaient pas ordonnées.
Tataouine	<ul style="list-style-type: none"> * Sur la base des résultats de synthèse de la réunion de Gabès, l'Équipe ODS avait demandé la préparation d'un aménagement adapté, composé de tables et de chaises, et précisé de ne pas inviter trop de personnes non prévues dans la liste pré-établie. La disposition était adaptée, et seulement quelques personnes non invitées participaient à la réunion. * Les observations et les points de vue des participants concernant les présentations étaient généralement pertinents et objectifs. * Avec de nombreuses questions et observations objectives, le temps pour les questions et commentaires peut s'avérer insuffisant. * Sur la base de la synthèse de la Réunion de Sous-C/P à Gabès, il a été demandé aux participants par le Directeur régional de l'ODS, sur les recommandations de l'Équipe ODS, d'écrire une idée sur

Réunion de Sous-C/P	Résultats de l'examen et retour d'information de la réunion précédente
	<p>une carte.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Grâce à ces préparations et la facilitation modérée assurée par le Directeur régional de l'ODS, les discussions se sont déroulées de manière ordonnée.
Tozeur	<ul style="list-style-type: none"> * Lorsque l'équipe d'experts de la JICA est arrivée sur place le matin de la réunion, la disposition des tables et chaises était celle adaptée à un exposé / séminaire, comme observé à Gabès. L'équipe d'experts de la JICA, se conformant aux instructions du conseiller supérieur de la JICA pour le Projet, et par le biais de l'Équipe ODS, a demandé au Directeur régional de changer la disposition de manière à ce que l'aménagement se prête aux discussions et facilite l'obtention d'un consensus entre les participants. * JET a également demandé au Directeur régional et à l'ODS d'orienter les participants invités vers les sièges-bureaux et les participants non invités vers les sièges d'observateur. * JET et l'Équipe ODS ont brièvement discuté avec le Directeur régional sur la manière de procéder avec les observations et points de vue des participants non invités, c'est-à-dire les observateurs. Il a été convenu que les observateurs étaient également autorisés à faire part de leurs observations et points de vue, et que le Directeur général devait décider comment leurs observations et points de vue allaient être incorporés dans le consensus des Réunions de Sous-C/P. * Il y a eu beaucoup d'observations et de points de vue de la part des observateurs, en particulier d'un groupe de personnes sans emploi, et certains ne portaient pas sur les présentations. * Pour la facilitation de la séance de l'après-midi, l'équipe d'experts de la JICA a préparé un document explicatif en PowerPoint sur la manière de mener la discussion sur i) les problèmes de développement, ii) les potentialités, iii) la compétitivité, iv) les filières économiques. * Dans la séance de l'après-midi, tous les participants qui avaient écrit leur observation sur une carte l'ont lue, et le Directeur régional de l'ODS a confirmé avec les autres participants si celle-ci était acceptable ou pas. Il y a encore eu des participants qui exprimaient des opinions à côté de ce qui était inscrit sur les cartes. * Une personne du groupe des personnes sans emploi a annoncé sa candidature en tant que représentant de la Réunion de Sous-C/P à la RC/P du Sud, bien qu'il y ait finalement renoncé, persuadé par l'ODS et les autres participants.
Kébili	<ul style="list-style-type: none"> * La disposition des tables et des chaises était adaptée au type de réunion, avec les sièges pour les membres invités et les observateurs non invités clairement séparés. Les invités et les non invités étaient escortés jusqu'à leur siège par du personnel de l'ODS. * Le matin, quelques commentaires étaient exprimés par les participants concernant les présentations. * Lors de la séance de l'après-midi, après la lecture de chaque carte par son auteur, le Directeur régional de l'ODS a demandé aux autres participants si le contenu de la carte était acceptable ou non. Après confirmation, le Directeur régional plaçait alors la carte sur le tableau à l'avant, et demandait à un autre participant de lire sa propre carte. Ce processus a permis de procéder de manière ordonnée aux discussions.
Gafsa	<ul style="list-style-type: none"> * Selon les résultats de la réunion d'examen approfondi tenue après les cinq Réunions de sous-C/P, la préparation des logistiques, l'enregistrement, la présentation et la facilitation ont été soigneusement discutés une semaine avant la réunion. * Des plaques nominatives de bureau pour les membres invités et des badges pour tous les participants ont été préparées même pour les membres de l'équipe d'experts de la JICA pour indiquer qui étaient les participants. * Dans la matinée du jour où les membres de l'équipe d'experts de la JICA sont arrivés au site, il a été constaté que la mise en place des tables et des chaises, des installations et d'équipement a été bien arrangée. * Bien que les manières de facilitation de la discussion de l'après-midi aient été discutées, plusieurs participants ont exprimé leurs opinions en même temps. Le directeur régional de l'ODS de Gafsa a fait face aux difficultés à contrôler et l'équipe du siège de l'ODS a soutenu la facilitation.

Réunion de Sous-C/P	Résultats de l'examen et retour d'information de la réunion précédente
	<p>* Bien que les participants et le directeur régional aient dit que les participants étaient d'accord avec toutes les cartes mises sur le tableau, il aurait été préférable que le directeur régional les lise encore une fois et confirme le consensus.</p> <p>* Bien que les participants aient réclamé quatre représentants pour la RC/P du Sud, ils ont convenu d'en envoyer trois après l'explication que la responsabilité des représentants est de transmettre le consensus dégagé dans chacune des sous-C/P et que une fois le consensus est obtenu, trois représentants seraient suffisants.</p>

Source : Elaboré par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA et base sur les discussions lors des réunions de Sous-C/P des six Gouvernorats

Après les cinq Réunions de Sous-C/P, une réunion de synthèse générale a été organisée avec la participation des membres de l'Équipe ODS et l'équipe d'experts de la JICA. Les résultats de la réunion étaient les suivants :

➤ Logistique

- Au moment de l'invitation, il serait bon de distribuer aux participants un document décrivant les principaux points de la présentation et des discussions afin que les participants puissent préparer leurs questions et observations, ainsi que pour la discussion. Il n'est pas utile d'envoyer tous les fichiers de la présentation au moment de l'invitation.
- Pendant la Réunion de Sous-C/P, il serait préférable de distribuer la documentation (fichiers de présentation) chaque fois qu'une présentation commence. Si nous distribuons l'ensemble de la documentation au moment de l'enregistrement, les participants risquent de ne pas se concentrer sur chacune des présentations.
- La disposition des tables et chaises pour la Réunion de Sous-C/P: il serait préférable de disposer les tables et chaises de manière à ce que tous les participants (y compris le personnel de l'ODS et les experts de la JICA) s'assoient en cercle pour une meilleure interaction.

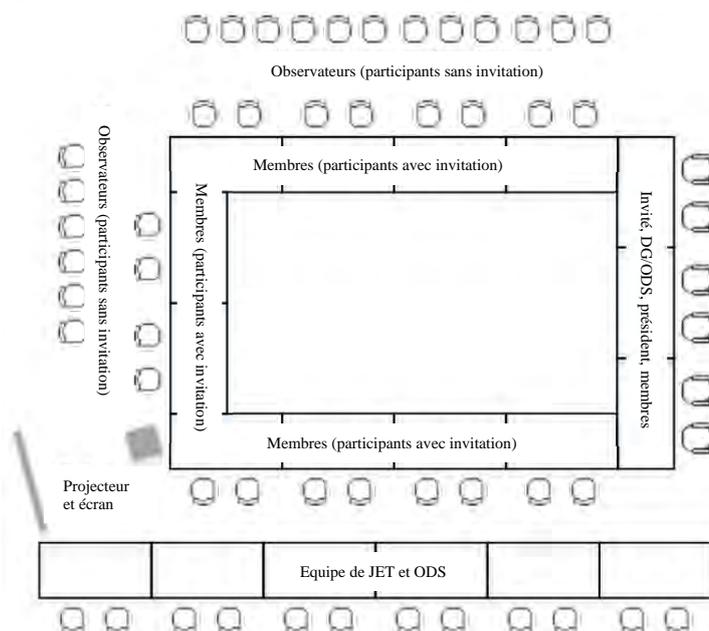


Figure 8.2-1 Disposition modèle pour les Réunions de Sous-C/P pour les séances de présentation, questions / observations et réponses

- L'ODS et l'équipe d'experts de la JICA doivent confirmer le lieu de la Réunion de Sous-C/P la veille de sa tenue.
- Invitation et enregistrement
 - L'enregistrement des participants invités et des participants non invités devrait être effectué séparément.
 - L'ODS devrait affecter une personne en charge de l'enregistrement pendant les Réunions de Sous-C/P.
 - Il serait préférable d'avoir un badge nominatif (porté par chaque participant) et une plaque d'identité (placée sur la table en face de chaque participant invité) de manière à ce qu'on puisse identifier les participants.
 - Cette réunion étant appelée «consultation publique», l'ODS ne peut pas restreindre le nombre de personnes souhaitant y assister. D'autre part, le fait que des non-professionnels expriment librement leur point de vue pour la formulation de la stratégie de développement régional axé sur les secteurs productifs peut sembler inapproprié. Cette situation pose un dilemme. Il conviendrait peut être d'ajouter un sous-titre qui indiquerait au public que le but de la réunion est de discuter de sujets professionnels/ techniques pour le développement régional avec des représentants des parties prenantes, tandis que la réunion prend une forme d'approche participative.
- Présentation
 - Il serait préférable que le directeur régional donne sa présentation après le déjeuner. Celle-ci pourrait en effet influencer les idées des participants.
- Facilitation
 - Le concept de «Une carte - Une idée - Une personne» n'est pas une manière appropriée de faciliter les commentaires des participants. Il serait préférable d'avoir «Une carte - Une idée» afin que les participants puissent exprimer leurs idées à l'aide de cartes.
 - Certains directeurs régionaux devraient observer la facilitation du Directeur régional du Développement de Médenine, qui possède une riche expérience en animation de réunions de consultation publique. Les directeurs régionaux peuvent adopter des idées et des méthodes de facilitation de réunions

8.2.3 Résumé des résultats de la RC/P du Sud

(1) Membres et programme

La réunion de la C/P du Sud du premier tour a été tenue le 12 Juin 2014 avec la participation de 15 membres. Parmi les 18 membres comme indiqué en A-8.2 g, trois (un de Gabès et deux de Tozeur) n'ont pas pu assister à la réunion pour des raisons inévitables. Un cadre du SEDCI ainsi qu'une représentante et une responsable principale de programme du Bureau de la JICA Tunisie ont également assisté à la réunion. Le programme de la réunion est joint en A-8.3 c. Le programme a été composé de trois parties avec trois buts comme indiqué ci-dessous.

(2) Objectifs

La RC/P du Sud du premier tour avait les trois buts suivants :

- 1) Confirmer les réponses dans les activités du Projet aux commentaires et opinions aux présentations sur «Aperçu du Projet», «But, piliers et méthodes de planification du développement régional» et «Evaluation Environnementale Stratégique (EES)»
- 2) Partager une compréhension commune des «Contraintes», «Potentialités» et «Compétitivité» ainsi que «Filières économiques» pour toute la Région du Sud (Discussion 1).
- 3) Recueillir des idées ou commentaires auprès des participants concernant «les activités qui devraient apporter un effet synergique» pour réaliser une «Production à Valeur Ajoutée», une «Création d'Emploi» et un «Développement Durable» pour un meilleur développement de la région du Sud dans le futur (Discussion 2).

(3) Confirmation de la réponse aux commentaires/ opinions aux présentations

Dans la premier tour de la réunion, le Coordinateur de l'ODS, Directeur de Planification et Statistiques, a fait une présentation générale sur les caractéristiques principales de la Région du Sud pour que les participants passent d'un état d'esprit du niveau du gouvernorat à celui de la Région du Sud, et sur un rappel bref de l'aperçu du Projet pour rappeler les participants du Projet. Comme une dernière partie de la présentation, le Coordinateur a résumé l'avancement de Projet jusqu'à présent, en soulignant les résultats des six réunions de Sous-C/P, y compris les commentaires/ opinions aux présentations lors des réunions de Sous-C/P et les réponses correspondantes. Les cinq points qui suivent ont été confirmés :

- 1) **Commentaire:** Utilisation des résultats des études conduites jusqu'à présent pour le développement régional de la Région du Sud.
Réponse : Les résultats des études du développement liées et complètes jusqu'à présent ont été fournis aux experts et seront utilisées pour le Projet.
- 2) **Commentaire :** Répartition des pôles internationaux et locaux et des bases de production et le réseau qui leur connecte.
Réponse : Les réseaux des pôles internationaux et locaux ainsi que les bases de production seront examinés après la formulation de la vision et la stratégie des secteurs productifs du Sud.
Le développement de l'infrastructure sera proposé prenant les coûts et bénéfices économiques en considération.
- 3) **Commentaires :** Le rôle de la Recherche et Développement et les instituts liés.
Réponse : La Recherche et Développement seront analysés comme potentialités ou problématiques de développement en fonction de la situation actuelle. Le renforcement ou l'amélioration des instituts de recherche et développement sera proposé comme stratégie ou plan d'action, si nécessaire.
- 4) **Commentaire :** Changement climatique
Réponse : Les effets sur et du changement climatique seront analysés en se basant sur les résultats des recherches et études conduites jusqu'à présent et prises en considération lors de la formulation de la stratégie et des plans d'action.
- 5) **Commentaire :** Evaluation Environnementale Stratégique (EES) :
Réponse : Les lignes directives de la JICA pour la considération environnementale et sociale seront appliquées. Les expériences d'essai pertinentes faites en Tunisie jusqu'à présent et la réglementation environnementale tunisienne seront prises en considération.

Les participants n'ont exprimé aucun commentaire aux réponses, aux commentaires / opinions dans la mise en oeuvre du Projet.

(4) Résumé des contraintes, potentialités, compétitivité, et filières économiques discutées dans les réunions de Sous-C/P des six gouvernorats (Discussion1)

(a) Préparation

Comme préparation à la séance (Discussion 1), les contraintes, potentialités et compétitivité évoquées dans les six Sous- C/Ps ont été compilées par l'équipe ODS avec l'assistance de l'équipe d'experts de la JICA.

Les contraintes, potentialités et compétitivités évoquées dans les six réunions de Sous-C/P ont été classées selon qu'il s'agit de facteurs physiques ou de facteurs humains et institutionnels, comme indiqué ci-dessous.

<Contraintes des facteurs physiques>

- Ressources en eau : Pourrissement de la qualité, manque de gestion, épuisement des nappes phréatiques
- Infrastructure insuffisante : Manque de ports, autoroutes, chemins de fer, zones industrielles efficaces
- Problèmes logistiques : Longue distance des ports commerciaux, coût plus élevé pour la logistique
- Nécessité de nouveaux programmes : Dans chaque secteur productif viser davantage au développement économique (agriculture, tourisme, exploitation minière, artisanat, etc.)
- Nécessité de renforcer les secteurs productifs : en agriculture, tourisme, artisanat

<Contraintes des facteurs humains et institutionnels>

- Création d'emploi
- Nécessité de renforcer l'organisation actuelle d'exécution : pour le marketing, la promotion d'investissement, questions foncières, etc.
- Manque de recherches : transformation des produits alimentaires, ressources en eau/minérales/autres, matériaux de construction, transport, etc.
- Questions environnementales : Contamination, désertification, pollution industrielle
- Nécessité d'établir une administration fonctionnelle de gouvernement : Manque de lois adéquates, manque de planification, manque d'organisation d'exécution

<Potentialités des facteurs physiques>

- + Potentialité pour une agriculture unique
- + Ressources et propriétés uniques disponibles pour le tourisme
- + Disponibilité des ressources minières
- + Capacité de produire/ manufacturier des produits en utilisant les avantages locaux
- + Ressources naturelles disponibles
- + Proximité des frontières internationales et potentialités d'être des centres logistiques

<Potentialités des facteurs humains et institutionnels>

- + Connaissance dans les secteurs productifs (agriculture, production artisanale, chimique, manufacturiers, etc.)
- + Existence des instituts de recherche

Les potentialités et compétitivités des facteurs physiques ci-dessus mentionnées ont été analysées et sélectionnées en comparaison à d'autres régions.

<Compétitivité des facteurs physiques>

- + Potentialité pour une agriculture unique
- + Ressources et propriétés uniques disponibles pour le tourisme
- + Disponibilité des ressources minières
- + Ressources naturelles disponibles
- + Proximité des frontières internationales et potentialités d'être des centres logistiques

<Ressources humaines/ facteurs institutionnels>

- + Connaissance dans les secteurs productifs (agriculture, production artisanale, chimique, manufacturiers, etc.)

Les filières économiques qui ont été discutées dans les six réunions de Sous-C/P comme secteurs prometteurs pour le développement, ont été résumées comme indiqué dans le Tableau 8.2-4, comme résumé du résultat des Sous-C/P. Le tableau a également été préparée pour des discussions supplémentaires lors de la réunion de Sous-C/P.

(b) Présentation et commentaires/ réponses

Au début de la Discussion 1, chaque Directeur Régional de l'ODS des six gouvernorats a présenté les résultats des discussions sur les contraintes, potentialités, compétitivité ainsi que les filières économiques, qui sont indiquées en A8.4, aux membres des autres gouvernorats.

Ensuite, les contraintes, potentialités, compétitivités ainsi que les filières économiques résumées ont été présentées par les membres de l'équipe ODS. Les participants ont exprimé leurs commentaires à la présentation, suivis par les réponses de l'ODS et du cadre de l'MDCI comme indiqué ci-dessous. Les principaux commentaires ont été : i) financement, ii) investissement et iii) filières économiques.

Tableau 8.2-6 Commentaires et réponses de la Discussion 1 de la RC/P du Sud du premier tour

Commentaire	Réponse
Les présentations n'ont pas mentionné les unicités détaillées de chaque gouvernorat (Kébili).	La présentation des compétitivités a été préparée basée sur les résultats des réunions de Sous-P/C (ODS).
Un des participants de Tataouine a souligné, comme contrainte, les problèmes de financement des projets d'investissement, surtout pour les privés.	Les banques ne sont pas la seule source de financement. Les méthodes de PPP pourraient être une solution après qu'une loi a été étudiée et stipulée (JICA).
Il y a des contraintes communes dans le Région du Sud. Le Gouvernorat de Gafsa, par exemple,	Le Code d'Investissement est encore sous révision et en cours de finalisation par l'Assemblée Nationale Constituante.

Commentaire	Réponse
a soumis des améliorations et propositions à l'Assemblée Nationale Constituante.	Toutes les propositions peuvent être prises en considération (SEDCI)
Le résumé des filières économiques n'inclue pas le tourisme alternatif à Tataouine bien que cette filière a été mentionnée dans la Sous-C/P de Tataouine. Des commentaires similaires ont été faits à Kébili et Gafsa.	Ces tableaux ont été élaborés basés sur les résultats des Sous-C/Ps des six gouvernorats. Toutefois, on peut toujours amplifier et ajouter des activités économiques en tant que nouvelles activités. Pour cette fin, les représentants sont demandés de nous fournir avec les filières manquantes à travers les Directeurs Régionaux.
Il y a une agriculture traditionnelle à Tataouine. Que veut dire agriculture biologique?	L'agriculture biologique est une agriculture particulière sans usage d'engrais chimiques et d'autres produits chimiques, suivant les normes et réglementations internationales. Il y a des systèmes de certification.
Ce serait mieux si les documents pour la prochaine C/P soient distribués avant la réunion (Tataouine).	On va considérer la possibilité de distribution au préalable. Veuillez comprendre que la période de préparation des documents est trop courte. (ODS).

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(Note) Les noms des gouvernorats entre () dans la colonne des « commentaires » montrent le gouvernorat que représente le participant qui a exprimé le commentaire.

Une semaine après, les trois directeurs régionaux de l'ODS des gouvernorats de Tataouine, Kébili et Gafsa ont envoyé les filières économiques supplémentaires comme indiqué dans le Tableau 8.2-7. Les filières économiques montrées comme "□" dans le tableau sont celles ajoutées par les membres des trios gouvernorats.

Tableau 8.2-7 Résumé des filières économiques listées dans les réunions de Sous-C/P

<Agriculture, Elevage, Pêche, Transformation- Agro/pêche >

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Agriculture biologique (huile d'olive traditionnelle, figes, henné, miel,...)	□	○	□	□	○	○
Agriculture : axer le développement du maraichage autour de la tomate, pomme de terre et laitue et de l'arboriculture autour de l'huile d'olive, l'olive de table, la pistache et l'amande	□		○	○	○	□
Agriculture Géothermale (eaux chaudes à Hamme, production des primeurs sous serres)			○	○	○	
Intensification des ovins et caprins dans l'oasis et dans les périmètres irrigués)	□	○	□	□	□	
Aquaculture		○	○			
Pisciculture en eau douce				□	○	
Développement et modernisation de l'agriculture oasienne				□	○	
Pêche		○				
Production de caviars					○	
Aviculture (élevage de volaille)			○			
Création de zones d'irrigation dans les régions agricoles rurales			○			
Instaurer un système de financement par crédits pour développer l'élevage camélins.	○					
Mobilisation et utilisation des ressources des eaux chaudes : Stations thermales, pisciculture, Production des primeurs.				○		
Industrie agroalimentaire (lait et dérivés, huile d'olives, poissons, conserves,	□	○	○	○	○	○

etc.)						
Industrialisation des produits du palmier : conditionnement, entreposage frigorifique et transformation des dattes et des sous-produits du palmier, meubles de bois de palmier...			○	○	○	
Huile d'olive		○	○			□
Plantes aromatiques et médicinales,	□	○				□
Label pour les produits agricoles	○					○
L'élevage (viande rouge) et valorisation de sous produits	○	○				
Production laitière			○			
Les produits de tiroir (miel, huile d'olive, olives, figues, dattes).			○			

<Exploitation Minière et Manufacturière>

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Valorisation des substances utiles disponibles : pierres, argiles, gypse, sable siliceux, magnésium, sodium, potassium	□		○	□		○
Substances utiles (Les produits rouges ou de terre cuite,...)	□	○				□
Industrialisation des produits du palmier : conditionnement, entreposage frigorifique et transformation des dattes et des sous-produits du palmier, meubles de bois de palmier...			○	○	○	
Le phosphate et dérivées (Industries chimiques)			○			○
Les saumures (Haute valeur ajoutée des activités de transformation)		○			□	
Création d'un pôle d'industrie extractive et minière	○					□
Création d'un pôle des industries pétrochimiques (Sahara)	○			□		
Industrie de la chimie fine et pharmaceutique			○			
Toutes autres filières industrielles répondant aux besoins du marché libyen et africain	○					
Filière composant automobiles: l'existence de Yazaki, (Investissement direct étranger) , CPG, ICG et la société régionale de transport						○
Industrie mécanique et manufacturière			○			
Amélioration de l'activité emballage (qualité , technique , formes..)						○
Filière industrie militaire	○					

<Tourisme>

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Tourisme alternatif	□	○		□	○	○
Tourisme balnéaire, Le tourisme culturel et écologique	□		○	○		
Diversification du Tourisme	□	○		□	○	□
Tourisme culturel	□				○	○
Investissement dans le tourisme saharien. (un environnement naturel faisant mariage entre l'oasis et le désert) : excursions, course de chameaux, rallye de motorcycle, promenades montgolfières, activités cinématographiques	□		○	○		□
Développement et soutien des événements artistiques et culturels comme rendez-vous d'attraction touristique	○			□		○
Tourisme thermal et culturel (thermalisme, oasis, montagne et Sahara)	□	○				
Ecotourisme (montagnes, troglodytes et ksour...)			○			○
Création d'un centre d'archéologie pour la finalité de la création des musées régionaux.	○					
Spécificité du produit artisanal	○	○		□		□
Secteur artisanal permettant aux familles rurales d'améliorer leurs revenus et de contribuer à la lutte contre l'exode rural	○	○		□		

<Autres>

Filières économiques	Tat.	Méd.	Gab.	Kéb.	Toz.	Gaf.
Energie renouvelable (énergie éolienne et solaire, production et commercialisation pour usage domestique, pour la STEG et le dessalement de l'eau)	<input type="checkbox"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="radio"/>
Commerce international (zones d'activités logistiques)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
Création d'un pôle académique et technologique d'énergie	<input type="radio"/>			<input type="checkbox"/>		
Développer davantage le TIC et l'économie internationale	<input type="radio"/>					<input type="checkbox"/>
Villages cinématographiques à Matmata, Beni Zelten et Ksar Heddada	<input type="checkbox"/>		<input type="radio"/>			
Métiers de proximité (services sociaux)			<input type="radio"/>			<input type="checkbox"/>
Logistique pour les produits à valeur ajoutée (création de richesses et d'emplois)					<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information et de bonne gouvernance territoriale					<input type="radio"/>	<input type="checkbox"/>
Amélioration de la qualité et la quantité de l'eau				<input type="checkbox"/>	<input type="radio"/>	
Labellisation écologique de la région dans tous les secteurs	<input type="radio"/>					
Médecine alternative	<input type="radio"/>					
Facilité de création de microprojets à coûts modérés comme revenu principal ou revenu d'assistance	<input type="radio"/>					
Extension de l'infrastructure ferroviaire à toute la région du sud (Sud Est et Sud-Ouest ..)	<input type="radio"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

(Note) veut dire que les représentants de la C/P du Sud des gouvernorats respectifs ont demandé d'ajouter les activités à travers les Directeurs Régionaux de l'ODS après consultation avec les Directeurs régionaux

(Source) Elaboré par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA base sur les discussions dans les réunions de Sous-C/P des six Gouvernorats et la C/P du Sud.

Après avoir reçu les rapports des filières économiques supplémentaires, l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA ont discuté brièvement de ce qui suit:

- Les raisons pour les demandes de filières économiques supplémentaires seraient les suivantes :
 - Les participants des réunions de Sous-C/P n'ont pas bien compris le sens de « filières économiques » ou le flux de la discussion. Une fois qu'ils ont placé quelques activités économiques en tant que potentialités ou compétitivité, ils auraient pu croire qu'il n'était pas nécessaire de les placer de nouveau en tant que filières économiques (activités / secteurs économiques stratégiques).
 - Lors de certaines réunions de sous-C/P, les discussions sur les filières économiques ont été faites délibérément : chaque carte de filières économiques (activités / secteurs économiques stratégiques) a été soigneusement examinée avec les problématiques, potentialités et compétitivité, et les participants les ont sélectionnées stratégiquement, alors que, lors d'autres réunions de Sous-C/P, les participants ont soulevé de façon aléatoire les filières (activités), et les cartes ont été placées sur le tableau sans discussion approfondie.
 - Certains participants ont sans doute découvert des filières économiques (activités / secteurs économiques stratégiques) dans d'autres gouvernorats dont ils n'avaient pas jusqu'alors connaissance. Une fois qu'ils ont découvert des activités, ils voulaient que ces filières soient développées dans leur gouvernorat.
 - Quand des représentants de certains gouvernorats ont découvert que beaucoup de filières économiques nouvelles / inhabituelles avaient été listées pour d'autres gouvernorats, ils ont

pensé que plus de filières économiques de ce genre devraient être incluses dans les filières économiques de leur gouvernorat.

- Comme le but de la discussion sur les filières économiques dans les réunions de Sous-C/P était de recueillir des idées des participants pour référence, les filières économiques supplémentaires doivent aussi être enregistrées et prises en considération dans la planification du développement régional.

(5) Discussion sur l'intégration entre régions, secteurs et institutions (Discussion2)

(a) Préparation

Lors de la dernière étape de la C/P du Sud du premier tour, ils ont discuté de la manière dont les effets synergiques de 1) la haute valeur ajoutée, 2) la création d'emploi et 3) le développement durable, qui sont les facteurs les plus importants dans le développement régional de la Région du Sud, pouvaient être réalisés à travers l'intégration entre régions, secteurs et institutions.

Le document de présentation utilisé pour la Discussion 2 est attaché dans A8-5 de « l'Annexe du Chapitre 8 ». Comme cette discussion pourrait être compliquée, les supports de présentation sur 1) output de la C/P du Sud et flux futur de la planification régionale, 2) but de la discussion, 3) liens intersectoriels de la Région du Sud, et 4) procédure et output de la discussion ont été préparés par l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA.

(b) Discussion et outputs

La discussion a été conduite par trois groupes, à savoir 1) « le groupe agriculture/pêche et transformation », 2) « le groupe minier et industriel » et 3) le « groupe de tourisme et services », qui sont les principaux secteurs productifs de la Région du Sud. La séance de discussion était composée des trois étapes suivantes : 1) discussion, 2) révision et résumé des résultats au sein de chaque groupe et 3) présentation par chaque groupe.

Les résultats de la discussion par les trois groupes sont représentés dans le Tableau 8.2-8. Bien que le sujet des discussions était les activités pour générer des effets de synergie, quoique les interactions entre les gouvernorats, les secteurs productifs et les institutions, de nombreuses cartes indiquaient les demandes de soutien par l'administration publique, telles que le développement des infrastructures de transport, la prévision de mesures incitatives, la promotion de la recherche et de l'administration décentralisée. En outre, comme les activités des secteurs productifs, « valorisation » (pour créer ou augmenter la valeur de quelque chose) est un mot-clé.

Tableau 8.2-8 Résultats de Discussion 2 du C/P du Sud du premier tour Groupe de l'Agriculture, Pêche et Agroalimentaire

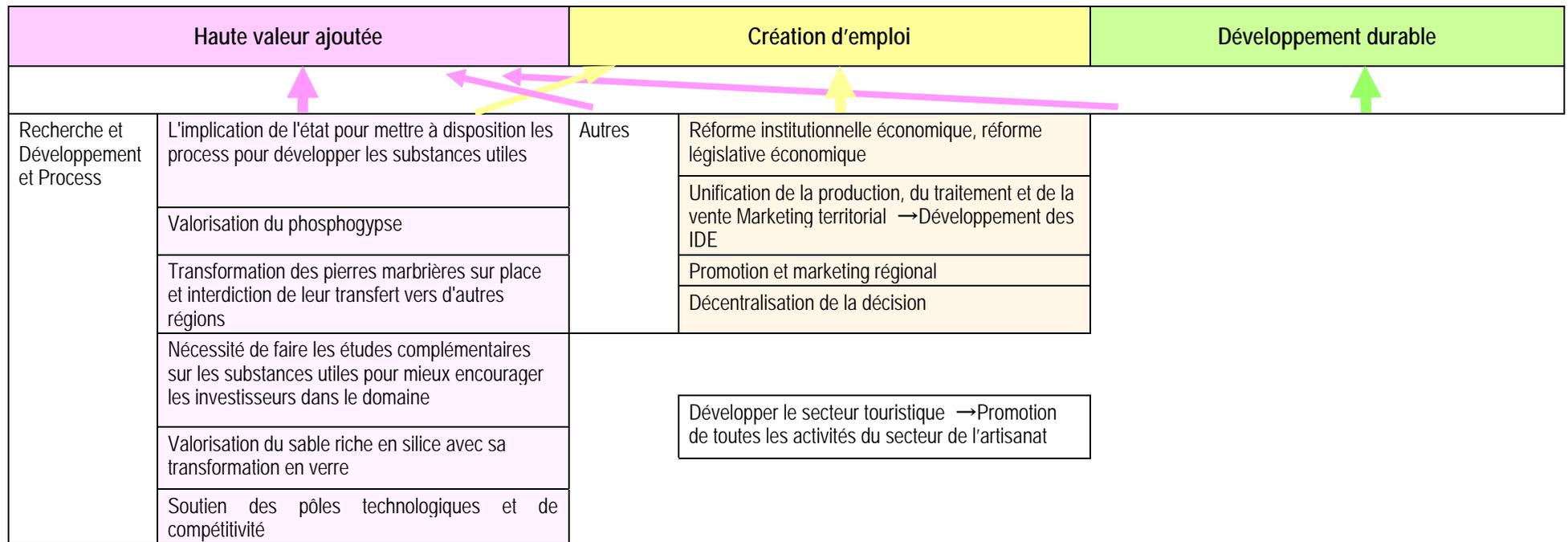
	Haute valeur ajoutée	Création d'emploi	Développement durable
Procédures Législatives	Résoudre les problèmes fonciers		Préserver la faune et la flore maritime à travers un contrôle plus strict sur les chalutiers
	Trouver des solutions pour le morcellement des terres agricoles		Interdire totalement l'évacuation des eaux usées dans la mer ou dans la nature sans traitement
	Assurer une gestion rationnelle des ressources en eaux en qualité et quantité (économie d'eau)		
Développement des ressources humaines (instituts de formation)	Création d'une filière universitaire (ingénierie des oasis)		
	Réactiver le rôle de GDA et des différentes structures agricoles		
	Renforcer la vulgarisation agricole et assurer l'adéquation de la formation agricole avec les besoins des agriculteurs		
Valorisation Des Produits Agricoles	Encourager les cultures hors saison	Créer des unités de confection de moustiquaires et des filets anti-grêles dans la région	Utiliser des nouvelles technologies en agriculture surtout les énergies solaire et aérienne et éliminer l'utilisation de gasoil dans la production animale et végétale
	Encourager l'aquaculture		
	Valorisation des déchets des produits agricoles	Créer des unités de conditionnement et de transformation des produits agricoles	Promouvoir la fabrication d'emballages certifiés (normes internationales)
	Labellisation des produits agricoles	Créer des plateformes pour promouvoir l'exportation des produits agricoles	Opter pour le recyclage des déchets des produits agricoles
	Valorisation des fruits biologiques de la région du sud et leur exploitation en valorisant les sous produits		
	Mettre à niveau le secteur laitier		
	Utilisation des sous-produits locaux pour l'élevage (alimentation de bétail...)		
	Manque de pêche en eau profonde, de nombreuses ressources ne sont pas encore exploitées,		
Infrastructure	Assurer l'exploitation des produits agricoles à partir des ports de Zarzis et de Gabès Renforcer l'infrastructure pour faciliter le transport des produits agricoles		

Groupe Minier et Industriel

Haute valeur ajoutée		Création d'emploi		Développement durable	
Valorisation et Transformation des Substances Utiles Sur place	Etude des argiles et leurs possibilités d'utilisation	Logistiques et transports	Port commercial à Gabès avec ligne conteneurs	Améliorer la valorisation des sous-produits du palmier	Valorisation des déchets des oasis (graines de dattes)
	Faire ressortir les secteurs là où la région possède des avantages comparatifs (études sectorielles, études de positionnement stratégique, etc...) (argile, marbre, saumures, sable, gypse)		Consolidation des centres de recherche		Conditionnement et transformation des dattes
	Les argiles sont utilisées actuellement d'une façon traditionnelle essentiellement en fabrication des briques classiques alors qu'apparemment elles peuvent être utilisées plus noblement		Création de salons spécialisés et internationaux dans tous les gouvernorats		Promotion des activités de conditionnement emballage
Création des poles d'énergies (Gaz, pétrole)	Energies renouvelables (solaire et éolienne)	Autres	Amélioration de l'infrastructure (Ports commerciaux, aéroports, chemin de fer)	transformation des sous-produits : Extraction de glucose, alcool, des déchets MDF noyau: pour alimentation animale	Valorisation des déchets et sous-produits d'oasis (palmier) pour l'équipement
	Faire participer les régions dans les commissions nationales des permis de recherche et d'exploitation. pétrole, gypse		Ouverture du port commercial de Zarzis sur le sud de l'Algérie (services pétroliers)		
	Traiter le pétrole dans les régions du Sud- voir Zarzis		Zones logistiques dans tous les gouvernerats avec service de dédouanement.		
Incitations à l'investissement (Avantages spécifiques)	Interdiction d'exporter le gypse sous forme de matière première		Création d'emploi lors de la fabrication et le conditionnement.		
	Diminuer le prix du KW industriel par rapport aux autres régions		Création des zones industrielles type nouvelle génération → IDE		
	Code d'incitation qui puisse promouvoir les régions défavorisées et qui traite les régions par gouvernorat et non pas par délégation		Ouvrir un bureau de CEPEX dans chaque Gouvernorat.		
	Exonération des capitaux investis dans les régions du Sud		Travailler en étroite collaboration avec les centres techniques		
			Développer l'approche cluster pour promouvoir les activités industrielles		
			Centre: Ingénierie, Recherche et développement		

Cartes décrivant les contraintes

Absence des ports
Commerce parallèle et trafic
Absence d'infrastructure (transport)
Ciblage et promotion des produits prématurés
Commerce parallèle et trafic
Décharge (.....)



Groupe de Tourisme et Services

	Haute valeur ajoutée	Création d'emploi	Développement durable
Type de Tourisme: Tourisme Culturel Tourism Saharien Tourism de Santé Tourism Sportif et de Loisir Convalescence Tourism de Chasse Tourism Alternatif Tourime Sharien Tourisme de Masse Tourisme balnéaire Artisanat Transport Rural (Régional)	Tourisme Alternatif; Haute qualité, Image de luxe, Marketing	Formation adoptée (Animation, guide, restauration, accueil, artisanat, santé...)	Inciter à la création des associations protectrices du patrimoine
	Proposer des offres distinctes pour le Sud	Diversifier les produits touristiques (Culturel, médical...)	Sensibiliser la société civile à protéger leur patrimoine régional
	Créer des nombreux circuits touristiques		
	Recherche d'investisseurs capables de gros investissements	Sensibilisation de la société civile pour contribuer à la dynamisation des secteurs (Tourisme et Artisanat)	Projets respectants l'environnement (Tous les secteurs)
	Création de centre de formation du service touristique		Inciter et promouvoir les transports entre les régions
	Animation touristique (centre d'animation, camping)	Diagnostic des produits des régions et création de centre de formation pour des guides culturels	
	Musée à envergure internationale	Intégration de l'artisanat avec le secteur du tourisme au niveau du marketing (Exposition au niveau des hôtels)	
	Hebergement typique de gamme en harmonie avec le paysage existant		
	Plans de marketing appropriés (Tourisme et Artisanat)	Introduire dans les programmes d'enseignement régionaux les potentialités de leurs régions	
	Création de centre de formation pour l'artisanat local et pour la longévité du savoir-faire ancestral		
		Aide ou subvention pour la création de T.O originaire tunisien	
	Open Sky	Professionnels	
	Création d'agence de label alternatif	Institutions d'appui	
	Meilleure organisation	Embellissement des villes (Préservation/Environnement)	
	Aménagement des monuments historiques et culturels		
Promotion du tourisme Maghrébin et Africain	Organisation et labellisation avec diagnostic des produits artisanaux et création des coopératives commerciales		

8.2.4 Révision des réunions de C/P du premier tour et identification des actions à mener pour la mise en œuvre des réunions de Sous-C/P et de C/P du Sud du prochain tour.

Après la réunion de C/P du Sud du premier tour, une série de discussions a été faite pour examiner les premières tournées de réunions de la C/P et d'identifier les mesures à prendre pour les résultats des réunions de C/P du premier tour et pour identifier les actions à mener pour les réunions de C/P futures. Les résultats de la révision et des actions identifiées sont indiqués dans le Tableau 8.2-9. Avec une sincère et étroite collaboration pour la préparation, le déroulement et les révisions, les discussions sont devenues plus spécifiques, profondes et sérieuses.

Tableau 8.2-9 Résultats des examens de la C/P du Sud du premier tour

Sujet	Résultat de la révision et des actions à mener pour la C/P et sous-C/P futures
Administration globale	<ul style="list-style-type: none"> * Pour la prochaine réunion de Sous-C/P, la partie dans laquelle les commentaires et opinions doivent être collectés après la présentation de l'avant-projet de vision, concept et stratégie, doit être la partie principale, tandis que la partie de la discussion visant à recueillir les idées des participants pour la formulation des plans d'action devrait être la partie secondaire. Avec la reconnaissance, l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA ont convenu que la forme, le programme, la présentation et la facilitation devront être convenues après des discussions supplémentaires. * ODS semble ne pas avoir l'intention de mentionner la deuxième réunion de Sous-C/P dans la page d'accueil d'ODS.
Logistiques	<ul style="list-style-type: none"> * La mise en place préférable des tables et chaises pour les réunions a été trouvée à travers les expériences des six réunions de Sous-C/P. Il y avait quand même des problèmes de micros (problèmes de nombre et de hurlement). Un contrôle préalable est nécessaire.
Invitation et enregistrement	<ul style="list-style-type: none"> * L'enregistrement à la Sous-C/P du gouvernorat de Gafsa a été généralement bien organisé. Il y avait quand même quelques membres qui étaient assis à des places différentes. La préparation du plan de salle est requise. * Il y avait deux réunions de Sous-C/P auxquelles moins de la moitié des membres ont assisté. Pour remédier à ce problème, l'ODS a l'intention de confirmer avec les directeurs régionaux pour s'assurer que plus de membres assistent aux réunions. * Lorsque les membres de la Sous-C/P ne sont pas en mesure d'assister à une réunion, il est nécessaire qu'ils consultent avec le directeur régional de l'ODS sur la façon dont ils peuvent envoyer des remplaçants adéquats. Les membres qui ne peuvent pas assister à la réunion devraient envoyer une lettre à l'ODS en mentionnant le nom et la position des personnes qui les remplaceront. * Pour la C/P du Sud, si un représentant d'un gouvernorat ne peut pas assister à la réunion, le représentant devrait demander et envoyer une autre personne de la même organisation. Lorsque le représentant ne peut pas trouver la personne convenable au sein de l'organisation, le directeur de l'ODS ne devrait pas demander à d'autres membres d'assister à la C/P du Sud. Il serait préférable de choisir un autre représentant pour représenter les Sous-C/P quand d'autres ne peuvent pas assister à la RC/P du Sud.
Préparation	<ul style="list-style-type: none"> * L'initiative de l'ODS pour la préparation des documents de présentation a été remarquablement augmentée, bien que plus de soutiens par l'équipe d'experts de la JICA pour la conduite efficace et efficiente des réunions futures soient nécessaires. * ODS s'est plaint de la décision tardive des sujets et la procédure pour les discussions de C/P du Sud. Il serait mieux de commencer la préparation des programmes plus tôt. En outre, l'équipe d'experts de la JICA a proposé que l'ODS prenne l'initiative des préparations des programmes comme il n'y a que deux tours de réunions de Sous-C/P et C/P du Sud et que le temps pour la discussion sur la préparation est plus limité.
Présentation	<ul style="list-style-type: none"> * L'équipe de l'ODS a développé de façon remarquable des compétences de présentation

Sujet	Résultat de la révision et des actions à mener pour la C/P et sous-C/P futures
	<p>adéquate lors des RC/P. Cependant, il est toujours possible d'apporter des développements supplémentaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Pour les deuxièmes réunions de Sous-C/P, l'avant-projet de vision, concept et stratégie doit être expliqué par le coordonnateur et / ou les membres de l'équipe de l'ODS, au lieu des directeurs régionaux, comme les directeurs peuvent être placés dans le milieu entre les intérêts du gouvernorat et l'ensemble de la région du Sud, alors que leur rôle est d'obtenir le consensus auprès des participants des gouvernorats.
Facilitation	<ul style="list-style-type: none"> * Avec l'implication active de l'équipe ODS, l'équipe a développé d'importantes compétences de gestion et de facilitation pour des discussions efficaces et efficientes. * Il serait mieux pour l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA de développer des conseils pour rendre les discussions plus concentrées sur le sujet. * Au cours des discussions, certains facilitateurs ou autres membres du staff de l'ODS expriment encore leurs propres opinions. Tous les membres de l'équipe et staff de l'ODS devraient se consacrer à recueillir les commentaires et les opinions des participants concernés. * Les sujets et les questions pour la séance de discussion devraient être plus simples et spécifiques. Les sujets du premier tour ont peut-être été trop compliqués et, dans certains cas, les participants n'ont pas compris ce dont ils allaient discuter. * Pour la discussion de groupe introduite à la réunion de C/P du Sud, des salles séparées ont été préparées en raison de la limite de l'espace dans la salle des réunions de l'ODS. Comme les réunions des groupes ont été tenues séparément, l'avancement et la facilitation ont été contrôlés séparément selon les facilitateurs. Il serait mieux de nommer une personne en charge du contrôler de l'avancement ainsi que des moyens de discussion. .

(Source) ODS et JET

8.3 Résultats de la consultation publique du deuxième tour

8.3.1 Calendrier

Les réunions de Sous-C/P et les RC/P du deuxième tour se sont déroulées conformément au calendrier indiqué au Tableau 8.3-1.

Tableau 8.3-1 Calendrier de la RC/P et des Sous C/P du deuxième tour

Date	Programme
23 sep. (mardi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Tozeur
24 sep. (mer.)	Sous-C/P du Gouvernorat de Gafsa
25 sep. (jeudi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Kébili
30 sep. (mardi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Gabès
1er oct. (mer.)	Sous-C/P du Gouvernorat de Tataouine
2 oct. (jeudi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Médenine
8 oct. (mer.)	RC/P du Sud

8.3.2 Synthèse des résultats des réunions de Sous-C/P

(1) Participants aux réunions de Sous-C/P

Le nombre de participants aux réunions de Sous-C/P du deuxième tour est indiqué au Tableau 8.3-2. Pour certains gouvernorats, les directeurs régionaux de l'ODS ont ajouté des membres, principalement

des représentants d'agences nationales de services publics. Le taux de participation, y compris les participants remplacés par des membres était légèrement plus faible, et les participants accompagnant les membres et les participants non-membres sont sensiblement moins nombreux qu'aux réunions de Sous-C/P du premier tour.

Tableau 8.3-2 Nombre de participants du deuxième tour

	Tozeur	Gafsa	Kébili	Gabès	Tataouine	Médenine	Total	
Membre invité	21	28	22	24	22	20	137	100 %
Participants								
Membre	8	3	15	21	13	9	68	50 %
Remplacé par un membre	4	13	1	1	1	5	25	18 %
Accompagnant un membre	1	0	2	3	0	3	9	7 %
Non-membre	6	0	3	5	6	3	23	17 %
indéterminé	0	0	0	0	0	0	0	0 %
Total	19	16	21	30	19	20	125	91 %
dont Hommes	15	16	18	27	18	18	112	90 %
Femmes	4	0	3	3	1	2	13	10 %

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

Remarques) 1) Le nombre de participants indiqué ci-dessus correspond au nombre de personnes qui s'étaient inscrites.

2) Le nombre de participants indiqué ci-dessus n'inclut ni le personnel de l'ODS ni les membres de l'équipe d'experts de la JICA présents aux réunions.

(2) Programme des réunions de Sous-C/P

Les réunions de Sous-C/P du deuxième tour comportaient trois séances comme suit, conformément à l'agenda suivant comme indiqué en A8-3 d.

Agenda-1 : Objectif, vision et stratégies de développement, et progrès de l'évaluation environnementale stratégique

Agenda-2 : Stratégies et plans pour les secteurs de production (agriculture, pêche, élevage et transformation des produits alimentaires ; extraction minière, autres industries et énergies renouvelables ; tourisme et artisanat)

Agenda-3 : Stratégies et plans de développement des infrastructures (transports, approvisionnement en eau et traitement des eaux usées, approvisionnement en électricité et télécommunications), promotion de l'investissement et des exportations, et amélioration du marketing

(3) Préparation des réunions de Sous-C/P

Trois avant-projets des documents de présentation correspondant aux trois agendas indiqués ci-dessus ont été préparés par l'équipe d'experts de la JICA. Ils ont fait l'objet de discussions avec l'équipe de l'ODS (siège) et ont été finalisés conformément à A8-6. Les points clés de la préparation des documents de présentation étaient les suivants :

* Au début des documents de présentation, le déroulement de l'étude, la position et l'agenda de la RC/P du deuxième tour ont été clairement illustrés.

* Ensuite, le contenu ainsi que la logique de la proposition de l'objectif, de la vision, des stratégies communes de développement, de l'état d'avancement de l'évaluation environnementale stratégique, des stratégies de la promotion des secteurs de production, du développement des infrastructures, et de la promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux sont abordés brièvement.

* Les points de discussion sont indiqués.

(4) Discussions et observations émises au cours des réunions de Sous-C/P

Les observations émises au cours des réunions de Sous-C/P du deuxième tour sont résumées au Tableau 8.3-3.

Tableau 8.3-3 Principales observations émises au cours des réunions de Sous-C/P du deuxième tour

1. Objectif de développement
<ul style="list-style-type: none"> - L'objectif est très clair et approprié au développement du Sud. L'État a entrepris de gros efforts de développement (autoroutes, ports en eau profonde, etc.) dans les régions défavorisées. - L'objectif peut sembler ambitieux, mais nous devons l'atteindre. - L'objectif semble être l'objectif de développement national L'objectif devrait indiquer la manière dont le Sud doit être développé. - Il existe de nombreux types de disparités régionales. Il y a des disparités entre les gouvernorats situés sur le littoral et entre les délégations dans un gouvernorat comparativement développé. Il y a de nombreuses disparités dans le Nord également. - La réduction des disparités sociales, telles que le chômage, devrait être incluse dans l'objectif. La réduction des disparités sociales apaisera les tensions sociales. - Des indicateurs mesurant les progrès du développement régional devraient être associés à l'objectif. - Lorsque nous fixons un objectif, il serait préférable de mettre en évidence les potentialités de chaque gouvernorat et leur complémentarité.
2. Vision de développement
<ul style="list-style-type: none"> - La vision est bien définie comme objectif du développement régional, et il ne peut y avoir aucune priorité parmi les trois éléments de la Vision car les éléments sont liés les uns aux autres. - Il est important de définir la vision, qui est réalisée à travers des rapprochements plus étroits entre les six gouvernorats, des collaborations intersectorielles, et des collaborations avec les pays voisins. - Pour réaliser la vision, nous devons changer le modèle de développement en se démarquant du modèle conventionnel. - Les questions d'égalité entre les sexes doivent être prises en considération pour tout ce qui touche à la création d'emploi, étant donné que le Sud compte un grand nombre de femmes hautement qualifiées. - Le taux élevé de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est un problème grave. Pour remédier au problème, il faudra un développement industriel qui intéressera la jeune génération. - Il est nécessaire d'engager un modèle de développement libre avec une ouverture sur le marché mondial. - Des indicateurs mesurant les progrès du développement régional devraient être associés à la vision.
3. Stratégies communes
<ul style="list-style-type: none"> - Les stratégies proposées ne semblent pas nouvelles et sont similaires aux plans de développement

précédents formulés par d'autres donateurs.

- Il y a eu de nombreuses études reflétées dans des plans de développement qui n'ont jamais été mis en œuvre. Les stratégies formulées par le projet doivent être applicables. L'établissement de mécanismes de mise en œuvre est important.
- Les investissements directs étrangers devraient être limités à ceux consacrés aux industries innovantes.
- De nombreux commentaires mentionnaient que les caractéristiques spécifiques et les ressources de chaque gouvernorat devraient être prises en compte pour formuler des stratégies de tous les secteurs.
- Les plans et plans d'action doivent montrer clairement ce qu'il faut faire dans un délai précis.
- La législation et les aspects institutionnels devraient faire partie d'une stratégie commune.
- Le « Développement des ressources humaines » l'éducation et la formation qui répondent aux besoins de l'économie régionale devraient être inclus dans une autre stratégie commune.
- La promotion et la décentralisation de la recherche et développement (R&D) sont une stratégie essentielle pour tous les secteurs.
- Une stratégie en matière d'enseignement supérieur doit être incluse.
- L'emplacement géographique favorable du Sud, c'est-à-dire, la proximité de la Libye et l'Algérie, doit être pris en compte pour la formulation des stratégies de développement régional.
- Le phénomène et les causes de la migration sont à prendre en compte dans l'élaboration des stratégies.
- Stratégie commune 3 « Promotion des exportations » et la stratégie commune 4 « Promotion des investissements » peuvent être fusionnées en une stratégie commune étant donné que des actions réelles de promotion des investissements encourageront la production et la transformation, et déboucheront sur la promotion des exportations.
- Pour mettre en œuvre de la Stratégie 4 « Promotion des investissements », il sera nécessaire d'améliorer le niveau de vie pour attirer les investissements. La législation en vigueur sur les investissements fait obstacle à l'attraction d'investissements étrangers directs même dans le Nord.
- En ce qui concerne la stratégie commune 5 « Développement respectueux de l'environnement avec des ressources limitées », il serait préférable de spécifier les ressources, telles que les ressources en eau ou les pâturages naturels (parcours naturels).
- Pour ce qui est de la stratégie commune 4, la promotion des investissements locaux ainsi que des investissements étrangers directs sont importants.
- Concernant la stratégie commune 2 « Renforcement des collaborations intersectorielles et intergouvernementales », il faudrait remplacer « Collaborations intergouvernementales » par « Collaborations entre gouvernorats et à l'intérieur de chacun ».
- La phrase « ressources locales uniques » a été remplacée par « ressources locales renommées ou exceptionnelles » étant donné que des ressources identiques ou similaires existent dans d'autres parties du monde bien qu'elles représentent des avantages pour le développement du Sud.
- Le développement de l'infrastructure est important.
- Les incitations en vigueur pour la promotion des investissements ne fonctionnent pas.
- Nous avons besoin de méthodes japonaises pouvant être appliquées au Sud.

4. Progrès de l'évaluation environnementale stratégique (EES)

- Les contraintes relatives aux ressources en eau posent problème à tous les secteurs et à tous les gouvernorats, et des solutions devront être trouvées.
- La composante environnementale devrait inclure la gestion des ressources.
- L'importance des énergies renouvelables devrait être abordée dans l'étude.
- Les changements climatiques et la désertification doivent être pris en compte dans l'EES.

- L'évaluation des dommages provoqués par la pollution (provenant de l'extraction minière, le traitement du phosphate, l'industrie chimique) est inévitable.
- Le développement durable devrait inclure les questions liées à l'eau, la préservation des oasis, la dépollution dans l'industrie du phosphate, et la biodiversité.
- Le développement durable devrait inclure également des facteurs sociaux et économiques.
- Une stratégie de mesures correctives (dépollution) devrait être incluse. Nous devons trouver des techniques permettant un traitement adéquat des résidus de phosphogypse, comme celles pour la conversion des résidus en ressources.
- Il est nécessaire de rechercher des solutions aux problèmes environnementaux existants, tels que la gestion des déchets à Gabès et à Médenine.
- Les impacts environnementaux sur le développement urbain doivent être évalués.
- Le tourisme de masse n'est pas viable.
- Les possibilités de développement du Chott el-Jerid pour des activités d'extraction minière devraient de préférence être examinées.
- La possibilité d'installer un port sec sur la frontière algérienne devra être examinée en relation avec la promotion des exportations vers les pays subsahariens.

5. Stratégies pour le secteur de production

(1) Agriculture, pêche, élevage de bétail, et transformation des produits alimentaires

- Les stratégies sont généralement bonnes.
- Le rétablissement et la préservation des oasis doivent être inclus dans les stratégies.
- L'agriculture bio pour les produits uniques et conventionnels doit être encouragée.
- L'utilisation d'énergies renouvelables pour le dessalement peut être proposée.
- La mécanisation dans l'agriculture devrait être introduite pour réduire les coûts de production malgré les effets négatifs sur l'emploi.
- De nombreuses observations portaient sur la nécessité de stratégies spécifiques par gouvernorat et par produit.
- L'industrie agroalimentaire sera implantée suivant la spécificité de chaque gouvernorat et en tenant compte des résultats de la recherche scientifique portant sur l'industrialisation de la transformation des produits agricoles.
- Les problèmes financiers sont soulevés dans tous les gouvernorats.
- La formation et le perfectionnement devraient être mis en avant dans les stratégies agricoles.
- La compétitivité est importante dans le secteur agricole.
- Les principaux problèmes dans le secteur agricole sont : i) le manque de sécurité sociale du travail, ii) les accidents du travail, iii) la réticence des jeunes à travailler sur des fermes, et iv) la fragmentation des propriétés foncières ou des occupations foncières collectives.
- En ce qui concerne la stratégie AG-5 « Activation de l'agriculture oasienne en trois strates », il serait préférable de remplacer « Activation » par « Restauration ».
- La mécanisation et l'introduction de nouvelles technologies dans l'agriculture oasienne (p. ex. l'introduction de machines de cueillette pour prévenir la chute des travailleurs lors de la récolte des dattes) sont recommandées conformément à la Stratégie 10.
- De grands réservoirs d'eau sont opérés par les pays voisins.
- La recherche scientifique est faible dans le secteur agricole.

- Le financement des banques est faible dans le secteur agricole.
- Le potentiel des plans concernant les plantes aromatiques et médicinales doit être examiné.
- Pour résoudre les problèmes de propriété foncière, les fonctionnaires et les résidents locaux doivent réfléchir ensemble à l'application des textes juridiques établis par l'État, et trouver des solutions adaptées.
- L'élevage du bétail est important dans le Sud. Il faut résoudre les problèmes de pâturage (parcours) et de fourrage.
- Une analyse approfondie sur les pêches est nécessaire. Le secteur de la pêche devrait suivre les stratégies nationales.
- L'agriculture en Tunisie est encore subventionnée et n'est pas compétitive.
- La transformation des dattes est monopolisée par des hommes d'affaires dans le Nord-Est. Comment pouvons nous la promouvoir dans le Sud ?
- Des stratégies pour l'agriculture dans les zones sèches et/ou montagneuses sont nécessaires.
- La plupart des agriculteurs sont des petits exploitants, et ils ont des difficultés à obtenir des crédits agricoles.
- Nous devons nous concentrer sur la régularité de la production agricole pour avoir une production stable pour assurer et promouvoir la transformation et l'exportation.
- Une stratégie pour la protection des ressources halieutiques à long terme est nécessaire.
- Il est nécessaire de renforcer le système d'élevage pastoral.
- Nous devons renforcer le système de production d'huile d'olive (olive, huile, fourrage, etc.) et moderniser les services agricoles.
- Nous devons développer la chaîne de valeur visant plus d'emplois dans la production, la transformation, l'exportation, le traitement des déchets agricoles, l'éponge, la palourde, le tassergal.
- Il est recommandé d'établir un centre régional pour la recherche et la formation agricoles dans chaque gouvernorat.
- Le Sud a des avantages dans l'élevage et la production de viande rouge, en particulier de chameau, et de viande blanche, telle que la volaille et le lapin, pour une forte valeur ajoutée avec la consommation par les touristes et l'exportation.
- Le développement du secteur agricole devra passer inévitablement par une amélioration de la qualité.
- La Stratégie AG-8 « Promotion de l'établissement de coopératives agricoles » doit être examinée.
- Il est nécessaire de promouvoir les activités collectives en matière de stockage, d'emballage et de réfrigération.

(2) Industrie minière, autres industries et énergies renouvelables

- De nombreuses études réalisées jusqu'à présent se consacraient à l'amélioration de la valeur ajoutée à des substances utiles. Le problème, toutefois, est la législation sur l'extraction et l'exploitation.
- La transformation / le traitement et l'amélioration de la valeur ajoutée de matières ou substances utiles doivent faire l'objet de promotion, non seulement pour le marché intérieur, mais également pour l'exportation sur les marchés extérieurs tels que la Libye et l'Algérie.
- Chaque gouvernorat devrait être doté d'un(de) centre(s) de transformation / de traitement pour une plus forte valeur ajoutée.
- Le développement des ressources énergétiques potentielles (pétrole, gaz, énergie renouvelable) devrait être pris en compte.
- Les revenus de la production minière doivent être correctement distribués au gouvernorat producteur.
- L'élimination des déchets dans le Chott el-Garsa a causé une dégradation des sols, de la flore et de la

faune, ainsi que des problèmes de pollution dans le Golfe de Gabès.

- Le recyclage des déchets en énergie doit être examiné.
- Le gazoduc reliera Gabès à l'Algérie pour l'exportation. Comment le gouvernorat de Tataouine peut-il en bénéficier du fait qu'il possède des ressources naturelles ?
- La Banque Mondiale a accordé un crédit pour la production d'électricité ayant recours à l'énergie solaire dont 70 % de l'énergie ainsi produite devra, conformément aux modalités imposées par la Banque Mondiale, être exportée vers l'Europe.
- Autant de valeur que possible, telle que des substances utiles, doit être ajoutée aux ressources minérales sur les lieux de l'extraction.
- Le sel est une ressource potentielle pour le Sud et doit être exploitée efficacement.
- Le Ministère de l'Équipement a l'intention d'établir un programme avec la coopération de l'Allemagne pour le secteur minier prenant en compte les exigences environnementales.
- Le recyclage non seulement du plastique mais également des pneus est nécessaire.
- La recherche dans le secteur minier doit être encouragée.
- Il est improbable que le secteur minier emploie beaucoup de personnes.
- L'extraction minière dans le Sud est depuis longtemps négligée, et il n'y a même plus de cours dans ce secteur à l'Université de Gabès
- Il est nécessaire d'établir un centre de production et de traitement de gypse et de marbre à Tataouine.

(3) Tourisme

- Le patrimoine historique, les montagnes, le Sahara, les monuments et les paysages naturels dans le Sud sont pris en compte pour le développement du tourisme.
- Il est nécessaire d'identifier quel patrimoine, quel circuit et quelle gastronomie locale doivent faire l'objet d'activités promotionnelles.
- Pour attirer plus d'étrangers et de Tunisiens, les organismes concernés, les installations et infrastructures doivent être remis en état et développés.
- Nous devons encourager le tourisme local afin que les touristes soient motivés à consommer localement et à visiter le Sud.
- TM-5-3 (5-4) « Créer un marché hebdomadaire des producteurs agriculteurs à l'intérieur de la zone touristique » serait une erreur grave. Il serait préférable à la place d'emmener les touristes chez les agriculteurs.
- Le tourisme MICE est applicable non seulement pour la destination « Bleu Méditerranée » mais également pour d'autres destinations.
- Considérant qu'un tiers de la capacité des hôtels dans le pays se trouve en fait dans le Sud, il est important de bien utiliser la capacité et l'infrastructure hôtelières existantes.
- L'utilisation des chemins de fer serait efficace pour la promotion du tourisme.
- Sur certains sites touristiques, il est important de résoudre des questions relatives aux terres.
- La réhabilitation et le développement touristique de villes anciennes, de monuments historiques et de vieilles oasis sont importants.
- Il est nécessaire de former et de motiver les jeunes gens et de les orienter vers le secteur touristique.
- Il est proposé de créer des classes de tourisme dans les écoles secondaires de manière à impliquer les jeunes dans les processus de développement du secteur et à promouvoir l'hospitalité et les services apparentés tels que la restauration.
- Pour la mise en œuvre de stratégies, l'intervention du gouvernement et, ensuite, l'acceptation par les

résidents doivent être examinées.

- Les agences de voyage (ou leur fédération) doivent être impliquées dans la gestion des destinations et autres activités.
- Nous devons réorganiser la stratégie des destinations sur le Sahara étant donné que cette destination doit être intégrée avec une destination dans la zone du littoral.
- La supervision de l'institution administrative, l'ONTT (Office National du Tourisme Tunisien) plutôt que le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, doit être rationalisée avec des procédures administratives simplifiées.
- Beaucoup d'endroits attrayants situés au-dessus du Sud doivent être considérés comme attractions/circuits avec évaluation de leur potentiel. Leur intégration dans une destination doit être considérée.
- Pour la promotion du tourisme, il est indispensable de bien sensibiliser les citoyens.
- Le Ministère du Tourisme dispose d'un budget inférieur aux ressources financières nécessaires pour promouvoir le secteur.
- Le secteur privé doit prendre l'initiative dans le partenariat renforcé secteur public-secteur privé.
- La classification des destinations est bonne. Cependant les stratégies et plans semblent quelque peu obscurs et assez théoriques.
- Le tourisme culturel est restreint par la loi qui interdit aux tunisiens d'accueillir des étrangers chez eux.
- Il est nécessaire de diversifier le tourisme pour développer un tourisme tout au long de l'année dans le Sud.
- Le financement des investissements demeure la principale solution pour la promotion du tourisme. Nous devons inclure une stratégie en mesure de stimuler les investissements dans le secteur.
- Le Ministère du Tourisme a préparé une stratégie nationale pour la promotion du tourisme. Les stratégies qui seront proposées par les experts de la JICA devront se conformer à la stratégie nationale. Pour formuler des stratégies pour le Sud, nous devons penser à la fois au niveau national et au niveau régional.
- La destination « Terre Berbère » devrait inclure non seulement le tourisme agricole et thermal, mais également le tourisme culturel, des paysages montagneux, etc.
- Dans l'appellation « Terre Berbère », le mot « Terre » pourrait susciter le mécontentement des Berbères.
- La promotion des destinations existantes et la création de nouvelles destinations doivent adopter une approche différente.
- Nous devons développer des services touristiques répondant aux standards internationaux.

(4) Artisanat

- Le secteur de l'artisanat est négligé, et les stratégies proposées sont basiques et conventionnelles.
- Le secteur de l'artisanat devrait être analysé et traité indépendamment du secteur du tourisme.
- Des groupements d'artisans doivent être établis pour le marketing des produits.
- Nous avons besoin d'une stratégie marketing spécifique au Sud.
- Il est important d'assurer un approvisionnement de matières premières de qualité satisfaisante pour le développement du secteur. Il est recommandé d'organiser des coopératives pour l'approvisionnement collectif de matières premières.
- Le renouvellement et l'exposition de produits sont essentiels afin d'intéresser les touristes.
- La restructuration des entreprises d'artisanat, l'organisation de professionnels / artisans, et la promotion de la législation sont nécessaires pour le développement durable du secteur.
- L'amélioration de la qualité est également requise.
- Nous devons examiner de près l'industrialisation du secteur de l'artisanat. La majorité des produits

doivent être faits main, et les motifs et les compétences doivent faire partie du patrimoine culturel qu'il faut préserver.

- L'innovation est nécessaire pour diversifier les produits traditionnels et pour attirer les touristes étrangers
- Il faut impérativement soutenir la nouvelle génération d'investisseurs à travers la promotion du commerce et la mise à niveau des écoles d'art dans le Sud.
- L'artisanat devrait apporter des produits qui répondent aux besoins des clients sans se limiter aux produits de décoration de luxe ou aux souvenirs.
- La préservation des motifs et des compétences traditionnels ainsi que la formation nécessaire dans ce sens sont très importantes.
- Il est essentiel de contrôler les importations illégales en provenance de Chine.
- Aujourd'hui, 35 % de l'artisanat vendu en Tunisie est fabriqué en Chine. Nous devons examiner et réviser les spécifications.
- Il est recommandé de créer un site internet pour la promotion du secteur de l'artisanat.
- Le secteur de l'artisanat attire moins les gens que les produits textiles de masse.
- Pour le secteur de l'artisanat, nous devons fixer un but et des stratégies précis, avec un calendrier pour atteindre les objectifs après une étude de diagnostic approfondi.

6. Promotion de l'infrastructure, de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux

(1) Transport

- Le port de Gabès devrait être développé pour promouvoir les exportations des produits du Sud-Ouest, et le port de Zarzis pour promouvoir les exportations des produits du Sud-Est.
- Il est nécessaire d'accroître le rôle des aéroports régionaux (Tozeur, Gafsa et Gabès) pour le développement des secteurs de production.
- L'installation d'un centre logistique à Gafsa est recommandée.
- Il est nécessaire de développer et de réactiver le port de Zarzis.
- Le chemin de fer de Tozeur à Hazoua (30 km) et une zone économique sont recommandés afin de promouvoir les exportations vers l'Algérie et développer des services de transport.
- Il faudrait développer un tronçon autoroutier reliant Gafsa à Karouan.
- Les réseaux routiers doivent être bien entretenus.
- Il est recommandé de prévoir une autoroute entre Gabès et Kébili. Une étude de faisabilité est requise.
- Pour le développement des infrastructures de transport, la priorité doit être donnée aux gouvernorats ou zones isolées.
- Les stratégies des secteurs de production doivent être clairement reflétées dans les stratégies de développement des infrastructures.
- Les centres de logistique dont l'installation est en cours ou prévue dans le Sud devront être bien considérés et estimés.
- Des postes frontières avec la Libye et l'Algérie doivent être développés.
- Il faut absolument améliorer le traitement des eaux usées.
- La construction d'un aéroport à Tataouine s'impose.
- Les réseaux de transport doivent être développés non seulement pour relier les centres de traitement avec les centres d'acheminement des exportations, mais aussi pour relier des zones de production primaire aux centres de traitement et de transformation.

(2) Approvisionnement en eau et traitement des eaux usées

- L'adduction d'eau provenant du Nord peut être une solution au manque d'eau dans le Sud, en particulier dans le Sud-Ouest.
- Il existe deux façons d'amener l'eau dans le Sud, la première en provenance du Nord, et la deuxième en provenance du Sahara (eau fossile profonde).
- Les économies d'eau, l'utilisation rationnelle d'eau non conventionnelle ainsi que le dessalement de l'eau doivent être examinés.
- Compte tenu de l'utilisation excessive de l'eau par le secteur minier et de la forte urbanisation de la ville de Gafsa, l'utilisation alternative de l'eau (de mer) dessalée doit être examinée.
- Le transport de l'eau du Nord et le dessalement sont l'un comme l'autre importants.
- Compte tenu du fait que le secteur agricole utilise le plus grand volume d'eau et provoque la surexploitation des eaux souterraines, l'utilisation de l'eau dessalée dans l'agriculture doit être encouragée.
- L'utilisation continue des eaux souterraines dans le secteur agricole et la réduction de l'utilisation des eaux souterraines dans le secteur semblent se contredire.
- À l'heure actuelle, 200 % de la capacité des puits dans le gouvernorat de Gafsa est utilisée. Des solutions claires pour remédier à ce problème graves sont requises.
- Le dessalement des eaux souterraines est ajouté en tant que cinquième approche. La stratégie doit être intégrée à la promotion de l'utilisation de l'énergie solaire, la recherche et le développement sur l'énergie solaire et la production d'énergie solaire.
- Les économies d'eau dans les secteurs industriels et de la construction doivent être encouragées.
- Le stockage efficace des eaux de pluie pour leur utilisation dans l'agriculture (système de Jessour) doit être encouragé.

(3) Approvisionnement en électricité et télécommunications

- Le chemin de fer de Tozeur à Hazoua (30 km) et une zone économique sont recommandés afin de promouvoir les exportations vers l'Algérie et développer des services de transport.
- Le développement des énergies renouvelables est important.
- La production d'électricité ayant recours aux énergies renouvelables doit être ajoutée en tant que quatrième approche.
- Le tarif d'électricité subventionné pour le secteur touristique doit être élargi à l'agriculture et à l'industrie.

(4) Promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux

- La promotion des investissements, de l'exportation et l'amélioration du marketing sont essentielles au développement du Sud.
- Une nouvelle loi pour encourager la production, le traitement / la transformation, et l'exportation dans le Sud devra être adoptée.
- Le rôle du Centre de Promotion des Exportations (CEPEX) dans le Sud pour l'exploration de nouveaux marchés pour les produits « Fabriqués dans le Sud » doit être réactivé.
- Il faudra mettre en œuvre la décentralisation du processus décisionnel et la rationalisation des procédures pour la promotion des exportations.
- L'amélioration et le renforcement du professionnalisme et de l'expertise sur le secteur sont nécessaires dans le Sud.
- Il est nécessaire d'encourager et de soutenir les investisseurs à mener leur propre recherche et le développement de leurs affaires.

- L'attraction de l'investissement direct étranger (IDE) s'effectuera en se concentrant sur l'attractivité des chaînes de valeur.
- La création d'un (autre) fonds de développement régional est recommandée afin de promouvoir l'investissement dans le Sud.
- Il est nécessaire d'encourager et de mettre en œuvre le concept de l'économie solidaire.
- Nous pouvons encourager l'investissement dans le Sud en créant une société d'investissement (SICAR) dans chaque gouvernorat.
- Il est recommandé de créer une plateforme pour la promotion des exportations des produits alimentaires.
- L'État doit intervenir pour la promotion de l'investissement avec des mesures énergétiques.
- Les problèmes d'investissement peuvent être résolus par la décentralisation qui permettra de concevoir, développer, et assurer le suivi des plans de développement, conformément aux dispositions de la nouvelle constitution.

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

8.3.3 Synthèse des résultats de la RC/P du Sud

(1) Programme de la réunion de RC/P du Sud

La RC/P du Sud du deuxième tour comportait quatre séances comme suit et comme indiqué en A8-3-e.

- Agenda-1 : Objectif, vision et stratégies de développement ainsi qu'évaluation environnementale stratégique
- Agenda-2 : Stratégies et plans pour les secteurs de production (agriculture, pêche, élevage et transformation des produits alimentaires ; extraction minière, autres industries et énergies renouvelables ; tourisme et artisanat)
- Agenda-3 : Stratégies et plans de développement des infrastructures (transports, approvisionnement en eau et traitement des eaux usées, approvisionnement en électricité et télécommunications),
- Agenda-4 : Stratégies pour la promotion des investissements et des exportations, et amélioration du marketing

(2) Préparation de la RC/P du Sud

Après les six réunions de Sous-C/P, la préparation pour la RC/P du Sud a été effectuée en collaboration par l'équipe d'experts de la JICA et l'ODS, comme suit :

- * Le contenu des discussions des six réunions de Sous-C/P a été enregistré et résumé pour l'élaboration du rapport respectivement par le DRD et l'ODS.
- * Les documents de présentation pour la RC/P du Sud ont été préparés par l'équipe d'experts de la JICA et vérifiés par l'équipe de l'ODS. Le contenu des discussions au cours des réunions de Sous-C/P a été résumé par sujet. Les points des discussions ont été préparés de manière à ce que les participants arrivent à un consensus et à une conclusion dans le délai limité.

(3) Participants de la RC/P du Sud

Les représentants des Sous-C/P sélectionnés par **consensus** au cours des premières réunions de Sous-C/P du premier tour ont également participé à la RC/P du Sud du deuxième tour, à l'exception de quelques membres dont le poste a été remplacé par d'autres personnes. Sur les 18 représentants, quatre n'ont pas été en mesure de participer à la RC/P du Sud en raison d'autres réunions importantes. Le DRD de

Gafsa n'a pas été en mesure d'assister à la réunion en question en raison d'une visite du Ministre du Développement et de la Coopération internationale (MDICI) dans le gouvernorat le même jour, et il a été remplacé par un membre de l'équipe de l'ODS qui avait assisté à la réunion de Sous-C/P.

(4) Discussions et conclusions de la RC/P du Sud

(a) Objectif de développement

D'après les observations et les discussions, l'objectif de développement a été modifié comme suit. Comme souligné au cours des réunions de Sous-C/P, il y a des disparités régionales entre régions côtières et entre délégations dans un gouvernorat développé du Sud, ainsi qu'entre le Nord-Est et le Nord-Ouest. Puis, les disparités régionales entre « le Sud et les régions développées de la Tunisie » et « parmi différentes zones du Sud » ont été ciblées. Malgré de nombreux commentaires indiquant que la réduction de la disparité régionale entre le Sud et d'autres régions de la Tunisie semble être un objectif de développement au niveau national, l'écart demeure un objectif régional en raison de l'explication donnée par l'équipe d'experts de la JICA, à savoir que l'une des raisons pour lesquelles la JICA avait mis en place ce Projet était pour aider les régions les moins développées dans le but de contribuer au renforcement de la sécurité sociale.

Les disparités économiques sont réduites entre le Nord et le Sud de la Tunisie et les régions côtières et les régions de l'arrière-pays dans le Sud.



Les disparités économiques sont réduites entre le Sud et les régions développées de la Tunisie et parmi les différentes régions du Sud.

(b) Vision de développement

La plupart des participants ont accepté les trois objectifs de la vision de développement, c'est-à-dire i) plus forte valeur ajoutée, ii) création d'emploi, et iii) développement durable ainsi que statut sophistiqué, unique et novateur du Sud. La vision de développement a été acceptée telle que proposée.

Le Sud sera développé de manière durable avec plus d'emplois pour tous, créant une valeur plus élevée et maintenant une forte compétitivité dans l'économie mondiale. — être sophistiqué, unique et novateur —

(c) Stratégies communes

Les stratégies communes ont suscité de nombreux commentaires et observations au cours des réunions de Sous-C/P. Les cinq stratégies communes proposées au cours de la RC/P du Sud ont été approuvées avec les observations indiquées ci-après :

- 1) Une sixième stratégie commune de « Développement des ressources humaines » a été ajoutée.
- 2) Étant donné que les ressources naturelles réservées dans le Sud ne sont pas « uniques (non comparables) », le mot dans la stratégie commune a) doit être remplacé par « original(e, aux) », « renommé(e, s, es) » ou « remarquable(s) ».
- 3) Outre les collaborations « intersectorielles » et « inter-gouvernorat » dans la stratégie commune b), il faut inclure « collaborations avec les pays voisins ».
- 4) i) L'importance des ressources en eau limitées et la nécessité d'une gestion intégrée parmi leur utilisation dans les différents secteurs, ii) les problèmes liés aux nombreuses terres subdivisées ou en propriété communale, iii) la faiblesse et la centralisation de la recherche et du développement (R&D) ont été signalés. En ce qui concerne le point ii), l'équipe d'experts de la JICA a toutefois demandé à la partie tunisienne de résoudre les problèmes car la question est coutumière et très controversée et peut difficilement être réglée par des personnes de l'extérieur.

De retour au Japon, l'équipe d'experts de la JICA a examiné même la composition des stratégies. Au lieu des cinq stratégies communes, l'équipe d'experts de la JICA a décidé de préparer des stratégies, des plans, et plans d'action pour les questions transsectorielles suivantes. En ce qui concerne les questions transsectorielles de b), c), d) et g), les stratégies, plans ou plans d'action sont décrits dans les parties consacrées aux secteurs de production et aux secteurs des infrastructures, car ils varient selon la nature de chacun des secteurs. Seuls les stratégies, plans et plans d'action pour les questions transsectorielles de a), e) et h) sont détaillés dans les sections respectives, tandis que ceux de f) sont expliqués dans la partie consacrée à l'évaluation environnementale stratégique (EES) et respectivement aux secteurs de production ou des infrastructures.

Stratégie commune	Question transsectorielle
a) Utilisation optimale de ressources et d'actifs locaux uniques	a) Administration du développement régional
b) Renforcement des collaborations intersectorielles et inter-gouvernorat	b) Dispositions juridiques et réglementaires
c) Promotion des exportations des produits du Sud	c) Développement des ressources humaines
d) Promotion des investissements et attraction des investissements étrangers	d) Recherche et développement
e) Promotion du développement respectueux de l'environnement avec des ressources limitées	e) Gestion des ressources hydriques
	f) Conservation de l'environnement
	g) Acquisition des terrains
	h) Promotion de l'investissement, du marketing et des exportations

(d) Stratégies et plans des secteurs de production et des infrastructures, et stratégies et plans pour la promotion de l'investissement, l'amélioration du marketing, et promotion des exportations

Compte tenu des observations émises au cours des Sous-C/P et de la RC/P du Sud, les stratégies et plans des secteurs de production et des infrastructures ainsi que les stratégies et les plans de promotion des investissements, d'amélioration du marketing, de promotion des exportations de marketing ont été révisés pour se rapprocher des stratégies et plans en question actuels.

8.3.4 Examen des RC/P du deuxième tour

Les résultats de l'examen des RC/P du deuxième tour sont résumés comme suit. Les capacités de logistique et de préparation de l'équipe de l'ODS ont été remarquablement améliorées, tandis que la capacité de développement de facilitation pourrait prendre plus de temps.

Tableau 8.3-4 Résultat de l'examen des RC/P du deuxième tour

Objet	Résultat de l'examen et mesures à prendre pour les RC/P et réunions de Sous-C/P à l'avenir
Administration générale	* La période de préparation après la dernière réunion de Sous-C/P et avant la RC/P du Sud doit être suffisante.
Logistique	* La logistique a été sensiblement améliorée, à l'exception de l'arrangement des microphones qui dépend du niveau de service de l'hôtel. Dans certains cas, le nombre de micros n'était pas suffisant et le temps pris à passer le micro à l'intervenant suivant était inutilement long.
Logistique	* Il serait préférable de demander aux hôtels de prévoir des micros en nombre suffisant, en louant ou en empruntant le matériel supplémentaire si nécessaire. * Dans d'autres cas, étant donné que le contrôle du volume n'était pas approprié, la voix de l'intervenant était soit inaudible soit assourdissante. Il est nécessaire de demander à la personne qui contrôle le niveau sonore d'être présent pendant toute la durée de la réunion, ou des membres du personnel de l'ODS doivent apprendre à contrôler le volume.

Objet	Résultat de l'examen et mesures à prendre pour les RC/P et réunions de Sous-C/P à l'avenir
	<ul style="list-style-type: none"> * Certains plans de salle et badges pour les participants n'avaient pas été préparés correctement. Il est nécessaire que l'ODS connaisse le nom et le titre de tous les participants un ou deux jours avant la réunion pour préparer le plan de salle, les plaques de bureaux (à poser sur les tables) et les badges. * Le moment de la distribution des documents, dans certains cas, était tardif ou la distribution a pris du temps, et les présentations n'ont pas pu démarrer dans de bonnes conditions car le public était dérangé par la distribution et ne pouvait pas se concentrer. Il serait préférable de prédéterminer la personne responsable de la distribution des documents de chaque présentation cinq minutes avant qu'elle ne démarre. Il suffit pour cela que le présentateur et le distributeur communiquent entre eux. Il conviendrait d'avoir plusieurs personnes pour distribuer les documents afin que le travail de distribution se termine rapidement.
Invitation et enregistrement	<ul style="list-style-type: none"> * Le taux de présence des membres aux réunions de Sous-C/P est toujours aussi faible, à environ 70 %, même en incluant la participation de membres remplacés par d'autres. Étant donné que la RC/P pour la formulation du plan de développement régional n'est pas officialisée, la fréquentation est toujours dépendante de la bonne volonté des membres. L'ODS doit demander à tous les membres s'ils peuvent assister à la réunion, et dans le cas où un membre ne pourrait pas être présent, l'ODS devrait demander au membre en question de désigner une autre personne en mesure d'assister à la réunion en son nom et de communiquer par écrit à l'ODS le nom et le titre du remplaçant. * Dans le cas où l'ODS souhaiterait permettre à certains observateurs d'assister à la réunion d'une manière organisée, il doit suivre certaines procédures, tel que suggéré à la Section 8.1.2 du présent chapitre.
Préparation	<ul style="list-style-type: none"> * Le personnel de l'ODS est encore largement tributaire de l'équipe d'experts de la JICA pour la préparation des présentations. En raison du temps limité pour la mise en œuvre du Projet, il n'y avait pas assez de temps entre l'envoi des avant-projets des stratégies et des plans à l'ODS et la tenue de la RC/P.
Présentation	<ul style="list-style-type: none"> * Après les réunions de Sous-C/P des gouvernorats du Sud-Ouest, des paires composées respectivement d'un présentateur de l'ODS et d'un membre de l'équipe d'experts de la JICA en charge vérifiaient les présentations. À partir de ce moment-là, les présentations pour les gouvernorats du Sud-Est se sont considérablement améliorées.
Facilitation	<ul style="list-style-type: none"> * Il y a eu beaucoup de commentaires exigeant de l'équipe d'experts de la JICA des plans et plans d'action supplémentaires. Parfois, l'attitude des participants est semblable à celle observée lorsqu'ils demandent au gouvernement central ou aux bailleurs de fonds internationaux d'apporter certains projets, notamment pour le développement de l'infrastructure, sans raisons précises. Il est nécessaire que les facilitateurs fassent en sorte que les participants se concentrent sur la façon dont l'économie et la société dans le Sud doivent être développées, et, ensuite, quels types d'actions sont nécessaires. * De nombreux participants, même les membres, ont émis des observations, qui sont sans doute leur opinion personnelle et ne présentant pas celle de leurs organisations. Même des représentants de l'administration publique ont exprimé leurs souhaits ou demandes, surtout en ce qui concerne le développement de l'infrastructure. Les représentants de l'administration publique doivent participer aux discussions d'un point de vue technique et professionnel, et les facilitateurs doivent le leur rappeler si nécessaire. * Il y a encore des facilitateurs qui font part de leurs opinions et demandes reflétant leurs convictions personnelles aux membres de l'équipe d'experts de la JICA. Les facilitateurs doivent bien comprendre leur rôle dans les RC/P. Ils doivent solliciter des observations et avis constructifs de la part des participants pour ensuite parvenir à un consensus parmi les participants. Les membres du siège de l'ODS doivent guider les DRD afin qu'ils fassent correctement leur travail.

(Source) l'équipe d'experts de la JICA et ODS

8.4 Réunions avec les membres de la RC/P du Sud

8.4.1 Thèmes de discussion

Avec les nombreuses observations sur les stratégies et les plans des secteurs de production et des infrastructures ainsi que d'autres sur l'investissement, le marketing et l'exportation au cours des RC/P du deuxième tour, l'équipe d'experts de la JICA et l'ODS ont jugé nécessaire de trouver une autre occasion de discuter avec les principales parties prenantes avant les discussions finales aux RC/P du troisième tour, et ont décidé de tenir des réunions en février 2015 avec les membres de la RC/P du Sud, qui représentent les Sous-C/P respectifs. Les thèmes de discussion avec les membres de la RC/P du Sud sont les suivants :

- 1) Scénario de développement
- 2) Stratégies et plans révisés conformément aux observations émises au cours des RC/P du deuxième tour et plans d'action préliminaires des secteurs de production.

8.4.2 Contenu et résultat des discussions

(1) Scénario de développement

Pour la réalisation de la vision de développement impliquant une plus forte valeur ajoutée, la création d'emploi et le développement durable, les activités des secteurs de production du Sud doivent être élargies jusqu'à la transformation et la fabrication finales, tandis que les activités économiques actuelles dans la région sont limitées à la production primaire, telle que l'agriculture, la pêche et l'extraction minière, et la transformation de biens intermédiaires, telle que la production d'huile d'olive en vrac. Pour réaliser la transformation et la fabrication finale dans le Sud, les entreprises de la région doivent être capables de développer et de concevoir des produits finis conformes aux résultats des études de marché réalisées par elles-mêmes, d'améliorer la qualité des produits finis et d'établir la Marque sud-tunisienne pour une plus grande compétitivité principalement sur les marchés internationaux. Les deux scénarios suivants ont été établis pour le développement des secteurs de production.

Étant donné que les secteurs de production dans le Sud ont peu d'expérience de marketing, de stratégie de marque et d'amélioration de la qualité et de la conception, le Scénario 2 a été proposé pour une collaboration renforcée entre les entreprises de transformation finale ainsi qu'entre le secteur privé, le secteur public et le milieu universitaire afin de s'imposer sur le marché international.

Scénario 1	Scénario 2
La transformation et fabrication des produits finis seront dispersées à proximité des zones de production des matières premières (dans chaque gouvernorat).	La transformation et fabrication des produits finis seront concentrées à Gabès et Médenine où se trouvent les ports d'exportation.

Étant donné que les participants aux réunions craignent que la création d'emploi soit déséquilibrée, ils se sont opposés fortement au Scénario 2. Ceci est particulièrement avéré en ce qui concerne les membres des gouvernorats dans le Sud-Ouest. Il a été convenu que le meilleur scénario devra être trouvé pour réaliser des produits ayant une valeur ajoutée optimale et une création d'emploi équilibrée entre les gouvernorats du Sud. Il a également été convenu qu'en cas de compromis en matière de création d'emplois parmi les gouvernorats / délégations, les gouvernorats / délégations les moins développés auraient la priorité.

(2) Stratégies et plans révisés et plans d'action préliminaires des secteurs de production

Compte tenu des observations et avis émis au cours des RC/P du deuxième tour, les stratégies et plans de développement ont été révisés pour se rapprocher des stratégies et plans en question actuels. Les plans d'action des secteurs de production ont été formulés de manière préliminaire. Des stratégies et plans révisés ainsi que des plans d'action préliminaires ont été proposées avec les membres de la RC/P du Sud.

Les membres de la RC/P du Sud ont émis de nombreuses observations. Par rapport aux RC/P formelles, étant donné que les participants étaient moins nombreux, plus de temps a pu être consacré au dialogue, et les discussions étaient plus approfondies. Les membres fournissent également différents types d'informations sur des situations récentes, telles que les derniers progrès de projets connexes. L'équipe d'experts de la JICA a modifié les plans d'action des secteurs de production sur la base de ces observations, avis et informations.

8.5 Résultats de la consultation publique du troisième tour

8.5.1 Calendrier

Les RC/P du troisième tour se sont tenues conformément au calendrier en Tableau 8.5-1. La RC/P du Sud s'est réunie onze jours après la dernière réunion de Sous-C/P pour assurer plus de temps de préparation pour la RC/P du Sud par rapport au tour précédent.

Tableau 8.5-1 Calendrier de la RC/P et des Sous C/P du troisième tour

Date	Programme
27 mai (mer.)	Sous-C/P du Gouvernorat de Tozeur
28 mai (jeudi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Gafsa
1er juin (lundi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Kébili
2 juin (mardi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Médenine
3 juin (mercredi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Gabès
4 juin (jeudi)	Sous-C/P du Gouvernorat de Tataouine
15 juin (mer.)	RC/P du Sud

8.5.2 Synthèse des résultats des réunions de Sous-C/P

(1) Participants aux réunions de Sous-C/P

Après l'élection des membres de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), les membres de l'Assemblée nationale constituante (ANC) ont été remplacés par ceux de l'ARP. Lorsque des postes de membres des Sous-C/P ont été pourvus par de nouvelles personnes, les membres ont également été remplacés par les nouveaux nommés. Le nombre de participants aux réunions de Sous-C/P du deuxième tour est indiqué au Tableau 8.5-2. Les taux de présence étaient presque les mêmes que les précédents.

Tableau 8.5-2 Nombre de participants du deuxième tour

	Tozeur	Gafsa	Kébili	Médenine	Gabès	Tataouine	Total	
Membre invité	24	25	22	23	24	26	144	100%
Participants								
Membre	5	14	13	9	18	14	73	51%
Remplacé par un membre	9	2	6	3	1	3	24	17%
Accompagnant un membre	1	1	1	1	2	5	11	8%
Non-membre	4	9	4	5	1	3	26	18%
indéterminé	0	0	0	0	0	0	0	0%
Total	19	26	24	18	22	25	134	93%
dont Hommes	18	24	21	16	21	23	123	92%
Femmes	1	2	3	2	1	2	11	8%

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

Remarques) 1) Le nombre de participants indiqué ci-dessus correspond au nombre de personnes qui s'étaient inscrites.

2) Le nombre de participants indiqué ci-dessus n'inclut ni le personnel de l'ODS ni les membres de l'équipe d'experts de la JICA présents aux réunions.

(2) Programme des réunions de Sous-C/P

Les réunions de Sous-C/P du troisième tour comportaient les trois séances comme suit, conformément à l'agenda suivant comme indiqué en A8-3 f. Les discussions sur la promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux ont été incluses dans d'autres séances.

Programme-1 : Scénario de développement

Programme-2 : Plans d'action des secteurs de production et Évaluation environnementale stratégique (EES)

< Secteur agricole et activités apparentées >

< Secteur du tourisme et de l'artisanat >

< Secteur minier et manufacturier >

< EES >

Programme-3 : Plans d'action du secteur des infrastructures et EES

< Transport >

< Approvisionnement en eau et traitement des eaux usées >

< Secteur minier et manufacturier >

< EES >

(3) Préparation des réunions de Sous-C/P

Compte tenu des observations et avis émis lors des réunions avec les membres de la RC/P du Sud, l'équipe d'experts de la JICA a modifié le scénario de développement au Japon dans le cadre de discussions étroites avec la JICA. Les plans d'action des secteurs de production ont été révisés suivant les observations, opinions et informations exprimées par les membres de la RC/P du Sud. Compte tenu des modifications du scénario de développement, des plans de développement spécial, et des stratégies, plans, et plans d'action révisés des secteurs de production, ainsi que des stratégies, plans et plans d'action des secteurs des infrastructures, et des questions transsectorielles ont été révisés ou formulés.

Avec les résultats des modifications, révisions et formulation mentionnés ci-dessus, l'équipe d'experts de la JICA a préparé l'avant-projet des documents de présentation au Japon. À son arrivée en Tunisie,

l'équipe d'experts de la JICA a discuté avec l'ODA l'avant-projet en question et a finalisé les documents de présentation comme indiqué en A8-7. Les présentateurs de l'équipe de l'ODS ont été choisis et ceux-ci ont répété les présentations. Des réunions avec les directeurs régionaux de l'ODS se sont tenues pour confirmer la préparation et la logistique.

(4) Discussions et observations émises au cours des réunions de Sous-C/P

Les principales observations et avis émis au cours des réunions de Sous-C/P sont résumés ci-dessous au Tableau 8.5-3.

Tableau 8.5-3 Principales observations émises au cours des réunions de Sous-C/P du troisième tour

1. Scénario de développement
<ul style="list-style-type: none"> - Le Scénario 3 est acceptable. Le développement devrait se poursuivre avec le partenariat public-privé (PPP) et les approches participatives assurant la transparence. - Pour un développement efficace en application du Scénario 3, le développement des capacités en matière d'administration publique est essentiel. - L'implication des politiciens est indispensable. Leur initiative est nécessaire pour prendre des mesures importantes. En même temps, leur intervention peut influencer défavorablement l'orientation des mesures - À l'heure actuelle, le secteur privé dans le Sud est faible. Des appuis importants sont indispensables pour les dispositions juridiques, le financement, le développement des infrastructures, la recherche et le développement (R&D) et autres améliorations dans l'environnement commercial. - La distribution des clusters doit être minutieusement examinée afin que la création d'emploi soit réalisée de manière équilibrée. - Un scénario de rechange doit être préparé en cas d'échec du Scénario 3. En cas de réussite du Scénario 3, il faudra considérer à long terme une réorientation vers le Scénario 1.
2. Plans d'action pour les secteurs de production
(1) Agriculture, pêche, élevage de bétail, et transformation des produits alimentaires
<ul style="list-style-type: none"> - La R&D et la formation sont importantes, et leur mise en œuvre passera par le renforcement des instituts de R&D existants. - Les techniques et actions visant à préserver et promouvoir l'agriculture oasienne doivent être incluses dans les plans d'action. - Le développement de nouveaux produits agricoles et transformés est nécessaire. - Le financement et le crédit dans le secteurs doivent être considérablement améliorés. - L'État devra résoudre les problèmes de propriété foncière et de gestion des ressources en eau par une amélioration de la législation connexe. - Un soutien aux petits exploitants agricoles, tel que la fourniture de subventions gouvernementales, est nécessaire. - Le regroupement et le renforcement des groupements d'agriculteurs et de pêcheurs sont nécessaires pour la mise ne place d'activités collectives, telles que le marketing. - Des techniques concrètes doivent être incluses afin d'accroître la productivité et réduire les coûts. - Un régime d'assurance maladie doit être préparé pour les agriculteurs. - Il est nécessaire de développer des marchés pour les produits agricoles, tels que les produits cultivés en

ayant recours aux sources thermales, les produits bio, etc.

- Nous aimerions savoir concrètement comment procéder pour développer des clusters dans le secteur agricole et de l'agroalimentaire
- Un soutien de l'État pour la mise en place d'un partenariat secteur public- secteur privé entre les agriculteurs et le gouvernement est nécessaire afin d'améliorer la qualité des produits.

(2) Industrie minière, autres industries et énergies renouvelables

- Des activités minières et d'exploration de pétrole et de gaz naturel ont été développées par le gouvernement central. Cependant, à l'avenir, elles doivent être gérées à l'initiative locale. Les bénéfices du développement des ressources minérales, pétrolières et gazières locales doivent être réinjectés dans le développement de la région en vertu de la nouvelle constitution.
- Des centres de R&D et de formation se consacrant à l'exploitation minière, pétrolière et gazière doivent être établis.
- L'exploitation du pétrole et du gaz naturel, avec le soutien d'industries connexes, doit être développée à Tataouine et Kébili. Des plans d'action pour le développement sont indispensables. L'État doit entreprendre des orientations visant à attirer les investissements dans le développement.
- Le développement de produits à base d'acide phosphorique purifié est important. Des mesures dans ce sens doivent être planifiées et mises en œuvre.
- La poursuite de la production d'acide phosphorique doit être minutieusement examinée. Les impacts sur les industries et services connexes doivent être considérés.
- Les industries de la céramique, du verre/de la verrerie doivent être développées à partir de sable riche et d'argile de qualité supérieure.
- Le développement d'industries utilisant du sel riche doit être examiné.
- Le développement de produits aromatiques, cosmétiques, et médicaux doit être proposé.
- L'extraction de substances utiles et leur traitement doivent être encouragés. Des centres de R&D et de formation doivent être créés dans le Sud avec le soutien de l'État et en coordination avec le gouvernement et les instituts de R&D.
- Des soutiens aux petites et moyennes entreprises sont essentiels. L'établissement d'entreprises contribuera à la création d'emploi.
- Il faut promouvoir le développement d'énergies renouvelables en mettant à profit les bons potentiels de la région. Le développement de la R&D et des ressources humaines est inévitable. Des plans d'action concrets sont nécessaires.
- Le Sud dispose de bons potentiels pour le développement de l'énergie éolienne. Le développement doit être examiné.
- Les économies d'eau et la lutte antipollution sont essentielles dans l'industrie, en particulier dans l'industrie du phosphate.
- La lutte antipollution peut être encouragée avec le recyclage des résidus de phosphogypse.
- Pour le développement de l'extraction minière et des industries, l'émission zéro et « l'économie verte » doivent être considérées.
- La R&D pour le développement durable doit être encouragée. Des centres de R&D dans ce but doivent être établis dès les premières étapes du développement. L'utilisation durable des ressources en eau est importante.
- Le développement de l'énergie de biomasse devrait produire des effets économiques.

(3) Tourisme

- La promotion du développement du tourisme doit s'appuyer sur le patrimoine culturel, historique, et les

ressources naturelles du Sud.

- Une démarcation claire et une coopération entre les agences de voyage et les hôtels, et une coordination inter-gouvernorats sont essentielles pour le développement du tourisme.
- Le tourisme MICE (pour Meeting, Incentive, Convention, Exhibition, ou Réunions, Congrès, Conventions, et voyages de gratification) doit être évalué.
- Le développement de sites commerciaux et de système d'exemption de taxe doit être encouragé.
- La législation doit être adoptée ou mise à niveau pour se conformer aux normes internationales et préserver le patrimoine culturel, tel que les anciennes oasis.
- Le développement de l'infrastructure est important pour le développement du tourisme. Il faudrait nous expliquer comment procéder pour développer des sites/circuits touristiques et infrastructures locales.
- Nous aimerions savoir comment procéder pour réduire la variation saisonnière de l'emploi dans le tourisme.
- L'agro-tourisme est un projet de produit. Pour la promotion de l'agro-tourisme, non seulement l'État, mais également l'UTICA et d'autres organisations doivent promouvoir l'investissement. L'État doit obtenir un budget pour la promotion.
- Nous voudrions savoir comment procéder pour établir ou améliorer la marque sud-tunisienne, comment promouvoir le tourisme dans le marché international, et comment développer et promouvoir les trois destinations.
- Il est recommandé de promouvoir le « tourisme vert » et d'encourager les économies d'eau et d'électricité dans le tourisme afin d'assurer un développement durable du tourisme et de s'adapter au changement climatique mondial. Nous aimerions savoir comment procéder pour réaliser le développement touristique durable.
- Il faut promouvoir l'écotourisme en mettant à profit les zones humides inscrites sur la Liste de Ramsar et celles faisant partie des parcs nationaux. Nous aimerions savoir comment procéder pour promouvoir l'écotourisme.
- Le tourisme médical et de rééducation visant les étrangers doit être encouragé.
- Des conseils des membres de l'équipe d'experts de la JICA, en particulier sur la manière de promouvoir le tourisme sur les marchés asiatiques et sur la manière d'améliorer la qualité des services touristiques seraient les bienvenus.
- Nous aimerions savoir comment procéder pour préserver ou réhabiliter le patrimoine historique.
- Pour le développement du tourisme, la coordination avec le développement d'autres secteurs est importante.

(4) Artisanat

- Des matériaux locaux - feuilles de palmier, bois d'œuvre, argile, etc., doivent être utilisés pour le développement du secteur.
- Les stratégies du secteur doivent être dépendantes de celles du secteur du tourisme. En même temps, les relations avec le secteur du tourisme et l'impact de celui-ci doivent être considérés dans la formulation de la stratégie.
- Le développement des ressources humaines est important pour le développement du secteur.
- La formation de clusters est recommandée pour la promotion du secteur.
- Le financement est un problème majeur du secteur.
- Le développement de l'infrastructure par le gouvernement est une question importante pour le secteur.
- Le regroupement d'artisans, l'établissement de centres de matériaux par le gouvernorat pour l'achat des matériaux, l'amélioration du soutien pour le développement et l'expansion du marketing seront nécessaires pour la promotion du secteur.

- Le renforcement de la chaîne d'approvisionnement est nécessaire pour le développement du secteur.
- Les questions d'égalité entre les sexes sont pleinement prises en compte dans le développement du secteur, étant donné que 80 % des artisans dans l'artisanat sont des femmes et que le développement du secteur contribuera à l'autonomisation des femmes.
- Il conviendrait d'accorder des subventions aux jeunes entrepreneurs.
- La promotion de l'artisanat par le biais d'internet pourrait être proposée.
- Il est nécessaire de repenser les produits afin de renforcer le marketing, de construire une marque, d'organiser et de participer à des foires internationales.

3. Promotion de l'infrastructure, de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux

(1) Transport

- Des mesures de développement d'infrastructures dans les zones frontalières sont à prévoir après avoir analysé le potentiel de développement des régions. Ceci contribuera au développement des villes et villages frontaliers.
- Il est nécessaire d'examiner le prolongement de l'autoroute vers Tozeur.
- L'utilisation des chemins de fer pour le transport de passagers doit être encouragée.
- Il est prévu d'installer des centres logistiques à Gafsa (100 ha.) et Tozeur (50 ha.). Nous aimerions savoir comment ces deux centres logistiques partagent les fonctions tout en maintenant la viabilité économique.
- Le prolongement du chemin de fer de Sfax jusqu'à Gafsa peut contribuer à la promotion des exportations.
- L'Afrique devrait représenter un grand marché, et le développement du Sud doit être orienté vers l'exportation visant le marché africain.
- Kébili est isolé sans raccordement aux réseaux routiers, aériens et ferroviaires. Si un raccordement aux trois réseaux n'est pas possible, au moins une autoroute doit être prolongée jusqu'à Kébili. L'ouverture d'un aéroport activera le développement du tourisme.
- L'autoroute nationale No. 16 doit être élargie en 2 x 2 voies. Cette élargissement améliorera l'accès à Zarzis et Tataouine. Le débit de circulation publié par l'État est très faible et un élargissement nécessite une prise de décision au niveau politique.
- Il existe des services d'autocar reliant l'aéroport de Djerba et les villes principales, mais pas Kébili. Kébili devrait être doté de liaisons multimodales.
- Le développement de réseaux routiers est nécessaire pour relier les principales villes et sites touristiques.
- Le développement de routes agricoles (routes de desserte) contribuera au développement agricole.
- Le développement de routes touristiques peut être proposé.
- La construction d'un pont qui reliant l'île de Djerba au continent a été proposée. Les impacts négatifs sur l'écosystème marin seraient faibles.
- La faisabilité de la construction d'un pont est improbable. Le service de ferry peut répondre à la demande, et l'élargissement de la Route romaine serait plus rationnel considérant les impacts environnementaux.
- Un prolongement de la voie ferrée de Gabès jusqu'à Ben Guerdane a été proposé. Le Ministère des Transports prévoit de prolonger la voie ferrée jusqu'à Ras Jadir, une ville frontalière avec la Libye à l'horizon 2035.
- Un appel d'offres pour deux projets visant l'agrandissement du port de Zarzis est prévu en 2016, y compris la construction d'un quai à conteneurs. La construction d'un centre logistique a été proposée.
- Une étude de faisabilité portant sur l'élargissement de la Route romaine est en cours.
- La construction de réseaux routiers pour raccorder l'autoroute à d'autres routes ainsi que l'entretien des

routes doivent être examinés.

- Un réseau de tramway sur l'île de Djerba, et un autre du centre de Zarzis jusqu'à la zone touristique, et de Médenine jusqu'à Djerf devraient être construits.
- Une zone commerciale et logistique (150 ha) est prévue est sera agrandie de 60 ha. Avec le développement, le prolongement du chemin de fer à partir de Gabès, et l'ouverture d'un nouvel aéroport doivent être examinés.
- À Gabès, une zone industrielle de 800 ha est prévue (partiellement en construction). En 2013, l'amélioration du port de Gabès et le développement d'un centre logistique ont été approuvés par le cabinet. Ces projets doivent être pris en considération dans l'étude. Il est prévu de construire un quai à conteneurs.
- Une autoroute de Gabès jusqu'à la frontière algérienne peut être proposée. D'après des algériens vivant dans le Sud, la demande d'une autoroute du port de Gabès - Gabès - Algérie est forte.
- Entre Tunis et Gabès, il existe seulement un service ferroviaire de passagers. La fréquence du service doit être augmentée pour faciliter le transport des investisseurs.
- En ce qui concerne les centres logistiques, le développement sur deux sites (30 ha. et 200 ha.) sont à l'étude pour Gabès. Celui de 200 ha. sera aménagé à côté d'une voie ferrée.
- En ce qui concerne les plans d'action relatifs aux réseaux routiers, ceux pour Tataouine ne sont sérieusement pas suffisants.
- Le projet portant sur l'aéroport de Ramada (conversion d'un aéroport militaire en aéroport civil) est proposé par le Ministre des transports.
- Le transport de la main-d'œuvre pour le développement pétrolier et gazier doit être examiné.
- L'installation d'un centre logistique et le prolongement de la voie ferrée de Zarzis jusqu'à Tataouine doivent être examinés.
- Les routes de Médenine - Tataouine - Dehiba et Zarzis -Tataouine doivent être élargies en 2 x 2 voies.
- Le développement d'une zone franche et d'un centre logistique peut être proposé.

(2) Approvisionnement en eau et traitement des eaux usées

- Étant donné que la salinité des eaux souterraines à Kébili est très élevée (8 à 12 g/l), l'adduction d'eau provenant d'autres régions pour le dessalement est nécessaire. Puisque le gouvernorat de Kébili ne se trouve pas au bord de la mer, des méthodes d'évacuation des eaux de salinité élevée provenant des usines de dessalement doivent être examinées.
- l'adduction d'eau provenant du Nord doit être examinée.
- La réutilisation de l'eau à usage industriel et touristique grâce à un traitement avancé des eaux usées doit être considérée.
- Une méthodologie et des techniques permettant de contrôler le volume d'eau utilisée doivent être établies pour la promotion de l'utilisation efficace de l'eau agricole.
- Le dessalement aussi bien d'eau de mer que d'eau souterraine doit être considéré. À Médenine, 70 % des eaux souterraines sont salines, et le dessalement de l'eau souterraine permet une production agricole de haute qualité / haut niveau. Des mini-usines de dessalement doivent être développées. Des incitations dans ce sens sont recommandées.
- L'équipe d'experts de la JICA propose l'utilisation accrue des eaux souterraines à usage agricole et de l'eau dessalée à d'autres fins, tandis que l'utilisation de l'eau pour tous est garantie par la constitution. Nous aimerions connaître la raison de cette proposition.
- La réutilisation des eaux usées domestiques à usage agricole doit être examinée.

(3) Approvisionnement en électricité et télécommunications

- Les lignes de télécommunication (Orange) ne sont pas suffisantes. Il est nécessaire d'exhorter la compagnie à investir plus.

4. Progrès de l'évaluation environnementale stratégique (EES)

- Il faudrait réglementer ou interdire la chasse.
- Nous aimerions savoir de quelle manière la pollution affecte la pêche.
- Nous aimerions savoir quel type de stratégie agricole peut être formulé pour s'adapter au changement climatique.
- Les zones inscrites sur la Liste de Ramsar devraient être incluses dans les cibles de l'EES.
- Les pâturages naturels (parcours naturels) ne doivent pas être convertis en terrains agricoles.

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

8.5.3 Synthèse des résultats de la RC/P du Sud

(1) Programme de la réunion de RC/P du Sud

La RC/P du Sud du troisième tour comportait les trois séances comme suit, conformément à l'agenda suivant comme indiqué en A8-3 f. Les discussions sur la promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux ont été incluses dans d'autres séances.

Programme-1 : Scénario de développement

Programme-2 : Plans d'action de chaque secteur de production

< Secteur agricole et activités apparentées >

< Secteur du tourisme et de l'artisanat >

< Secteur minier et manufacturier >

Programme -3 : Plans d'action du secteur des infrastructures

< Transport >

< Approvisionnement en eau et traitement des eaux usées >

< Secteur minier et manufacturier >

Programme-4 : Plans d'action de promotion de l'investissement, de promotion des exportations et de marketing

(2) Préparation de la RC/P du Sud

Les notes de réunion des Sous-C/P de chaque gouvernorat ont été préparées par chaque Direction régionale de l'ODS et présentées au siège de l'ODS. Le contenu des discussions de chaque Sous-C/P a été résumé par l'équipe d'experts de la JICA et l'ODS, et les directeurs régionaux respectifs de l'ODS ont en fait part aux autres membres de la C/P du Sud lors de la RC/P du Sud. Parallèlement, des points de discussion spécifiques pour les programmes respectifs ont été préparés par l'équipe de l'ODS et l'équipe d'experts de la JICA. Le sujet a été choisi de manière à ce que l'équipe d'experts de la JICA finalise des plans d'action des secteurs respectifs.

(3) Participants de la RC/P du Sud

Sur les 18 représentants des Sous-C/P des six gouvernorats, 13 n'ont pas été en mesure de participer à la RC/P du Sud. Un conseiller de la fonction publique du MDICI, le représentant en chef du bureau de la JICA en Tunisie, un directeur adjoint de la Division du Moyen-Orient 1 de la JICA, et un agent principal

de programme du bureau de la JICA en Tunisie ont également participé à la réunion. Un membre du personnel de la Direction régionale de Gafsa a informé des résultats de la Sous-C/P du gouvernorat au nom du directeur, qui devait se rendre à une autre réunion importante le même jour.

(4) Discussions et conclusions de la RC/P du Sud

Les principales observations et avis émis au cours des réunions de Sous-C/P sont résumés ci-dessous au Tableau 8.5-4. Certains points de discussion n'ont pas abouti à des conclusions.

Tableau 8.5-4 Synthèse des résultats des discussions dans les Sous-C/P du troisième tour

Agenda	<i>Scénario de développement et intégration des plans et des plans d'action au prochain Plan quinquennal de développement économique et social en Tunisie</i>
Points de discussion	<ul style="list-style-type: none"> * Que devons nous faire pour que les plans et plans d'action soient inclus au prochain plan quinquennal de développement économique et Social en Tunisie ? * Afin de promouvoir le développement des clusters au Scénario 3 en ayant recours au Partenariat public-privé (PPP), quelle organisation sera en charge de la coordination, du suivi-évaluation, et de la mise en œuvre / de la promotion du développement des clusters ?
Contenu des discussions	
<ul style="list-style-type: none"> - Le Plan quinquennal de développement économique et Social en Tunisie est composé de plans de développement sectoriel et de plans de développement régional. Il est nécessaire d'expliquer les stratégies, les plans, et plans d'action aux gouvernorats et aux ministères concernés. - Afin de réaliser les stratégies, les plans et les plans d'action formulés par le Projet, une collaboration entre les bureaux régionaux des ministères/organismes concernés, les gouvernorats et les organisations du secteur privé/civil est indispensable. Il est proposé que la JICA, en collaboration avec le MDICI et l'ODS, organise un séminaire pour expliquer les résultats du Projet. - Il est nécessaire d'expliquer les stratégies, les plans et les plans d'action formulés par le Projet aux membres de l'ARP, au Bureau du Président afin d'assurer la mise en œuvre au niveau national et juridique. - Il faudrait que L'ODS puisse avoir l'occasion d'expliquer les résultats du Projet aux gouverneurs et délégations. - Le Comité national pour le développement de clusters a été établi, et la formation de clusters dattes à Gabès, Kébili, Tozeur et Gafsa a été prévue. Il est recommandé que l'équipe d'experts de la JICA rencontre le Comité national. - Un suivi au niveau du gouvernorat est requis parallèlement à celui en place au niveau national. - La période cible des stratégies, plans et plans d'action débutera en 2016 au lieu de 2015. - Le développement de technopôles, d'infrastructures et de lois et règlements connexes est important pour le développement de clusters. - Le(les) Comité(s) des clusters du Sud est(sont) responsable(s) de la coordination du développement des clusters impliquant divers acteurs dans la région dès l'étape de la planification. - Les extraits du projet doivent être intégrés au Plan de développement national par le biais de collaborations des organisations de l'administration publique, des organisations professionnelles et ONG. - Le(les) Comité(s) des clusters du Sud doit(doivent) être composé(s) d'organisations de l'administration publique, d'organisations professionnelles, et d'ONG. - Il faudrait que chaque gouvernorat soit doté d'un cluster adapté. - Des dispositions juridiques sont requises afin de promouvoir le PPP. 	
Agenda	<i>Plans d'action pour l'agriculture, l'élevage, la pêche et la transformation des produits alimentaires</i>
Points de discussion	<p>Concernant le partenariat public-privé et le Développement des capacités des organisations compétentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Quels organismes sont pertinents et figureront dans le PPP ? * Quels organismes sont prioritaires pour le développement des capacités ? <p>Recommandations de lois et politiques pour aider les agriculteurs, les groupes d'agriculteurs et les sociétés privées, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Suggestions pour fournir davantage d'aide financière

	* Suggestions pour résoudre les questions immobilières
Contenu des discussions	
<ul style="list-style-type: none"> - Les activités collectives régulières et les PPP sont les bases du développement des clusters. - La décentralisation, le dispositif juridique sur approbation du PPP et une solution aux problèmes fonciers sont nécessaires pour le développement de l'agriculture. - Les agriculteurs, surtout dans les villages reculés, ne connaissent rien à la commercialisation des produits ni au marketing. Des soutiens de l'État sont nécessaires. - Des bailleurs de fonds tels que la BAD et le PNUD ont prévu de fournir une aide financière pour la mise en œuvre de projets agricoles. Ces projets doivent être pris en considération. - Le PPP dans le secteur agricole est très limité. La loi sur le PPP doit être approuvée. Le financement/crédit pour les groupements d'agriculteurs et l'organisation de coordination inter-gouvernorat sont nécessaires. - Pour la formation de clusters dattes, il faudrait que le secteur privé participe dès l'étape de la planification. - Pour les cinq premières années, il est nécessaire de mener des études de diagnostic sur toute la chaîne de valeur, telles que celles sur les problèmes fonciers et des ressources en eau, les graines et les arbres, les courtiers, etc. et de partager un objectif et vision communs aux gouvernorats concernés. - Un cadre juridique sur les coopératives / groupements agricoles doit être établi. - Le plan de l'administration (plan sur la mise en œuvre de l'organisation) doit être révisé. Une répartition claire des responsabilités est nécessaire entre les acteurs du développement des clusters. - Des mesures incitatives et des mesures de soutien axées sur les activités économiques stratégiques (filières économiques) doivent être fournies. - Il est proposé d'encourager le secteur privé à financer la recherche. - Le morcellement des terres et le financement sont des problèmes importants dans le secteur agricole. Un comité a été établi au sein du Ministère des Domaines de l'État et des Affaires foncières. - Il est proposé d'affecter des entités privées à la gestion des périmètres d'irrigation publique (exemple – Rjim Maatoug). - Il n'y a aucune institution financière dans le secteur agricole (La Banque Agricole ne fonctionne pas). - La mise en place du Bureau de Développement agricole est recommandée. - Des intérêts bas pour le financement agricole sont proposés compte tenu des dettes impayées accumulées. - Il est proposé d'accorder des subventions aux agriculteurs pour leur permettre d'améliorer la productivité et la qualité des produits. Il est préférable de subventionner la production plutôt que la consommation. 	
Agenda	Plans d'action pour le secteur du tourisme
Points de discussion	<p>En ce qui concerne l'approche des destinations touristiques au niveau des plans d'action proposés (TM-1-1 ; Établissement de l'OGD, TM-1-2 ; Promotion des destinations) :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Le gouvernement est-il responsable de la mise en œuvre des plans ? * Qui devrait mettre en œuvre les plans ? <p>En ce qui concerne la proposition de mobilisation du budget (TM-1-2 ; Établissement des contrats de destination, TM-1-4 ; Création d'un système de taxation, TM-2-4 ; Mobilisation d'un budget pour l'amélioration des services touristiques) :</p> <ul style="list-style-type: none"> * D'où proviendra le budget ? Cet effort est-il fourni uniquement par le secteur privé sans l'intervention de l'État ? * À quel niveau un système de taxation peut-il être créé ?
Contenu des discussions	
<ul style="list-style-type: none"> - Il est possible de promouvoir le tourisme dans le Sud avec l'approche de la gestion de la destination (tourisme réceptif). Des emplois connexes, tels que guide touristique, employé dans la restauration, etc. devraient être créés. - La promotion du tourisme dans les Ksour ou villages berbères peut être effectuée en partenariat avec la JICA. - L'OGD doit être composée de la Fédération Tunisienne de l'Hôtellerie (FTH), de la Fédération Tunisienne des Agences de voyage (FTAV), de l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), et d'ONG locales. - Un accord ciel ouvert permettra de réduire les frais de voyage. - Le développement du tourisme est possible grâce à la coopération entre les ONG, le Ministère du Tourisme et les organisations professionnelles. 	

- Il est recommandé de développer le tourisme de croisière en utilisant le Port de Zarzis.
- Le contrat de destination n'est pas facile à appliquer.
- Il est recommandé de développer un tourisme solidaire.
- Le système de taxation peut être établi au niveau national et distribué aux régions.
- La taxation est effectuée au niveau local en Italie. Il y a de nombreux types de taxation que le Sud peut appliquer.
- Les compagnies pétrolières opérant dans le Sud détruisent l'environnement. Elles doivent contribuer au financement de projets touristiques ou environnementaux.

Agenda	<i>Plans d'action des secteurs minier, manufacturier et des énergies renouvelables</i>
---------------	---

Points de discussion	<p>Concernant les énergies renouvelables (comment réduire les coûts et comment accroître le montant des ventes de l'électricité) :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Comment pouvons-nous procéder pour promouvoir le développement des énergies renouvelables ? * Comment pouvons-nous procéder pour élargir les marchés des énergies renouvelables ? * Comment pouvons-nous procéder pour accroître le volume de l'énergie produite ? * Une nouvelle loi nationale sur le « prix de rachat » a été approuvée. Que pouvons nous faire et demander à l'État afin que la législation soit effective pour le marché énergétique tunisien ? <p>Concernant la gestion du développement des ressources minérales :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Certains estiment que nous avons besoin davantage d'autonomie locale concernant le développement de certaines ressources naturelles (comme le pétrole et phosphate), ou que ce développement doit être orienté de manière à profiter davantage à la population locale. * Quelques idées pour s'attaquer à ces problèmes ont été proposées. Création d'un fonds de développement financé par les recettes provenant de l'extraction pétrolière (ceci sera décrit dans la section traitant des investissements) Modification des flux fiscaux pour les entreprises d'exploitation minière * Devons-nous inclure ces propositions ou avez-vous d'autres idées ?
-----------------------------	---

Contenu des discussions	
--------------------------------	--

- Il est nécessaire de tenir compte des réserves de ressources minérales à Tozeur et au Chott Djerid lorsque nous formulons les stratégies concernant l'exploitation minière et la fabrication.
- Nous pouvons utiliser les énergies renouvelables pour le dessalement.
- Il est recommandé d'établir un centre de R&D consacré aux énergies renouvelables basé sur l'institut supérieur de l'énergie qui existe déjà.
- La R&D peut se spécialiser dans les énergies renouvelables, et les produits développés et le savoir-faire peuvent être exportés.
- Le bilan énergétique de la Tunisie est tombé à 75 % de déficit. L'utilisation des énergies renouvelables, telles que le solaire et l'éolien, doit être encouragée.
- Les pays voisins ont promis d'importer de l'électricité de la Tunisie ; 30 % de la STEG et le reste d'entreprises privées.
- L'électricité de la STEG est utilisée pour le stockage et le conditionnement des produits agricoles. De petites unités de production d'électricité utilisant l'énergie solaire ou éolienne sont recommandées.
- La loi sur les énergies renouvelables a été promulguée mais n'est pas encore appliquée.
- Une part des recettes provenant de l'exploitation des ressources naturelles peut être destinée au développement des secteurs de production.
- L'extraction de pétrole et de gaz peut être une force vive du développement régional. Les sociétés pétrolières et gazières doivent prendre leur responsabilité sociale.
- L'établissement d'un fonds de développement régional a été proposé. Une partie du fonds peut provenir des recettes de l'exploitation des ressources locales.
- Les bénéfices de l'exploitation des ressources peuvent être réinjectés dans le développement du Sud dans son ensemble.

Agenda	<i>Plans d'action pour le secteur des infrastructures (transport)</i>
---------------	--

Points de discussion	<ul style="list-style-type: none"> * Amélioration des réseaux routiers (autoroutes, routes 4x4 voies, amélioration du tracé routier des sections sur lesquelles les accidents sont fréquents, routes touristiques, routes rurales/régionales)
-----------------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> * Prolongement des voies ferrées * Agrandissement des ports * Amélioration des aéroports * Amélioration du transport urbain
Contenu des discussions	
	<ul style="list-style-type: none"> - Kébili est isolé des réseaux autoroutier, ferroviaire, et aérien, et se trouve à 400 km de la frontière algérienne. Les plans de développement des infrastructures doivent être révisés. - La route reliant Kébili à Médenine et allant jusqu'à l'aéroport de Gabès doit être transformée en autoroute nationale et prolongée jusqu'à la frontière algérienne. Un poste frontière doit être établi à El Matrouga reliant Médenine, Matmata, et Douz à l'Algérie. - L'autoroute ira jusqu'à Ben Guerdane et Ras Jadir. Les routes Médenine - Tataouine, Tataouine - Zarzis, et Tataouine - Dehiba doivent être élargies en 2 x 2 voies. La route Tataouine - Kébili et Tataouine - El Borma doit être transformée en autoroute ou route touristique. - Une route touristique reliant Hazoua (Tozeur) à Ras Jadir (sur la frontière avec la Libye) prévue en 1980 doit être considérée. - Un tramway Djerba - El Djorf - Médenine - Tataouine doit être développé. - L'amélioration des installations portuaires est nécessaire pour stimuler l'économie.
Agenda	Plans d'action de promotion de l'investissement, de promotion des exportations et de marketing
Points de discussion	<p>Concernant l'attraction des investissements, le code de l'investissement et la loi de l'investissement révisés vont être promulgués.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Que pouvons-nous faire par nos propres moyens dans le Sud ? <p>Concernant l'amélioration du marketing :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Dans quels domaines devons-nous prendre des mesures collectives pour un développement conjoint ? * Quels marchés représentent une bonne cible ? * Quelles réflexions concernant l'introduction d'un certificat de qualité standardisée ? * Quelles réflexions concernant l'établissement et l'adoption d'un label régional ? * Voulons-nous d'entreprises de matériaux d'emballage dans la région ? * Quelles réflexions concernant les infrastructures logistiques / le transport ?
Contenu des discussions	
	<ul style="list-style-type: none"> - Il est important d'offrir plus d'avantages aux zones à l'intérieur des terres en particulier pour les projets générant de l'emploi. - Nous devons examiner si et comment le code révisé de l'investissement bénéficiera au Sud. - Nous ne pouvons rien faire au niveau du marketing des produits du Sud tant que le Comité de développement du Sud n'a pas été établi. - Nous attendons les réformes prévues au code révisé de l'investissement, dans la législation et système financiers, et les infrastructures de base. - La création de sociétés et de petites entreprises dans le secteur des énergies renouvelables générera des emplois pour les diplômés de l'enseignement supérieur. - Nous devons nous concentrer sur la création d'emploi pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en amélioration du marketing. - La décentralisation et l'établissement de bureaux régionaux de la FIPA sont nécessaires. - Il est important que les zones côtières et intérieures aient les mêmes chances et perspectives de développement. Il est nécessaire de remédier aux conditions inégales actuelles, telles que le développement des infrastructures.

(Source) ODS et l'équipe d'experts de la JICA

8.5.4 Examen des RC/P du troisième tour

Les résultats de l'examen des RC/P du troisième tour sont présentés comme suit. Techniques que l'équipe d'experts de la JICA a transférées à l'ODS en raison de la mise en œuvre sincère du projet par l'ODS. Les autres questions sont d'ordre administratif ou relatives à la gestion dont la solution exigera des changements fondamentaux.

Tableau 8.5-5 Résultat de l'examen des RC/P du deuxième tour

Objet	Résultat de l'examen et mesures à prendre pour les RC/P et réunions de Sous-C/P à l'avenir
Administration générale	* L'ODS peut administrer dans de bonnes conditions les RC/P à l'exception de i) le contrôle des présences, ii) les problèmes logistiques en raison de la capacité des hôtels, iii) la facilitation, comme indiqué ci-dessous.
Logistique	* Les problèmes de micros n'ont pas été complètement résolus. Malgré les fréquentes demandes effectuées par le personnel de l'ODS, les hôtels ne sont pas en mesure de fournir l'équipement et les services appropriés. De meilleurs services pourraient probablement être obtenus si des hôtels de qualité supérieure étaient sélectionnés pour la tenue des réunions. * La distribution des documents a été réalisée adéquatement et dans de bonnes conditions.
Invitation et enregistrement	* Les taux de présence aux réunions de Sous-C/P sont toujours aussi bas que 70 % , même en incluant la présence des suppléants. De nombreux participants sont partis après le déjeuner. * La fréquentation est dépendante de la bonne volonté des membres. Lorsqu'il y a d'autres événements officiels et qu'il leur est demandé par leur siège d'y participer, ils doivent s'y soumettre. * Il serait préférable que les RC/P soient positionnées en tant que procédure réglementaire de la planification du développement régional. Les représentants désignés devront participer aux RC/P, car leur présence sera obligatoire. S'ils doivent participer à d'autres événements, ils seront dans l'obligation de nommer et d'envoyer un représentant.
Préparation	* L'ODS peut effectuer la préparation des réunions convenablement, tandis qu'elle est toujours tributaire de l'équipe d'experts de la JICA pour les vastes préparatifs des présentations car les délais de préparation sont très limités. * À l'avenir, les documents de présentation pour les RC/P seront préparés par les présentateurs eux-mêmes puisqu'ils révisent les stratégies/plans/plans d'action par eux-mêmes.
Présentation	* Le personnel de l'ODS a remarquablement développé ses capacités de présentation.
Facilitation	* Les participants semblaient non seulement exprimer la position de leur organisation, mais également leur point de vue personnel. Même les représentants d'organisations de l'administration publique exigent parfois le développement d'infrastructures ou des mesures incitatives sans tenir suffisamment compte des limites budgétaires gouvernementales ou de la faisabilité technique. * Les facilitateurs , c'est-à-dire, les directeurs régionaux de l'ODS, expriment leurs propres commentaires au lieu d'essayer d'obtenir le consensus parmi les participants. Ils ont tendance à s'élever contre le personnel de l'équipe d'experts de la JICA ou du siège social de l'ODS pour l'intérêt des gouvernorats respectifs. * À l'avenir, il sera demandé aux membres de parler au nom de leur organisation, et de prévoir des réunions au sein de leur organisation pour préciser ce que les représentants diront lors des RC/P avant la réunion.

(Source) L'équipe d'experts de la JICA et ODS

8.6 Recommandations pour les futures consultations publiques

Ce qui suit peut être recommandé. Les propositions détaillées sont abordées à la Section 3.1.3, Chapitre 3 de la Partie 1.

Séparation des réunions de consultation publique des réunions pour l'élaboration des avant-projets ou la préparation des rapports de suivi / d'évaluation :

Les représentants d'organisations de l'administration publique ont souvent exprimé leurs avis de la même manière que les représentants d'organisations du secteur privé ou des sociétés civiles. Ce sont les personnes chargées de formuler les plans des secteurs respectifs avec expertise en tant que

fonctionnaires. Étant donné que l'ODS n'a pas suffisamment de connaissances et de compétences pour réviser les stratégies, les plans et les plans d'action de tous les secteurs de production et des infrastructures ainsi que des secteurs sociaux, l'implication des directeurs ou chefs des bureaux régionaux des ministères et des organismes nationaux est inévitable.

Il est recommandé d'établir séparément des comités de développement régional dont les membres sont des représentants des organisations de l'administration publique et qui prépareront les avant-projets des révisions des stratégies, plans et plans d'action pour les discussions lors des RC/P. Les membres de la RC/P sont de membres de l'ARP et des représentants d'organisations économiques et professionnelles du secteur privé et des sociétés civiles, etc..

Séparation des réunions de consultation publique d'un régime d'observations publiques :

Dans le Projet, les RC/P ont été organisées afin que les membres désignés de l'ARP, les représentants d'organisations économiques / professionnelles du secteur privé, les sociétés civiles, ainsi que l'administration publique puissent discuter de l'avant-projet préparé par l'équipe d'experts de la JICA et l'ODS, tandis que le concept tunisien de consultation publique permet à chaque citoyen de participer et de faire part de ses observations et avis.

L'introduction d'un régime d'observations publiques est recommandé pour fournir à tous les citoyens quels qu'ils soient la possibilité de faire part de leurs commentaires concernant les avant-projets qui sont rendus publics dans des lieux publics tels que les bureaux du gouvernorat ou de la délégation, ou sur la page d'accueil de l'ODS. Les réponses aux commentaires feront l'objet de discussions lors des réunions des comités de développement régional et des RC/P, puis seront publiées dans les mêmes endroits où sont publiés les avant-projets.

Officialisation des RC/P et des comités de développement régional

Avec le mouvement de démocratisation, les RC/P accueillent les principales parties prenantes, telles que les membres de l'Assemblée nationale, les représentants des bureaux de l'administration publique, les organisations économiques et professionnelles, et les ONG. Il a été prouvé, à travers la mise en œuvre du Projet, que les RC/P sont efficaces pour la formulation de stratégies, de plans et de plans d'action qui incorporent les aspirations des parties prenantes, tandis que des membres n'ont pas pu participer dans certains cas, quand ils ont dû assister à d'autres événements.

Il est proposé de continuer à organiser des RC/P pour la planification, le suivi et l'évaluation du développement régional. Afin d'assurer la participation des membres, il est nécessaire d'officialiser les RC/P en tant que procédure prévue par la loi pour la planification du développement régional. Étant donné que les membres des RC/P ne sont pas capables de rédiger les avant-projets ou d'élaborer les rapports, la création d'un comité de développement régional composé de représentants d'organisations de l'administration publique est inévitable pour l'élaboration des avant-projets des révisions des stratégies, des plans et des plans d'action régionaux.

Représentation :

Les objectifs des RC/P sont de recueillir les observations et avis de certains membres qui représentent les principales organisations concernées et d'examiner avec eux la manière et la nécessité d'incorporer les observations et avis dans la planification, le suivi et l'évaluation du développement régional.

En perspective des RC/P à l'avenir, il est nécessaire que l'ODS explique à tous les membres, pourquoi ils sont invités, leur demande de discuter de l'agenda ou des questions au sein des

organisations respectives avant la tenue des RC/P, et insiste également sur l'importance qu'ils expriment les observations et avis qu'ils ont abordés au cours des réunions au sein de leur organisation.

Fréquence des réunions de consultation publique :

Dans le projet, trois tours de RC/P ont eu lieu. En supplément, six réunions avec les membres de la RC/P du Sud des six gouvernorats ont également eu lieu respectivement.

Afin d'assurer des révisions adéquates des stratégies, des plans et des plans d'action à l'avenir, il serait nécessaire que l'ODS organise au moins cinq tours de RC/P pour les discussions sur i) l'objectif de développement, la vision et les scénarios, ii) les stratégies de développement, iii), les plans de développement et les plans d'action, iv) les programmes/projets prioritaires, et v) l'examen et la confirmation de l'ensemble. Pour chaque tour, il est préférable que l'ODS tienne des réunions de Sous-C/P de deux ou trois demi-journées (deux ou trois heures) au lieu d'une réunion toute la journée, afin de soulager les membres sur les activités quotidiennes.

Annexe au Chapitre 8

A8-1 Liste des membres candidats initialement proposés par l'ODS

- 6 politiciens (1 par gouvernorat)
- 1 représentant de l'UTICA (l'Union Tunisienne du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat) de la région sud-ouest
- 1 représentant de l'UTICA de la région sud-est
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie de la région sud-ouest
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie de la région sud-est
- 1 représentant de l'UTAP (l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche) de la région sud-ouest
- 1 représentant de l'UTAP de la région sud-est
- 1 représentant de l'UGTT (l'Union Générale Tunisienne du Travail)
- 1 représentant de CONECT (la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie)
- 2 représentants des associations de développement dans la région sud-ouest
- 2 représentants des associations de développement dans la région sud-est
- 1 représentant du ministère de l'agriculture
- 1 représentant du ministère du tourisme
- 1 représentant du ministère de l'industrie
- 1 représentant du ministère de formation professionnelle et de l'emploi
- 1 représentant du ministère de l'équipement
- 1 représentant du ministère du transport
- 1 représentant du ministère de l'éducation
- 1 représentant du ministère de l'enseignement supérieur
- 1 représentant du ministère de la santé
- 1 représentant de l'office national de l'artisanat
- 1 représentant du ministère de l'environnement
- 1 représentant du ministère de l'information et des technologies de communication
- Représentants des différentes directions de l'ODS (siège et régions) : 12 personnes.

A8-2 Liste des invités

a. Médenine

N°	Nom	Position
	Président	
01	Abdenaceur GHOURABI	Directeur Régional de Développement
	Participants des membres de l'assemblée nationale constituante	
02	Besma JEBALI	Membre de l'assemblée nationale constituante
03	Said KHARCHOUFI	Membre de l'assemblée nationale constituante
	Participants de l'administration publics	
04	Fadhel LAFFET	Commissaire régionale de développement agricole
05	Abdessalem BEN HCINE	Directeur régional APII
06	Faouzi BASLI	Commissaire régionale de Tourisme
07	Lassad LABBASSI	Directeur régional de l'emploi
08	Lotfi ABDESSALEM	Directeur régional de l'équipement
09	Fethi SALMOUK	Directeur régional de transport
10	Mohamed MAATI	Directeur régional de l'environnement
11	Mohamed JAOUADI	Directeur général IRA/ Technopôle
12	Sofiène LASSOUAD	Directeur Cyber parc
13	Ataya LARAYADH	PDG Parc d'activité économique de Zarzis
	Participants secteurs privé/société civile/ autres	
14	Jallouli CHAOUA	Président URAP
15	Taieb BEN HAMIDA	Président UTICA
16	Mustapha BEN JOMAA	Président CONNECT
17	Jalel HENCHIRI	Président FTH
18	Ali ADOUANI	Représentant régional de l'union générale de travail UGTT
19		Représentant régional de l'union de travail
20	Moncef BEN YAMNA	BFPME

b. Gabès

c. Non.	Nom	Position
Président		
	Abdelhafidh Chriki	Directeur régional de développement, ODS
Participants des membres de l'assemblée nationale constituante		
1.	Gueribi Naoufel	Membre de l'assemblée nationale constituante
2.	Thamer Fouad	Membre de l'assemblée nationale constituante
Participants de l'administration publique		
3.	Dadi Bechir	Commissaire régional au développement agricole (CRDA)
4.	Mme Olfa ben Ayed	Directeur régional de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII)
5.	Abdessalem Sallami	Commissaire régional du tourisme
6.	Lazhar Rawwan	Délégué régional de l'artisanat
7.	Najar Thabet	Directeur régional de l'emploi
8.	Samir Bethaib	Directeur régional de l'équipement
9.	Radhouane Amara	Directeur régional du domaine de l'Etat et affaires foncières
10.	Tarek ben Salem	Directeur régional de l'environnement
Membre du secteur privé / société civile / autres		
11.	Imed Elbeji	Président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche (URAP)
12.	Tawfik Lamin	Président régional de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et Artisan (UTICA)
13.	Sami ben Salem	Représentant régional de la Chambre de commerce et d'industrie
14.	Slah ben Hamed	Représentant régional de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
15.	Mohamed nkhili	Directeur régional de la Banque nationale agricole (BNA)
16.	Kamel Haddad	Chef de bureau du Banque tunisienne de solidarité (BTS)
17.	Houcine Beltaief	Représentant du Pôle technologique
18.	Rachid Boukhchina	Représentant régional de l'Institut des Régions Arides (IRA)
19.	Bechir ben Salem	Représentant régional du Groupe chimique tunisien
20.	Tawfik Massaoudi	Directeur CONECT

c. Tataouine

Non.	Nom	Position
	Bettaieb Mohamed	Directeur régional de développement, ODS
Participants des membres de l'assemblée nationale constituante		
1.	Fares Ali	Membre de l'assemblée nationale constituante
2.	Ettiss Jawhara	Membre de l'assemblée nationale constituante
Participants de l'administration publique		
3.	Hajej Ibrahim	Commissaire régional au développement agricole (CRDA)
4.	Bettaieb Ahmed	Directeur régional de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII)
5.	Mejei Abdessalem	Commissaire régional du tourisme
6.	Elmehdi Sami	Délégué régional de l'artisanat
7.	Laajili Raja	Directeur régional de l'équipement
8.	Nanni Khansaa	Délégué régional de transport
9.	Ksiksi Zine ElAbidine	Délégué régional de l'environnement
10.	Bouhawach Tahar	Directeur régional des domaines de l'Etat et des affaires foncières
11.	Ben Salem Mokhtar	Représentant régional de l'Institut des Régions Arides (IRA)
12.	Lanouar Khaled	Directeur régional de la formation professionnelle et de l'emploi
13.	Dhifallah Miloud	Directeur de l' ISET
Participants du secteur privé / société civile / autres		
14.	Roez Zagholn	Président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche (URAP)
15.	Mhamdi Mohamed	Président régional de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et Artisan (UTICA)
16.	Wadhen Akrama	Représentant régional de la Chambre de commerce et d'industrie
17.	Abdellatif Kamel	Représentant régional de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
18.	Khatwel Lazhar	Directeur du Cyber Parc
19.	Rached Abdellatif	Chef de bureau du Banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME)
20.	Soula Slim	Le président de la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie à Tataouine (CONNECT)

d. Tozeur

No.	Nom	Position
Président		
	Mohamed Laid Lazwech	Directeur régional de développement, ODS
Participants des membres de l'assemblée nationale constituante		
1.	Kawthar Ladgham	Membre de l'assemblée nationale constituante
2.	Mohamed Chafik Zerkin	Membre de l'assemblée nationale constituante
Participants de l'administration publique		
3.	Kassem Mansour	Commissaire régional au développement agricole (CRDA)
4.	Chaker Essaoui	Directeur régional de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII)
5.	Sayem Mohamed	Commissaire régional du tourisme
6.	Mohamed Jaber Hriz	Directeur regional de commerce
7.	ALI JDIDI	Directeur régional de l'emploi
8.	Mohamed Lamine Rhouma	Directeur régional de l'équipement
9.	Houssame Eddin Birrabah	Directeur régional de transport
10.	Ridha Kasmi	Directeur régional de l'environnement
Participants du secteur privé / société civile / autres		
11.	Naji Aarfi	Président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche (URAP)
12.	Harouni Tawfik	Président régional de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et Artisan (UTICA)
13.	Anis Khalil	Coordinateur des Associations et de la société civile
14.	Harouni Bou Agga	Secrétaire général de l'Union régionale Tunisienne du Travail (UGTT)
15.	Kamal Abd Ellawi	Chef de bureau du Banque tunisienne de solidarité (BTS)
16.	Mohamed Ben Salah	Directeur du Centre de Recherche pour la Culture Oasienne d'gueche
17.	Arbi Jridi	Directeur de Cyber Parc
18.	Moncef Makhlouf	Federation des Hôtels
19.	Zaabanie	Federation de Agence de Voyage

e. Kébili

Non.	Nom	Position
Président		
	Ali ELBEY	Directeur régional de développement, ODS
Participants des membres de l'assemblée nationale constituante		
1.	Monia GASRI	Membre de l'assemblée nationale constituante
2.	Amor CHETOUI	Membre de l'assemblée nationale constituante
Participants de l'administration publique		
3.	Faiz MSALEM	Commissaire régional au développement agricole (CRDA)
4.	Adlani JERIDI	Directeur régional de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII)
5.	Anouar CHETOUI	Commissaire régional du tourisme
6.	Abdelkerim MAALI	Délégué régional de l'artisanat
7.	Boulba KAROU	Directeur régional de l'emploi
8.	Monther ESSAI	Directeur régional de l'équipement
9.	Faker ABDERHMAN	Directeur régional de transport
10.	Ridha KASMI	Directeur régional de l'environnement
Participants du secteur privé / société civile / autres		
11.	Taoufik TOUMI	Président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche (URAP)
12.	Lassad BENSALÉM	Président régional de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et Artisan (UTICA)
13.	Kamsa SOUF	Représentant régional de la Chambre de commerce et d'industrie
14.	Ali BOUBAKER	Représentant régional de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
15.	Hocine MBAREK	Chef de bureau du Banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME)
16.	Lotfi REZG	Chef de bureau du Banque tunisienne de solidarité (BTS)
17.	Med BELKATHI	Représentant régional de l'Institut des Régions Arides (IRA)
18.	Med KADRI	Directeur Général du Centre Technique du Dattes
19.	Adel Bouzid	Représentant de les Associations de Développement
20.	Mousbah Bilarbi	Professeur à l'Université des Nouvelles Technologies

f. Gafsa

No.	Nom	Position
Président		
	Bel Hadj Mohamed Fethi	Directeur régional de développement, ODS
Participants des membres de l'assemblée nationale constituante		
1.	Jadlaoui Fayçal	Membre de l'assemblée nationale constituante
2.	Zohra Smida	Membre de l'assemblée nationale constituante
3.	Khila Mohamed	Membre de l'assemblée nationale constituante
Participants de l'administration publique		
4.	Ghrissi Mohamed	Commissaire régional au développement agricole (CRDA)
5.	Arfa Mohamed	Directeur régional de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII)
6.	Souda Essassi	Commissaire régional du tourisme
7.	Hamdi Nabil	Directeur Regional d'Office National Artisana
8.	Krayem Ali	Directeur régional de l'emploi
9.	Boukadida Abdelhamid	Directeur régional de l'équipement
10.	Youssef Chauech	Directeur régional de transport
11.	Brahim Chokri	Directeur régional de l'environnement
Participants du secteur privé / société civile / autres		
12.	Rahal Mohamed	Président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche (URAP)
13.	Khalifa Bilel	Président régional de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et Artisan (UTICA)
14.	Salem Youssef / Chortani Chokri	Représentant régional de la Chambre de commerce et d'industrie
15.	Miraoui	Représentant régional de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT)
16.	Bettaieb Mohamed	Chef de bureau du Banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME)
17.	Idoudi Wannassi	P.D.G du Pôle de développement / au lieu du Pôle Technologique
18.	ElAoui Limam	Recteur université Gafsa / au lieu du Jeunce Chambre
19.	Mrabet Nejib	Directeur général de la Compagnie des phosphates de Gafsa
20.	Ben Said Hedi	Représentant du comité régional de développement / au lieu du Cyber Parc
21.	Dinari Samir	President de Fond de Reconvension et de Développement de Centre Minier / Societe d'Investisment de Gafsa
22.	Cherif Lazhar	Association Sauvegarde de la ville de Gafsa
23.	Taleb Ali	Association Initiative de développement d'Elguettar Gafsa
24.	Dhibi Moncef	Association Horizon développement Gafsa
25.	Fenham Jallel	D.R domaine de l'Etat

g. Les membres de la réunion de C/P du Sud

Gouvernorat	Nom	Organisation
Tataouine	Bettaieb Mohamed	Directeur régional de développement, ODS, Tataouine
	Moez Zaghedan	Président, URAP, Tataouine
	Soula Slim	Président, CONNECT, Tataouine
Médenine	Abdenaceur Ghourabi	Directeur régional de développement, ODS, Médenine
	Mustapha Benjoomaa	Président, Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT), Médenine
	Mohamed Jaouad	Derecteur général, Institut des régions arides (IRA) and Technopole, Médenine
Gabès	Abdelhafidh Chriki	Directeur régional de développement, ODS, Gabès
	Imed Elbeji	Président, Union régional de l'agriculture et de la pêche (URAP), Gabès
	Houcine Beitaïef	Representative, Pôle technologique, Gabès
Tozeur	Mohamed Laid Lazwech	Directeur régional de développement, ODS, Tozeur
	Mohamed Ben Salah	Directeur, Centre de recherche pour la culture oasisienne, Dgueche
	Anis Khalil	Coordinateur, Associations et de la societe civile,
Kébili	Ali Elbey	Directeur régional de développement, Kébili
	Monia Gasri	Membre, Assemblée nationale constituante,
	Mousbah Bilarbi	Professeur, Université des nouvelles technologies, Kébili
Gafsa	Bel Hadji Mohamed Fethi	Directeur régional de développement, Gafsa
	Salem Youssef	Président, Chambre de commerce et de l'industrie, Gafsa
	Bilel ben Khalifa	Président, Union tunisienne du commerce, de l'industrie et de l'artisanat (UTICA), Gafsa

A8-3 Programmes des Réunions de Sous-C/P et C/P du Sud

a. Programme de Réunions de Sous-C/P du premier tour pour les gouvernorats de Médenine, Gabès et Tataouine

No.	Heure	Programme	Responsable
1.	9:00-9:30	Enregistrement	
2.	9:30-9:35	Allocution de bienvenue	Directeur général
3.	9:35-9:40	Présentation du programme de la consultation publique	Directeur régional, ODS
4.	9:40-9:50	Allocution du Gouverneur	Gouverneur
5.	9:50-10:10	Présentation mutuelle des participants	
6.	10:10-10:30	Pause café	
7.	10:30-11:00	Grandes lignes du Projet	Directeur de la Planification et des Statistiques, ODS
8.	11:00-11:30	Buts, piliers et méthodes de la planification du développement régional (question-réponse et demandes de clarification par les participants)	Expert de la JICA
9.	11:30-12:00	L'évaluation environnementale stratégique (EES) de la planification du développement régionale de la région du Sud (question-réponse et demandes de clarification par les participants)	Expert JICA en charge
10.	12:00-12:30	Objectif, structure, calendrier, et règles de la consultation publique	Directeur de la Planification et des Statistiques, ODS
	12:30-13:30	Déjeuner	
11.	13:30-14:00	Présentation de la stratégie de développement du Gouvernorat	Directeur régional, ODS
12.	14:00-16 :00	Discussion sur les problèmes de développement, les potentialités, la compétitivité et les filières économiques du Gouvernorat.	Directeur régional, ODS
13.	16:00-16:30	Résumé des recommandations à transférer à la RC/P du Sud et désignation de trois représentants du Gouvernorat à la RC/P du Sud	Directeur régional, ODS

b. Programme de Réunions de Sous-C/P du premier tour pour les gouvernorats de Tozeur, Kébili et Gafsa

No.	Heure	Programme	Responsable
1.	9:00-9:30	Enregistrement	
2.	9:30-9:35	Allocution de bienvenue	Directeur général
3.	9:35-9:40	Présentation du programme de la consultation publique	Directeur régional, ODS
4.	9:40-9:50	Allocution du Gouverneur	Gouverneur
5.	9:50-10:10	Présentation mutuelle des participants	
6.	10:10-10:30	Pause café	
7.	10:30-10:50	Grandes lignes du Projet	Directeur de la Planification et des Statistiques, ODS
8.	10:50-11:15	Buts, piliers et méthodes de la planification du développement régional (question-réponse et demandes de clarification par les participants)	Expert de la JICA
9.	11:15-11 :45	L'évaluation environnementale stratégique (EES) de la planification du développement régionale de la région du Sud (question-réponse et demandes de clarification par les participants)	Expert JICA en charge
10.	11 :45-12:00	Objectif, structure, calendrier, et règles de la consultation publique	Directeur de la Planification et des Statistiques, ODS
	12:00-13:00	Déjeuner	
11.	13:00-13 :20	Présentation de la stratégie de développement du Gouvernorat	Directeur régional, ODS
12.	13:20-16 :00	Discussion sur les problèmes de développement, les potentialités, la compétitivité et les filières économiques du Gouvernorat.	Directeur régional, ODS
13.	16:00-16:30	Résumé des recommandations à transférer à la RC/P du Sud et désignation de trois représentants du Gouvernorat à la RC/P du Sud	Directeur régional, ODS

c. Programme de la Réunions de C/P du Sud du premier tour

No.	Heure		Programme	Document	Responsable
1.	9:00-9:15	15 Min.	Enregistrement		
2.	9:15-9:30	15 Min.	Remarques d'ouverture, Introduction des participants, Description de la Procédure du jour		DG, ODS
3.	9:30-9:50	20 Min.	Résumé pour Discussion 1 Réponse aux commentaires aux présentations de l'Aperçu du Projet, Approche pour formuler la vision du développement régional et l'Evaluation Environnementale Stratégique	Document 2	Equipe ODS
4.	9:50-10:35	45 Min.	Discussion 1: Contraintes, Potentialités, Compétitivité et filières économiques Résultat des Consultations Publiques (C/P) des trois gouvernorats du Sud Ouest (15 minutes chacun)	Document 3	Directeurs Régionaux de l'ODS
	10:35-10:50	15 Min.	Pause café		
	10:50-11:35	45 Min.	Résultat des Consultations Publiques (C/P) des trois gouvernorats du Sud Est (15 minutes chacun)		Directeurs Régionaux de l'ODS
	11:35-12:00	25 Min.	Résumé des Contraintes, Potentialités, et Compétitivité de la Région du Sud Présentation by ODS and Discussion (Présentation de l'ODS:10 min./Discussion15 min.)	Document 4	DG, ODS
	12:00-12:30	30 Min.	Résumé des Filières Economiques de la Région du Sud Présentation par l'ODS et Discussion (Présentation de l'ODS:10 min./Discussion 20 min.)	Document 5	DG, ODS
5.	12:30-13:30	60Min.	Pause déjeuner		
6.	13:30-15:10	100 Min	Séance de Discussion 2: Intégration Inter-gouvernorat, intersectorielle et interinstitutionnelle Discussion d'intégration possible entre régions, secteurs et institutions, inviter l'équipe d'experts de la JICA à la discussion. Présentation de l'ODS: 5 min, présentation de l'équipe d'experts de la JICA: 20 min, Discussion 75 min.)	Document 6	DG, ODS & JET
	15:10-15:25	15Min.	Pause thé		
	15:25-15:40	15Min.	Résumé par chaque groupe		Equipe ODS
	15:40-15:55	15Min.	Présentation par chaque groupe (5 min/groupe)		Equipe ODS
	15:55-16:10	15Min.	Résumé global		DG, ODS
7.	16:10-16:20	5Min.	Calendrier futur		Equipe ODS
		5Min.	Remarques de clôture		DG, ODS

d. Programme de la Réunions de Sous-C/P du deuxième tour

No.	Heure		Programme	Document	Responsable			
1	9:00-9:30	30 min.	Enregistrement					
2	9:30-9:35	5 min.	Allocution de bienvenue		DG de l'ODS			
3	9:35-9:45	10 min.	Allocution du Gouverneur		Gouverneur			
4	9:45-9:55	10 min.	Présentation du programme du jour	Programme	DR de l'ODS			
5	9:55-10:15	20min.	Programme 1: But, Vision, Stratégies du Développement et Avancement de l'Evaluation Environnementale Stratégique	Document 1				
	10:15-10:55					40min.	Présentation	Cadres de l'ODS
	10:55-11:05					10min.	Commentaires/réponses/discussions	DR de l'ODS
			Récapitulation		DR de l'ODS			
6	11:05-11:20	15min.	Pause Café					
7	11:20-11:35	15min.	Programme 2: Stratégies pour les Secteurs Productifs <Agriculture, pêche, élevage et transformation alimentaire>	Document 2				
	11:35-12:05					30min.	Présentation	Cadres de l'ODS
	12:05-12:15					10min.	Commentaires/réponses/discussions	DR de l'ODS
			Récapitulation		DR de l'ODS			
8.	12:15-13:15	60min.	Déjeuner					
9.	13:15-13:30	15min.	< Industrie minière >	Document 2				
	13:30-14:00	30min.				Présentation	Cadres de l'ODS	
	14:00-14:10	10min.				Commentaires/réponses/discussions	DR de l'ODS	
			Récapitulation		DR de l'ODS			
10.	14:10-14:25	15min.	<Tourisme et Artisanat>	Document 2				
	14:25-14:55					30min.	Présentation	Cadres de l'ODS
	14:55-15:05					10min.	Commentaires/réponses/discussions	DR de l'ODS
			Récapitulation		DR de l'ODS			
11.	15:05-15:20	15min.	Pause thé					
12.	15:20-15:40	20min.	Programme 3: Stratégies pour le Développement de l'Infrastructure et la Promotion de l'Investissement, la Promotion de l'Export et l'Amélioration du Marketing	Document 3				
	15:40-16:20					40min.	Présentation	Cadres de l'ODS
	16:20-16:30					10min.	Commentaires/réponses/discussions	DR de l'ODS
			Récapitulation		DR de l'ODS			
13.	16:30-16:35	5 min.	Récapitulation globale		DG de l'ODS			
14.	16:35-16:40	5 min.	Calendrier futur		Cadres de l'ODS			
15.	16:40-16:45	5 min.	Remarques de clôture		DR de l'ODS			

e. Programme de la Réunions de C/P du Sud du deuxième tour

No.	Heure		Programme	Document	Responsable
1.	9:00-9:30	30min.	Enregistrement		DG de l'ODS
2.	9:30-9:35	5 min.	Allocution de bienvenue		Cadres de l'ODS
3.	9:35-9:40	5 min.	Présentation du programme du jour	Programme	DG de l'ODS
4.	9:40-10:40	30min.	Programme 1: But, Vision et Stratégies du Développement et Avancement de l'Evaluation Environnementale Stratégique	Document 1	DR de l'ODS
			Rapport sur la récapitulation des commentaires évoqués lors de chaque réunion de Sous-C/P (5 min. chacune)		
			Discussions (Seule question en suspens)		
	10:40-11:00	20min.	Récapitulation		Cadres de l'ODS
	11:00-11:10	10min.			Cadres de l'ODS
5.	11:10-11:25	15min.	Pause Café		
6.	11:25-11:55	30min.	Programme 2: Stratégies et Plans pour les Secteurs Productifs	Document 2	DR de l'ODS
			Rapport sur la récapitulation des commentaires évoqués lors de chaque réunion de Sous-C/P (5 min. chacune)		
			Discussions (Seule question en suspens)		
	11:55-12:15	20min.	Récapitulation		Cadres de l'ODS
	12:15-12:25	10min.			Cadres de l'ODS
7.	12:25-13:25	60min	Déjeuner		
8.	13:25-13:55	30min.	Programme 3: Stratégies du Développement de l'Infrastructure	Document 3	DR de l'ODS
			Rapport sur la récapitulation des commentaires évoqués lors de chaque réunion de Sous-C/P (5 min. chacune)		
			Discussions (Seule question en suspens)		
	13:55-14:15	20min.	Récapitulation		Cadres de l'ODS
	14:15-14:25	10min.			Cadres de l'ODS
9.	14:25-14:40	15min.	Pause Café		
10.	14:40-15:10	30min.	Programme 4: Stratégie / Stratégies de la Promotion de l'Investissement & de l'Export et de l'Amélioration du Marketing	Document 4	DR de l'ODS
			Rapport sur la récapitulation des commentaires évoqués lors de chaque réunion de Sous-C/P (5 min. chacune)		
			Discussions (Seule question en suspens)		
	15:10-15:30	20min.	Récapitulation		Cadres de l'ODS
	15:30-14:40	10min.			Cadres de l'ODS
11.	15:40-15:55	15min.	Récapitulation globale		DG de l'ODS
12.	15:55-16:05	10min.	Calendrier futur		Cadres de l'ODS
13.	16:05-16:15	10min.	Remarques de clôture		DG de l'ODS

f. Programme de la Réunions de Sous-C/P du troisième tour

No.	Heure		Programme	Document	Responsable
1.	9:00-9:30	30min	Enregistrement des Participants		
2.	9:30-9:35	5 min	Remarques d'Ouverture		DG de l'ODS
3.	9:35-9:40	5 min	Mot du Gouverneur		Gouverneur
4.	9:40-9:45	5 min	Introduction de la Procédure de la C/P	Ordre du Jour	JET
5.	9:45-10:45	60min	Programme-1 : Scénarios de Développement Présentation par l'ODS	Document-1	ODS
6.	10:45-11:00	15min	Pause Café		
7.	11:00-11:50	50min	Discussion par tous les participants	Document-1	DR de l'ODS
8.	11:50-12:00	10min	Récapitulation du Programme-1		DR de l'ODS
9.	12:00-12:35		Programme-2 : Plans d' Action pour chaque Secteur Productif + EES « Agriculture et Secteurs reliés »	Document-2	
		10min	Présentation par l'ODS		ODS
		20min	Discussion par tous les participants		DR de l'ODS
		5 min	Récapitulation du Secteur		DR de l'ODS
10.	12:35-13:35	60min	Déjeuner		
11.	13:35-14:10		« Secteur du Tourisme » « Secteur de l'Artisanat »	Document-2	
		10min	Présentation par l'ODS		ODS
		20min	Discussion par tous les participants		DR de l'ODS
		5 min	Récapitulation du Secteur	DR de l'ODS	
12.	14:10-14:45		« Secteur Minier et Manufacturier »	Document-2	
		10min	Présentation par l'ODS		ODS
		20min	Discussion par tous les participants		DR de l'ODS
		5 min	Récapitulation du Secteur	DR de l'ODS	
13.	14:45-15:15		« Evaluation Environnementale Stratégique »	Document-2	
		15min	Présentation par l'ODS		ODS
		15min	Discussion par tous les participants	DR de l'ODS	
14.	15:15-16:15		Program-3 : Plans d' Action des Secteurs de l'Infrastructure + EES	Document-3	
		25min	Présentation par l'ODS		ODS
		30min	Discussion par tous les participants		DR de l'ODS
		5 min	Récapitulation des Secteurs de l'Infrastructure	DR de l'ODS	
15.	16:15-16:20	5min	Récapitulation Globale de la Réunion du Jour		DR de l'ODS
16.	16:20-16:25	5 min	Introduction du Programme Futur		ODS
17.	16:25-16:30	5 min	Remarques de Clôture		DR de l'ODS

g. Programme de la Réunions de C/P du Sud du Troisième Tour

No.	Heure		Programme	Document	Responsable
1.	8:00-8:30	30 min	Enregistrement et Accueil des Participants		
2.	8:30-8:40	10 min.	Remarques d'Ouverture		DG de l'ODS
3.	8:40-8:50	10 min.	Mot du Secrétaire d'Etat		Secrétaire d'Etat
4.	8:50-8:55	5 min.	Mot du Directeur de la JICA Tunisie		JICA Tunisie
5.	8:55-9:15	20 min	Programme-1 : Scénarios de Développement	Document-1	ODS Directeur Régional
	Explication des Résultats des Sous-C/P par le Directeur Régional(3min. chaque Gouvernorat)				
	9:15-9:55	40min	Discussion par tous les participants		ODS
6.	9:55-10:15	20min	Programme-2 : Plans d'Action de chaque Secteur Productif « Agriculture et Secteurs reliés »	Document-2	Directeur Régional ODS
			Explication des Résultats des Sous-C/P par le Directeur Régional(3min. chaque Gouvernorat)		
	10:15-10:45	30min	Discussion par tous les participants		
7.	10:45-11:00	15min	Pause Café		
8.	11:00-11:20	20min	« Secteur du Tourisme »	Document-2	Directeur Régional ODS
			Explication des Résultats des Sous-C/P par le Directeur Régional(3min. chaque Gouvernorat)		
	11:20-11:50	30min	Discussion par tous les participants		ODS
9.	11:50-12:10	20min	« Secteur Minier et Manufacturier »	Document-2	Directeur Régional ODS
			Explication des Résultats des Sous-C/P par le Directeur Régional(3min. chaque Gouvernorat)		
	12:10-12:40	30min	Discussion par tous les participants		
10.	12:40-13:40	60min	Déjeuner		
11.	13:40-14:00	20min	Program-3 : Plans d'Action des Secteurs de l'Infrastructure	Document-3	Directeur Régional JET ODS ODS
			Explication des Résultats des Sous-C/P par le Directeur Régional(3min. chaque Gouvernorat)		
	14:00-14:10	10min	Présentation par l'équipe d'experts de la JICA		
	14:10-14:35	25min	Discussion par tous les participants (Transport)		
	14:35-14:50	15min	Discussion par tous les participants (Eau)		ODS
12.	14:50-15:00	10min	Program-4 : Plans Transsectoriels « Promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux »	Document-4	JET ODS
			Présentation par l'équipe d'experts de la JICA		
	15:00-15:40	40min	Discussion par tous les participants		ODS
13.	15:40-15:50	10 min	Récapitulation Globale de la Réunion du Jour		DG de l'ODS
14.	15:50-15:55	5 min	Introduction du Programme Futur		JET
15.	15:55-16:00	5 min	Remarques de Clôture		DG de l'ODS

A8-4 Récapitulation des travaux de la Réunion de Sous-C/P

a. Médenine

a.1 Questions/ Réponses de la Séance Matinale

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'équipe d'experts de la JICA
1) Participant : Pourquoi ne pas constituer un comité de pilotage régional pour ce projet ?	1) M. Hara : Le comité de pilotage est constitué au niveau central et le groupe de travail est constitué au niveau régional. M. Msaddak : Au niveau régional ou au niveau du gouvernorat, des RC/P ont été organisés au cours desquels les points de vue et les décisions des participants seront adoptés après consensus. L'objectif de cette étude est de formuler une stratégie pour l'ensemble de la région du Sud et non par gouvernorat.
2) Participant : Est-ce que les études réalisées précédemment sont prises en compte pour cette stratégie ou non ?	2) M. Hara : Nous sommes en période de diagnostic qui a débuté en novembre 2013, lorsque nous avons considéré les stratégies de développement des gouvernorats préparées par le MDCI en 2012 comme une base pour la planification de cette étude.
3) Participant : Le Grand Médenine et ses alentours, Beni Khédache et Sidi Makhlof, constituent une zone économique en synergie avec le littoral. Il y a des bases de production et une concentration d'industries en tant que pôles locaux, valorisant les ressources locales telles que les substances utiles.	3) M. Hara : Ce schéma est simplement à titre illustratif pour indiquer le concept de l'idée de création de réseaux avec des pôles internationaux et locaux ainsi que des bases de production du secteur productif primaire, tel que l'agriculture et l'exploitation minière. La distribution de ces pôles et bases sera examinée après l'étude de diagnostic que nous réalisons actuellement.
4) Participant : Ben Guerdane est une zone de transit et d'échanges commerciaux avec la Libye et l'Algérie. C'est donc un centre qu'il faut considérer comme un pôle de développement international.	4) M. Hara : Je suis d'accord avec cette idée, mais pour les pôles internationaux figurant dans la présentation, seuls les aéroports et les ports internationaux existants dans la région sont pris en compte. <i>Après le diagnostic, nous devons examiner la nécessité de considérer Ben Guerdane comme l'un des pôles internationaux.</i>
5) IRA : La spécificité du gouvernorat de Médenine, c'est son ouverture sur le monde par 3 points de passage : terrestre, maritime et aérien, ainsi qu'un centre de production. Ce point n'est pas indiqué dans la présentation.	5) M. Hara : Les schémas dans la présentation sont une première tentative et uniquement à titre illustratif. Après la collecte de plus amples informations, l'idée de création de réseaux sera reformulée pour élaborer la stratégie de développement.
6) ODS : Il y a des disparités d'une zone à une autre à l'intérieur de la région du Sud, comme Beni Khédache, Mareth, Bir Lahmer ; et des disparités locales existent également.	6) M. Hara : Cette présentation n'est qu'une image préliminaire élaborée avant le commencement de l'étude / enquête en Tunisie. <i>Cependant, nous considérerons les disparités régionales plus au macro-niveau, comme les disparités entre la région du Sud et les autres régions en Tunisie, et entre les zones de l'arrière-pays et les zones côtières dans la région du Sud.</i>
7) IRA : Il y a un manque de recherche scientifique dans la stratégie malgré la présence de l'IRA et du technopôle.	7) M. Hara : Une fois que nous aurons identifié une vision de développement, nous allons prendre en considération les travaux de recherche et proposer ce qu'il doit être fait pour la recherche et le développement dans le cadre de la stratégie de développement.

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'équipe d'experts de la JICA
8) CONNECT : Nous proposons la formation d'une équipe tunisienne pour nous transmettre l'esprit et la mentalité japonaise concernant la rigueur et le sérieux du travail et l'amour de la nation.	8) M. Hara : C'est pourquoi nous proposons de mettre sur pied une équipe composée de membres tunisiens et japonais.
9) Représentant de la Direction régionale de l'environnement : Il existe deux problèmes environnementaux dans la région du Sud : le tourisme balnéaire entraîne l'érosion côtière à Médenine, et le dépôt du phosphate et gypse dans la mer à Gabès entraîne des impacts négatifs principalement sur le milieu marin.	9) M. Saurat : Nous prendrons en compte les différents écosystèmes qui composent la région du Sud, c'est-à-dire le littoral, le désert, le milieu oasien, etc. Toutefois, la matrice des tâches de la JICA est conçue pour saisir tous les impacts possibles qui sont classés par nature, et non groupés comme appartenant à un milieu ou à un autre. Nous aborderons le problème des écosystèmes différents dans l'analyse des conditions naturelles.
10) IRA : Comment réaffecter les ressources hydriques aux secteurs productifs, tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme ?	10) M. Saurat : À ce stade de l'étude, et comme nous sommes encore au niveau conceptuel, afin de clarifier l'élaboration d'une vision générale, nous avons pensé à la distribution de l'eau et la réutilisation seulement en tant que système. Dans les étapes à venir de notre étude, avec l'intégration des spécificités géographiques, nous analyserons la distribution spatiale de la ressource en eau.

Source: ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(Note): *: Les phrases et expressions rédigées en italique sont les parties qui n'ont pas été expliquées de façons claires dans les Sous-P/C et nécessitent des explications supplémentaires.

a.2 Récapitulation des Problématiques, Potentialités, Compétitivités et Filières Economiques (Séance de l'après-midi)

Problèmes de développement (Problématique)	Potentialités
<ul style="list-style-type: none"> - Cadre faible et la qualité de la vie [santé, récréation, environnement, etc.] - Commerces parallèles - Systèmes inadéquats de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur aux besoins du marché du travail, - Financement d'investissement privé [accès au crédit, manque de fonds pour le financement régional, questions d'équité, etc.] - Absence d'études spécifiques [positionnement stratégique, étude sectorielle, exploration des ressources naturelles, etc.] - Impacts de poids relatifs à la centralisation des décisions et la bureaucratie sur le développement régional, - Ressources en eau et sol [UAA], sujet de conflit entre secteurs économiques - Gestion des déchets solides, - Faible niveau de valorisation de substances utiles - Régime foncier - Fragilité de l'infrastructure malgré une position géostratégique spécifique du gouvernorat - Phénomène accru de migration et émigration d'ouvriers qualifiés, de travailleurs ordinaires, de diplômés - Manque d'évaluation des programmes et projets 	<ul style="list-style-type: none"> + Secteur agricole, y compris les activités de la culture des olives, le bétail, la pêche et l'agriculture biologique + Optimisation des débouchés qu'offre le tourisme existant, en particulier diversification et promotion de nouveaux produits, tels que le tourisme de santé, l'agrotourisme, le tourisme de conférence, le tourisme culturel, le tourisme saharien, le tourisme sportif, etc. + Énergie renouvelable + Valorisation des produits locaux [transformation, emballage, étiquetage, etc.] principalement de l'agriculture, l'industrie agroalimentaire, les matériaux de construction, l'artisanat + Valorisation du capital des émigrants pour des projets productifs + Valorisation de positions géostratégiques spécifiques du gouvernorat et l'ensemble de la région du Sud + Optimisation du parc d'activités économiques à Zarzis et technopôles dans différents gouvernorats + Développement des industries mécaniques, particulièrement de la mécanique de précision + Capital humain [main-d'œuvre qualifiée, diplômés de l'enseignement supérieur] + Attractivité de la zone + Climat social distinct + Proximité des marchés étrangers prometteurs (Libyen, algérien, subsaharien, et européen) [l'avenir de la région est fortement lié au degré de succès à l'ouverture sur

de développement précédents - Faibles réserves foncières publiques	l'économie internationale]
---	----------------------------

Compétitivité	Filières économiques
<p>+ Développement, modernisation, diversification et extension de l'infrastructure de base [routes, autoroutes, aéroports, ports commerciaux, chemin de fer, logistique, communication, zones industrielles de prochaine génération, zones franches, zones touristiques, périmètres irrigués, etc.]</p> <p>+ Amélioration de la qualité de la vie dans toutes les régions</p> <p>+ Promotion des activités économiques par le biais de l'organisation de foires-expositions</p> <p>+ Importance et diversité des ressources naturelles et activités économiques</p> <p>+ Tourisme, balnéaire et saharien à la fois</p> <p>+ Climat d'affaires avantageux et attrayant dans un avenir proche</p> <p>+ Mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action pour la promotion des affaires et le marketing</p> <p>+ Maintenance et amélioration de la stabilité sociale</p> <p>+ Valorisation d'avantages comparatifs naturels de la région dans le développement des produits agricoles à forte valeur ajoutée</p> <p>+ Établissement d'un plan d'action pour le développement d'énergie renouvelable, disponible pour les acteurs économiques</p> <p>+ Plus grande implication de la société civile et professionnelle dans le processus du développement économique de la région</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Huile d'olive * Agriculture biologique * Plantes aromatiques et médicinales * Bétail [viande rouge et valorisation des sous-produits] * Pêche et aquaculture * Produits en terre rouge ou de terre cuite * Sel et saumure * Énergie renouvelable * Tourisme balnéaire * Tourisme non conventionnel * Artisanat

b. Gabès

b.1 Questions/ Réponses de la Séance Matinale

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
1) Participant : Quels rôles pour la recherche et développement dans cette stratégie ?	1) M. Hara : Après la formulation d'une vision future des secteurs productifs du Sud, nous élaborerons une stratégie, qui inclura la stratégie de la recherche et développement, pour réaliser la vision.
2) Professeur d'université : Il existe plusieurs études stratégiques contenant de nouvelles idées prometteuses à prendre en considération. Le développement a besoin de partenariats. Comment promouvoir les secteurs productifs régionaux en se basant sur les ressources locales ? Comment relever les défis pour que la région Sud de la Tunisie soit une région attractive pour les pays voisins et l'Afrique ? Dans l'étude de développement, vous devez «Penser globalement et agir localement.»	2) M. Hara : Nous allons formuler une stratégie et un plan de développement avec l'ODS. Le Projet va chercher dans d'autres régions de la Tunisie ainsi que des pays étrangers des partenaires pour l'investissement. Nous allons analyser les ressources existantes et potentielles, et formuler une vision des secteurs productifs. Nous allons proposer des plans d'action permettant aux acteurs locaux de développer des pôles nationaux et internationaux, par exemple. Nous pensons globalement et agissons localement.
3) Participant : Les gouvernorats du Sud constituent une unité géographique intégrée, mais économiquement il existe des différences. La vision future, c'est l'amélioration de l'intégration économique de la région du Sud, et surtout des zones frontalières avec la promotion des exportations vers les pays voisins, plus qu'avec la capitale et les autres régions du pays.	3) M. Hara : Avec une vision de l'avenir des secteurs producteurs, nous élaborerons une stratégie qui va inclure le développement des pôles locaux et internationaux et le développement de l'infrastructure pour l'intégration de l'économie du Sud ainsi que pour la promotion des exportations, y compris celle vers les pays voisins.
4) Participant : En tant que problème commun aux six gouvernorats, il y a le problème de vaine pâture ainsi que des problèmes territoriaux avec les pays voisins.	4) M. Hara : Comment ce problème affecte-t-il le développement ? M. Msaddak : Dans la séance de discussion de

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
Trouverez-vous la solution à ce problème ? Il s'agit d'un problème d'ordre juridique.	l'après-midi, nous aborderons i) les problèmes, ii) les débouchés, et iii) la compétitivité. Veuillez discuter cette question à cette occasion.
5) Participant : La situation environnementale du Golfe de Gabès est critique et affecte l'économie régionale.	5) M. Hara : Nous reconnaissons que le développement durable est essentiel. M. Msaddak : Veuillez discuter cette question lors de la séance de l'après-midi.
6) Participant : Nous nous engageons à avoir recours aux directives de la JICA pour les impacts, mais veuillez également noter que nous avons en Tunisie plusieurs normes et références pour l'environnement.	6) M. Saurat : Notre étude comprend un examen complet des règlements tunisiens sur l'environnement, qui sera pris en compte dans le processus d'élaboration du plan d'action.
7) Les effets du changement climatique sur le secteur de l'agriculture doivent être pris en compte puisqu'il s'agit d'une question essentielle pour le développement futur de la région du Sud.	7) M. Saurat : Au cours de nos visites d'entretien dans les différentes agences tunisiennes, nous avons déjà eu l'occasion de collecter de nombreuses études sur les impacts du changement climatique sur l'agriculture, notamment sur l'oléiculture ou les pâturages. Nous prendrons en compte cette question dans le processus d'élaboration du plan d'action en nous inspirant des études existantes.
8) Participant : C'est une bonne chose de proposer différents scénarios de développement. Toutefois, veuillez considérer que la Tunisie est encore un pays en développement, et, par conséquent, que les options de développement doivent être proportionnées à la limite de dépendance sur les donateurs internationaux.	8) M. Saurat : Nous essaierons de proposer des solutions de développement qui peuvent être financièrement et techniquement mises en œuvre par la Tunisie elle-même.
9) GCT : Le Groupe Chimique de Gabès a établi une stratégie environnementale (surtout l'eau et l'environnement) et il pense que celle-ci produira des changements sur l'activité agricole et touristique. GCT est prêt à collaborer avec la JICA.	9) M. Saurat : Nous savons qu'il y a des études d'évaluation d'impacts sur l'environnement, mais il n'y a pas d'études d'évaluation environnementale stratégique. Nous sommes prêts à collaborer avec le Groupe Chimique de Gabès.

Source: ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(Note): *- Les phrases et expressions rédigées en italique sont les parties qui n'ont pas été expliquées de façons claires dans les Sous-P/C et nécessitent des explications supplémentaires.

b.2 Récapitulation des Problématiques, Potentialités, Compétitivités et Filières Economiques (Séance de l'après-midi)

Problèmes de développement (Problématique)	Potentialités
<ul style="list-style-type: none"> - Pollution (air, mer, sol) due à l'industrie chimique - L'Aéroport aux normes internationales n'est pas bien exploité. - Les hôpitaux sont équipés mais mal supervisés. - Les ressources humaines sont inexploitées en raison de la formation inadéquate - Baisse de la production de poisson dans le Golfe de Gabès - Réseau ferroviaire désuet - Absence de politique pour la recherche et le développement au niveau régional - Images de la zone affectée par la pollution - Marché local limité, recherche d'autres marchés maghrébins - Politique sévèrement centralisée (décision, autorisation, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> + Diversité du paysage naturel et géographique (montagnes, sites archéologiques, géothermiques, désert, oasis, et mer) + Ressources géothermiques très importantes + Sites se prêtant bien à l'aquaculture (Oued Choaba) + Ressources hydriques recyclables et récupérables (eaux usées et eaux saumâtres) + Des sous-produits utiles dans les oasis pour la production de pâte à papier, la production d'alcool médical, la production d'électricité (biomasse), et la transformation de bois. + Potentialités dans le fourrage et le bétail pour le développement de la production laitière + Produits agricoles importants pour promouvoir la transformation, l'emballage et le stockage + Réseau ferroviaire et routier important + Autoroute liant Gabès-Sfax et Médenine (en cours)

<ul style="list-style-type: none"> - Le Code d'incitations aux investissements ne satisfait pas les inspirations de la région. - Biodiversité menacée - Absence de programmes et de financements au profit des partenaires - Manque d'outils et de systèmes pour l'aide à la décision - Manque de marketing du secteur aérien - Manque de zone développée dans les zones industrielles désignées dans le plan de développement régional (El hamma, Manzel Habib, Matmata, et Mareth) - Port commercial international largement inexploité (absence de transport par conteneurs et d'activité logistique) - Produits touristiques mal exploités (tourisme montagnoux in Matmata, oasis de Gabès, ressources géothermiques d'El Hamma et le désert) - Rôle limité des organisations socio-professionnelles (GDA, SMSA et autres groupes) - Manque de valorisation du patrimoine culturel (Ksours Toujène et Beni Zelten, maisons troglodytes à Matmat, Sidi Boulbaba à Gabès) - Problème au niveau du circuit de vente des produits artisanaux (y compris les margoum, tapis, bracelets / bracelets de cheville / bagues) - Questions foncières (fragmentation, terre collective, changement d'utilisation des sites industriels, plans de développement urbain) - Taux de chômage relativement élevé dans le gouvernorat (18% en 2013) - Fuite d'ouvriers agricoles vers l'industrie - Manque de financement de la part des banques - Ressources en eau relativement limitées (sécheresse, manque de périmètres irrigués, rejets, qualité, quantité et distribution) - Manque d'organismes de soutien efficaces (APII, APIA, ODS, UTICA, CCI, bureaux régionaux, etc.) Terres agricoles sensibles à la désertification (érosion hydrique et éolienne) - Difficultés de financement de projets agricoles (manque de rentabilité prouvée en raison des problèmes climatiques et manque de politiques sur les prix de marché) - Détérioration de l'environnement marin en raison de la surpêche et de la pollution marine - Faible participation de la société civile dans la planification au niveau régional - Coûts élevés des aliments concentrés entraînant des coûts élevés de la production laitière - Climat aride - Gaspillage d'espace et de ressources à la suite du développement urbain - Manque de développement dans les zones littorales (routes, boulevards, routes côtières, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> + Un port commercial très important (12m de profondeur, 10 postes d'amarrage) + Un pôle universitaire important (12 facultés, 1 500 professeurs et chercheurs, et 22 000 étudiants) + Existence de cinq centres publics de formation et 37 centres privés dans plusieurs spécialités + Ressources thermiques importantes et mobilisées à El Hamma + Position géographique stratégique (reliant le Nord au Sud et la Libye, ouverture sur la Méditerranée et liant l'Est et l'Ouest et l'Algérie) + Structure industrielle diversifiée (transformation chimique, de matériaux, agroalimentaire, etc.) + Expertise locale dans le secteur agricole + Production agricole diversifiée (périmètres irrigués, produits géothermiques et oasiens, etc.) + Ressources naturelles riches et diverses (substances utiles, géothermiques, littoral de 80 km, plages, oasis, Sahara, montagnes, etc.) + Potentialités considérables dans les énergies renouvelables (éolien, solaire, etc.) + Main-d'œuvre qualifiée et abondante (artisanat) + Existence de matières premières (artisanat) + Nombreuses associations (développement, secteur culturel, agricole, environnemental, social, etc.) + Riche en substances utiles (marbre, bicarbonate de calcium, argile, gypse, etc.) + Existence d'un aéroport international + Existence d'un salon international + Ressources en eau souterraine mobilisée et en quantité importante + Existence d'expertise et de compagnies en génie mécanique et fabrication + Environnement touristique exceptionnel (plage, oasis, montagne et désert) + Existence d'une zone industrielle chimique qui permet de développer une industrie chimique pharmaceutique et fine + Technique de production d'acide (Groupe chimique) + Potentialités importantes dans le développement de l'agriculture biologique (olive, henné, et grenade) + Matériaux de construction abondants (argile, ciment, brique, tuile, etc.) + Important patrimoine artisanal + Zone de tourisme thermal
--	---

Compétitivité	Filières économiques
<ul style="list-style-type: none"> + Utilisation des ressources géothermiques d'El Hamma + Culture industrielle (henné, tabac) + Grenade de Gabès (produit connu à l'échelle nationale et mondiale) + Dattes communes (Kenta) + Abondance de carrières de marbre / de pierre à chaux + Diversité naturelle et culturelle unique (sites archéologiques : ksours à Beni Zelten et les maisons troglodytes à Matmata, et Sidi Boulbaba à Gabès, ainsi que les oasis-plages, oasis de montagne, le Sahara) + Produits artisanaux diversifiés (margoum, tapis, bracelets / bracelets de cheville / bagues) + Infrastructure : deuxième port commercial international de Tunisie par sa taille, et le plus profond (12m), aéroport international, et autoroute + Ressources géothermiques mobilisées et en quantité importante + Ressources humaines très qualifiées dans le domaine de la construction d'acier et la soudure + Oasis-plages uniques au monde. + Écosystème diversifié (mer, oasis, le Sahara et l'Atlas) + Pôle universitaire et formations diverses + Paysages naturels variés (oasis-plage, montagne, et Sahara) + Position géographique stratégique (distance égale des autres régions du Sud) + Mausolée de Sidi Boulbaba Lansari + Zone industrielle de 600 ha autour du port commercial 	<ul style="list-style-type: none"> * Stations thermales et tourisme culturel (stations thermales, oasis, Sahara, etc.) * Énergie renouvelable (énergie éolienne et solaire pour usage domestique, STEG, et dessalement de l'eau) * Travail de proximité (services sociaux) * Utilisation des déchets oasiens (production de la pâte à papier, alcool médical, biomasse, transformation du bois, etc.) * Écotourisme et tourisme culturel (montagnes, caves et Ksours) * Villages ayant servi de lieu de tournage à Matmata et Beni Zelten * Agriculture géothermique à El Hamma pour la production sous serre * Aquaculture le long de la côte de Gabès * Production de lait (Gabès peut devenir un bassin laitier. Élevage de 7 000 têtes de bovins intégré dans l'agriculture oasienne. Élevage intensif d'ovins et de caprins dans l'oasis et le mécanisme d'irrigation.) * Transformation de substances utiles (marbre, calcium, bicarbonate, gypse, argile, etc.) * Industrie alimentaire (lait et produits laitiers, huile d'olive, poisson en conserve, miel, olives, figues, dattes, etc.) * Génie mécanique et fabrication * Volaille (élevage de poulets) * Chimie fine et industrie pharmaceutique * Agriculture biologique (huile d'olive traditionnelle, figue, henné, miel, etc.) * Commerce international (zone d'activité logistique) * Création de périmètres irrigués dans les zones agricoles rurales

c. Tataouine

c.1 Questions/ Réponses de la Séance Matinale

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
1) APII : Dans quelle mesure les experts vont adopter l'infrastructure disponible ? Quel est le rôle du secteur commercial pour le développement régional ?	1) M. Hara : <i>Nous pensons que le développement de réseaux, y compris les pôles internationaux, est important pour la promotion des exportations. Nous en sommes encore à l'étape de diagnostic. À l'avenir, nous formulerons une vision de développement des secteurs productifs, tels que l'agriculture, l'industrie minière et la fabrication, y compris une plus grande production pour les exportations. Puis, nous formulerons une stratégie de développement qui inclut le marketing, la promotion des exportations et la stratégie du développement d'infrastructure. Nous pensons que le rôle du commerce est important pour le développement régional.</i>
2) Représentant régional des Domaines de l'État et Affaires foncières : il faut avoir une vision globale pour les interactions entre les secteurs économiques (agriculture, pêche, industrie, tourisme, etc.)	2) M. Hara : Nous pensons que les synergies intersectorielles, ici appelées programmes de développement comprenant des activités de différents secteurs économiques, sont essentielles pour permettre à l'économie régionale d'accroître sa valeur ajoutée, et ainsi réduire les disparités régionales.

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
3) Participant : La réduction des disparités régionales est un objectif qualitatif puisque les études économiques traitent l'économie comme une unité nationale. Il serait préférable d'appliquer des indicateurs qualitatifs. Pour que les indicateurs quantitatifs mesurent les disparités régionales, des indicateurs autres que les indicateurs économiques, tels que la santé, l'éducation ou les divertissements, seraient applicables.	3) M. Hara : Étant donné que ce Projet est prévu et mis en œuvre pour réduire les disparités régionales entre le Nord et le Sud, et que notre approche pour réduire la disparité est le développement économique de la région du Sud, nous souhaiterions appliquer un indicateur économique quantitatif. Puisque l'Institut national des Statistiques ne publie pas les produits bruts régionaux, nous examinons encore le type d'indicateur économique quantitatif que nous pouvons appliquer.
4) UTAP : Pourquoi la période cible de la stratégie s'étend de 2016 à 2035 ?	4) M. Hara : Généralement, une période cible de 20 ans est appliquée pour la planification à long terme. La période cible pour la planification à long terme est fixée de 2015 - 2035, tandis que la période 2015 - 2025 est fixée en tant que planification à moyen terme.
5) IRA : Pour élaborer une stratégie, il faut un travail de longue haleine. Quels sont les outils utilisés pour l'analyse ? Il n'y a pas de législation pour l'EES (l'évaluation environnementale stratégique) en Tunisie. Il y a plusieurs outils de décision multicritères et de modélisation qui ont été utilisés pour les études de lutte contre la désertification, de conservation de la biodiversité et pour faire face aux changements climatiques. Les études réalisées sous l'autorité des donateurs internationaux n'incluent généralement pas de fondation scientifique très solide, mais afin d'étudier les effets du changement climatique sur les secteurs de développement, pensez-vous utiliser des outils multicritères dans cette EES ?	5) M. Hara : <i>Nous allons établir un cadre de travail socio-économique pour 2015, 2025 et 2035, et, à l'intérieur de ce cadre de travail, nous allons formuler une vision de développement et une stratégie pour 2015 - 2035 et des plans d'action pour 2015 - 2025</i> M. Saurat : Nous élaborons en fait l'EES (l'évaluation environnementale stratégique) sur la base des exigences des directives de la JICA pour les conditions environnementales et sociales, ainsi que des procès-verbaux des discussions du Projet signé entre MDCI et la JICA. Par ailleurs, en l'absence de législation tunisienne et afin d'étendre le travail déjà réalisé dans le pays, nous nous sommes inspirés des expériences passées de l'EES en Tunisie, et des outils et concepts (recommandations de l'OCDE) que ces études ont utilisés. Étant donné que notre travail en est encore au niveau stratégique et que nous ne disposons ni d'un délai ni des moyens suffisants, nous pouvons seulement baser notre étude sur les résultats et conclusions d'études scientifiques existantes. Cependant, ceux-ci ne correspondent pas toujours à notre projet en termes de zone cible (un seul gouvernorat) ou d'horizon prévisionnel (la plupart des études sur les effets du changement climatique sont construites sur l'horizon 2050).
6) Participant : Tataouine est limitrophe de la Libye, mais il n'y a pas de pôle international dans la présentation dans le gouvernorat de Tataouine.	6) M. Hara : Les diapositives présentées ne sont qu'à titre indicatif pour illustrer la méthodologie adoptée. Le développement des pôles internationaux et locaux sera déterminé lorsque l'étude avancera.
7) Le gouverneur : Il y a un aéroport militaire dans le gouvernorat, et cet aéroport pourrait être utilisé pour l'aviation civile, et un pôle international pourrait être développé autour de l'aéroport. Participants : L'extension du réseau ferroviaire de Gabès-Médénine/Zarzis-Tanaouine-Libye est nécessaire.	7) M. Hara : Le développement d'un nouveau pôle international et l'extension du réseau ferroviaire nécessitera des coûts faramineux. Après formulation d'une vision de développement, il serait nécessaire d'estimer en gros le nombre de passagers et le volume de marchandises, et les avantages économiques, et d'examiner la validité et la faisabilité du développement.

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
8) Participant : La production et la commercialisation d'énergie (pétrole et gaz naturel) doivent être prises en compte malgré l'absence de lois régulant la production et la commercialisation.	8) M. Hara : S'il y a des potentialités suffisantes, nous avons besoin de considérer le développement comme un autre secteur. <i>Lorsque nous examinons le développement du secteur, nous avons besoin d'informations sur les réserves, le type d'entités qui s'occuperont de la production, le type d'affaires que les acteurs peuvent développer.</i>
9) Participant : Comment le plan de développement régional, avec l'aspiration des sociétés civiles locales, peut-il être incorporé dans le plan de développement national ?	9) M. Hara : Nous pensons en principe que les stratégies / plans de développement régional devraient être formulés dans l'axe des plans de développement national.

Source: ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(Note): *- Les phrases et expressions rédigées en italique sont les parties qui n'ont pas été expliquées de façons claires dans les Sous-P/C et nécessitent des explications supplémentaires.

c.2 Récapitulation des Problématiques, Potentialités, Compétitivités et Filières Economiques (Séance de l'après-midi)

Problèmes de développement (Problématique)	Potentialités
<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pression sur les ressources en eau, la végétation et le sol - Produits agricoles non valorisés (étiquetage) - Accès difficile au financement - Décalage et facteur humain potentiel - Rôle faible des services et des organisations d'agriculteurs <p><u>Activité minière et manufacturière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence du secteur industriel et minier dans la structuration de l'économie régionale <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de promotion de la richesse du patrimoine culturel - Manque de direction adéquate pour l'ensemble du gouvernement - Vision limitée de la stratégie régionale dans le tourisme - Manque de communication entre le gouvernement et la société civile - Manque de destinations pour le tourisme non conventionnel dans la région du Sud de la Tunisie et la région de l'Afrique du Nord - Absence d'entreprises approuvées <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible coordination entre directorats en matière de recherche et de développement - Petite contribution à l'étranger en termes de transfert technologique - Absence de coordination entre les études - Education supérieure ne satisfaisant pas les besoins du marché du travail local - Pollution industrielle et urbaine - Communication médiocre entre les parties prenantes - Manque de développement de l'approche du genre - Région enclavée - Manque d'encouragement réel pour les jeunes entrepreneurs - Absence de valorisation des produits comparativement avantageux de la région - Absence d'une autoroute jusqu'à l'aéroport de Djerba - Aéroport de Remada non utilisé à des fins civiles - Pas de banque de développement - Absence de direction dans le domaine énergétique 	<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Savoir faire ancestral dans l'agriculture pratique <p><u>Activité minière et manufacturière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristique physique et chimique des ressources naturelles (substances utiles) <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Diversité et originalité du patrimoine culturel et naturel - Le Sahara adapté pour la promotion d'activités de sport automobile, de rallye, et d'aventures <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Des résidents solides à l'étranger en mesure de promouvoir les affaires dans la région - Biodiversité riche et variée - Proximité des marchés prometteurs (Libye et Afrique) - Main-d'œuvre abondante dans la région - Capital humain de la région - Conditions spécifiques climatiques de la région favorables à la culture de produits de contre-saison

<ul style="list-style-type: none"> - Faible Infrastructure - Centralisation - Absence d'un centre de recherche spécialisé - Pauvre intégration de la région au milieu - Secteur artisanal non structuré - Présence de terres collectives - Problèmes des zones militaires dans la région du Sahara - Absence de contributions des entreprises pétrolières au développement régional. - Manque d'études géologiques approfondies sur les matériaux de construction - Manque d'intégration et de complémentarité entre les différents secteurs productifs - Cadre législatif sur la propriété foncière - Faiblesse de la culture entrepreneuriale - Faible réseau de soutien pour la création d'entreprise - Absence d'un pôle universitaire sur l'énergie en mesure de disséminer les résultats de la recherche et des études à travers le Sud, et dans la région arabe et méditerranéenne - Absence de données fiables - Problème de gouvernance - Effets sur l'environnement, la population, le bétail, l'agriculture de Tataouine et le climat des rejets de produits et sous-produits pétroliers 	<ul style="list-style-type: none"> + Faible densité de population adaptée à une installation majeure de panneaux solaires + Population tolérante, ouverture d'esprit + Existence d'un pôle technologique du Sud pour la valorisation des ressources sahariennes + Des connaissances ancestrales dans le secteur de l'artisanat peuvent offrir des potentialités d'emploi.
--	---

Compétitivité	Filières économiques
<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Grands terrains de parcours pour l'élevage du bétail + Existence de ressources en eau dans la zone saharienne qui permettent la mise en œuvre de grands projets de périmètres irrigués destinés aux produits d'exportation. + Existence de chemins agricoles revêtus qui peuvent être étendus et améliorés <p><u>Activité minière et manufacturière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Énergie (solaire, hydrocarbure) + Industrie minière (gypse, argile, marbre) + Capacité de nouvelles technologies <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Réserves naturelles (Oued Dkouk, etc.) + Originalité du patrimoine culturel de la région + Caractères spécifiques d'évènements culturels et touristiques dans la région + Climat + Emplacement géographique + Dynamisme et ambition des gens + Tourisme non conventionnel + Caractère unique de la région du Sud qui a diversifié les produits touristiques avec le patrimoine matériel et immatériel et les vestiges de plusieurs civilisations <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Société de culture diversifiée + Proximité du marché international (Libye et Afrique) + Originalité du patrimoine matériel et immatériel de la région + Population active de femmes + Prix concurrentiels des produits locaux + Code d'investissement favorable + Frontière avec la Libye et avec l'Algérie 	<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Viande rouge * Étiquetage des produits agricoles * Revitalisation du système de crédit pour développer l'élevage camelin <p><u>Activité minière et manufacturière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Création d'un pôle pour l'industrie extractive et minière * Création d'un pôle d'industries pétrochimiques * Secteur de l'industrie militaire * Toutes les autres industries qui satisfont les marchés libyen et africain <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Création d'un centre archéologique doté de la fonction de musée régional * Développement et soutien aux manifestations artistiques et culturelles comme attraction touristique <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Spécificité des produits artisanaux * Étiquetage écologique pour tous les secteurs de la région * Développement de TIC présentant des avantages et d'une économie internationale * Médecine parallèle * Facilitation pour la création de micro-entreprises avec des coûts modérés pour générer des revenus, principaux et d'appoint * Création d'un pôle universitaire et technologique * Secteur artisanal qui permet aux familles rurales d'améliorer leurs ressources et contribue à lutter contre l'exode rural * Ligne ferroviaire entre Tataouine et Zarzis

d. Tozeur

d.1 Questions/ Réponses de la Séance Matinale

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
<p>1) Représentant de la Direction régionale de l'environnement : Nous voudrions connaître la durée et le coût du projet. Comment ont été établis les termes de référence du projet, surtout ceux appliqués à l'approche participative ? Tous les représentants devraient participer à la formulation des termes de référence de l'approche participative. Comment le Projet abordera-t-il le changement climatique, la dégradation de la biodiversité et la désertification ? Quelle est la relation entre cette stratégie et les autres stratégies pour le développement durable et environnemental qui sont adoptées en Tunisie ? Est-ce que cette stratégie concerne le développement de la région du Sud ou des communautés ? Est-ce que cette stratégie va prendre en compte le nouveau découpage administratif, la nouvelle gouvernance et la nouvelle constitution ?</p>	<p>1) M. Msaddak : Ce projet continuera jusqu'en mars 2015. <i>M. Hara : Étant donné que certains produits et services pour le Projet sont approvisionnés par le biais d'un appel d'offres concurrentiel et que les taux de change ne cessent de fluctuer, le coût du Projet sera connu à la fin. La limite du budget, cependant, a été fixée aux alentours des 2 millions US\$ à l'heure actuelle.</i> M. Msaddak : Les termes de référence du Projet, y compris ceux de l'approche participative ont été fixés conformément aux discussions entre le ministère du Développement et de la Coopération internationale (MDCI) et la JICA. Les réunions de consultation publique sont conçues pour collecter diverses idées de la part des participants M. Saurat : Nous travaillons avec l'IRA sur le changement climatique. Nous prendrons en compte les résultats des études menées jusqu'à présent sur la vulnérabilité lorsque nous formulons une vision et une stratégie. Nous pensons, cependant, qu'il n'est pas nécessaire de considérer tous les résultats des études réalisées jusqu'à présent sur le changement climatique, et de nouvelles études sur ce thème seront effectuées dans le cadre du Projet. M. Hara : <i>Nous venons juste de nous familiariser avec la nouvelle constitution, la nouvelle gouvernance et administration. Nous pensons que l'établissement de la nouvelle gouvernance et administration pourrait prendre encore un an après l'élection du Président de la République et des membres de l'assemblée nationale. Par ailleurs, la zone cible de la stratégie du développement régional couvre toute la région du Sud, ce qui peut ne pas correspondre au découpage administratif, sauf pour ce qui est de l'ODS.</i></p>
<p>2) APII : Est-ce que les études existantes réalisées par l'ODS pour la formulation des stratégies du gouvernorat de Tozeur ont été prises en compte ?</p>	<p>2) M. Msaddak : Les résultats de toutes les études existantes menées par l'ODS ont été transmises à l'équipe d'experts. Ce qui apparaît dans la présentation, ce sont les résultats exploratoires avant que l'expert ne commence le travail sur le terrain en Tunisie. <i>Les stratégies existantes des six gouvernorats préparées par le MDCI en 2012 ont été remises à la mission d'étude préliminaire pour le Projet, et prises en compte dans la présentation.</i></p>
<p>3) Représentant du Centre de recherche agricole de Dguèche : Quel est le rôle du pôle universitaire dans la promotion du développement de la région ? Ce centre est spécialisé dans l'agriculture oasisienne, biologique et géothermique. Un centre de recherche devrait être établi pour identifier les cultures agricoles et les méthodes de cultures adaptées aux conditions naturelles et culturelles dans le Sud</p>	<p>3) M. Hara : La recherche et le développement ont des rôles importants dans le développement régional. Les débouchés tout comme les contraintes de la recherche et du développement seront analysés, et les résultats des analyses seront pris en considération lors de la formulation d'une vision et d'une stratégie. La stratégie et le plan d'action incluront ce qu'il faut faire pour renforcer la recherche et le développement pour le développement agricole du Sud.</p>

Source: ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(Note): *: Les phrases et expressions rédigées en italique sont les parties qui n'ont pas été expliquées de façons claires dans les Sous-P/C et nécessitent des explications supplémentaires.

d.2 Récapitulation des Problématiques, Potentialités, Compétitivités et Filières Economiques (Séance de l'après-midi)

Problèmes de développement (Problématique)	Potentialités
<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Perte des connaissances locales - Financement agricole insuffisant - Utilisation irrationnelle de l'eau - Pas de valorisation des dattes - Problèmes fonciers qui limitent l'investissement agricole - Enregistrement des terres agricoles - Fragmentation des terres agricoles - Services coopératifs - Zones vulnérables aux changements climatiques <p><u>Activité minière et manufacturière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Activités industrielles limitées <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Passage touristique sans diversité - Secteur du tourisme sans label - Faible effet sur la formation régionale <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'études techniques et économiques sur les ressources naturelles (Chott el-Jérid, potassium et phosphate) - Problèmes de terres publiques - Faible connectivité avec d'autres gouvernorats et autres régions dans le pays - Coût élevé de logistique - Diminution de la biodiversité - Infrastructure médiocre - Absence d'étude empirique sur l'eau - Législation et promotion qui ne prennent pas en considération les caractéristiques de la région - Problèmes de désertification et d'ensablement 	<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Valorisation des ressources géothermiques (eau chaude, agriculture géothermique) + Spécialités inexploitées des émigrants + Palmier et ses dérivés <p><u>Activité minière et manufacturière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Chott el-Jérid + Ressources minérales et hydrocarbures (phosphate et gaz de schiste) + Réserves foncières de 100 ha destinées à la création d'une zone d'affaires logistiques <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Valorisation de l'eau géothermique + Patrimoine culturel + Aspect architectural de la région + Diversité des produits du tourisme + Brique locale et connaissance artisanale <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Société civile active + Énergie solaire inexploitée + Aéroport international inexploité + Climat + Ressources humaines hautement qualifiées inexploitées + Pôle universitaire inexploité et recherche scientifique à faible impact + Emplacement géographique
Compétitivité	Filières économiques
<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Secteur dattier + Culture des oasis en trois strates <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Tourisme oasien et montagnard + Artisanat typique de la région + Écosystème oasien dans son état originel + Centre d'activités touristiques diversifiées + Espèces rares de flore et faune <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> + Aéroport international + Emplacement géographique avec la frontière avec l'Algérie + Paysage + Climat 	<p><u>Transformation de produits agricoles et alimentaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Industrialisation des dattes * Agriculture géothermique * Développement et modernisation de l'agriculture oasienne * Agriculture biologique * Production de caviar * Aquaculture d'eau douce <p><u>Activité minière et manufacturière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Industrie des sous produits du palmier * Activité d'emballage améliorée (qualité, technique, forme) <p><u>Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Diversification du tourisme * Tourisme culturel <p><u>Autres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Logistique pour valeur ajoutée (création de richesse) * Forte employabilité * Système d'information pour une bonne gouvernance territoriale * Qualité et quantité améliorées de l'eau

e. Kébili

e.1 Questions/ Réponses de la Séance Matinale

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
1) Représentant du Centre Technique des Dattes : La planification stratégique en adoptant l'approche participative demande un travail dur et minutieux. Nous craignons la manière dont le plan d'action sera mis en œuvre en collaboration avec divers secteurs. Nous proposons l'évaluation des stratégies et des programmes précédents pour identifier différents programmes de coopération.	1) M. Hara : Je suis d'accord. Nous adoptons une approche participative de différents secteurs pour la planification du développement intersectoriel ainsi que pour la mise en œuvre de plans d'action dans le cadre d'une coordination étroite. M. Msaddak : Ce Projet est une occasion de voir les expériences de la JICA avec comme but la mise en œuvre d'une nouvelle approche de développement régional.
2) Employé : Kébili est considéré comme un pôle local. Pourquoi pas un pôle international ? Avec des améliorations de l'infrastructure, notamment des autoroutes, une ligne ferroviaire et un aéroport, Kébili peut être développé en tant que pôle international.	2) M. Hara : Pour augmenter la valeur ajoutée par le biais de l'économie du Sud, nous proposerons des programmes de développement composés d'activités économiques de chaque secteur. Après avoir identifié des programmes de développement, nous proposerons la mise en réseaux. Le schéma présenté ici est uniquement une idée préliminaire, et un plan de développement de réseaux sera proposé une fois que nous aurons formulé une vision de développement des secteurs productifs.
3) IRA : Plusieurs études stratégiques existantes doivent être prises en considération. Pourquoi Souk Lahed, qui est proche de Kébili, n'est pas désigné en tant que pôle local.	3) M. Hara : Les pôles de développement préparés sont uniquement à titre indicatif, et la carte présentée sert seulement à illustrer la méthodologie adoptée.
4) Directeur général d'ISET : Le plan d'action a pour but d'accroître la valeur ajoutée par le biais de l'économie. Par conséquent, il est nécessaire de mener des enquêtes davantage axées sur les indicateurs de développement humain.	4) M. Hara : Les cibles des indicateurs de développement préparés ont un caractère humain, tel que la pauvreté et le chômage. <i>Le développement des ressources humaines est important pour réaliser une économie ayant une valeur ajoutée plus élevée. Le développement humain axé sur la formation professionnelle et l'enseignement supérieur sera proposé en tant que stratégie après formulation d'une vision de développement des secteurs productifs</i>
5) Participant : En ce qui concerne la stratégie qui sera formulée dans le Projet, cherchez vous l'approbation des participants des Réunions de Sous C/Pet de la RC/P du Sud ? Il est nécessaire de prendre en compte les études existantes réalisées jusqu'à présent. Quels sont les points critiques pour la formulation de la vision future du développement régional ?	5) M. Hara : <i>Nous vous demanderons vos commentaires et points de vue à notre avant-projet de vision, stratégie et plan, et ceux-ci seront incorporés dans la mesure où ils sont raisonnables. Toutefois, l'approbation finale de la stratégie et du plan sera donnée par le ministre en charge, conformément au système de l'administration tunisienne.</i> Le Projet est en phase de diagnostic en ce qui concerne la situation actuelle de la région, et l'équipe a commencé le développement de la stratégie à long terme et à faire référence aux études existantes. Pour le moment, nous n'avons pas identifié les points critiques pour le développement régional du Sud.

Source: ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(Note): *: Les phrases et expressions rédigées en italique sont les parties qui n'ont pas été expliquées de façons claires dans les Sous-P/C et nécessitent des explications supplémentaires.

e.2 Récapitulation des Problématiques, Potentialités, Compétitivités et Filières Economiques (Séance de l'après-midi)

Problèmes de développement (Problématique)	Potentialités
<ul style="list-style-type: none"> - Manque de zones industrielles et touristiques aménagées dans presque toutes les délégations. - Existence du phénomène de l'exode rural et la migration interne vers la capitale et les zones côtières - Chômage élevé des diplômés des universités - Indicateurs médiocres de développement humain et de l'infrastructure par rapport au niveau national - Manque de structures de soutien et de promotion pour les investissements - Manque d'une vision à long terme pour l'économie de la région - Faible infrastructure (routes rurales, routes revêtues,...) - Économie non diversifiée en raison du manque de perspectives de développement et d'investissements étrangers - Manque d'établissements universitaires et d'enseignement classique - Faible investissement dans le domaine des technologies de l'information - Absence d'un pôle technologique dans la région - Presque pas d'industries de fabrication contribuant au développement des produits oasiens - Manque d'études sectorielles approfondies dans les secteurs en croissance, tels que la transformation des produits alimentaires, les matériaux de construction et l'écotourisme - Plusieurs villages souffrent d'isolement en raison du manque de routes les reliant aux grandes villes - Le taux de raccordement au système d'assainissement est très bas. - Le fait que la distance moyenne pour atteindre le pôle le plus proche est 2,5 fois plus que la moyenne nationale constitue un problème réel en termes de commerce. - Manque d'accès aux services de la santé. - Le marché du travail est critique dans toutes les délégations 	<p>Emplacement géographique</p> <ul style="list-style-type: none"> + Emplacement géographique privilégié, ouverture sur cinq gouvernorats (Gafsa, Tozeur, Gabès, Médenine et Tataouine) + Emplacement important au point de connexion entre les gouvernorats de la région Sud-Est du pays et l'Algérie par la route nationale GP16 reliant les gouvernorats de Gabès et de Tozeur + Une superficie de 22 454 km² (14,43% de la superficie de la Tunisie et 24,9% de la superficie de la région du Sud) <p>Infrastructure adéquate</p> <ul style="list-style-type: none"> + Composée principalement d'un réseau routier (1 641 km) + 8 zones industrielles (84 ha) + 3 zones de tourisme (74 ha) + Un réseau de télécommunications important pour relier la région au reste du pays et au reste du monde <p>Un potentiel humain caractérisé par</p> <ul style="list-style-type: none"> + Le groupe d'âge d'actifs (47 406 personnes actives) est réparti principalement entre les secteurs agriculture et pêche (38%), industrie (4%), bâtiments et travaux publics (14%), et services (43%) + Abondance de main-d'œuvre qualifiée fournie par 10 centres de formation professionnelle, avec une capacité de 1 300 postes <p>Potentiel naturel considérable</p> <ul style="list-style-type: none"> + Terre arable (50 000 ha) et vaste terrain de parcours (567 000 ha) + Importantes ressources hydriques estimées à 239 millions m³ / an + Abondance de substances utiles (argile, pierre, sable, etc.) pouvant être industrialisées + Le climat peut être exploité en tant que source de production d'énergie de substitution : énergie solaire (288 jours de soleil par an) et éolienne + Patrimoine naturel et culturel diversifié se prêtant au tourisme + Oasis de sources d'eau naturelle et style de vie de la population + Des dunes de sable (jusqu'à 250 m de haut) forment des sites combinant beauté et tranquillité, parfaits pour pratiquer des sports d'aventure tels que le rallye automobile ou les courses de moto, ainsi que le camping récréatif + Chott el-Jérid : Lac situé au sud-est de Kébili, connu pour sa taille immense, ainsi que sa faune et flore typiques + Vie sauvage de la réserve naturelle nationale Jbiil recouvrant 150 000 ha + Monuments musulmans et romains + Architecture de montagne avec toutes les caractéristiques historiques des fossiles + Importance du festival et de sa riche tradition

Compétitivité	Filières économiques
<p>Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> + Production de légumes de contre-saison à l'aide de ressources géothermiques + Introduction de l'agriculture biologique et des plantes aromatiques et ornementales 	<p>* Industrialisation des produits du palmier, emballage, entreposage sous froid et transformation de sous-produits du dattier et du palmier, meubles en palmier, etc.</p>

<ul style="list-style-type: none"> + Valorisation des terrains de parcours pour le développement de l'élevage camelin + Investissement dans les services agricoles <p>Industries et services</p> <ul style="list-style-type: none"> + Industrialisation des produits du palmier + Transformation des produits d'élevage : lait, laine, poil, peau de chèvre, fromage, etc. + Transformation de produits de l'agriculture biologique : dattes, lait, miel, etc. + Extraction d'huile essentielle et aromatique + Valorisation de substances utiles + Affaires dans les activités de service liées à l'industrie du tourisme d'accueil + Investissement dans les technologies de l'information et les communications + Investissement dans l'énergie solaire. <p>Tourisme et artisanat</p> <ul style="list-style-type: none"> + Investissement dans le domaine du divertissement touristique : centres d'activités, camping... + Investissement dans le tourisme de rééducation, culturel, sportif, etc. + Production et marketing de produits artisanaux : tapis, margoum, produits en sparte, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> * Mobilisation et utilisation des ressources géothermiques : stations thermales, pisciculture, production de pommes de terre de contre-saison * Valorisation de substances utiles : pierre, argile, gypse, sable de silice, magnésium, sodium, potassium, etc. * Investissement dans le tourisme saharien (environnement naturel qui allie oasis et désert) : excursions, courses de chameaux, courses de moto, randonnées en montgolfière, activités cinématographiques, etc.) * Investissement dans l'énergie éolienne et solaire
---	--

f. Gafsa

f.1 Questions/ Réponses de la Séance Matinale

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
<p>1) APII : Nous avons assisté à une réunion similaire sur l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable organisée par le ministère de l'équipement et nous avons l'intention de faire la même chose. Comment sera utilisée la stratégie préparée par la JICA ?</p>	<p>1) Mr Mohamed Riahi: Ce que l'ODS en collaboration avec la JICA est en train de préparer est une stratégie de développement globale pour le Sud à l'horizon de 2035 et nous sommes en train d'étudier la synergie intersectorielle et interrégionale (gouvernorat). Nous allons prendre en considération toutes les études existantes et nous allons les mettre à la disposition des experts.</p>
<p>2) Participant: Le problème c'est qu'il y a plusieurs études stratégiques et études de positionnement conduites par plusieurs bailleurs de fonds pour différents secteurs (Union Européenne, Coopération Italienne, etc.). Nous ne devons pas répéter les mêmes études mais plutôt contrôler l'exécution des actions et des plans de développement préparés par ces études.</p>	<p>2) Mr Mohamed Riahi: Dans le Sud, il nous manque le marketing du produit régional et l'augmentation de sa valeur ajoutée et la valorisation des ressources naturelles régionales, et ce serait le surplus qu'apporterait cette étude stratégique. Directeur régional de Gafsa: Les experts japonais sont présents aujourd'hui pour écouter vos précieuses idées parce qu'ils veulent récolter les observations et les avis des acteurs de la région sur la stratégie de développement régional en adoptant une approche participative et en incorporant autant que possible ces commentaires et opinions dans la stratégie.</p>
<p>3) Participant: Je propose l'exécution des résultats des études.</p>	<p>3) Mr Mohamed Riahi: Nous sommes encore dans la phase de diagnostic et la JICA présentera la stratégie de développement régional dans la deuxième consultation en Septembre 2012 et le plan d'action dans la troisième consultation en Février 2015.</p>

Commentaires / Questions portant sur les présentations	Réponses de l'ODS / de l'Équipe d'experts de la JICA
<p>4) CRDA: Cette stratégie adopte l'approche participative alors que la représentativité des services régionaux est assez faible. Cela peut constituer un obstacle pour le développement de cette stratégie.</p> <p>Il y a une contradiction dans la présentation de M. Ali. D'une part, il a dit qu'il n'y a pas de plan et de stratégie, et d'autre part, il a dit que la stratégie et le plan seront formulés à partir des stratégies existantes.</p> <p>Le modèle de développement imposé par les ministères ne peut qu'entraîner une disparité régionale plus aigue alors qu'il faut développer les localités et les délégations. Je suis convaincu que le résultat de cette étude sera bien et satisfaisant.</p>	<p>4) Mr. Msaddak: Depuis 2011, après la révolution, il n'y a pas eu de plan de développement dans la Tunisie et dans le Sud, et ce n'est qu'en 2012 qu'il y a eu l'élaboration de stratégies de développement par gouvernorat et entre autres les gouvernorats du Sud, à l'occasion de l'élaboration de la loi de Finance complémentaire de 2012. Ce sont ces stratégies par gouvernorat qui sont prises comme base de discussion dans ces journées de consultation par gouvernorat organisées par le projet de l'ODS/JICA.</p>
<p>5) ANGED: D'après les études sur l'environnement, il n'y aura plus d'eau entre 2020 et 2030. Pour cette raison, on doit utiliser l'énergie renouvelable pour l'agriculture, l'industrie et le tourisme.</p>	<p>5) <i>Le développement durable est un des objectifs du développement régional de la région du Sud et nous reconnaissons l'importance de l'utilisation durable des ressources en eau.</i></p>
<p>6) ONTT: Je suis d'accord pour prendre en considération l'EES dans l'élaboration de la stratégie pour la prochaine période par secteur et non pas par gouvernorat.</p>	<p>6) Mr HARA: Notre plan sera intégré et la synergie sera intersectorielle et inter gouvernorat, et nous sommes encore en phase de diagnostic, et le plan d'action sera formulé dans les phases suivantes.</p>
<p>7) Participant: On doit réviser le "code d'investissement", puisqu'il y a des problèmes de compétitivité des entreprises privées, d'infrastructure de base, des coûts de transport vers les ports et les aéroports. On doit trouver des solutions radicales à ces problèmes pour développer et exécuter les études existantes.</p>	<p>7) Mr HARA: Notre stratégie inclura une stratégie et un plan d'action pour attirer l'investissement; comment la région du Sud peut-elle être compétitive pour attirer l'investissement.</p>

Source: ODS et l'équipe d'experts de la JICA

(Note): *: Les phrases et expressions rédigées en italique sont les parties qui n'ont pas été expliquées de façons claires dans les Sous-P/C et nécessite des explications supplémentaires.

f.2 Récapitulation des Problématiques, Potentialités, Compétitivités et Filières Economiques (Séance de l'après-midi)

Problèmes de développement (Problématique)	Potentialités
<ul style="list-style-type: none"> - Problèmes environnementaux tels que la pollution, la salinisation des terres - Fragilité de l'infrastructure existante - Menace du changement climatique - Désertification des terres - Sécheresse - Prix du phosphate variable dans le marché international - Manque d'industrie de transformation des produits agricoles - Abondance des ressources humaines sans stratégie quant à leur utilisation - Phénomène de migration et d'émigration des travailleurs et diplômés; compétents et ordinaires - Circuit touristique non identifié - Limitations des matières premières pour les produits d'artisanat - Faible compétitivité de l'agriculture - Manque de main-d'œuvre agricole compétente (Pas d'investissement dans la formation) - L'artisanat ne garantit pas un revenu durable aux artisans - Mauvaise organisation des canaux de marketing des produits agricoles - Manque d'efforts et de stratégie de marketing des produits agricoles - Commerce parallèle (informelle) 	<ul style="list-style-type: none"> + Ressources en eau importantes + Nappes d'eau rechargeables + Une agriculture diversifiée, des produits stratégiques (lait, viande rouge et blanche, tomates, huile d'olive, pommes de terre...) + Agriculture biologique + Superficie agricole importante et fertile + Existence d'un potentiel important en substances utiles + Energies renouvelables + Soleil plus que 300 jours/an + La CPG, ICG peuvent contribuer au développement de la région (infrastructure, essaimage) + Histoire riche + Diversité des sites archéologiques et culturels et

Problèmes de développement (Problématique)	Potentialités
<ul style="list-style-type: none"> - Système inadéquat de formation professionnelle et d'enseignement supérieur pour le besoin du marché du travail - Rentabilité et productivité plus faibles que la moyenne nationale - Manque de crédits pour le financement de la production agricole telle que l'élevage et les grandes cultures - Manque de stratégie pour l'extension des terres agricoles par la mise à niveau des nouvelles superficies - Dégradation des ressources naturelles - Manque d'études spécifiques (stratégiques, positionnement, sectorielles, exploration des ressources naturelles...) - Centralisation des décisions et lenteur des procédures administratives - Problèmes de gouvernance - Une grande partie des ressources en eau est exploitée par la CPG et l'industrie chimique de l'ICG - Manque des moyens de loisirs, des centres et des programmes culturels - Mauvaise situation du secteur de santé - Manque de gestion adéquate des déchets - Absence et mauvaise utilisation des ressources minières et de construction - Problème de limitation de réserves foncières et dominance des terres collectives - Fragilité de l'infrastructure bien que le gouvernorat ait une position géostratégique spécifique - Faible mobilisation des eaux d'irrigation - Manque de fonds pour financer l'investissement privé agricole - Manque de la culture d'innovation - Coût de transport et d'acheminement vers les ports très élevé - Insuffisance d'une connexion routière et ferroviaire de qualité - Faibles exploitation et rentabilité de l'aéroport - Recherche d'autres sources de richesse comme le phosphate va disparaître avec le temps - Absence totale de la notion de filière - Tissu économique très faible malgré des potentialités importantes 	<ul style="list-style-type: none"> des monuments historiques + Possibilité d'établir un circuit varié (tourisme écologique et culturel) + Population jeune et dynamique (la main-d'œuvre qualifiée, les diplômés de l'enseignement supérieur) + Migration vers la coopération humaine du nouveau monde (USA, Canada...) + Possibilité de promouvoir les nouvelles TICs + Réserves naturelles importantes (les aires protégées et paysage) + Diversification des activités artisanales (26 activités) + Spécificité des produits artisanaux de la région (tapisserie et margoum...) + Nombre important d'artisans (15 000) + Proximité au marché Algérien + Position géographique stratégique + Création de la valeur ajoutée pour les produits locaux (transformation...) principalement dans le secteur agricole et les industries agroalimentaires (huile d'olive, pistaches, amande, pomme de terre, tomates) et l'artisanat

Compétitivité	Filières économiques
<ul style="list-style-type: none"> + Amélioration de l'infrastructure de base + Nécessité de création de zones logistiques + Liaison multimodale avec toutes les régions (air, terre, chemin de fer) + Lieu de carrefour parmi cinq gouvernorats adjacents et proximité avec l'Algérie + Monuments religieux à El Guetar qui datent de 40 000ans + Une plus grande implication de la société civile dans le processus du développement socio-économique de la région + Récupération des substances utiles abondantes dans la région + Promotion des activités économiques par l'organisation des foires et des salons économiques + Promotion de l'investissement privé pour la diversification de la structure économique de la région et la création d'emploi Implication des deux pôles industriels; ICG et CPG dans le développement de la région à travers l'axe d'extension et de renforcement par leur participation dans la SICAR de la région + Elaboration d'une stratégie adéquate pour le marketing territorial + Amélioration de la culture entrepreneuriale + Potentiel d'exploitation des produits agricoles de l'arrière saison et des produits agricoles biologiques + Meilleure exploitation du secteur d'huile d'olive et des plantes médicinales 	<ul style="list-style-type: none"> * Phosphates et dérivés * Huile d'olive * Agriculture: Axer le développement de maraichage autour de la tomate, pomme de terre et laitue et l'arboriculture autour de l'huile d'olive, l'olive de table, la pistache et l'amande * Agriculture biologique * Plantes aromatiques et médicinales Agriculture [viande rouge et valorisation des sous-produits] * Substances utiles * Secteur des TICs * Industrie de composantes d'automobile: existence

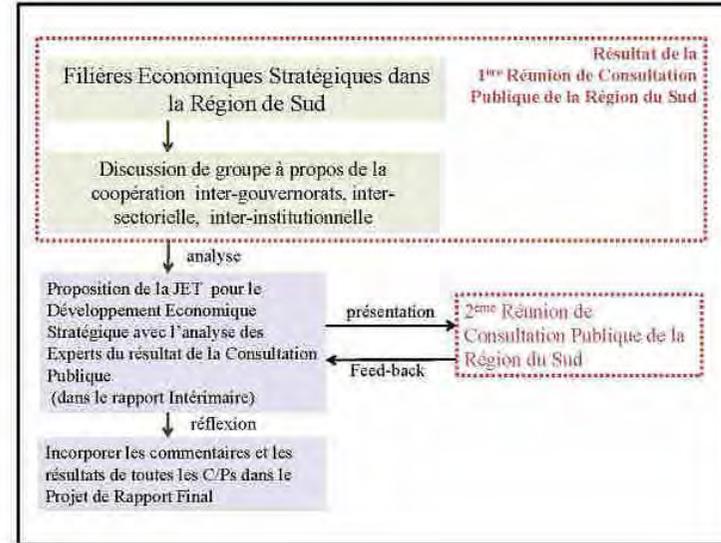
<ul style="list-style-type: none">+ Valorisation des avantages naturels comparatifs de la région en matière de tourisme écologique et culturel+ Conduite d'études spécifiques pour le secteur des substances utiles et la création d'un centre de recherche+ Formulation d'un plan d'action pour la valorisation de l'énergie renouvelable et sa mise à disposition des acteurs économiques+ Encourager la création des projets d'animation et de loisir (manège, complexe de loisir pour les familles)+ Incorporer la politique de promotion de l'artisanat dans le cadre de développement du secteur de tourisme <p>Valoriser les ressources humaines par la formation</p>	<p>de YAZAKI, CPG, ICG et une société de transport régional</p> <ul style="list-style-type: none">* Energie renouvelable* Tourisme culturel et écologique <p>Artisanat</p>
--	---

Annexe6

Coopération, Coordination et Complémentarité inter- gouvernorats, inter-sectorielle, inter-institutionnelle pour le développement de la région du Sud

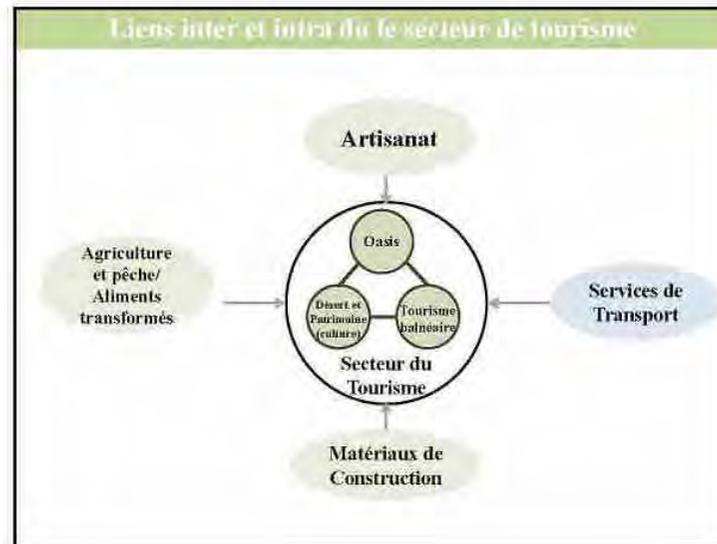
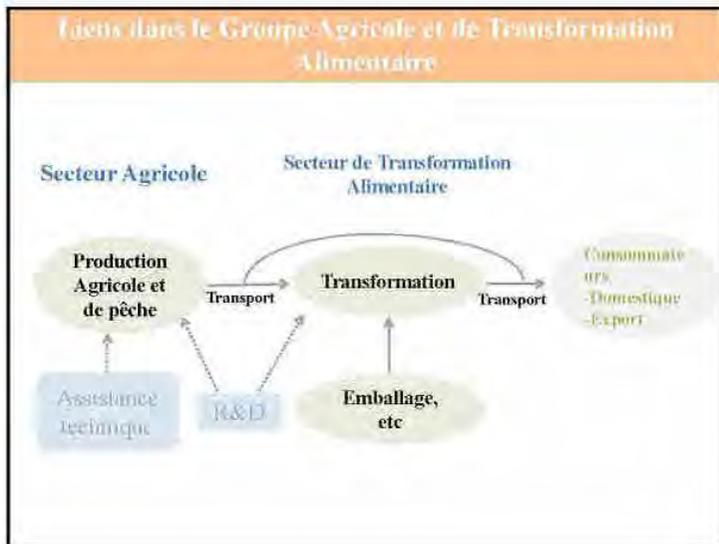
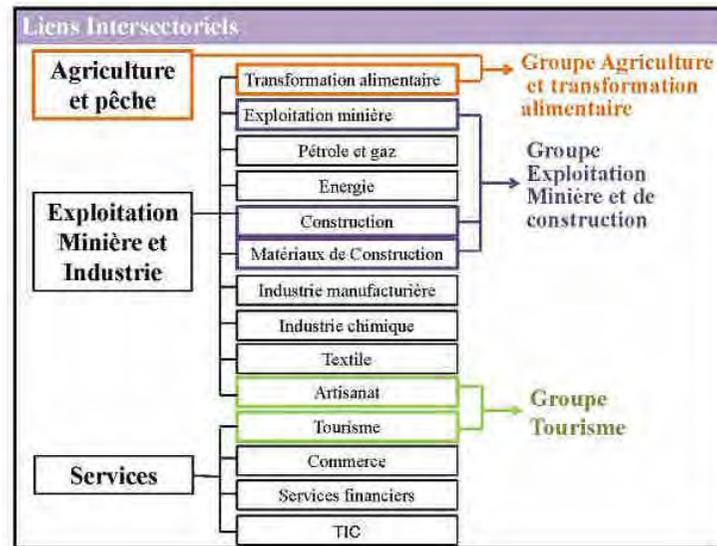
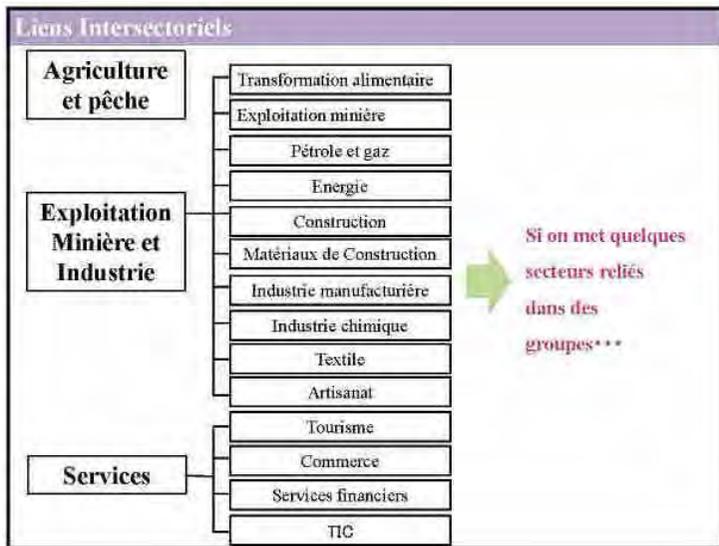
Pourquoi discuter la coopération inter-gouvernorats, inter-sectorielle, inter-institutionnelle?

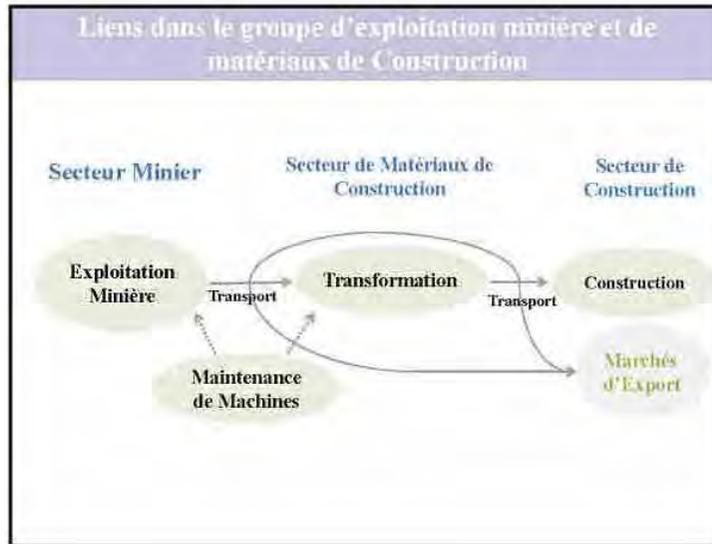
- Pour réaliser " Secteurs et Activités à Haute Valeur Ajoutée " " Plus de Créations d'Emplois " " Mise en œuvre Durable du Projet "
- Ce ne serait pas efficace, si chaque Gouvernorat élabore sa stratégie, pour chaque secteur séparément des autres, ou si différentes institutions exécutent leurs propres projets sans coopération et coordination entre elles.
- Quand plusieurs acteurs/ parties prenantes dans les secteurs concernés dans tous les gouvernorats travaillent ensemble, cela crée des effets de synergie, et on peut élaborer la stratégie d'ensemble de manière plus efficace et efficiente.



Remarques sur les liens intersectoriels dans le Sud

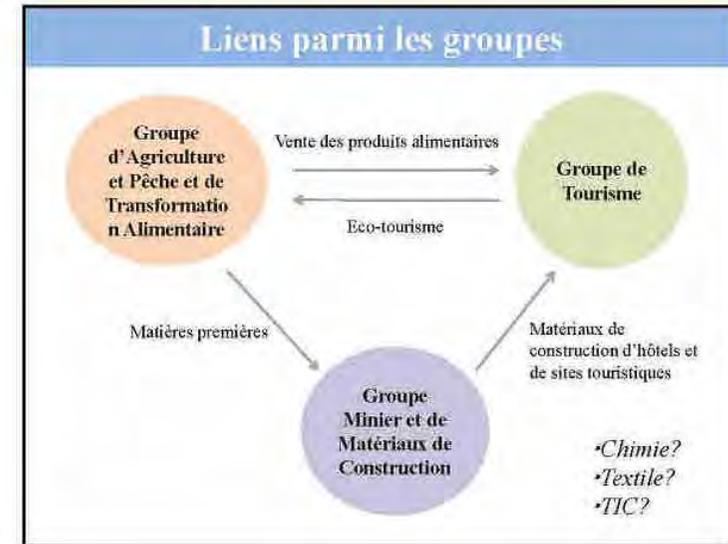
Avant de discuter la coopération inter-gouvernorat, inter-sectorielle, inter-institutionnelle, on doit penser comment les secteurs dans le Sud sont inter-liés





En gardant ces liens à l'esprit, discutons les moyens pour mener à bien la coopération inter-gouvernorat, inter-sectorielle, inter-institutionnelle

(75 minutes)

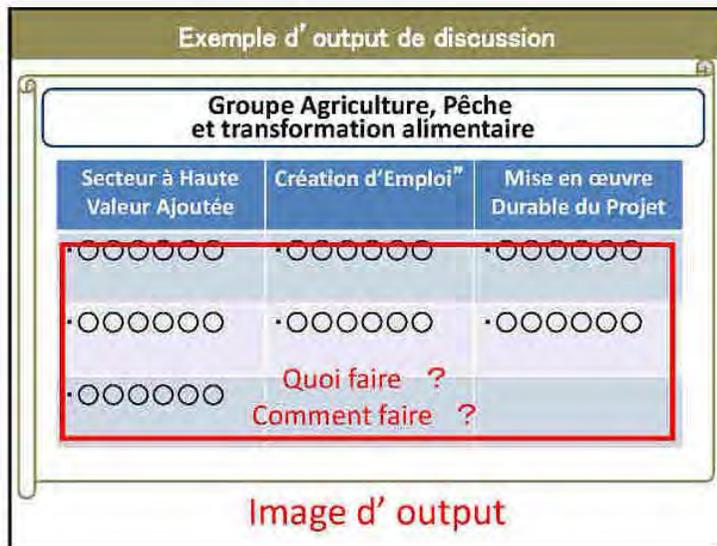
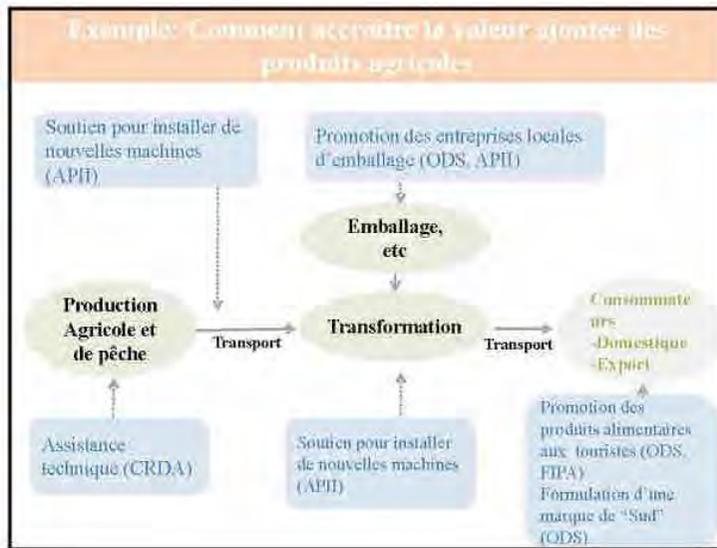


Procédure de Discussion

- Les participants discuteront plusieurs sujets dans trois groupes différents.
 - Groupe de Production Agricole et pêche
 - Groupe de Tourisme, et services
 - Groupe Minier et Industriel (Voir Annexe)
- Les Cadres de l'ODS vont faciliter les travaux des groupes pour discuter les sujets ci-dessous montrés.

- ✓ Qu'est ce qui est nécessaire pour une Production à Valeur Ajoutée?
- ✓ Qu'est ce qui est nécessaire pour la Création d'emploi?
- ✓ Qu'est ce qui est nécessaire pour un bon Développement avec une considération de l'Environnement?

- Tous les commentaires et/ou opinions des participants à chaque groupe seront collectés et affichés sur un tableau par le facilitateur et ses assistants.



Procédure de Discussion

- Les participants discuteront plusieurs sujets dans trois groupes différents.
 - Groupe de Production Agricole et pêche
 - Groupe de Tourisme, et services
 - Groupe Minier et Industriel (Voir Annexe)
- Les Cadres de l'ODS vont faciliter les travaux des groupes pour discuter les sujets ci-dessous montrés.

- ✓ Qu'est ce qui est nécessaire pour une Production à Valeur Ajoutée?
- ✓ Qu'est ce qui est nécessaire pour la Création d'emploi?
- ✓ Qu'est ce qui est nécessaire pour un bon Développement avec une considération de l'Environnement?

- Tous les commentaires et/ou opinions des participants à chaque groupe seront collectés et affichés sur un tableau par le facilitateur et ses assistants.

Règles pour une "Bonne Discussion de Groupe"

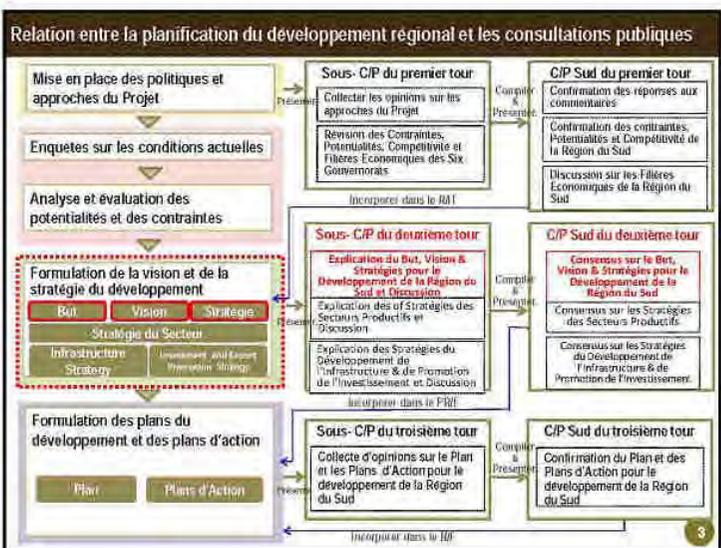
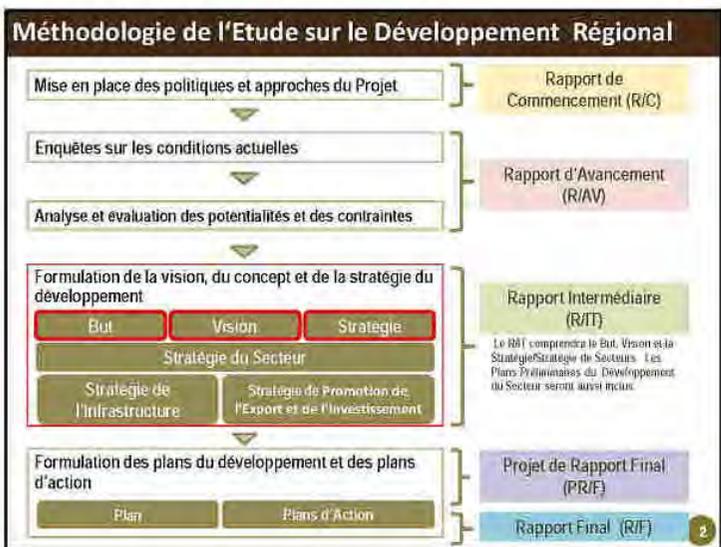
- Veuillez vous concentrer sur "le développement de la Région du Sud" comme entité au lieu de traiter les sujets « individuellement » par Gouvernorats.
- Veuillez ne pas être en désaccord, ne pas nier ou s'opposer aux commentaires et opinions des autres, tous les commentaires et opinions sont importants.
- Veuillez faire un effort pour trouver des solutions et/ou des moyens de compromis et de consensus face à des opinions différentes.

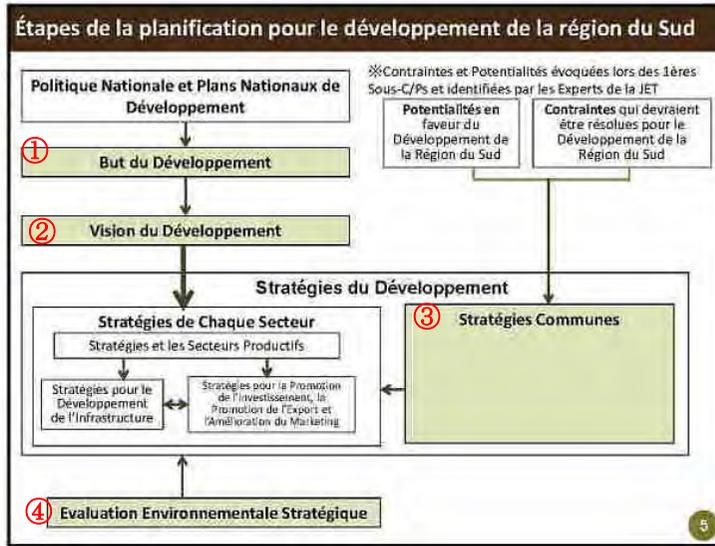
**Récapitulation par chaque groupe
(15minutes)**

**Présentation par chaque groupe
(5 minutes/groupe)**

**Récapitulation globale
(15 minutes)**

A8-6 Documents de présentation pour la Sous-C/P du deuxième tour





Contexte de Formulation des Stratégies pour le Développement de la Région du Sud

Principaux Objectifs des Plans Nationaux de Développement

« Politique Nationale pour le Développement de toute la Tunisie »

- La Création d'Emploi est la Priorité Absolue à réaliser
- Promouvoir une Haute Valeur Ajoutée et Mettre à Niveau le Développement pour les Industries de Production, Promouvoir l'Export et rattraper les Pays Avancés
- Etendre l'Utilisation des Ressources à Potentialité Economique Elevée pour maintenir le Développement Durable

« Politique de Développement pour la Région du Sud »

- Promouvoir le Développement de l'Economie Régionale pour Réduire les Disparités Régionales

	Région du Nord	Région du Sud
Nombre d'entreprises	357 999	67 169

	Zone Côtière	Zone Intérieure
Nombre d'Employés	63 289	28 158

Les disparités économiques régionales sont notamment grandes entre le Nord et le Sud ainsi que les zones côtières et les zones intérieures

But du Développement

~ A travers le développement étape par étape, Comment notre Région du Sud doit-elle apparaître dans le futur? ~

Selon le point de vue du Plan National de Développement, le Développement de la Région du Sud devrait se présenter comme....

La disparité économique est réduite entre les Régions du Nord et du Sud et les zones Côtières et Intérieures de la Région du Sud.

Vision du Développement

~ Afin de faire avancer le développement, Comment doit être notre attitude et que doit être notre slogan? ~

Les trois politiques de développement du Plan National de Développement devraient être fixées comme la vision du développement de la région du Sud

Production à Haute Valeur Ajoutée Création d'Emplois Développement Durable

Défier le Monde avec une Marque de toute la Région du Sud faite par les Deux Millions de Personnes de la Région

La Région du Sud est développée de façon durable avec plus d'emplois pour tous en créant une valeur plus élevée et en gardant une forte compétitivité dans l'économie mondiale.
— pour être unique, performante, et innovante —

Stratégies du Développement

Méthode

Selon les "Contraintes, Potentialités et Compétitivité" pour le développement de la région du Sud discutées lors des 1ères réunions de C/P, les Stratégies et les orientations du Développement doivent être décidées..

Potentialité et Compétitivité en faveur du Développement de la Région du Sud

Les contraintes devant être résolues pour le Développement de la Région du Sud

Stratégies pour le développement économique en utilisant les potentialités de la région du Sud

Stratégies résolvant les contraintes pour le développement économique en utilisant les potentialités de la région du Sud

Stratégies résolvant les contraintes pour le développement économique

9

Stratégies du Développement

Stratégies pour le développement économique en utilisant les potentialités de la région du Sud

«Potentialités de la Région du Sud identifiées lors de la 1^{ère} réunion de C/P»

Ayant le potentiel de faire une agriculture unique qui n'existe pas dans d'autres endroits
(ex. agriculture oasienne)

Ressources et potentialités uniques disponibles pour l'utilisation en tourisme qui n'existent pas dans d'autres endroits
(ex. monuments historiques, désert, oasis, festivals)

Ressources minières disponibles qui sont uniques par rapport à d'autres endroits
(ex. Marbre, argile, phosphore)

Capacité de produire/transformer des produits en utilisant les avantages locaux

Ayant la connaissance dans des industries

Ressources naturelles disponibles

[Stratégie Commune 1]
Utilisation optimale des ressources et atouts locaux uniques

10

Stratégies du Développement

Stratégies résolvant les contraintes pour le développement économique en utilisant les potentialités de la région du Sud

«Contraintes de la Région du Sud identifiées lors de la 1^{ère} réunion de C/P»

Problèmes Logistiques

Infrastructure Insuffisante

Faible renforcement des Secteurs d'activités

[Stratégie Commune 2]
Renforcement des liens intersectoriels et inter-gouvernorats

«Potentialité de la Région du Sud identifiées lors de la 1^{ère} réunion de C/P»

Ayant le potentiel de devenir un centre logistique grâce à la proximité d'une frontière internationale

Ayant la connaissance dans des industries (ex. Agriculture, Production Artisanale, Transformations)

Institution de recherche existante

[Stratégie Commune 3]
Promotion de l'Export des produits de la Région du Sud

11

Stratégies du Développement

Stratégies résolvant les contraintes pour le développement économique

«Contraintes de la Région du Sud identifiées lors de la 1^{ère} réunion de C/P»

Faible présence d'Organismes d'Exécution
(pour le marketing, la promotion de l'investissement, les problèmes fonciers, etc.)

Manque de Recherche

Manque de nouveaux programmes dans chaque secteur productif pour viser davantage le développement économique
(Agriculture, Tourisme, Extraction minière, Artisanat, etc.)

Problèmes des ressources en eau
(ex. dégradation de la qualité/Mauvaise Gestion/ Epuisement des ressources en eau)

Problèmes environnementaux
(ex. Contamination/ Désertification/ Pollution Industrielle)

[Stratégie Commune 4]
Promotion de l'investissement et attraction de l'investissement étranger

[Stratégie Commune 5]
Promotion d'un développement respectueux de l'environnement avec des ressources limitées

12

Stratégies du Développement

- [Stratégie Commune 1]
Utilisation optimale des ressources et des atouts locaux uniques
- [Stratégie Commune 2]
Renforcement des liens intersectoriels et inter-gouvernorats
- [Stratégie Commune 3]
Promotion de l'Export des produits de la Région du Sud
- [Stratégie Commune 4]
Promotion de l'investissement et attraction de l'investissement étranger
- [Stratégie Commune 5]
Promotion d'un développement respectueux de l'environnement avec des ressources limitées

Selon les Cinq Stratégies Communes, les Stratégies de Développement du Secteur sont fixées de telle sorte que "la Création d'emplois", "la Production à Haute Valeur Ajoutée" et "le Développement Durable" soient réalisés.

13

Stratégies de Développement de Chaque Secteur

~Selon Stratégies communes des Secteurs, seront développés dans les Sections 2 et 3.

Agriculture, Pêche & Transformation	Promouvoir la production à haute valeur ajoutée des produits potentiels de la région du Sud en utilisant les ressources en eau limitées efficacement, de telle sorte que "fabriqué au sud" serait délivré à la fois aux marchés internationaux et domestiques avec des qualités internationales.
Secteur Minier & Manufacturier	Promouvoir pour mettre à niveau la production pour des activités à valeur ajoutée plus élevée en utilisant les ressources locales et en améliorant les réseaux institutionnels, tout en gardant l'attention aux problèmes environnementaux.
Artisanat	Rendre l'industrie artisanale de la région du Sud plus sophistiquée avec la valeur culturelle et traditionnelle de la région.
Tourisme	Établir un tourisme durable à travers la création de destinations pour la mise en valeur du patrimoine touristique historique, culturel et naturel, spécifique à la région sud avec la participation de la population locale.
Transport	Développer un réseau efficace et efficient du transport soutenant l'interaction entre les productions et les activités humaines dans la région du Sud, et connecté à la fois au marché local et international.
Eau	Améliorer l'environnement de l'eau avec une utilisation efficiente et efficace des ressources en eau limitées de la région du Sud pour la coexistence de la société avec la nature permettant aux industries productives régionales de se développer.
Electricité	Introduire la technologie et le système efficients de gestion d'électricité avec moins de perte d'énergie pour un meilleur développement des industries productives tout en maximisant l'utilisation des ressources renouvelable d'énergie dans la région du Sud.
Télécommunication	Soutenir les activités de production de "fabriqué au Sud" à haute valeur ajoutée à travers l'amélioration de l'environnement de télécommunication parmi d'autres industries liées introduisant les technologies pour le développement industriel dans toute la région du Sud.
Investissement, Marketing & Export	Promouvoir les industries productives de la région du Sud pour de meilleures productions utilisant un investissement plus élevé avec une vision concrète de développement, un marketing fort et des stratégies de promotion de l'export pour la région du Sud.

14

Evaluation Environnementale Stratégique

Rappel du diagnostic environnemental

Légende

1. ETAT DU MILIEU NATUREL

- Milieu soumis au risque d'érosion sévère due à pression humaine de l'urbanisation anarchique
- Milieu d'altération, il existe sévèrement érodés, très fortement affectés par les risques de désertification
- Milieu dégradé/altéré à un degré de qualité variable à haut risque de dégradation
- Milieu de parcours à haut risque de dégradation
- Milieu agricole à risque d'eau salin, à faible risque de désertification grâce aux irrigations, etc.
- Milieu de parcours à faible risque de désertification
- Milieu de parcours de parcours (dégâts locaux substantiels)
- Onques, Sables, zones sensibles à la désertification.

2. MENACES ENVIRONNEMENTALES MAJEURES

- Pression de pollution industrielle chronique
- Zone à érosion littorale chronique
- Zone de salinisation chronique des nappes phréatiques
- Zone de forte dépendance en eau non renouvelable des nappes profondes (à l'exception)
- Pression chronique de phénologie (anatomique)

3. PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES

- Nappes phréatiques profondes à zone d'exploitation + construction de forage pour le développement agricole
- Pistes Nationales, réserve de la biodiversité

15

Question Sociales et Environnementales dans le cadre du Développement

~A quels genres d'impact fera face notre Région du Sud à travers le développement ?~

Tableau du Scoping dans le cadre de l'EES

Identification des impacts potentiels qui pourraient apparaître avec la mise en œuvre du plan de développement, et qui ne doivent pas exacerber les menaces environnementales déjà existantes sur le territoire.

ACtivités de développement du secteur	Impacts positifs et négatifs à évaluer		Mesures compensatoires
	ENV. NATUREL	ENV. SOCIAL	RESSOURCES COMMUNALES
AGRICULTURE - Culture des dattes - Elevage	- Impacts sur la qualité de l'air - Sur la biodiversité - etc.	- Emploi - Pauvreté - etc.	
TOURISME - Balnéaire - etc.			
INDUSTRIE			
TRANSPORT			
ENERGIE etc.			

Prochaine phase

Alternatives 1, 2 ou 3

Recueil de suggestions

Peut-on imaginer des alternatives raisonnables et durables aux plans de développement?

Peut-on arriver au même résultat de développement avec un impact environnemental moindre?

16

Document 2

Stratégies et Plans pour les Secteurs Productifs

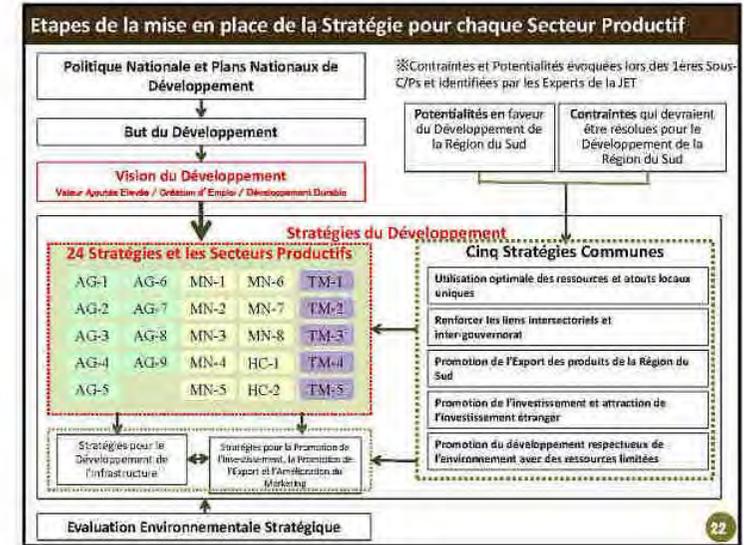
21

Secteur de l'Agriculture, la Pêche & la Transformation

Récapitulation des stratégies du Secteur de l'Agriculture, la Pêche & la Transformation

Promouvoir la production à haute valeur ajoutée des produits potentiels de la région du Sud en utilisant les ressources en eau limitées efficacement, de telle sorte que "fabriqué au sud" serait délivré à la fois aux marchés internationaux et domestiques avec des qualités internationales.

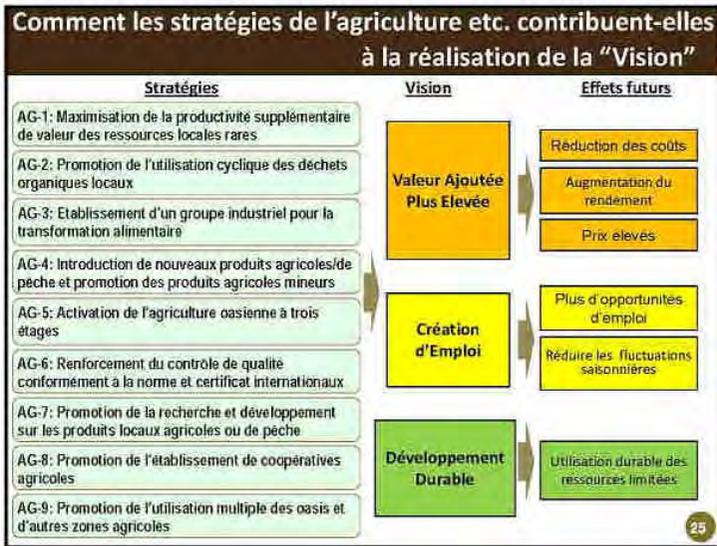
23



Stratégies pour le Secteur de l'Agriculture, la Pêche et la Transformation

Potentialités pour la promotion de l'agriculture	Stratégies correspondant aux potentialités
Huile d'olive	AG-1: Maximisation de la productivité de valeur supplémentaire des ressources locales rares
Dattes	AG-2: Promotion de l'utilisation cyclique des déchets organiques locaux
Poulets, lait et produits laitiers	AG-3: Etablissement d'un groupe industriel pour la transformation alimentaire
Aquaculture et produits de la transformation de poisson	AG-4: Introduction de nouveaux produits agricoles de pêche et promotion des produits agricoles mineurs
Nouveaux produits locaux	AG-5: Activation de l'agriculture oasienne à trois étages
Légumes hors-saison	AG-6: Renforcement du contrôle de qualité conformément à la norme et certificat internationaux
Autres produits de l'arboriculture	AG-7: Promotion de la recherche et développement sur les produits locaux agricoles ou de pêche
Stratégies en général pour tous	AG-8: Promotion de l'établissement de coopératives agricoles
	AG-9: Promotion de l'utilisation multifonctionnelle des oasis et d'autres zones agricoles

24



Points Focaux pour la Discussion

Pour le Secteur d'Agriculture, de Pêche & de Transformation

- **Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur les " neuf (9) stratégies du développement du secteur de l'agriculture, de la pêche et de transformation " (30min)**

29

Secteur Minier & Manufacturier

Récapitulation des stratégies du Secteur Minier & Manufacturier

Promouvoir pour mettre à niveau la production pour des activités à valeur ajoutée plus élevée en utilisant les ressources locales et en améliorant les réseaux institutionnels, tout en gardant l'attention aux problèmes environnementaux.

Récapitulation des stratégies du Secteur de l'Artisanat

Rendre l'industrie artisanale de la région du Sud plus sophistiquée avec la valeur culturelle et traditionnelle de la région.

30

Stratégies du Secteur Minier & Manufacturier

Potentialités pour la promotion des Activités Minières & Manufacturières

Agglomération de sociétés chimiques et de ressources humaines associées

Réserves de ressources naturelles telles que le phosphate, le gypse, le marbre, l'énergie solaire

Main d'œuvre à faible coût

Potentiel pour améliorer la qualité des matériaux et des activités de marketing

Contraintes des Activités Minières & Manufacturières

Problèmes environnementaux causés par l'industrie chimique

Absence d'un système de recyclage du plastique

Stratégies correspondant aux potentialités

MN-1: Promotion de la R&D et établissement de nouvelles entreprises et projets comme retombées de la R&D, puis améliorer l'agglomération des entreprises chimiques

MN-2: Promotion des technologies respectueuses de l'environnement dans les sociétés traitant le phosphate

MN-3: Promotion du recyclage du plastique par l'évolution technique et l'amélioration du système du recyclage

MN-4: Augmentation de la production de minéraux au moyen de nouveaux investissements

MN-5: Augmenter la valeur ajoutée à travers les capacités de transformation et de marketing et la promotion de l'exportation

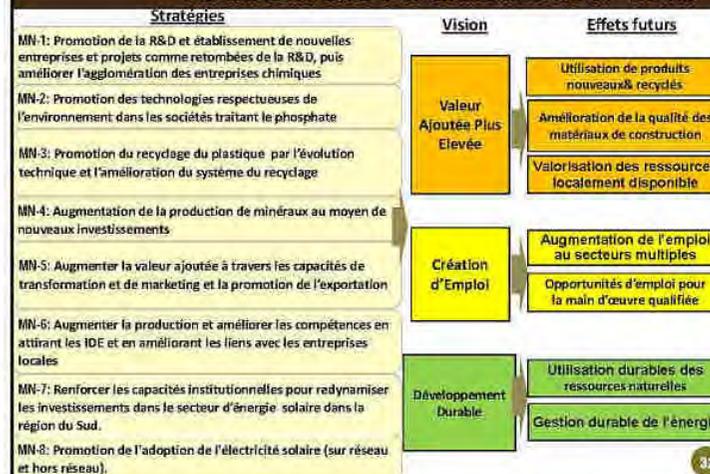
MN-6: Augmenter la production et améliorer les compétences en attirant les IDE et en améliorant les liens avec les entreprises locales

MN-7: Renforcer les capacités institutionnelles pour redynamiser les investissements dans le secteur d'énergie solaire dans la région du Sud.

MN-8: Promotion de l'adoption de l'électricité solaire (sur réseau et hors réseau).

31

Comment les stratégies du Secteur Minier & Manufacturier contribuent-elles à la réalisation de la "Vision"



32

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

Pôle Industriel de Production

- Le pôle de **Gabès** agit non seulement comme un centre de production chimique avec de meilleures technologies de contrôle de pollution mais aussi un terminal et un port régional d'export pour d'autres produits manufacturés, ainsi que le calcaire et les matériaux de construction.
- Le pôle de **Médanine** agit non seulement comme un centre de production à valeur ajoutée de matériaux de construction mais aussi un centre régional logistique pour d'autres ressources, ainsi que le gypse et le marbre.

Zone de Promotion d'Extraction & et de Transformation des Ressources Minérales

- Ces zones seront développées davantage pour une quantité plus large d'extraction minière et manufacturière de ressources naturelles, ainsi que le phosphate et le calcaire (**Gafsa / Kebili / El Hammal**).

Zone Potentielle d'Extraction de Ressources

- Ces zones ont un potentiel important à l'investissement pour développer les principales zones d'extraction pour le marbre et le gypse qui seront exportés principalement aux marchés Européens. (**Touzer / Tataouine**).

Transport de Produits & de Matériaux

- Le réseau de transport sera renforcé pour une exécution stable de matériaux rares ainsi que des matériaux de construction produits. Les produits et matériaux seront collectés pour des logistiques efficaces aux pôles pour l'export depuis les ports.

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

MN-1: Promotion de la R&D et établissement de nouvelles entreprises et projets comme retombées de la R&D, puis améliorer l'agglomération des entreprises chimiques

- Promotion des liens des activités de recherche des universités et des entreprises
- Agrandissement des zones industrielles.

MN-2: Promotion des technologies respectueuses de l'environnement dans les sociétés traitant le phosphate

- Introduction de techniques de recyclage
- Mener une étude et une stratégie pour réduire les polluants de l'air

MN-3: Promotion du recyclage du plastique par l'évolution technique et l'amélioration du système du recyclage

- Promotion publique pour encourager le recyclage
- Créer des dispositions pour les systèmes améliorés de collecte de déchets plastiques

MN-4: Augmentation de la production de minéraux au moyen de nouveaux investissements

- Mener des études scientifiques sur les minéraux naturels inexploités
- Construire des routes / améliorer et développer le port pour l'exportation

MN-5: Augmenter la valeur ajoutée à travers les capacités de transformation et de marketing et la promotion de l'exportation

- Mettre en place des stratégies globales d'après la chaîne de valeur
- Introduction d'activités d'amélioration de la productivité

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

MN-6: Augmenter la production et améliorer les compétences en attirant les IDE et en améliorant les liens avec les entreprises locales

- Création d'organisations commerciales et des liaisons
- Offre de formation pour les travailleurs
- Attirer les IDE en renforçant les incitations et les promotions

MN-7: Renforcer les capacités institutionnelles pour redynamiser les investissements dans le secteur de l'énergie solaire dans la région du Sud

- Mise en place d'une plate-forme régionale pour le renforcement des connaissances et le transfert de technologie
- Développement d'un réseau à haute tension
- Révision et introduction des ajustements nécessaires pour les plans d'incitation

MN-8: Promotion de l'adoption de l'électricité solaire (en réseau et hors réseau)

- Prise de conscience des utilisateurs finaux
- Amélioration de la connexion au réseau
- Mobilisation des ressources externes

Stratégies du Secteur de l'Artisanat

Potentialités pour la promotion de l'Artisanat

Artisanat

Stratégies correspondant aux potentialités

HC-1: Renforcement du marketing de l'artisanat Tunisien

HC-2: Renforcement du contrôle de qualité et de la gestion

Comment les stratégies de l'Artisanat contribuent-elles à la réalisation de la "Vision"

Stratégies	Vision	Effets futurs
<p>HC-1: Renforcement du marketing de l'artisanat Tunisien</p> <ul style="list-style-type: none"> Etablissement d'une unité de coordination interinstitutionnelle sous la direction de l'ONAT Renforcement des capacités des unités de production de micro et petite échelle 	<p>Valeur Ajoutée Plus Ajoutée</p> <p>Création d'Emploi</p> <p>Développement Durable</p>	<p>Production et vente de produits artisanaux à valeur ajoutée plus élevée</p>
<p>HC-2: Renforcement du contrôle de qualité et de la gestion par l'ONAT</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement du système de certification de l'ONAT Sensibilisation aux avantages de la certification de l'ONAT avec les artisans, etc. 		<p>Emplois indépendants et micro-entreprises économiquement rentables</p> <p>Opportunités durables d'emplois</p> <p>Préservation des produits traditionnels de grande valeur</p>

Points Focaux pour la Discussion

Pour le Secteur Minier & Manufacturier et le Secteur de l'Artisanat

- **Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur les " huit (8) stratégies du développement du secteur minier et manufacturier et les deux (2) stratégies du développement du secteur de l'artisanat " (30min)**

37

Secteur du Tourisme

Récapitulation des stratégies du Secteur du Tourisme

Établir un tourisme durable à travers la création de destinations pour la mise en valeur du patrimoine touristique historique, culturel et naturel, spécifique à la région sud avec la participation de la population locale.

38

Stratégies du secteur du tourisme

Potentialités du développement du tourisme	Stratégies du Tourisme
Méditerranée	TM-1: Création et promotion de destinations pour toutes les saisons dans le Sud
Culture Traditionnelle	TM-2: Développement des services touristiques répondant aux normes internationales
Sahara & les Oasis	TM-3: Réhabilitation et préservation du patrimoine matériel et immatériel dans le Sud
Artisanat Traditionnel	TM-4: Développement du Tourisme à base Communautaire (CBT) pour faire plus participer, pour sensibiliser ou pour responsabiliser la société civile
Produits Agricoles	TM-5: Exploitation de l'artisanat et des produits agricoles locaux en les intégrant avec le développement touristique
Ressources humaines locales	
Aéroports internationaux	
Ports Internationaux	

39

Comment les stratégies du tourisme contribuent-elles à la réalisation de la "Vision"

Stratégies	Vision	Effets futurs
TM-1: Création et promotion de destinations pour toutes les saisons dans le Sud	Valeur Ajoutée Plus Elevée	Amélioration du revenu, surtout dans la basse saison
TM-2: Développement des services touristiques répondant aux normes internationales		Inviter des touristes de haut de gamme dans de différentes segmentations
TM-3: Réhabilitation et préservation du patrimoine matériel et immatériel dans le Sud	Création d'Emploi	Promouvoir la vente de produits locaux
TM-4: Développement du Tourisme à base Communautaire (CBT) pour faire plus participer, pour sensibiliser ou pour responsabiliser la société civile		Amélioration de la situation des employés saisonniers
TM-5: Exploitation de l'artisanat et des produits agricoles locaux en les intégrant avec le développement touristique	Développement Durable	Création de nouveaux types d'emploi
		Amélioration de la stabilité sociale
		Préservation des patrimoines locaux et des ressources naturelles

40

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

TM-1: Création et promotion de destinations pour toutes les saisons dans le Sud

- Établir un « Organisme de Gestion de la Destination » (OGD)
- Mettre en œuvre le marketing afin d'identifier des demandes des touristes
- Créer un site web pour promouvoir les destinations
- Créer des matériaux publicitaires

TM-2: Développement des services touristiques répondant aux normes internationales

- Créer un système officiel de licence pour les nouveaux services touristiques
- Retablir un système de classification de restaurant et d'hôtel
- Réhabiliter les installations anciennes

TM-3: Réhabilitation et préservation du patrimoine matériel et immatériel dans le Sud

- Conduire une étude d'inventaire
- Mettre en place un plan de gestion des sites naturels/ archéologiques/ historiques
- Réhabiliter les sites naturels/ archéologiques/ historiques

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

TM-4: Développement du Tourisme à base Communautaire (CBT) pour faire plus participer, pour sensibiliser ou pour responsabiliser la société civile

- Créer "l'Organisation du Tourisme Communautaire"(OTC)
- Former les curateurs, les médiateurs, les guides touristiques officiels et les gardes des parcs locaux
- Développer les logements et restaurants locaux
- Améliorer l'infrastructure de base

TM-5: Exploitation de l'artisanat et des produits agricoles locaux en les intégrant avec le développement touristique

- Mettre en place un organisme de coordination entre les différents ministères et organisations
- Exploiter l'agro-tourisme en collaboration avec les agriculteurs
- Introduire un marché hebdomadaire d'agriculteurs dans "la zone touristique"
- Réhabiliter les paysages agricoles, tels que l'Oasis, les Jessours, les oliveraies

Trois Destinations proposées dans la région du Sud

Trois Destinations proposées

Destination	Gouvernorat cible	Produit Principal	Sous-produits
Bleu - Méditerranée	Médénine Gabès	Vacances en Mer Méditerranée	Tourisme de Sport Tourisme médical Tourisme de MICE Agro-tourisme Tourisme culturel
Terre - Berbère	Gabès Tataouine Médénine	Tourisme culturel et traditionnel	Tourisme thermal Agro-tourisme
Rose - Sahara	Gafsa Tozeur Kébili Tataouine	Ecotourisme dans le Sahara et les oasis	Tourisme de Sport Tourisme mécanique Tourisme thermal



Points Focaux pour la Discussion

Pour le Secteur Tourisme

- *Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur les " cinq (5) stratégies du développement du secteur du tourisme " (30min)*

45

Document3

Stratégies pour le Développement de l'Infrastructure et la Promotion de l'Investissement, la Promotion de l'Export et l'Amélioration du Marketing

48

Étapes de la mise en place de la Stratégie pour le Développement de l'Infrastructure

- Afin de mettre en place les stratégies du développement de l'infrastructure, il est très important d'analyser "quelle infrastructure devrait être fournie dans quels endroits" pour le développement de la région du Sud.
- Si les stratégies sont établies seulement dans le but du développement des secteurs productifs, la mise en place de l'infrastructure pourrait être insuffisante
- L'objectif du développement dans la région du Sud est "la Réduction de la Disparité Régionale." Pour cette raison, les stratégies pour le développement de l'infrastructure dans la région du Sud devraient être correctement mises en place afin de soutenir les activités des secteurs productifs dans la région.

47

Flux de la mise en place de la Stratégie pour le Développement de l'Infrastructure

Politique Nationale et Plans Nationaux de Développement

↓

But du Développement

↓

Vision du Développement
Value Added Elevée / Création d'Emploi / Développement Durable

↓

Stratégies du Développement

24 Stratégies et les Secteurs Productifs

14 Stratégies pour le Développement de l'Infrastructure

TR-1	WA-1	PS-1	TC-1
TR-2	WA-2	PS-2	TC-2
TR-3	WA-3	PS-3	
TR-4	WA-4		
TR-5			

Stratégies pour la Promotion de l'Investissement, la Promotion de l'Export et l'Amélioration du Marketing

↑

Evaluation Environnementale Stratégique

※Contraintes et Potentialités évoquées lors des 1ères Sous-C/Ps et identifiées par les Experts de la JET

Potentialités en faveur du Développement de la Région du Sud

Contraintes qui devraient être résolues pour le Développement de la Région du Sud

↓

Cinq Stratégies Communes

- Utilisation optimale des ressources et atouts locaux uniques
- Renforcer les liens intersectoriels et inter-gouvernement
- Promotion de l'Export des produits de la Région du Sud
- Promotion de l'investissement et attraction de l'investissement étranger
- Promotion du développement respectueux de l'environnement avec des ressources limitées

48

Quelles sont les principales contraintes du développement de l'infrastructure pour soutenir les stratégies de développement des secteurs productifs?

Problèmes Logistiques

- La capacité des établissements existants pour la production et la transformation secondaire n'est pas assez forte pour une production à valeur ajoutée plus élevée en agriculture, matériaux minéraux et de construction par exemple.
- Il n'y a pas de centre logistique et de port international très organisé dans la région du Sud afin de promouvoir plus d'exportations de produits et de ressources.

Problèmes de Ressource en Eau

- La quantité de ressources en eau naturelles est limitée pour la consommation, et il est obligatoire de sélectionner la meilleure méthode d'utilisation en fonction des objectifs. Il est aussi nécessaire d'introduire une technologie sophistiquée de production de l'eau potable.

48

Développement de l'Infrastructure Nécessaire pour promouvoir les Développements des Secteurs de Production (Transport)

Critères de détermination des Pôles et des Centres

- La zone est près et autour des zones peuplées.
- La zone possède une infrastructure de base en fonctionnement.
- La zone est équidistante des zones de production alentours.
- La zone est le carrefour des principaux réseaux de transport.
- La zone est près du port pour l'export.

- La zone est au carrefour du réseau de fret de produits.
- La zone est près des zones peuplées.
- La zone a une large zone non-développée pour le développement d'un site de stockage de fret.
- La zone est à l'emplacement convenable entre un pôle et un centre de production et une frontière internationale y compris le(s) port(s).

- La zone est près ou autour des zones peuplées.
- La zone possède une infrastructure de base en fonctionnement.
- La zone est autour d'une (des) principale(s) zone(s) de production.
- La zone est située sur le réseau de transport existant..


 Pôle Régional de Développement


 Centre Logistique Régional


 Centre de Production

50

Développement de l'Infrastructure Nécessaire pour promouvoir les Développements des Secteurs de Production (Transport)

Positions des Pôles & Centres (proposés)

Pôle Régional de Développement

Position	Fonction
Gabès	Collecter les produits et les matériaux de la région et compléter la transformation finale (y compris la mise en bouteille et l'emballage, etc.)
Médénine	

Centre Logistique Régional

Position	Fonction
Kébili	Compléter les procédures nécessaires pour le transport et l'export de tous les produits finaux et des matériaux d'expédition
Ben Guerdane	
Gabès	
Médénine	

※Gabès & Médénine comprennent les fonctions de Pôle Régional de Développement



51

Développement de l'Infrastructure Nécessaire pour promouvoir les Développements des Secteurs de Production (Transport)

Positions des Pôles & Centres (proposés)

Centre de Production

Position	Fonction
Gafsa	Pôle Industriel pour l'extraction et la transformation du phosphate et destination touristique
Tozeur	Centre Agricole Oasien principalement pour la production/transformation des dattes et destination touristique saharienne
Kébili	Centre Agricole Oasien principalement pour la production des dattes et pôle de production/transformation pour les matériaux de construction, ainsi que le calcaire, brique, ciment, etc.
Gabès	Pôle Industriel y compris l'industrie chimique, la transformation alimentaire et autres, et Port Commercial International avec des postes d'amarrage des vrac et des conteneurs
Médénine	Pôle de Production pour les matériaux de construction (brique, ciment, etc.), la transformation alimentaire et le conditionnement de l'huile d'olive Destination Touristique, élevage de volailles avec un centre de transformation alimentaire. Port International Secondaire avec une industrie de pêche
Tataouine	Pôle de Production pour les matériaux de construction (brique, ciment, etc.). Des sites miniers seront développés pour un centre d'extraction de minéraux

※Gabès & Médénine comprennent les fonctions du pôle Régional de Développement
※Kébili comprend les fonctions du Centre Logistique Régional



52

Développement de l'Infrastructure Nécessaire pour promouvoir les Développements des Secteurs de Production (Ressources en Eau)

Utilisation prioritaire des ressources en eau selon l'usage

- Usage Agricole → Utiliser l'eau souterraine
- Usage Industriel → Utiliser l'eau dessalée et recyclée
- Usage Domestique (comprend l'usage touristique) → Utiliser l'eau dessalée

Zones et Centres de Production et de Développement du Secteur Industriel

- 1. Zone Industrielle de Sfax
- 2. Zone Industrielle de Sousse
- 3. Zone Industrielle de Tunis
- 4. Zone Industrielle de Bizerte
- 5. Zone Industrielle de Gafsa
- 6. Zone Industrielle de Kasserine
- 7. Zone Industrielle de Médenine
- 8. Zone Industrielle de Nabeul
- 9. Zone Industrielle de Tadmort
- 10. Zone Industrielle de Tozeur
- 11. Zone Industrielle de Zliten

Centres de Production et de Développement du Secteur Agricole

- 12. Centre de Production et de Développement Agricole de Sfax
- 13. Centre de Production et de Développement Agricole de Sousse
- 14. Centre de Production et de Développement Agricole de Tunis
- 15. Centre de Production et de Développement Agricole de Bizerte
- 16. Centre de Production et de Développement Agricole de Gafsa
- 17. Centre de Production et de Développement Agricole de Kasserine
- 18. Centre de Production et de Développement Agricole de Médenine
- 19. Centre de Production et de Développement Agricole de Nabeul
- 20. Centre de Production et de Développement Agricole de Tadmort
- 21. Centre de Production et de Développement Agricole de Tozeur
- 22. Centre de Production et de Développement Agricole de Zliten

Centres de Production et de Développement du Secteur Domestique

- 23. Centre de Production et de Développement Domestique de Sfax
- 24. Centre de Production et de Développement Domestique de Sousse
- 25. Centre de Production et de Développement Domestique de Tunis
- 26. Centre de Production et de Développement Domestique de Bizerte
- 27. Centre de Production et de Développement Domestique de Gafsa
- 28. Centre de Production et de Développement Domestique de Kasserine
- 29. Centre de Production et de Développement Domestique de Médenine
- 30. Centre de Production et de Développement Domestique de Nabeul
- 31. Centre de Production et de Développement Domestique de Tadmort
- 32. Centre de Production et de Développement Domestique de Tozeur
- 33. Centre de Production et de Développement Domestique de Zliten

Planification de la Production et du Développement du Secteur Agricole

- 34. Planification de la Production et du Développement Agricole de Sfax
- 35. Planification de la Production et du Développement Agricole de Sousse
- 36. Planification de la Production et du Développement Agricole de Tunis
- 37. Planification de la Production et du Développement Agricole de Bizerte
- 38. Planification de la Production et du Développement Agricole de Gafsa
- 39. Planification de la Production et du Développement Agricole de Kasserine
- 40. Planification de la Production et du Développement Agricole de Médenine
- 41. Planification de la Production et du Développement Agricole de Nabeul
- 42. Planification de la Production et du Développement Agricole de Tadmort
- 43. Planification de la Production et du Développement Agricole de Tozeur
- 44. Planification de la Production et du Développement Agricole de Zliten

Planification de la Production et du Développement du Secteur Industriel

- 45. Planification de la Production et du Développement Industriel de Sfax
- 46. Planification de la Production et du Développement Industriel de Sousse
- 47. Planification de la Production et du Développement Industriel de Tunis
- 48. Planification de la Production et du Développement Industriel de Bizerte
- 49. Planification de la Production et du Développement Industriel de Gafsa
- 50. Planification de la Production et du Développement Industriel de Kasserine
- 51. Planification de la Production et du Développement Industriel de Médenine
- 52. Planification de la Production et du Développement Industriel de Nabeul
- 53. Planification de la Production et du Développement Industriel de Tadmort
- 54. Planification de la Production et du Développement Industriel de Tozeur
- 55. Planification de la Production et du Développement Industriel de Zliten

Planification de la Production et du Développement du Secteur Domestique

- 56. Planification de la Production et du Développement Domestique de Sfax
- 57. Planification de la Production et du Développement Domestique de Sousse
- 58. Planification de la Production et du Développement Domestique de Tunis
- 59. Planification de la Production et du Développement Domestique de Bizerte
- 60. Planification de la Production et du Développement Domestique de Gafsa
- 61. Planification de la Production et du Développement Domestique de Kasserine
- 62. Planification de la Production et du Développement Domestique de Médenine
- 63. Planification de la Production et du Développement Domestique de Nabeul
- 64. Planification de la Production et du Développement Domestique de Tadmort
- 65. Planification de la Production et du Développement Domestique de Tozeur
- 66. Planification de la Production et du Développement Domestique de Zliten

53

Développement de l'Infrastructure Nécessaire pour promouvoir les Développements des Secteurs de Production (Ressources en Eau)

Utilisation prioritaire des ressources en eau selon l'usage

Sud-est
Nappes superficielles & Djefara

Existing: >100%
Proposed: >100%

Sea water desalination plants
50-250m
Djefara: 250*1000m

Sud-ouest
Les eaux souterraines fossiles et tables salées

Existing: >100%
Proposed: >100%

Sea water desalination plants
50*80m
CT: 1000*1500m
CI: 2500*3000m

■ Agricultural water
■ Industrial water
■ Domestic water
■ Desalinated water

54

Secteur du Transport

Récapitulation des stratégies pour le Secteur du Transport

Développer un réseau efficace et efficient du transport soutenant l'interaction entre les productions et les activités humaines dans la région du Sud, et connecté à la fois au marché local et international.

55

Les Stratégies du Secteur du Transport

Contraintes du secteur du transport	Stratégies
Demande croissante	TR-1: Augmenter les possibilités de mobilité en mettant à niveau l'accessibilité de l'infrastructure du transport
Développement Economique	TR-2: Augmenter l'intensité de la mobilité en améliorant la capacité et la qualité de service de tous les modes du transport
Liens manquants des réseaux existants	TR-3: Augmenter la durabilité de la mobilité en établissant et renforçant les systèmes de fonctionnement et de maintenance de l'infrastructure
Capacité et service insuffisants	TR-4: Augmenter la sécurité/la considération pour l'environnement de la mobilité prenant la sécurité routière et l'environnement en considération
Accidents de la route croissants	TR-5: Soutenir le secteur de production vers des industries et services internationaux
Embouteillages	

56

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

TR-1: Augmenter les possibilités de mobilité en mettant à niveau l'accessibilité de l'infrastructure du transport

- ◆ L'information nécessaire sera collectée et la structure d'organisation sera créée
- ◆ Mettre à niveau les routes régionales principales
- ◆ Amélioration des points de congestion dans les zones urbaines (routes de contournement, survols, plans de circulation, etc.)

TR-2: Augmenter l'intensité de la mobilité en améliorant la capacité et la qualité de service de tous les modes du transport

- ◆ Révision des plans d'opération du transport public
- ◆ Rénovation des gares routières et ferroviaires
- ◆ Amélioration du lien entre les différents modes de transport

TR-3: Augmenter la durabilité de la mobilité en établissant et renforçant les systèmes de fonctionnement et de maintenance de l'infrastructure

- ◆ Organisation de sessions de formation sur la maintenance des routes
- ◆ Installation de ponts à bascule aux postes frontières, aux routes nationales et aux ports
- ◆ Maximiser la vie opérationnelle de l'infrastructure

TR-4: Augmenter la sécurité/la considération pour l'environnement de la mobilité prenant la sécurité routière et l'environnement en considération

- ◆ Renforcement des capacités de la police de la circulation et des administrateurs de la route
- ◆ Installation d'équipement de sécurité routière
- ◆ Promouvoir l'environnement tout au long des itinéraires

TR-5: Soutenir le secteur de production vers des industries et services internationaux

- ◆ Développement des arrière-pays des ports de la région
- ◆ Développement des parcs logistiques / postes frontières

57

Comment les stratégies du secteur du transport contribuent à la réalisation de la "Vision"

Stratégies	Vision	Effets futurs
TR-1: Augmenter les possibilités de mobilité en mettant à niveau l'accès à l'infrastructure du transport	Valeur Ajoutée Plus Elevée	Réduction des coûts
TR-2: Augmenter l'intensité de la mobilité en améliorant la capacité et la qualité du service de tous les modes du transport		Augmentation du rendement
TR-3: Augmenter la durabilité de la mobilité en établissant et renforçant les systèmes d'opération et de maintenance de l'infrastructure	Création d'Emplois	Plus d'opportunités d'emploi
TR-4: Augmenter la sécurité/la considération pour l'environnement de la mobilité prenant la sécurité routière et environnement en considération		Réduire les fluctuations saisonnières
TR-5: Soutenir les secteurs de production vers des industries et des services internationaux	Développement Durable	Utilisation durable des ressources limitées

58

Secteur de l'Eau

Récapitulation des stratégies pour le Secteur de l'Eau

Améliorer l'environnement de l'eau avec une utilisation efficace et efficace des ressources en eau limitées de la région du Sud pour la coexistence de la société avec la nature permettant aux industries productives régionales de se développer.

59

Stratégies du secteur de l'eau

Contraintes du secteur de l'eau	Stratégies
Demande croissante / Manque d'Eau	WA-1: Augmenter l'utilisation de l'eau souterraine pour l'usage agricole en réduisant la distribution de l'eau souterraine pour l'usage domestique et industriel
Augmentation de la salinité de l'eau	WA-2: Augmenter l'utilisation de l'eau dessalée pour l'usage domestique par la construction de stations de dessalement, et l'amélioration des réseaux de distribution de l'eau entre les grandes villes
Développement économique	WA-3: Augmenter l'utilisation de l'eau pour l'usage industriel par la construction de stations de dessalement et l'amélioration des processus de traitement des eaux usées
	WA-4: Amélioration de l'hygiène publique et utilisation efficace des ressources en eau en améliorant les stations d'épuration des eaux usées et leurs réseaux de collecte

60

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

WA-1: Augmenter l'utilisation de l'eau souterraine pour l'usage agricole en réduisant la distribution de l'eau souterraine pour l'usage domestique et industriel

- ◆ L'information nécessaire sera collectée
- ◆ La structure sera étudiée et créée
- ◆ Renforcement des capacités des personnes clé (CRDA, GDA etc)
- ◆ Collecte des données et analyse de la situation actuelle et future des puits

WA-2: Augmenter l'utilisation de l'eau dessalée pour l'usage domestique par la construction de stations de dessalement, et l'amélioration des réseaux de distribution de l'eau entre les grandes villes

- ◆ Renforcement des capacités de fonctionnement des centrales de dessalement
- ◆ Etude de faisabilité sur le développement de l'approvisionnement en eau

WA-3: Augmenter l'utilisation de l'eau pour l'usage industriel par la construction de stations de dessalement et l'amélioration des processus de traitement des eaux usées

- ◆ Renforcement des capacités des personnes clé (SONEDE, ONAS etc)
- ◆ Collecte des données et analyse du bilan actuel et futur de l'eau

WA-4: Amélioration de l'hygiène publique et utilisation efficace des ressources en eau en améliorant les station d'épuration des eaux usées et leurs réseaux de collecte

- ◆ Renforcement des capacités pour la planification de la politique des eaux usées (ONAS etc)
- ◆ Collecte des données et analyse de la collecte actuelle et future du réseau de conduites

81

Comment les stratégies du secteur de l'eau contribuent-elles à la réalisation de la "Vision"

Stratégies	Vision	Effets futurs
WA-1: Augmenter l'utilisation de l'eau souterraine pour l'usage agricole en réduisant la distribution de l'eau souterraine pour l'usage domestique et industriel	Valeur Ajoutée Plus Elevée	Amélioration de la qualité de l'eau
WA-2: Augmenter l'utilisation de l'eau dessalée pour l'usage domestique par la construction de stations de dessalement, et l'amélioration des réseaux de distribution de l'eau entre les grandes villes		Réseaux entre villes
WA-3: Augmenter l'utilisation de l'eau pour l'usage industriel par la construction de stations de dessalement et l'amélioration des processus de traitement des eaux usées	Création d'Emploi	Amélioration de la qualité de l'eau usée traitée
WA-4: Amélioration de l'hygiène publique et utilisation efficace des ressources en eau en améliorant les station d'épuration des eaux usées et leurs réseaux de collecte		Nouvelle industrie agricole
	Développement Durable	Création d'emploi à une nouvelle centrale
		Préservation des ressources en eau naturelles
		Protection de l'environnement

82

Secteur de l'Electricité

Récapitulation des stratégies pour le Secteur de l'électricité

Introduire la technologie et le système efficients de gestion d'électricité avec moins de perte d'énergie pour un meilleur développement des industries productives tout en maximisant l'utilisation des ressources renouvelable d'énergie dans la région du Sud.

83

Stratégies du Secteur de l'Electricité

Contraintes du Secteur de l'Electricité	Stratégies
Augmentation de la consommation électrique	PS-1: Réduction de la charge de pointe par le contrôle de la demande
Augmentation de la Puissance Moyenne de la Charge de Pointe	
Amélioration de la gestion du fonctionnement de l'énergie	
Durabilité	PS-2: Augmenter le volume d'énergie disponible en réduisant le taux des pertes de distribution
	PS-3: Introduire des énergies renouvelables pour couvrir la demande de base et la demande de pointe

84

Plans de développement futurs selon chaque stratégie

PS-1: Réduction de la charge de pointe par le contrôle de la demande

- ◆ Etablir un mécanisme d'alerte efficace
- ◆ Etablir un mécanisme pour recevoir efficacement l'alarme de la demande de l'opérateur de l'électricité
- ◆ Etablir un système efficace de communication

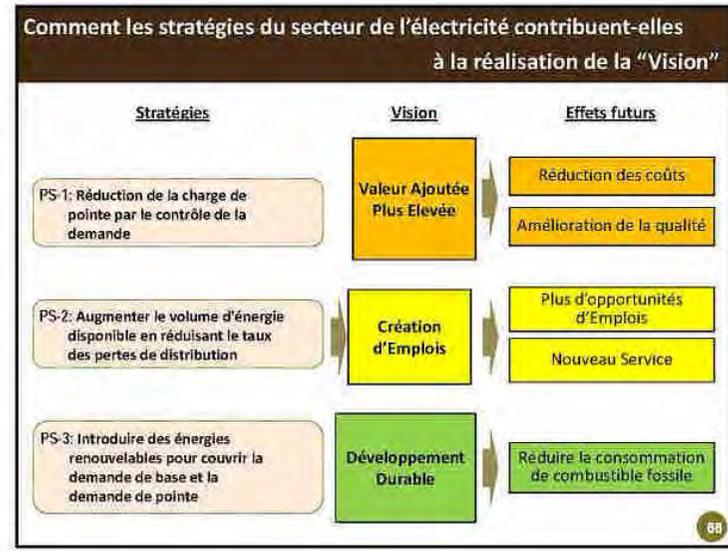
PS-2: Augmenter le volume d'énergie disponible en réduisant le taux des pertes de distribution

- ◆ Etablir ou renforcer l'organisation qui examine les causes des pertes de distribution de l'électricité
- ◆ Mettre à niveau et/ou remplacer les anciens équipements

PS-3: Introduire des énergies renouvelables pour couvrir la demande de base et la demande de pointe

- ◆ Etablir une organisation pour identifier un site adéquat pour l'installation des équipements d'énergie renouvelable
- ◆ Installation des centrales de production d'électricité avec l'énergie renouvelable

85

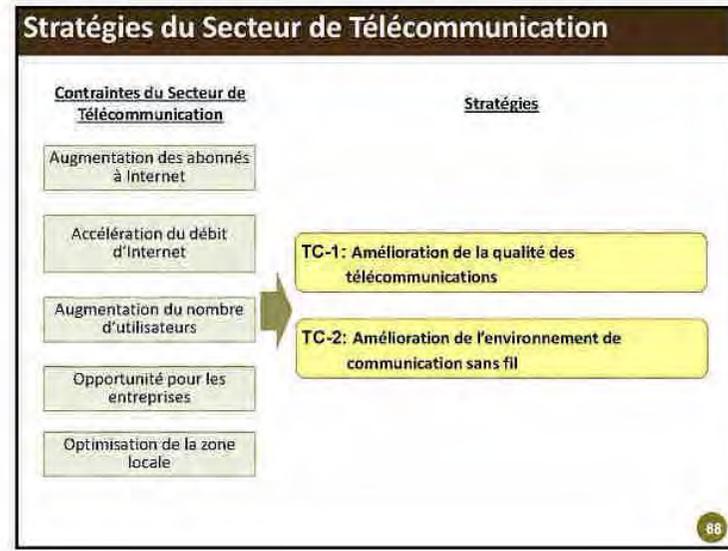


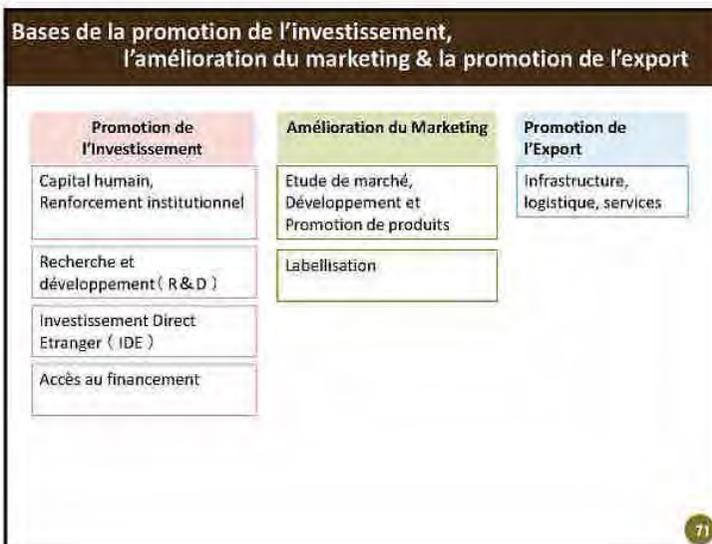
Secteur des Télécommunications

Récapitulation des stratégies du Secteur de Télécommunication

Soutenir les activités de production de "fabriqué au Sud" à haute valeur ajoutée à travers l'amélioration de l'environnement de télécommunication parmi d'autres industries liées introduisant les technologies pour le développement industriel dans toute la région du Sud.

87





Opportunités dans la promotion de l'investissement, l'amélioration du marketing et la promotion des exportations

Amélioration du Marketing

Etude de marché, Développement et Promotion de produit,	◆ Amélioration de la connaissance du marché et des mesures de promotion des marchandises stratégiques produites dans les régions du sud (Entités publiques en charges et aux niveaux des entreprises/ associations privées). ◆ Améliorations des liens entre entreprises, concepteurs, et les instituts de conception, pour un développement de produits plus compétitif
Labellisation	◆ Valeur de marque régionale

Promotion de l'Export

Infrastructure, logistique, services	◆ Amélioration du système de transport, comprenant le développement de l'infrastructure routière. ◆ Promouvoir des entreprises soutenant l'exportation, comprenant l'emballage et la logistique. ◆ Développement de port à conteneur
--------------------------------------	--

73

Points Focaux pour la Discussion

Développement de l'Infrastructure (20min)

- Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur les stratégies du développement du secteur de transport (y compris les pôles et les centres) **10min**
- Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur les stratégies du développement du secteur de eau **10min**
- Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur les stratégies du développement du secteur de l'Electricité **5min**
- Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur les stratégies du développement du secteur de télécommunications **5min**

74

Points Focaux pour la Discussion

La Promotion de l'Investissement, la Promotion de l'Export et l'amélioration du Marketing (10min)

Nous voulons bien avoir vos opinions, vos commentaires et vos propositions sur

« Investissement »

- Comment peut l'investissement être efficacement encouragé afin de matérialiser les projets potentiels ?

« Export »

- Quels sont les services spécifiques soutenant l'export qui manquent pour renforcer les capacités d'export des industries existantes?

75

Réunion de Consultation Publique

Mai 2015

1

Introduction du Projet

- ① Objectifs du Projet

Réduire les Disparités "entre la Région du Sud et les Régions plus avancées en Tunisie" et "entre les Zones Intérieures et les Zones Côtières de la Région du Sud"
- ② Organismes d'exécution du Projet
 - ◆ Niveau du Gouvernement Central : MDICI
 - ◆ Niveau de la Région du Sud : ODS
- ③ Période Cible du Projet (Achèvement en 2035)
 - ◆ Stratégies: 2016~2035 (20 ans)
 - ◆ Plans d'Action : 2016~2025 (les premiers 10 ans)
- ④ Secteurs Cibles du Projet
 - ◆ Secteurs Productifs : Agriculture & Pêche/Minier & Industriel/Tourisme/Artisanat/Manufacturier/Service
 - ◆ Secteurs de l'Infrastructure : Transport/Approvisionnement en Eau & Gestion des Eaux Usées/Electricité/TIC

3

Procédure du Programme 1

Rappel des C/Ps Précédentes

- Introduction du Projet
- Conditions Sociales et Climatiques
- Etat du Développement de l'Infrastructure
- Potentialité des Secteurs Productifs et des Produits
- Problématiques du Développement de la Région du Sud
- Enjeux du Développement de la Région du Sud
- Plan National de Développement en Tunisie

↓

Scénarios de Développement pour la Région du Sud et Evaluation de chaque Scénario

(Comment devons-nous procéder avec le développement dans les prochaines 20 années?)

↓

Discussion

(à propos des Scénarios de Développement)

2

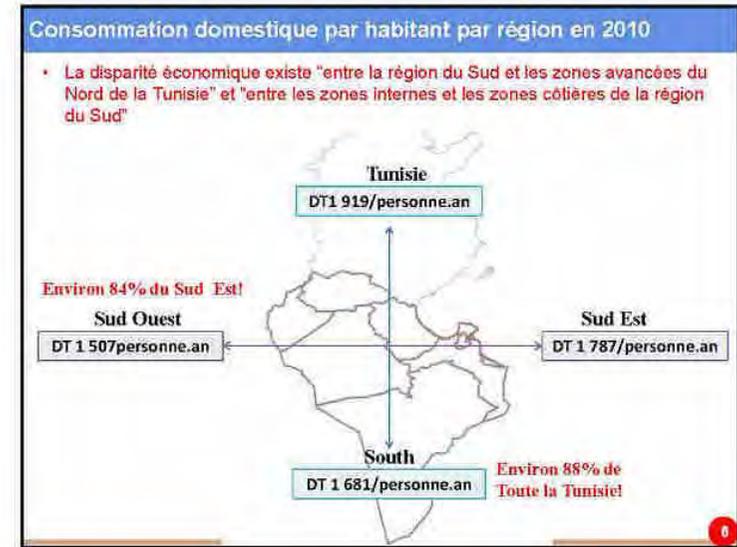
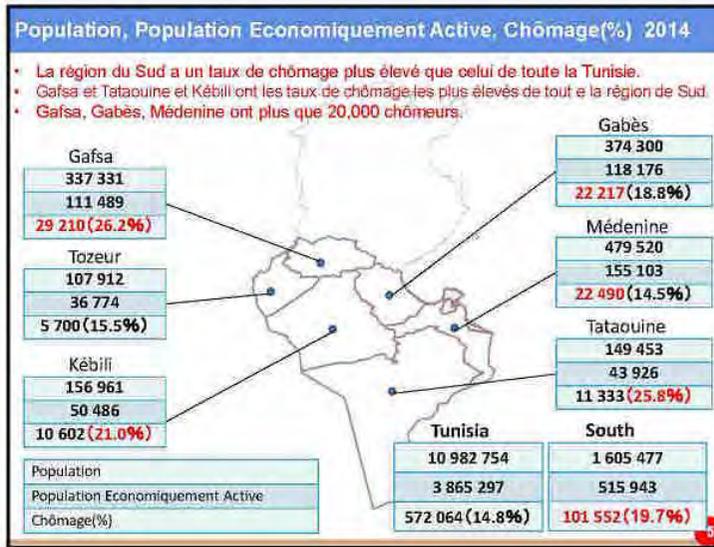
Introduction du Projet

- ⑤ Réunions pour établir l'Orientation et de l'Approche du Project

Réunions de Consultation Publique

Réunion	Période des Réunions	Programme Principal
1 ^{ère}	Fév. 2014; Mai~Juin 2014	• Problématiques, Potentialités et Compétitivité de la Région du Sud
2 ^{ème}	Sep.~Oct. 2014	• But et Vision du Projet • Stratégies de Développement des Secteurs
3 ^{ème}	Mai 2015	• Scénario de Développement pour la Région du Sud • Plans d'Action des Secteurs basés sur les Stratégies

4



Population de la Tunisie et du Sud en 2015, 2025, et 2035

- D'ici 2035, la population de la Tunisie toute entière augmentera de 1.16 fois et la population du sud du pays va augmenter 1.12 fois par rapport à aujourd'hui.

	2014 (recensement)	2015	2025	2035
Tunisie	10 982.8	11 147.1	12 148.8	12 776.6 (1.16)
Le Sud	1 605.5	1 617.8	1 723.0	1 801.7 (1.12)
- Gabès	374.3	377.5	404.5	424.0 (1.13)
- Médenine	479.5	484.2	523.5	550.9 (1.15)
- Tataouine	149.5	149.9	154.8	159.8 (1.07)
- Gafsa	337.3	338.6	350.5	362.0 (1.07)
- Tozeur	107.9	109.1	118.6	125.1 (1.16)
- Kébili	157.0	158.5	171.1	180.0 (1.15)

Source : l'équipe d'experts de la JICA Unité : Mille

Population économiquement active dans le Sud sur la période 2015 - 2035

- D'ici 2035, la population économiquement active dans le Sud complera 127 800 habitants de plus (1.23 fois par rapport à aujourd'hui).
- La population de Gabès, Médenine, Gafsa augmentera plus rapidement (27 000~ 38 000).

année	Le Sud	Gabès	Médenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kébili
2015	550.4	136.7	158.6	44.4	112.0	40.1	58.5
2020	587.9	147.1	168.9	47.3	117.6	43.1	63.8
2025	614.2	155.1	176.0	49.2	120.9	45.3	67.7
2030	668.0	170.0	184.7	55.7	137.9	48.9	70.8
2035	678.2	174.8	185.8	56.7	139.5	50.1	71.4
(2035-2015)	127.8	38.1	27.2	12.3	27.5	9.9	12.9
(2035/2015)	1.23fois	1.28fois	1.17fois	1.28fois	1.25fois	1.25fois	1.22fois

Source : l'équipe d'experts de la JICA Unité : Mille

Croissance estimée de l'emploi et du PIB de la Tunisie sur la période 2015-2035

- La Tunisie tout entière connaîtra une croissance économique stable. L'économie du Sud devrait suivre la même tendance en ce qui concerne la réduction de ses disparités économiques par rapport au niveau national.

Facteur	(1- μ): Croissance du taux d'emploi (%)			Facteur	Taux de croissance de la production potentielle (%)			
	Cas	rapide	moyenne		lente	Cas	rapide	moyenne
1983-1990		0.2		1983-1990		3.5		
1991-2000		0.0		1991-2000		4.9		
2001-2010		0.1		2001-2010		4.5		
2011-2020	0.2	0.2	0.1	2011-2020	5.5	4.7	3.8	
2021-2030	0.3	0.2	0.1	2021-2030	6.0	4.6	3.6	
2031-2040	0.5	0.3	0.1	2031-2040	6.4	4.8	3.3	

Source : Quelles Perspectives de Croissance à Long Terme, ITES

Orientation de la Politique Nationale de Développement

① **Analyses des objectifs des plans nationaux de développement actuels**

- Création d'opportunités d'emploi comme première priorité, particulièrement pour les jeunes et les diplômés universitaires
- Restructurer l'économie pour une plus large part aux secteurs à haute valeur ajoutée, usage intensif des hautes technologies, et davantage d'investissement privé, y compris les investissements directs étrangers
- Intégration accrue à l'économie mondiale et régionale
- Améliorer la formation professionnelle selon les exigences de l'économie et des affaires, et promouvoir davantage la R&D.
- Améliorer la compétitivité
- Développement équilibré centré sur la promotion du développement dans les régions moins avancées des zones intérieures
- D'avantage de développement d'infrastructure et de fourniture de services d'utilité publique
- Renforcer le secteur financier, i.e. le secteur bancaire
- Mettre l'accent sur le développement durable avec une utilisation optimale des ressources naturelles, tout en préservant et protégeant l'écosystème et la biodiversité
- Poursuivre les réformes du cadre juridique, réglementaire, administratif et institutionnel

Orientation de la Politique Nationale de Développement

② **Relation avec Notre Projet**

En prenant en considération les dispositions stipulées par la nouvelle constitution notamment en ce qui concerne la décentralisation, **ce Projet pourrait servir en tant que référence** pour le choix des stratégies, et des axes de développement ainsi que pour l'identification des projets et programmes dans le **"Prochain Plan de Développement 2016-2020 aux gouvernorats du Sud"**.

Enjeux du Développement de la Région du Sud

Enjeux pour toute la Région

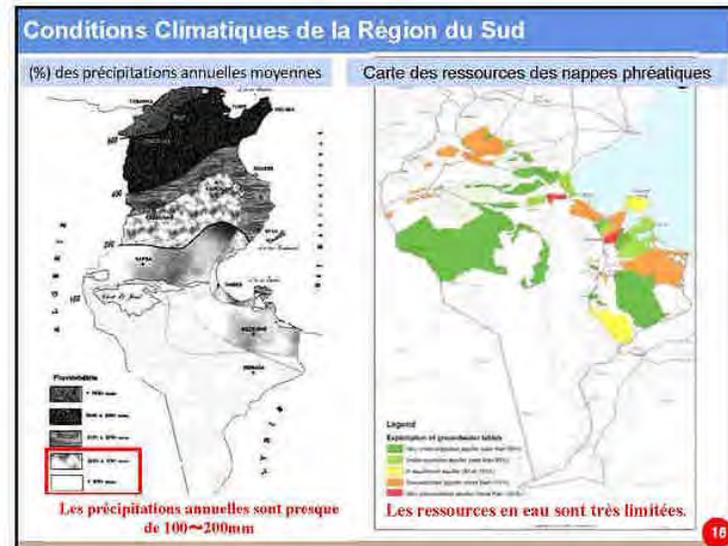
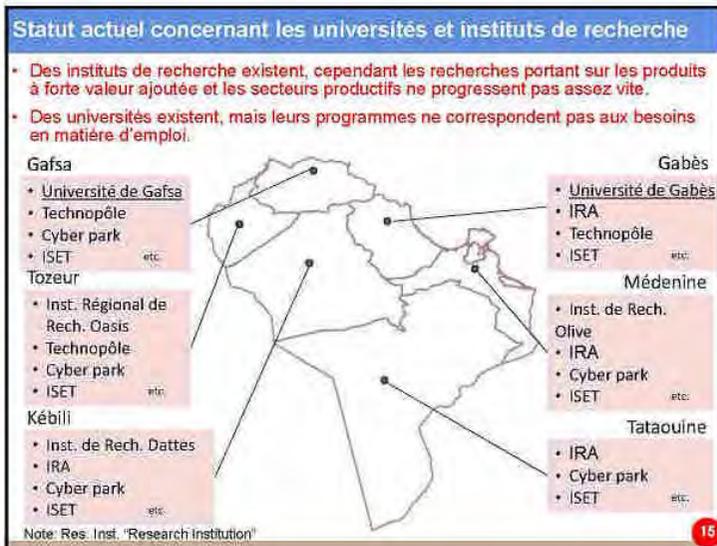
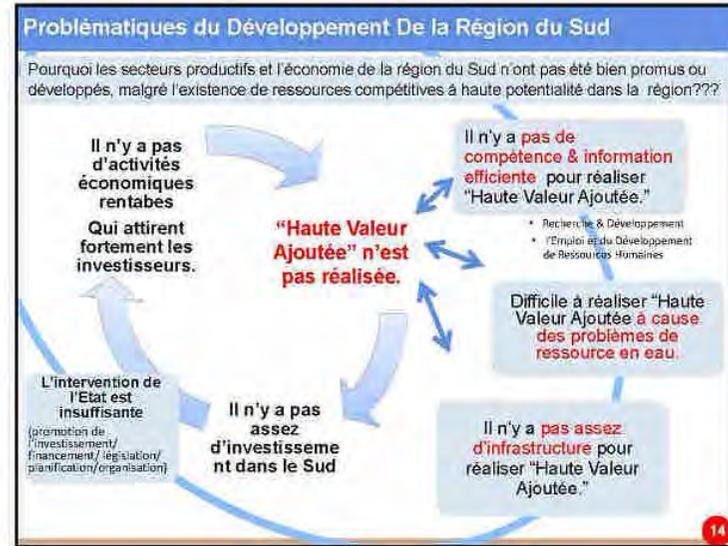
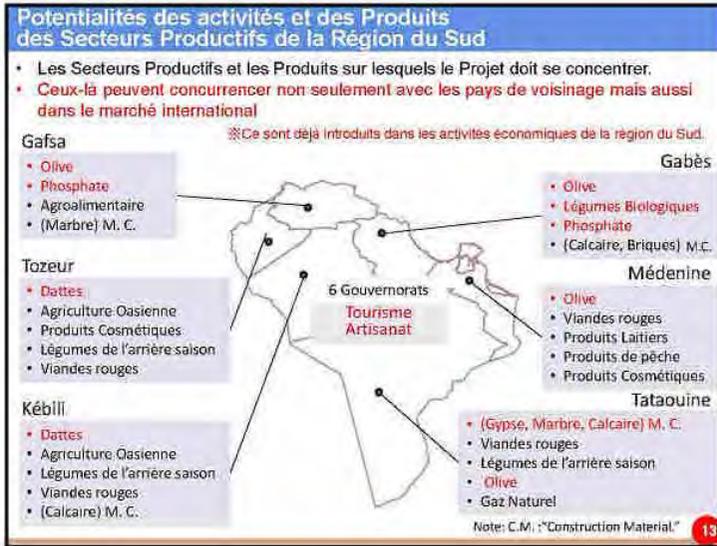
Malgré qu'il y a des produits et des secteurs potentiels et compétitifs, la maximisation de l'effet économique n'est pas réalisée. La "promotion" du développement des secteurs productifs, qui peut diriger le développement régional, n'est pas assez avancée dans chaque secteur. Pour cela, le nombre d'emploi est aussi limité

Enjeux au niveau Gouvernorat & Délégation

Le développement régional devrait se concentrer dans les zones prioritaires dans l'arrière-pays présentant des opportunités d'emploi plus faibles, un taux de chômage élevé et/ou l'exode de la population : **Tozeur, Gafsa, Kébili et Tataouine.**



Zones de développement prioritaires dans le Sud (zones en orange)



Statut actuel de l'infrastructure de développement de la région du Sud

« Routes / Ponts »

- 1 L'autoroute de Bizerte, Tunis, Sfax est en exploitation, toutefois le tronçon Sfax - Ben Guerdane est en cours de construction.
- 2 L'autoroute reliant Tunis à Gafsa est en phase de planification.
- 3 Les capacités des routes secondaires reliées aux grands axes (autoroutes) ne sont pas suffisantes.
- 4 Le pont reliant l'île de Djerba à Djorf n'est pas encore programmé.

« Chemins de fer »

- 5 La voie ferroviaire de Gabès vers Medenine Tataouine et Zarzis n'est pas encore entamée pour assurer le transport des marchandises et notamment des grandes quantités de ressources minérales (à partir de Tataouine).
- 6 L'infrastructure de transport n'est pas suffisante à Tozeur pour développer l'industrie minière.

« Ports »

- 7 Le port de Gabès a une capacité limitée en termes d'installations de manutention des produits en vrac.
- 8 Le port de Zarzis n'est pas équipé d'installations pour les conteneurs permettant l'exportation de produits finis emballés et transformés.
- 9 Les ports maritimes de Gabès et Zarzis ont une capacité limitée, si bien que les ports de Sfax et Radès sont toujours utilisés pour les principales activités commerciales.

« Zones industrielles »

- 10 Tous les gouvernorats ont développé des zones industrielles (pôle), mais certaines ne sont pas opérationnelles pour manque d'investissements.

Les parcs industriels sont répartis également dans la partie Nord de la Tunisie.

Changement de paradigme nécessaire pour le développement du Sud

- 1 Utilisation optimale des ressources limitées et leur conservation
- 2 Promotion de la transformation en produit final
- 3 Promotion de la fabrication et de la mise à niveau des produits finaux
- 4 Promotion des investissements et attraction d'entreprises
- 5 Établissement de la « Marque du Sud tunisien »
- 6 Strict contrôle de la pollution et diffusion adéquate de l'information

18

Effet de la Haute Valeur Ajoutée pour Les Secteurs et Produits Prometteurs

Produits Secteurs	Activités Actuelles	Activités à Haute Valeur Ajoutée
Dattes	<ul style="list-style-type: none"> • Production • Transformation Intermédiaire / Exportation en Partie (jusqu'au niveau de conditionnement) 	<ul style="list-style-type: none"> • Production avec une grande efficacité d'utilisation de ressources en eau • Transformation jusqu'au niveau de production finale
Olive	<ul style="list-style-type: none"> • Production • Transformation Intermédiaire / Exportation en Partie (jusqu'au niveau d'extraction) 	<ul style="list-style-type: none"> exp: Emballage/mise en bouteille/ labellisation, etc.
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • Ce sont principalement les hôtels sur le littoral qui attirent les touristes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de destination en utilisant les ressources de tourisme intérieure • Améliorer la qualité de service
Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'articles traditionnels, d'usage quotidien, de décoration, et de quelques souvenirs pour les touristes / Exportation en Partie 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la qualité et le design des produits • Promouvoir les Produits de l'Artisanat qui ont une valeur Culturelle
Phosphate	<ul style="list-style-type: none"> • Activité minière • Raffinage et traitement à faible pureté / Exportation en Partie 	<ul style="list-style-type: none"> • Activité minière • Transformation à haute pureté & production à haute qualité
Mat. De Const. /Marbre /Gypse	<ul style="list-style-type: none"> • Activité minière (partiellement) • Production comme matière première / Exportation en Partie 	<ul style="list-style-type: none"> • Activité minière • Transformer des produits de haute qualité (prix élevé) pour usage en construction

19

But, Vision et Indice de Planification du Plan de Développement de la Région du Sud

◆ But

Réduire les Disparités "entre la Région du Sud et les Régions Avancées en Tunisie" et "entre les zones intérieures et les zones côtières de la Région du Sud"

◆ Vision



◆ Indice de Planification

Le niveau de réalisation du projet sera quantitativement évalué par "Consommation domestique par habitant."

20

Règles pour fixer le Scénario de Développement

- ① "Le Développement Régional" basé sur la Promotion des Secteurs Productifs est considéré à créer un scénario alternatif.
 - « Point Focal »
 - Où commencer le développement et quelles mesures à prendre.
 - Comment développer les zones surtout les zones intérieures ayant moins d'activités de développement.
- ② Non seulement le développement économique mais aussi le développement social sont considérés à créer un scénario alternatif.
- ③ Comme chaque Gouvernorat a ses ressources potentielles pour le développement des secteurs productifs, un scénario alternatif est créé avec des stratégies de développement également préparées pour chaque région et gouvernorat.

↓

Trois options de scénario alternatif sont récemment préparées basées sur les articles nécessaires considérés ci-dessus ①~③.

21

Points communs aux trois scénarios de développement

- Les scénarios de développement sont établis pour les 20 années à venir.
- Tous les scénarios prendront en considération les plans d'action sectoriels afin d'améliorer la qualité de chacune des ressources locales et de renforcer la compétitivité pendant les 10 premières années (2016 ~ 2025) du développement.

Scénario de développement	Agriculture	Tourisme	Artisanat	Activités minières/manufacturères
	Exigence commune quel que soit le scénario		Activités communes au stade initial	
2016	① Attraction des investissements ② Introduction / développement des technologies		① Développement des infrastructures de base pour soutenir la production primaire et pour relier les zones de production primaire aux centres régionaux.	
2020	③ Promotion des principales ressources locales de transformation ④ Promotion des exportations ⑤ Développement durable		② Renforcement des centres de R&D ③ Préparation de mesures visant à attirer les investissements / entreprises ④ Etablissement / amélioration des institutions de financement ⑤ Renforcement des conseils et orientations pour l'amélioration de la gestion	
2025	-----			
2035				

22

Distribution des activités de développement à court - moyen terme et flux de produits sur la période à court terme

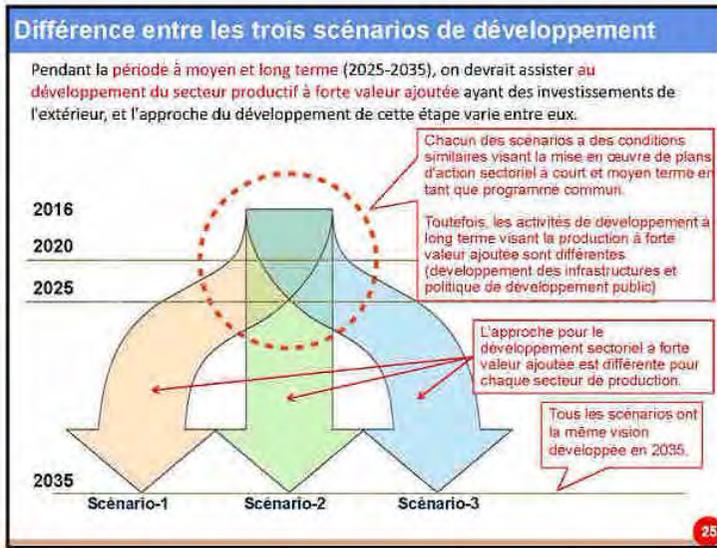
- La qualité et l'efficacité de la production et de transformation actuelles dans chaque zone de la région sera davantage améliorée (zones en cercles verts).
- Les produits primaires et les produits transformés intermédiaires seront transportés vers le nord (à Sfax ou Tunis) pour leur transformation finale et l'exportation vers les marchés internationaux. (lignes et flèches orange)
- Les produits destinés aux marchés des pays voisins (Libye et Algérie) seront directement distribués depuis les différents centres de transformation jusqu'aux marchés après passage des postes frontières. (lignes et flèches bleues)

23

Stratégies et plans d'action pour la promotion de l'investissement

1. Marketing offensif des possibilités d'investissement dans le Sud en tant que destination attrayante pour les investissements nationaux et étrangers.
 - Identification de projets qui vont véritablement changer la donne
 - Préparation et publication d'outils de communication efficaces spécifiquement à des fins promotionnelles des IDE. Développement d'une brochure sur l'investissement régional visant les marchés nationaux et mondiaux pour présenter l'infrastructure, les possibilités d'investissement commercial dans la région.
 - Rapprochement et collaboration plus étroite avec la FIPA
 - Lancement d'activités promotionnelles périodiques
2. Amélioration de l'environnement propice à l'investissement en introduisant des mécanismes d'encouragement supplémentaires applicables à des secteurs / activités sélectionnés du Sud.
 - Étude sur les outils et les mesures stratégiques visant à améliorer les stimulants et avantages économiques et financiers, y compris des programmes de cofinancement et des programmes et des mécanismes d'aversion au risque.
 - Sélection de secteurs stratégiques et prioritaires.
 - Application de mécanismes et de programmes supplémentaires.
3. Amélioration des capacités institutionnelles pour exécuter des projets d'investissement.
 - Amélioration des capacités globales de coordination et de gestion de l'ODS à coordonner efficacement avec les acteurs publics et privés concernés.

24



Scénario 2 de Développement : Initiative Privée de Développement Concentré

Scénario de Développement

C'est une approche de développement de passage qui introduit la tendance du développement centralisé tout d'abord par initiative privée qui devrait, à long terme, entraîner un appui au développement intérieur.

Tout d'abord la zone côtière sera développée avec l'approche concentrée, puis les zones intérieures seront développées par la suite.

Rôles des Entreprises Privées

- Elles devraient concurrencer avec les entreprises Internationales qui ont des chaînes d'approvisionnement bien développées dans le monde pour bien se développer.

Rôles du Gouvernement

- D'abord: Développer l'infrastructure essentielle (matérielle) autour de la zone côtière et exécuter un programme d'incitation pour créer un environnement d'investissement afin de ramener des grands investissements privés.
- Par la suite: Promouvoir les activités des secteurs productifs dans les zones intérieures comme celles-ci devraient pouvoir soutenir les principales activités productives dans la zone côtière.

28

Scénario 2 de Développement : Initiative Privée de Développement Concentré

Scénario de Développement

C'est une approche de développement de passage qui introduit la tendance du développement centralisé tout d'abord par initiative privée qui devrait, à long terme, entraîner un appui au développement intérieur.

Tout d'abord la zone côtière sera développée avec l'approche concentrée, puis les zones intérieures seront développées par la suite.

Infrastructure Essentielle

- L'infrastructure essentielle, telle que les installations portuaires, les autoroutes et les chemins de fer autour de la zone côtière
- Industrielle/manufacturière le long de la zone côtière
- Créer un réseau d'infrastructure reliant la production régionale, les centres de traitement et les portails internationaux sur le littoral.

27

Scénario 1 de Développement : Initiative Privée de Développement de Cluster

Scénario de Développement

Cette approche permet à chaque individu ou entreprise locale de créer volontairement un/des cluster(s) de développement par leurs propres idées et méthodes dans un cadre d'originalité et d'ingéniosité:

Il paraît que les Dattes sont actuellement populaires pour les produits de santé en Europe, je veux alors produire et exporter des Produits de santé de Luxe à base de Dattes...!!!

Je voudrais investir dans le domaine des Dattes...!!!

Je voudrais investir dans le domaine des Dattes...!!!

Rôles des Entreprises Privées

Chaque entrepreneur privé devrait être innovant pour réaliser une haute valeur ajoutée, établir la coopération nécessaire avec les entités liées (Telles que I.V.) et exporter ses propres produits au marché international.

Les entreprises privées qui veulent investir dans les "Produits alimentaires et de santé de Luxe à base de Dattes" peuvent former gratuitement un/des cluster(s) privé(s)...!!!

Chaque entreprise privée devrait, seule, faire un effort important pour le financement, la collecte de l'information, le marketing, etc.

28

Scénario 1 de Développement : Initiative Privée de Développement de Cluster

Scénario de Développement

Les clusters de développement seront créés partout dans la région du Sud. La région sera également améliorée même sur les plans social et économique.



Rôles du Gouvernement

Soutenir les entrepreneurs privés avec des activités économiques libres.

- Offrir un large éventail d'information y compris des technologies, le marché international et sa demande, un programme coopératif d'entreprises, un système de transport, etc.
- Développer l'infrastructure de base

Infrastructure Essentielle

- Institution de Recherche et Développement
- Institution qui soutient l'interaction entre les individus
- Transport et TIC renforçant le réseau entre la région du Sud et toute la Tunisie et la région du Sud et le monde.
- Réseau de Transport reliant tout centre de développement de la région avec les gouvernorats.

29

Scénario 3 de Développement : Initiative Publique de Développement de Cluster

Scénario de Développement

Cette approche est pour créer un cluster de secteurs productifs ou basé sur le produit dans le cadre des initiatives publiques, prenant en compte les secteurs et/ou produits qui devraient avoir une synergie efficace dans le développement, et pour promouvoir les domaines potentiels avec plus d'options dans le développement qui serait exécuté par le secteur privé dans le cluster.

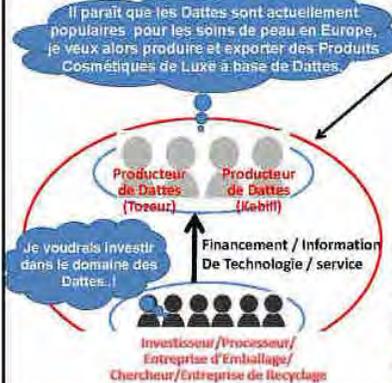
Gouvernement

Il paraît que les Dattes sont actuellement populaires pour les soins de peau en Europe, je veux alors produire et exporter des Produits Cosmétiques de Luxe à base de Dattes.

Rôles des Entreprises Privées

Créer un cluster coopératif (tel que J.V.) avec les entreprises nécessaires en se basant sur la R&D et les résultats de marketing afin de réaliser la haute valeur ajoutée et l'exportation au marché international.

Le développement des entreprises peut être plus fort et plus stable par un groupe organisé avec une quantité plus large de produits (Economies d'échelle: Mérité d'échelle) à travers la promotion des produits de spécialité locale comparé aux entreprises individuelles à haute valeur ajoutée.



Financement / Information De Technologie / service

Investisseur / Processeur / Entreprise d'Emballage / Chercheur / Entreprise de Recyclage

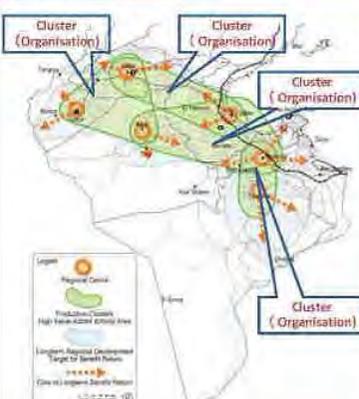
Je voudrais Investir dans le domaine des Dattes..!

30

Scénario 3 de Développement : Initiative du Gouvernement de Développement de Cluster

Scénario de Développement

Le développement sera étendu à la fois dans les zones côtières et les zones intérieures dans le cadre de production de cluster.



Rôles du Gouvernement

- Créer un environnement de production utile aux entrepreneurs de la région pour tirer profit du mérite de cluster pour les activités de production.
- Planification, Formation et Suivi afin de développer un cluster de qualité.
- Soutenir la coopération entre les entrepreneurs
- Créer un environnement d'investissement convenable pour chaque cluster et sa nature.
- Le Marketing et la Recherche et Développement dans le cadre de collaboration entre l'industrie-le gouvernement-les universités

Infrastructure Essentielle

- Infrastructure nécessaire pour la création de cluster.
- Infrastructure essentielle reliant les clusters et les portails internationaux

31

Mesures Nécessaires pour Réaliser Scénario-3

exemple: Secteur Agricole

Organisation de Développement

- Création de sociétés mutuelles & coopératives agricoles, et renforcement de leurs fonctions
- Amélioration des GDA existants

Rationalisation

- Achat collectif d'équipement et de matériaux
- Partage du Savoir-faire en matière de collecte et d'amélioration de qualité, et centralisation du système
- Partage du Savoir-faire en matière du système de certification de produits, et centralisation du système
- Partage du travail
- Promotion des sociétés mutuelles ou coopératives pour le traitement et la distribution

Partenariat

- Coopération and partenariat entre les intervenants dans la chaîne de valeur

Marketing Stratégique

- Chercher des marchés prometteurs et des partenaires
- Développement de Produits basé sur le marché
- Moyens et Méthodes de Promotion
- Promotion de Ventes
- Système de Certification de Produits



Matériaux



Composants



Contrôles



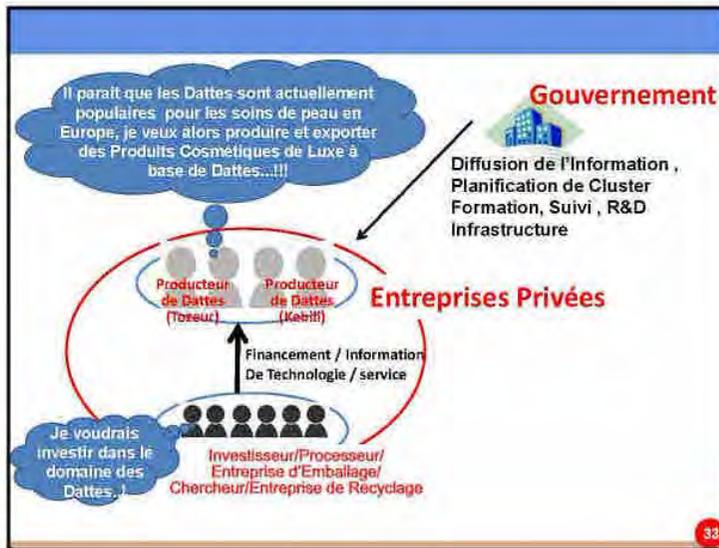
Intégrateurs



Consommateurs finaux



32



33

Evaluation de l'Aspect Economique

	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Efficiency du développement d'infrastructure	Efficiency comparativement faible en raison du développement dispersé de tous les clusters à travers la région	Efficiency comparativement forte en raison du développement concentré au stade précoce	Efficiency comparativement forte en raison du développement stratégique et planifié des clusters
Aspect de l'Effet Economique et ses Changements	Croissance économique lente au stade précoce et développement progressif avec le développement des clusters. Croissance possible après la période cible	Croissance économique la plus rapide en raison d'un important investissement concentré. Possibilité de croissance stagnante après la période cible	Croissance économique lente au stade précoce et développement accéléré avec le développement planifié des clusters. Croissance possible après la période cible
Risques Economiques	Seulement quelques entreprises deviendront compétitives et d'autres se révéleront non rentables, en raison du développement privé	Risques économiques faibles en raison de développement concentré à grande échelle. Risque économique futur en raison de la surexploitation des ressources locales	Certains effets économiques en raison du développement planifié et articulé. Risques possibles en raison d'erreurs de l'administration publique

- Le développement selon "scénario-2" et "Scénario-3" présente plus d'avantages du point de vue économique.
- Chaque scénario présente des risques économique pour le développement

34

Evaluation de l'Aspect Social

	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Creation d'Emploi et Exode de Population	Possibilité de création d'emploi dans les zones intérieures et côtières, mais la création d'emploi et la formation des ressources humaines devrait prendre plus de temps	Il a un potentiel de création très rapide d'emploi, mais ça entraîne une forte tendance de concentration de l'emploi dans la zone côtière en une courte période	Une création d'emploi en un niveau plus élevé dans les zones intérieures et côtières peut être réalisée dans le cadre du développement basé sur le cluster.
	Le flux de la population peut être efficacement contrôlé, les communautés seront stables.	Cela peut entraîner un flux de la population dans les communautés de la zone intérieure en une courte période.	Cela contribue à stabiliser la population et le peuplement, les communautés de même seront stables.
Role du Gouvernement Action et Impact	Difficultés pour que le développement d'infrastructure dans toute la région puisse activer les secteurs productifs de tous les gouvernorats	Difficulté à mettre en œuvre les mesures pour étendre les effets économiques aux zones intérieures contrairement aux principes économiques	De hautes capacités sont nécessaires pour planifier et gérer le développement régional afin qu'il mène le développement

- "scénario-1" et "Scénario-3" présente plus d'avantage pour le développement du point de vue emploi et environnement social.

35

Evaluation de l'Aspect Environnemental

	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3
Conservation et Gestion de Ressources en Eau	Difficulté d'allocation des ressources en eau entre les secteurs productifs et les régions devra être soigneusement planifiée dans les zones intérieures	Nécessité d'expansion des usines de dessalement dans les zones côtières. Moins de problèmes de ressources en eau dans les zones côtières	Possibilité d'allocation optimale des ressources en eau en raison du développement planifié et coordonné
Mesures de Contrôle de Pollution	Difficulté de mesures de contrôle soigneux de la pollution à mettre en œuvre dans tous les clusters à travers la région	Possibilité de mesures concentrées de contrôle de la pollution en raison du développement concentré	Possibilité de mesures de contrôle soigneux de la pollution à mettre en œuvre dans tous les clusters à travers la région

- "scénario-2" et "Scénario-3" ont un avantage pour le développement contre les enjeux de gestion de ressources en eau dans la région du Sud.

36

Création des scénarios de développement

« Critères de sélection du scénario »

1. L'évaluation du scénario devrait être équilibrée et positive du point de vue des effets économiques, sociaux et environnementaux.
2. L'impact de développement sur la création d'emplois devrait apparaître plus tôt, et un emploi équilibré devrait être généré entre les régions côtières et intérieures.
3. Les risques économiques du scénario devraient être facilement contrôlés.

Le graphique illustre le taux de développement (Y-axis) et le répartition de l'emploi entre les régions (X-axis) de 2015 à 2035. Trois scénarios sont présentés : Scénario-1 (bleu), Scénario-2 (orange) et Scénario-3 (vert). Le Scénario-3 montre le plus haut taux de développement et une répartition équilibrée de l'emploi.

- Scénario-1 : Difficile de prévoir la croissance économique en raison des initiatives privées
- Scénario-2 : Risque plus élevé d'épuisement des ressources en raison du développement rapide et de la production
- Scénario-3 : Nécessite des initiatives gouvernementales appropriées, des mesures de planification et de gestion de projets, mais possible.

A priori, et sur la base de l'analyse et la comparaison des trois scénaris, le scénario 3 serait plus rationnel et réalisable pour le développement du Sud

Discussion

Veillez nous donner et justifier vos avis envers les trois scénarios de développement expliqués, et nous indiquer le **meilleur scénario** que vous souhaitez adopter pour développer votre Région du Sud.

(50 Minutes)

Procédure de la Discussion2

Le diagramme de flux décrit la procédure de discussion en trois étapes :

- Rappel des Etudes Précédentes (Stratégies)
- Introduction des **Plans** et **Plans d'Action** pour chaque Secteur
- Discussion de Groupe (par chaque Secteur)

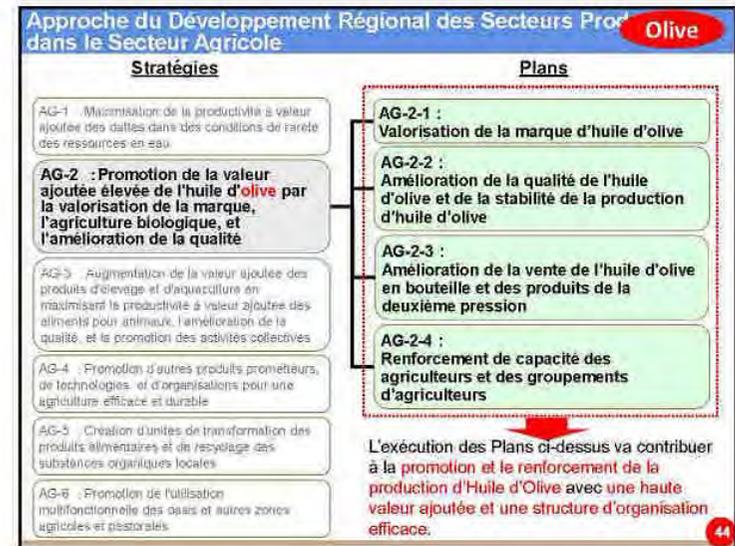
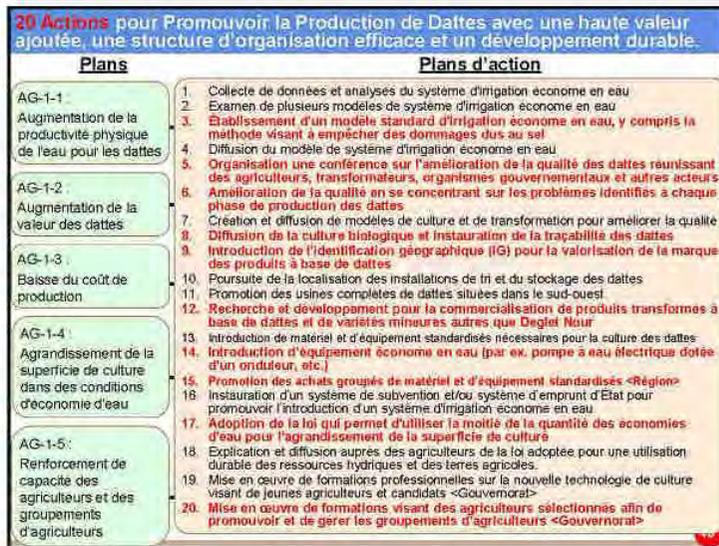
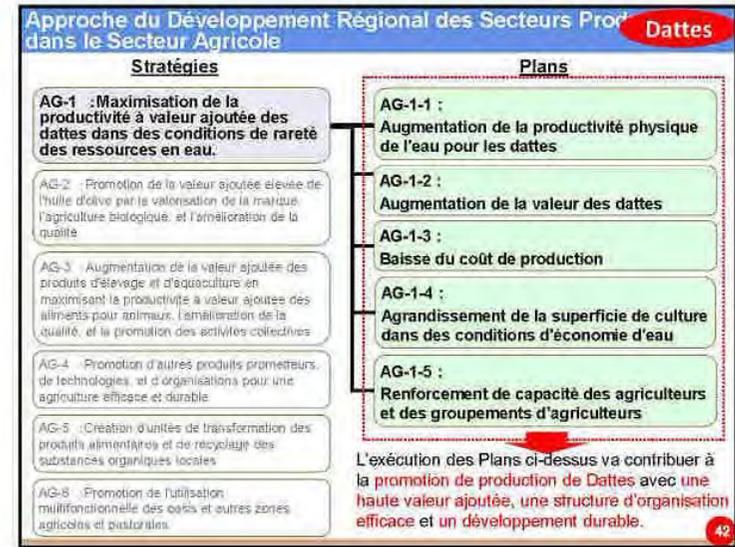
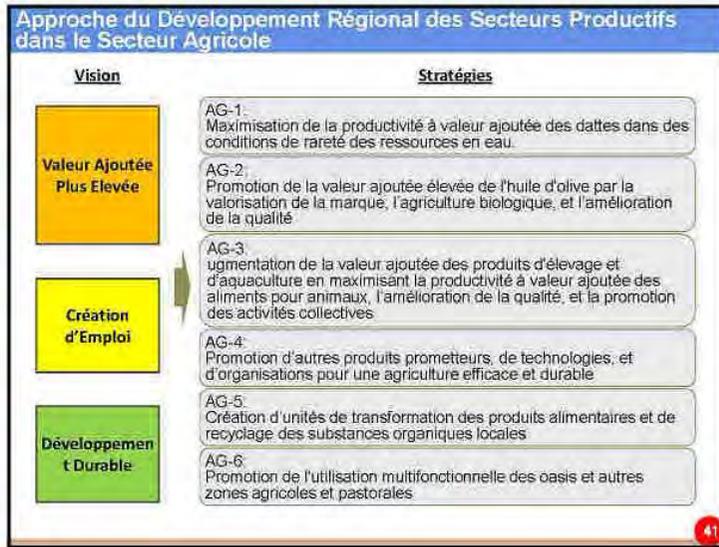
Les secteurs concernés sont : Agriculture, Tourisme, Artisanat, et Minier & Manufacturier.

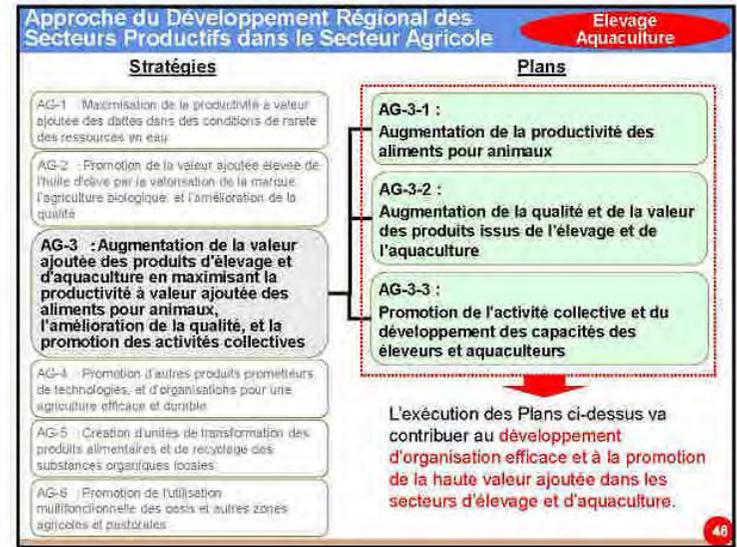
Consommation domestique par habitant en 2035 (prévision JET)

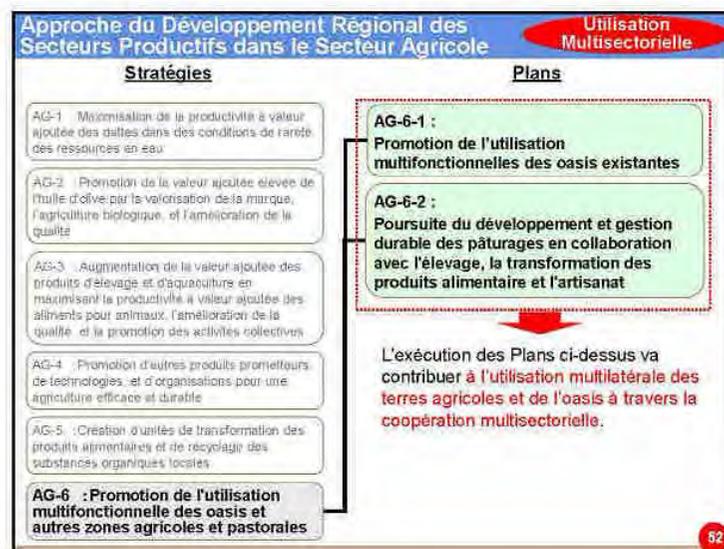
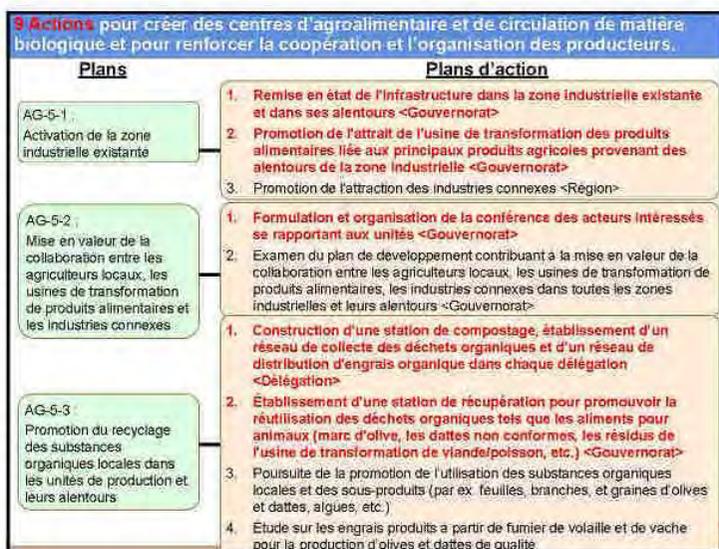
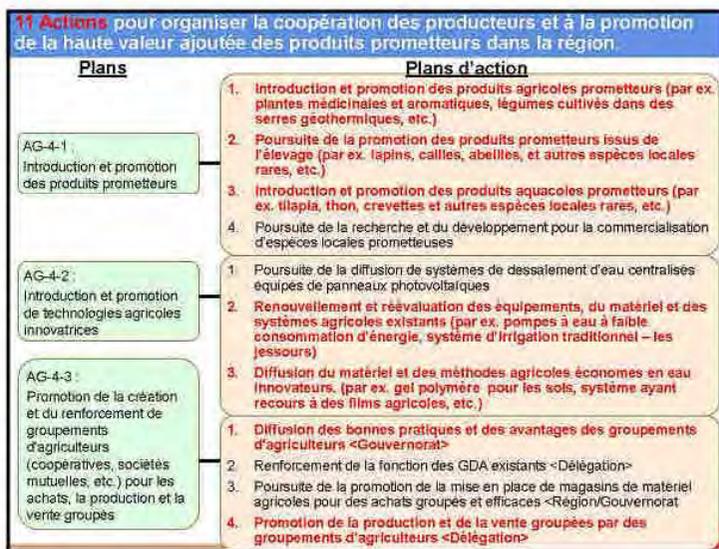
Consommation domestique par habitant par région en 2010
DT 1 681 / personne.an

Exécuter les Plans D'Action des Secteurs

Consommation domestique par habitant par région en 2035
DT 6 980 / personne.an







6 Actions pour contribuer à l'utilisation multilatérale des terres agricoles et de l'oasis à travers la coopération multisectorielle.

Plans	Plans d'action
<p>AG-6-1 : Promotion de l'utilisation multifonctionnelles des oasis existantes</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Remise en état et amélioration de l'infrastructure d'irrigation pour l'agriculture oasienne en trois strates 2. Promotion des activités collectives pour accroître la productivité auprès des agriculteurs pratiquant l'agriculture oasienne en trois strates <Gouvernorat/Délégation> 3. Promotion des activités dans les oasis tirant parti des spécificités et de la biodiversité <Gouvernorat>
<p>AG-6-2 : Poursuite du développement et gestion durable des pâturages en collaboration avec l'élevage, la transformation des produits alimentaire et l'artisanat</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enrichissement du programme de développement des pâturages en cours de mise en œuvre par l'OEP 2. Promotion de l'élevage pour la transformation de viande rouge et la production de matières premières pour l'artisanat 3. Établissement de services logistiques pour des activités intégrées de développement pour l'élevage, de transformation des produits alimentaires, et l'artisanat <Gouvernorat>

Discussion

Veuillez nous donner vos commentaires et avis concernant les Plans d'Action du secteur de l'Agriculture, Pêche, Elevage et Agroalimentaire

(20 Minutes)

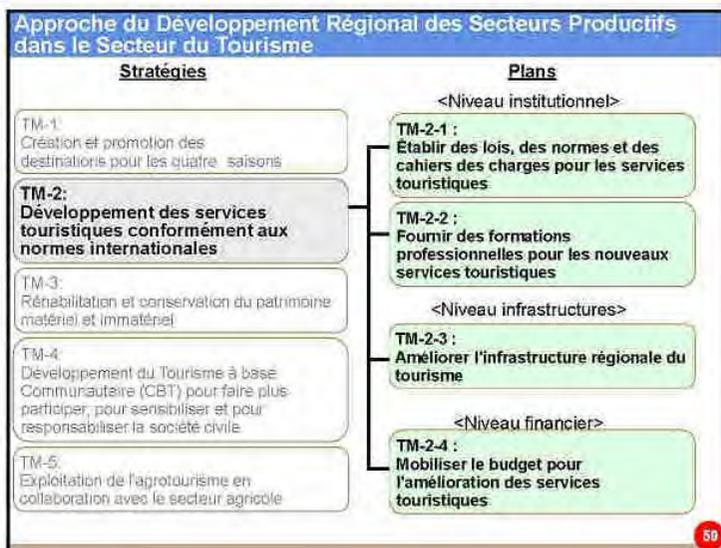
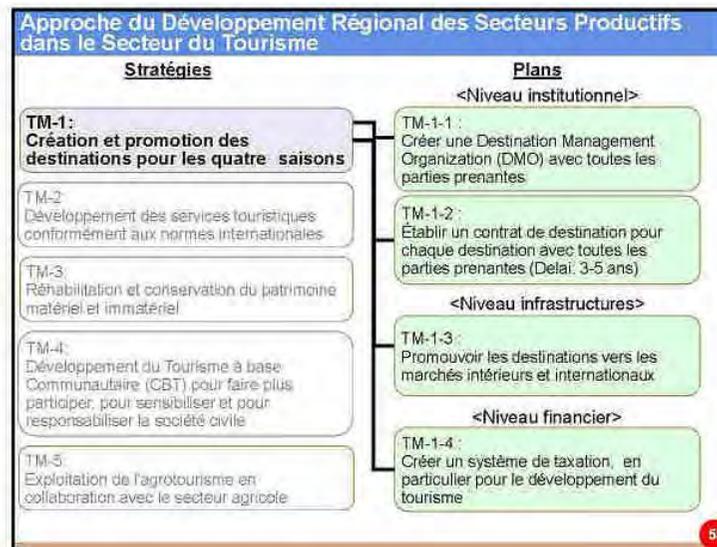
Approche du Développement Régional des Secteurs Productifs dans le Secteur du Tourisme

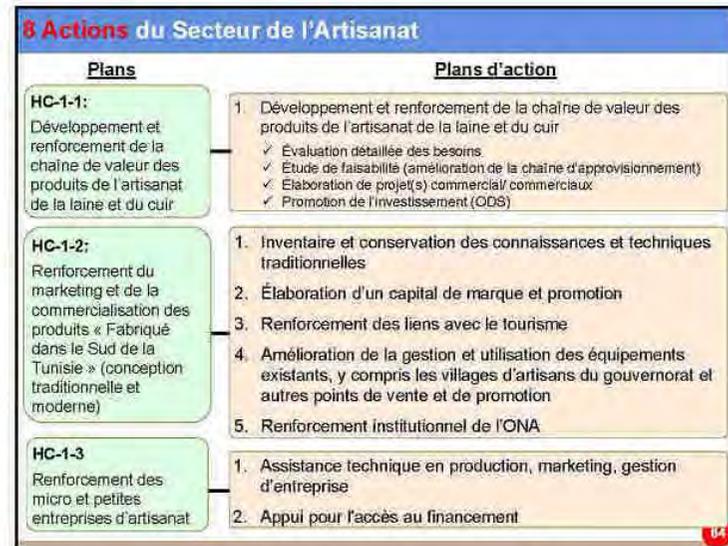
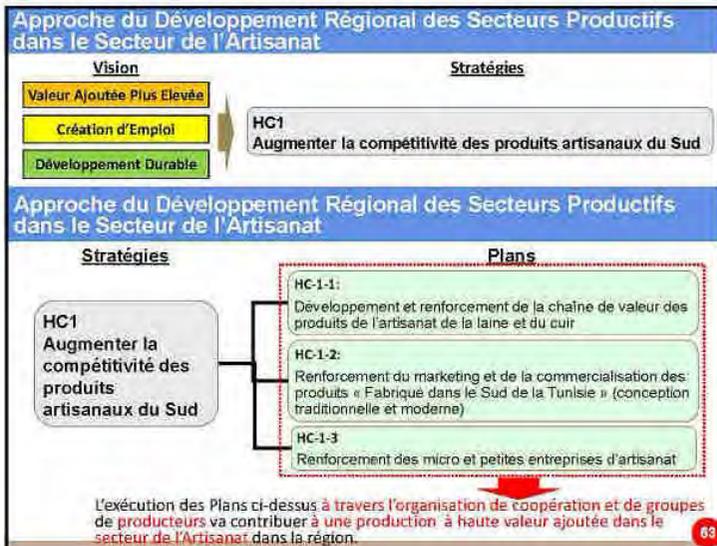
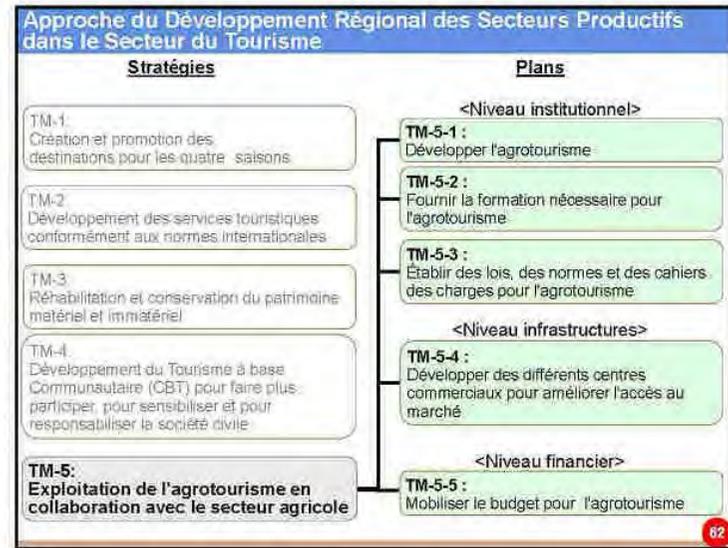
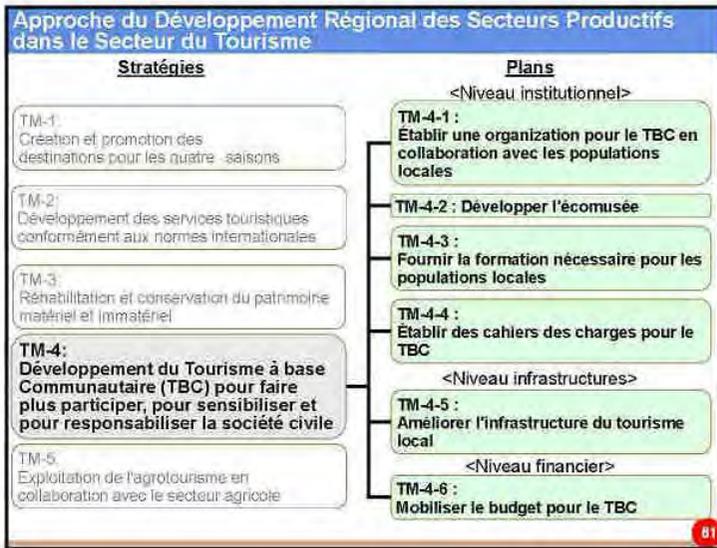
Vision	Stratégies
<p>Valeur Ajoutée Plus Elevée</p>	<p>TM-1: Création et promotion des destinations pour les quatre saisons</p> <p>TM-2: Développement des services touristiques conformément aux normes internationales</p>
<p>Création d'Emploi</p>	<p>TM-3: Réhabilitation et conservation du patrimoine matériel et immatériel</p> <p>TM-4: Développement du Tourisme à base Communautaire (CBT) pour faire plus participer, pour sensibiliser et pour responsabiliser la société civile</p>
<p>Développement Durable</p>	<p>TM-5: Exploitation de l'agrotourisme en collaboration avec le secteur agricole</p>

Plan d'actions TM-1-1

3 Destinations proposées

Destination	Gouvernorat Cible	Produit Principal	Sous produits
<p>Bleu Méditerranée</p> 	Médénine Gabès	Vacances en Mer Méditerranée	Tourisme de Sport Tourisme médical Tourisme de MICE Agro-tourisme Tourisme culturel
<p>Terre Berbère</p> 	Gabès Tataouine Médénine	Tourisme culturel et traditionnel	Tourisme thermal Agro-tourisme
<p>Rose Sahara</p> 	Gafsa Tozeur Kébili Tataouine	Ecotourisme dans le Sahara et les oasis	Tourisme de Sport Tourisme mécanique Tourisme thermal





Discussion

Veuillez nous donner vos commentaires et avis concernant les Plans d'Action des secteurs du Tourisme et de l'Artisanat

(20 Minutes)

85

Approche du Développement Régional des Secteurs Productifs dans le Secteur Minier, Manufacturier et d'Énergies Renouvelables

Vision	Stratégies
Valeur Ajoutée Plus Elevée	MN1: Mise à niveau des activités de traitement du phosphate et promotion de l'agglomération de l'industrie des phosphates
Création d'Emploi	MN2: Promotion d'activités de production à plus forte valeur ajoutée qui utilisent d'abondantes ressources minérales.
	MN3: Promotion visant la mise en place d'activités manufacturières durables et respectueuses de l'environnement par le biais du développement du recyclage et la diminution des polluants
Développement Durable	MN4: Mise à niveau des activités de production et élargissement des gammes de produits dans l'industrie textile
	MN5: Promotion et appui aux unités de production et de services pour l'industrie de l'énergie solaire dans le Sud.

86

Approche du Développement Régional des Secteurs Productifs dans le Secteur Minier, Manufacturier et d'Énergies Renouvelables

Stratégies	Plans
MN1: Mise à niveau des activités de traitement du phosphate et promotion de l'agglomération de l'industrie des phosphates	MN-1-1 : Promotion de la création de nouvelles entreprises qui utilisent de l'acide phosphorique purifié (sachant que GCT mettra en œuvre la production dans un avenir proche)
MN2: Promotion d'activités de production à plus forte valeur ajoutée qui utilisent d'abondantes ressources minérales	MN-1-2 : Promotion de la diffusion de connaissances intersectorielles et intrasectorielles ainsi que des collaborations afin d'améliorer les débouchés commerciaux et les investissements dans les domaines d'application de l'acide phosphorique
MN3: Promotion visant la mise en place d'activités manufacturières durables et respectueuses de l'environnement par le biais du développement du recyclage et la diminution des polluants	MN-1-3 : Enrichissement de la R&D et des innovations pour le développement durable dans ce secteur
MN4: Mise à niveau des activités de production et élargissement des gammes de produits dans l'industrie textile	
MN5: Promotion et appui aux unités de production et de services pour l'industrie de l'énergie solaire dans le Sud.	

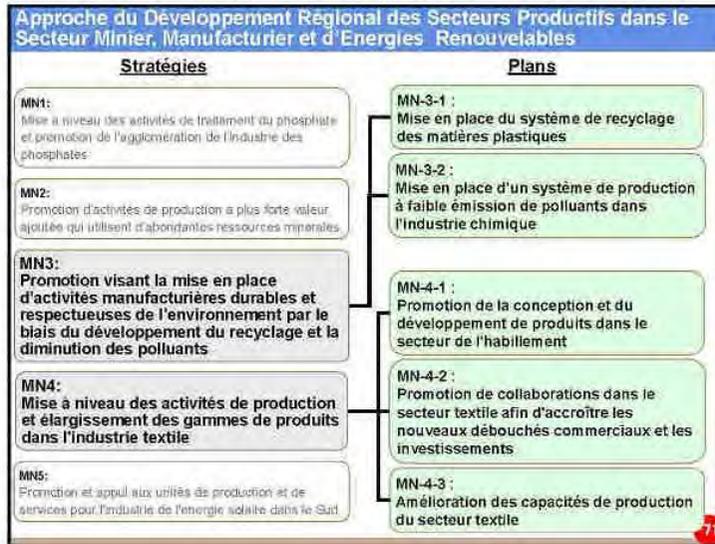
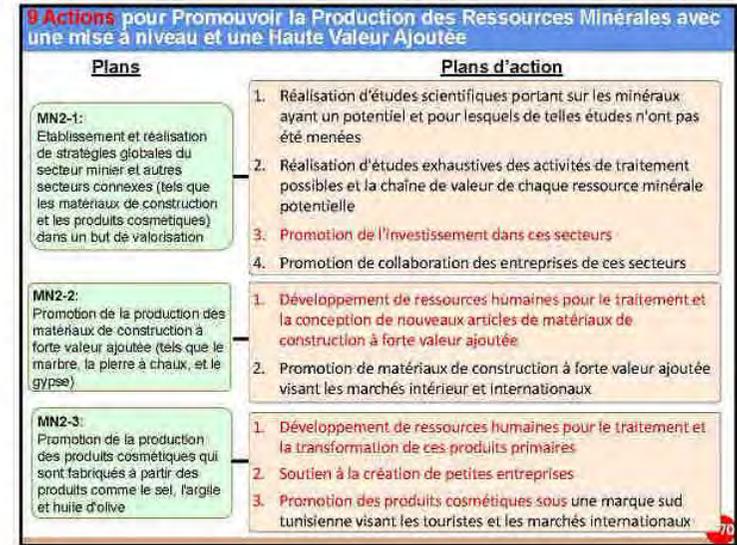
L'exécution des Plans ci-dessus va contribuer à la promotion de la production de phosphate avec une mise à niveau et une Haute Valeur Ajoutée

87

7 Actions pour Promouvoir la production de phosphate avec une mise à niveau et une Haute Valeur Ajoutée

Plans	Plans d'action
MN-1-1 : Promotion de la création de nouvelles entreprises qui utilisent de l'acide phosphorique purifié (sachant que GCT mettra en œuvre la production dans un avenir proche)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identification de domaines spécifiques de secteurs d'application pour l'acide phosphorique purifié nouvellement produit (tels que les engrais, additifs alimentaires, peinture revêtement) 2. Promotion de l'investissement pour la production des domaines d'application spécifiques identifiés ci-dessus.
MN-1-2 : Promotion de la diffusion de connaissances intersectorielles et intrasectorielles ainsi que des collaborations afin d'améliorer les débouchés commerciaux et les investissements dans les domaines d'application de l'acide phosphorique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création d'une plate-forme pour le développement de ces industries desquelles les parties prenantes des industries du traitement du phosphate sont membres 2. Par le biais de la plateforme, renforcement du dialogue et de la coopération avec d'autres industries pour promouvoir de nouveaux domaines d'application pour les produits dérivés du phosphate
MN-1-3 : Enrichissement de la R&D et des innovations pour le développement durable dans ce secteur	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement de la collaboration entre les instituts de recherche et l'industrie 2. Identification des domaines de recherche susceptibles de bénéficier à l'industrie des phosphates dans le Sud. 3. Obtention de fonds pour des projets de recherche

88



Evaluation Environnementale Stratégique (EES) Evaluation des impacts des stratégies du secteur agricole (1/2)

	Évaluation de l'impact				Commentaire
	Impact global	Court terme	Moyen terme	Long terme	
Environnement des ressources en eau	B+	+	B+	+	Le plan vise à la préservation des ressources en eau et à la réduction de la consommation d'eau agricole. L'objectif est de garantir l'accès à l'eau pour les générations futures. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Finition du fait de l'été et des sols	B+	B+	B+	+	Le plan vise à améliorer la fertilité des sols et à réduire l'érosion. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Contamination des nappes phréatiques	B-	-	B-	-	Le plan vise à prévenir la contamination des nappes phréatiques. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Emploi et pauvreté	A+	B+	B+	A+	Le plan vise à créer des emplois et à réduire la pauvreté. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Reproduction des dommages	B+	+	B+	+	Le plan vise à réduire les dommages environnementaux. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.

Evaluation Environnementale Stratégique (EES) Evaluation des impacts des stratégies du secteur agricole (2/2)

	Évaluation de l'impact				Commentaire
	Impact global	Court terme	Moyen terme	Long terme	
Qualité des déchets	A+	B+	B+	B+	Le plan vise à améliorer la gestion des déchets. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Qualité des sols	C+	-	C+	C+	Le plan vise à améliorer la fertilité des sols et à réduire l'érosion. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Qualité biologique	B-	-	B-	-	Le plan vise à préserver la biodiversité. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Qualité agricole	B-	-	B-	-	Le plan vise à améliorer la productivité agricole. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Qualité des ressources en eau	B+	B+	B+	B+	Le plan vise à préserver les ressources en eau. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.
Préjudice	A+	B+	B+	B+	Le plan vise à réduire les préjudices environnementaux. Les mesures d'atténuation incluent la promotion de pratiques agricoles durables et la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.

8-134

Evaluation Environnementale Stratégique (EES) Mesures d'atténuation / d'amplification des impacts (1/2)

Éléments affectés	Impact direct, indirect ou cumulatif	Niveau de l'impact	Mesures d'atténuation ou d'amplification	Éléments positifs
Contamination des nappes phréatiques	La pollution des nappes phréatiques due à l'utilisation excessive d'intrants agricoles.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la réduction de l'utilisation d'intrants, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Moyen
Qualité des sols	L'érosion des sols due à la déforestation et à l'agriculture intensive.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Moyen
Qualité biologique	La perte de biodiversité due à l'utilisation excessive d'intrants agricoles.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Moyen
Qualité des ressources en eau	La pollution des ressources en eau due à l'utilisation excessive d'intrants agricoles.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Haut

Evaluation Environnementale Stratégique (EES) Mesures d'atténuation / d'amplification des impacts (2/2)

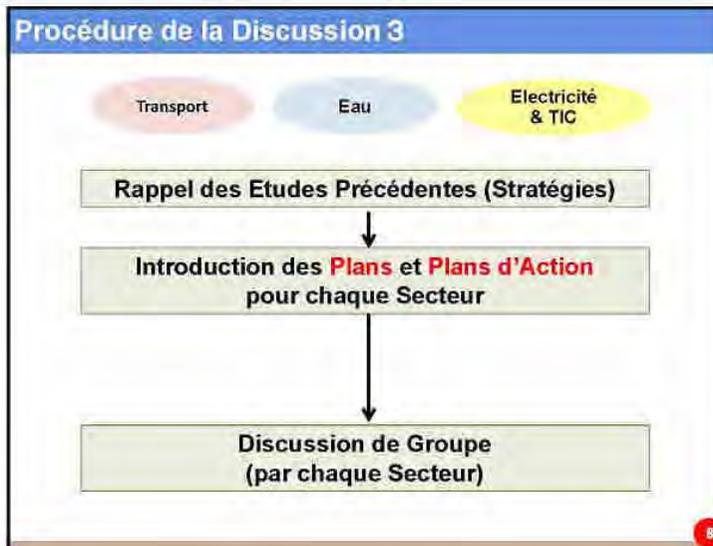
Éléments affectés	Impact direct, indirect ou cumulatif	Niveau de l'impact	Mesures d'atténuation ou d'amplification	Éléments positifs
Qualité des déchets	La pollution des déchets due à l'utilisation excessive d'intrants agricoles.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Haut
Qualité des sols	L'érosion des sols due à la déforestation et à l'agriculture intensive.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Haut
Qualité biologique	La perte de biodiversité due à l'utilisation excessive d'intrants agricoles.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Haut
Qualité des ressources en eau	La pollution des ressources en eau due à l'utilisation excessive d'intrants agricoles.	(+) Haut	La promotion des pratiques agricoles durables, la mise en place de systèmes d'irrigation efficaces.	(+) Haut

Evaluation Environnementale Stratégique (EES) Mesures d'atténuation / d'amplification des impacts (2/2)				
Elément affecté	Impact direct, indirect ou cumulatif/potentiel	Niveau de l'impact	Mesures d'atténuation ou d'amplification	Efficacité prévue
Minorités ethniques	Plan n'est créé pour la prise en considération des minorités ethniques lors des nouveaux équipements miniers planifiés.	(+) Haut	Le développement d'une nouvelle activité minière sur une vaste emprise pourrait engendrer le risque d'omettre les préoccupations locales spécifiques et de négliger les droits des minorités autochtones. Par conséquent, les populations nomades, qui peuvent être temporairement évacuées de la zone au moment où les décisions sont prises, peuvent être oubliées dans le processus de consultation. Ainsi, il semble nécessaire d'analyser les coutûmes et les pratiques de transmission afin d'intégrer les communautés nomades aux processus de décision.	(+) Haut
Paysage	Plan n'est créé pour la conservation des paysages lors des équipements miniers planifiés.	(+) Haut	Un déversement minier a un impact majeur sur le paysage, surtout en termes de modification des habitats, avec les boues, les déchets, et des tas de déchets, ce qui, compte tenu de l'absence de végétation dense, ont tendance à être visible plus facilement dans les zones arides plates. La restauration, après l'opération de la mine, des sites miniers en l'état d'origine, est être rendu obligatoire, en particulier dans le cas de gestion d'industries dérivées de s'installer dans la région aride du sud de la Tunisie.	(+) Haut
Conflits d'intérêts locaux	Des conflits d'intérêt entre les investisseurs et la population pourraient surgir dans le cadre de nouveaux équipements industriels planifiés.	(+) Haut	Il y a nécessité d'introduire des approches de planification participative afin d'assurer des relations harmonieuses entre les entreprises et les communautés locales pour la planification et le suivi. Les outils de planification participative peuvent inclure des forums communautaires (assemblées multiples de groupes communautaires), des accords de bon voisinage (engagements écrits et convenus entre les entreprises et les communautés). Le budgetation participative (procédure par laquelle les communautés locales contribuent aux décisions concernant l'allocation et le suivi des dépenses des ressources d'entreprise allouées pour le développement communautaire), etc.	(+) Haut

85

Discussion (15 Minutes)

86



87

Statut actuel de l'infrastructure développement de la région du Sud

« Routes / Ponts »

- ① L'autoroute de Bizerte, Tunis, Sfax est en exploitation, toutefois le tronçon Sfax - Ben Guerdane est en cours de construction.
- ② L'autoroute reliant Tunis à Gafsa est en phase de planification.
- ③ Les capacités des routes secondaires reliées aux grands axes (autoroutes) ne sont pas suffisantes.
- ④ Le pont reliant l'île de Djerba à Djorf n'est pas encore programmé.

« Chemins de fer »

- ⑤ La voie ferroviaire de Gabes vers Medenine Tataouine et Zarzis n'est pas encore entamée pour assurer le transport des marchandises et notamment des grandes quantités de ressources minérales (à partir de Tataouine).
- ⑥ L'infrastructure de transport n'est pas suffisante à Tozeur pour développer l'industrie minière.

Statut actuel de l'infrastructure développement de la région du Sud

Les ports industriels sont répartis également dans la partie Nord de la Tunisie.

« Ports »

- ⑦ Le port de Gabès a une capacité limitée en termes d'installations de manutention des produits en vrac.
- ⑧ Le port de Zarzis n'est pas équipé d'installations pour les conteneurs permettant l'exportation de produits finis emballés et transformés.
- ⑨ Les ports maritimes de Gabès et Zarzis ont une capacité limitée, si bien que les ports de Sfax et Rades sont toujours utilisés pour les principales activités commerciales.

« Zones industrielles »

- ⑩ Tous les gouvernorats ont développé des zones industrielles (pôle), mais certaines ne sont pas opérationnelles pour manque d'investissements.

— Autoroute
 - - - Autoroute (Plan)
 - - - Voie Ferrière
 * Parc industriel
 - Pipelines de Gaz Naturel (Plan)
 ✈️ Aéroports / Aérodrôme
 ⚓ Ports

Estimation du volume des produits dans le secteur de l'agriculture, la pêche et la transformation des produits alimentaires

- Pour le secteur de l'agriculture, la pêche et la transformation des produits alimentaires, les ports de Sfax et de Zarzis ainsi que les routes reliant les gouvernorats et les ports et les postes frontaliers sont importants (Hazoua, Ben Guerdane, et Dhehiba).

Produits ou ressources considérées	Quantité des produits			Exportation depuis
	5 ans	10 ans	20 ans	
Huile d'olive	Médénine : 12 000t	Médénine : 15 000t	Médénine : 20 000t	Sfax puis Zarzis
	Gabès : 10 000t	Gabès : 12 000t	Gabès : 15 000t	
	Gafsa : 2 000t	Gafsa : 2 500t	Gafsa : 3 000t	
Dattes	Kébili : 120 000t	Kébili : 130 000t	Kébili : 150 000t	Sfax puis Zarzis
	Tozeur : 50 000t	Tozeur : 55 000t	Tozeur : 70 000t	
Légumes produits par le biais de l'agriculture sous serre	À confirmer	À confirmer	À confirmer	Zarzis (+ Intérieur)
Viande rouge	Tataouine : 2 000t	Tataouine : 2 200t	Tataouine : 3 000t	Hazoua Ben Guerdane (+ Intérieur)
	Médénine : 6 000t	Médénine : 7 000t	Médénine : 9 000t	
	Gabès : 2 800t	Gabès : 3 200t	Gabès : 4 200t	
Lait et produits laitiers	Gabès : 45 000t	Gabès : 60 000t	Gabès : 100 000t	Ben Guerdane (+ Intérieur)
	Gafsa : 45 000t	Gafsa : 60 000t	Gafsa : 100 000t	
Poulet à rôti	Médénine : 1 200t	Médénine : 1 500t	Médénine : 2 000t	Tozeur Ben Guerdane (+ Intérieur)
	Gafsa : 1 200t	Gafsa : 1 500t	Gafsa : 2 000t	
	Tozeur : 100t	Tozeur : 500t	Tozeur : 1 000t	
Aquaculture	Médénine : 550t	Médénine : 800t	Médénine : 2 000t	Intérieur
	Gabès : S/O	Gabès : S/O	Gabès : S/O	

Estimation du volume des produits du secteur minier et manufacturier

- Pour le secteur minier et manufacturier, les ports de Gabès et Zarzis ainsi que de la route et voie ferrée reliant chaque gouvernorat.

Produits ou ressources considérées	Traitement	Montant des produits			Quantité de produit final après traitement			Exportation depuis
		5 ans	10 ans	20 ans	5 ans	10 ans	20 ans	
Minéral phosphaté	Matériau rare produit Quantité livrée aux usines à Gafsa et Gabès. Produits traités dérivés du phosphate Acide phosphorique purifié	13,2	12,5	10,2				Gabès
		MT	MT	MT				
		7,0	8,1	6,6				
					3,2MT	3,0MT	2,8MT	Gabès (+ Intérieur)
								Gabès
		10 000t	20 000t					
Gypse	Transformation en poudre	250 000t	500 000t	800 000t	250 000t	500 000t	800 000t	Gabès
	Matériau de construction	10 000t	25 000t	40 000t	10 000t	24 000t	38 000t	Zarzis
Pierre à chaux	Dalle pour la décoration	20 000t	100 000t	200 000t	20 000t	95 000t	190 000t	Zarzis
Marbre	Dalle	15 000t	500 000t	100 000t	15 000t	500 000t	100 000t	Zarzis
Produits textiles								Gabès+Zarzis

Infrastructures nécessaires au développement du secteur productif (1/2)

- Développement de passerelles internationales pour les grands marchés mondiaux :
 - Gabès : Port vraquier mis à niveau
 - Zarzis : Nouveau port à conteneurs et port vraquier mis à niveau
- Développement de passerelles vers les pays voisins :
 - Ben Guerdane (Médénine) et Dhehiba (Tataouine) : Postes frontières mis à niveau pour le commerce avec la Libye
 - Hazoua (Tozeur) et Oglet Hmed (Gafsa) : Postes frontaliers mis à niveau pour le commerce avec l'Algérie.
- Développement du réseau routier
 - Court terme : Distribution du réseau routier base dans toute la région.
 - Moyen terme : Réseau de routes principales entre les clusters, et passerelles
 - Liaisons avec les destinations touristiques

Flux des produits sur la période à long terme du développement de la région du Sud

Infrastructures nécessaires au développement du secteur productif (2/2)

- **Développement ou mise à niveau du système ferroviaire :**
 - Tataouine : Soutien aux activités minières et manufacturières connexes (nouveau)
 - El-Hamma (Gabès) et Kebili, Gafsa- Gabès : Production minière
 - Gabès- Médenine-Zarzis : Transport de marchandises et de personnes
- **Mise à niveau des installations aéroportuaires pour le service touristique et l'exportation de produits :**
 - Djerba (olive, pêche), •Tozeur (dattes),
 - Gafsa (textile et autres), •Gabès (grenades, primeur)
- **Développement de l'approvisionnement en eau et du traitement de l'eau :**
 - Stations de dessalement localisées pour contrôler la consommation des eaux souterraines
 - Stations de dessalement et installations de traitement de l'eau
 - Systèmes d'irrigation pour les oasis
- **Développement de l'approvisionnement en électricité et des TIC :**
 - Suivant les besoins de chaque activité manufacturière et du développement
- Mise en œuvre de **mesures antipollution** dans les zones industrielles de Gabès et Gafsa.



Flux des produits sur la période à long terme du développement de la région du Sud

93

Infrastructure de Transport nécessaire pour le développement régional

Routes

Construction d'autoroutes:

- Sfax - Gabès - Médenine - Ben Guerdane
- Tunis — Gafsa

Elargissement de routes à des voies 2x2:

Route Principale

Route Touristique



Construction d'un pont à six voies 2x2 entre Jorf et (Bac) Ajim

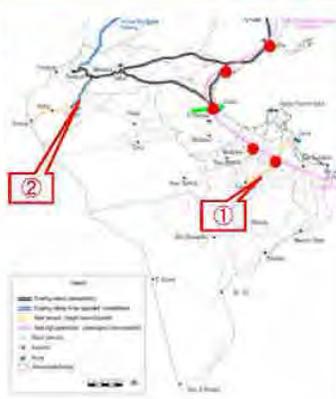
Ports

94

Infrastructure de Transport nécessaire pour le développement régional

Chemins de Fer

- ① Développement d'une ligne ferroviaire de Tataouine jusqu'au port de Zarzis (pour les minerais de gypse)
- ② Etude et développement d'un lien Nord-Sud par le Sud Ouest de la Tunisie, à côté de Tozeur.



95

Infrastructure de Transport nécessaire pour le développement régional

Ports

Plan de développement du port de Gabès

- **Dépollution du port**
- Meilleur service offert aux industries dans la région
- **Augmentation du volume des marchandises transportées en vrac**

Plan de développement du port de Zarzis

- Création d'une infrastructure nécessaire pour développer le port de Zarzis
- Développement du port avec des sections dédiées à la manutention du gypse et du fret général, en particulier les conteneurs ainsi que l'entreposage
- Création d'une ligne régulière de transport maritime
- Création d'un poste d'accostage dédié aux bateaux de croisière.



96

Infrastructure de Transport nécessaire pour le développement régional

Aéroports

Plan de développement de l'Aéroport de Djerba

- Regagner des clients
- Développer l'activité de fret

Plan de développement de l'Aéroport de Nefta

- Regagner des clients
- Développer l'activité de fret

Plan de développement de l'Aéroport de Gafsa

- Développer l'activité de fret
- Ajuster le transport de passagers

Plan de développement de l'Aéroport de Gabès

- Développer l'activité de fret
- Ajuster le transport de passagers

Plan de développement de l'Aéroport de Tataouine

- Etude de faisabilité, en coordination avec les aéroports existants
- >> **Compléter, NON PAS concurrencer**

97

Approche du développement régional dans le secteur des transports

Vision

- Valeur Ajoutée Plus Elevée
- Création d'Emploi
- Développement Durable

Stratégies

TR-1: Augmenter les possibilités de mobilité en mettant à niveau l'accès à l'infrastructure du transport

TR-2: Augmenter l'intensité de la mobilité en améliorant la capacité et la qualité du service de tous les modes de transport

TR-3: Augmenter la durabilité de la mobilité en établissant et renforçant les systèmes d'opération et de maintenance de l'infrastructure

TR-4: Augmenter la sécurité/la considération pour l'environnement de la mobilité prenant la sécurité routière et environnement en considération

TR-5: Soutenir les secteurs de production vers des industries et des services internationaux

98

Statut de l'Utilisation Actuelle d'Eau

- L'Eau pour les Secteurs Productifs et l'Usage Quotidien dépend partiellement de l'eau souterraine.
- La quantité la plus grande d'eau est consommée par le secteur agricole.

Ressources

Eau Souterraine
1 150 000 ~ 1 200 000 m³/jour

Eau Dessalée
70 000 m³/jour

Usage

Eau Industrielle (y compris les Hôtels)
950 000 ~ 1 000 000 m³/jour

Eau Agricole
950 000 ~ 1 000 000 m³/jour

Eau d'Usage Quotidien
253 000 m³/jour

Eau Industrielle (y compris les Hôtels)

→ 67 000 m³/jour

99

Enjeux dans le cadre de la gestion des ressources en eau, et mesures à prendre

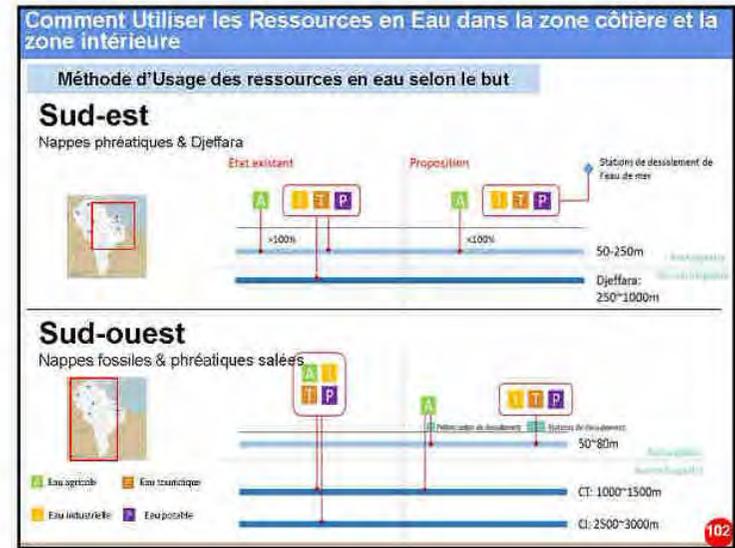
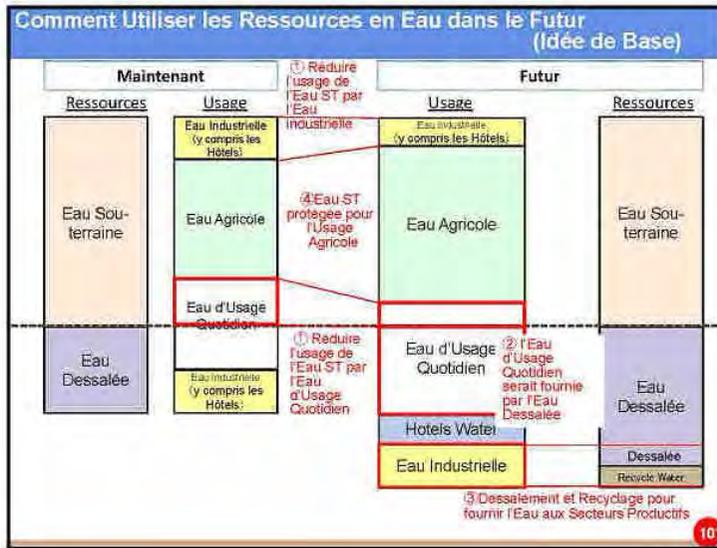
Enjeux futurs

- Les eaux souterraines sont limitées (1 150 000 ~ 1 200 000 m³/jour)
- La demande en ressource d'eau devrait augmenter en raison du développement du secteur productif.
- Les nappes d'eaux souterraines profondes ne sont pas rechargeables, et leur exploitation devrait être limitée.

Mesures à prendre

- Utilisation efficace de l'eau souterraine et économies en eau (établir une limitation d'utilisation de l'eau dans chaque secteur)
- Installation et mise à niveau de stations de dessalement
- Recyclage et réutilisation des eaux usées

100



Approche du développement régional dans le secteur de l'eau

Vision	Stratégies
Valeur Ajoutée Plus Elevée	WA-1: Augmenter l'utilisation de l'eau souterraine pour l'usage agricole en réduisant la distribution de l'eau souterraine pour l'usage domestique et industriel.
Création d'Emploi	WA-2: Augmenter l'utilisation de l'eau dessalée pour l'usage domestique par la construction de stations de dessalement, et l'amélioration des réseaux de distribution de l'eau entre les grandes villes.
Développement Durable	WA-3: Augmenter l'utilisation de l'eau pour l'usage industriel par la construction de stations de dessalement et l'amélioration des processus de traitement des eaux usées. WA-4: Amélioration de l'hygiène publique et utilisation efficace des ressources en eau en améliorant les stations d'épuration des eaux usées et leurs réseaux de collecte.

106

Situation actuelle de réseaux d'électricité et de TIC

108

Estimations futures d'approvisionnement en électricité dans le Sud

		Consommation électrique			Charge de pointe			Insuffisance de poste de transformation (comparé avec la charge de pointe)		
		(GWh)			(MW)			(MW)		
		2012	2025	2035	2012	2025	2035	2012	2025	2035
Gafsa	Quantité	298.0	544.9	746.7	0.0	234.7	321.6	-	-154.7	-241.6
	Rapport	1.00	1.84	2.52	-	-	-	-	-	-
Gabès	Quantité	229.7	419.8	575.2	209.6	383.4	525.3	50.4	-123.4	-265.3
	Rapport	1.00	1.83	2.50	1.00	1.83	2.51	-	-	-
Kébili	Quantité	120.0	221.4	303.3	50.0	92.2	126.4	30.0	-12.2	-46.4
	Rapport	1.00	1.84	2.53	1.00	1.84	2.53	-	-	-
Medenine	Quantité	598.8	1104.7	1513.7	169.5	312.9	428.8	160.5	47.1	-68.8
	Rapport	1.00	1.85	2.53	1.00	1.85	2.53	-	-	-
Tataouine	Quantité	111.6	203.7	279.1	39.4	72.0	98.6	40.6	8.0	-18.6
	Rapport	1.00	1.82	2.50	1.00	1.83	2.50	-	-	-
Tozeur	Quantité	105.3	198.3	269.0	60.0	112.0	153.5	20.0	-32.0	-73.5
	Rapport	1.00	1.86	2.55	1.00	1.87	2.56	-	-	-

107

Développer un Système de Contrôle de Demande (Proposé)

Comme les activités des secteurs productifs se développent plus et la demande en électricité augmente, exécuter un nouveau développement du Système de Contrôle de Demande

Aujourd'hui

Demande en électricité

Futur

Demande en électricité

Augmentation de la demande en électricité

Selon l'augmentation de la demande en électricité, de nouvelle(s) centrale(s) sont construites,...

Appliquer une réduction efficace en usage d'électricité du côté de la demande, et contribuer à la même gestion d'électricité avec laquelle la nouvelle centrale a été installée.

Appliquer un contrôle de demande pendant les heures de Charge de Pointe

108

Usage Pratique d'Énergie Renouvelable (Proposé)

Usage Pratique d'Énergie Renouvelable pour une Source d'Électricité Respectueuse de l'Environnement.

Aujourd'hui

Une seule centrale distribue l'Électricité à des grandes zones et endroits.

Futur

Des Centrales d'Électricité d'Énergie Renouvelable seront développées dans chaque région du Sud, Et la distribution et le partage d'énergie seront effectués dans des zones de densité plus élevée.

Approche du développement régional dans le secteur de l'approvisionnement en électricité et des TIC

Vision

- Valeur Ajoutée Plus Elevée
- Création d'Emploi
- Développement Durable

Stratégies

« Approvisionnement en électricité »

- PS-1** Réduction de la charge de pointe par le contrôle de la demande
- PS-2** Augmenter le volume d'énergie disponible en réduisant le taux de pertes de distribution
- PS-3** Développement de l'infrastructure conforme du scénario du Plan de développement
- PS-4** Introduire des énergies renouvelables pour couvrir la demande de base et la demande de pointe

« TIC »

- TC-1** Amélioration de la qualité des communications
- TC-2** Diffusion d'un environnement de communication sans fil

Evaluation Environnementale Stratégique (EES)

Evaluation des impacts des stratégies des infrastructures de transport (1/2)

	Évaluation de l'impact				Commentaire
	Impact général	Coût social	Moyens locaux	Long terme	
Coût social des infrastructures de transport	B-	C+	C	B	Le coût social des infrastructures de transport est élevé, en particulier pour les zones rurales et les zones à faible densité de population. Les infrastructures de transport sont essentielles pour le développement économique et social, mais elles entraînent des coûts élevés en termes de dépenses publiques et de pertes de terres agricoles. Les infrastructures de transport sont essentielles pour le développement économique et social, mais elles entraînent des coûts élevés en termes de dépenses publiques et de pertes de terres agricoles.
Impact des infrastructures de transport sur l'environnement	B-	B	B	B	Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur l'environnement, en particulier sur la qualité de l'air, le bruit et les émissions de gaz à effet de serre. Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur l'environnement, en particulier sur la qualité de l'air, le bruit et les émissions de gaz à effet de serre.
Impact des infrastructures de transport sur la santé humaine	A+	B	A+	A+	Les infrastructures de transport ont un impact positif sur la santé humaine, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services de santé et à l'éducation. Les infrastructures de transport ont un impact positif sur la santé humaine, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services de santé et à l'éducation.
Emploi et revenus	A+	C+	A+	B+	Les infrastructures de transport ont un impact positif sur l'emploi et les revenus, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois et l'accès aux services de santé et à l'éducation. Les infrastructures de transport ont un impact positif sur l'emploi et les revenus, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois et l'accès aux services de santé et à l'éducation.

Evaluation Environnementale Stratégique (EES)

Evaluation des impacts des stratégies des infrastructures de transport (2/2)

	Évaluation de l'impact				Commentaire
	Impact général	Coût social	Moyens locaux	Long terme	
Impact des infrastructures de transport sur l'environnement	B-	B-	B-	B-	Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur l'environnement, en particulier sur la qualité de l'air, le bruit et les émissions de gaz à effet de serre. Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur l'environnement, en particulier sur la qualité de l'air, le bruit et les émissions de gaz à effet de serre.
Impact des infrastructures de transport sur la santé humaine	B-	B-	B-	B-	Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur la santé humaine, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services de santé et à l'éducation. Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur la santé humaine, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services de santé et à l'éducation.
Impact des infrastructures de transport sur l'emploi et les revenus	A+	C+	A+	B+	Les infrastructures de transport ont un impact positif sur l'emploi et les revenus, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois et l'accès aux services de santé et à l'éducation. Les infrastructures de transport ont un impact positif sur l'emploi et les revenus, en particulier en ce qui concerne la création d'emplois et l'accès aux services de santé et à l'éducation.

Mesures d'atténuation / d'amplification des impacts:

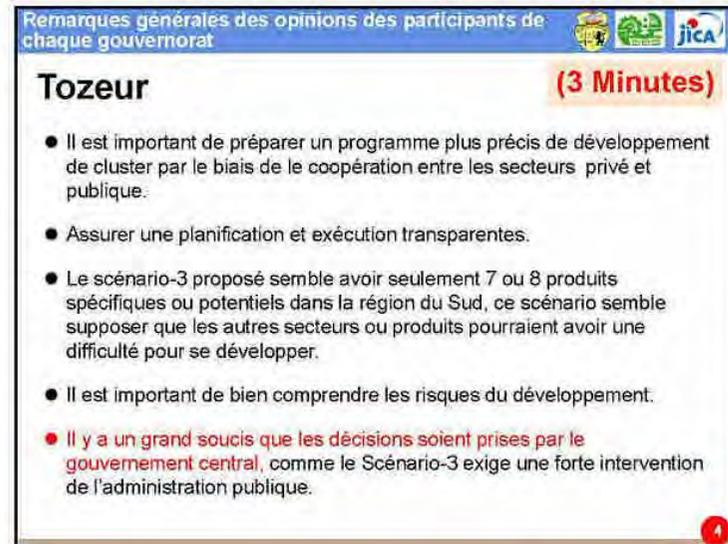
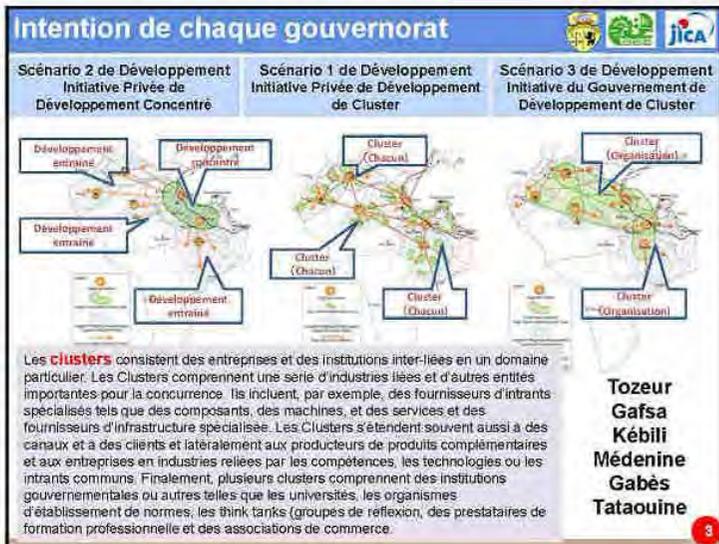
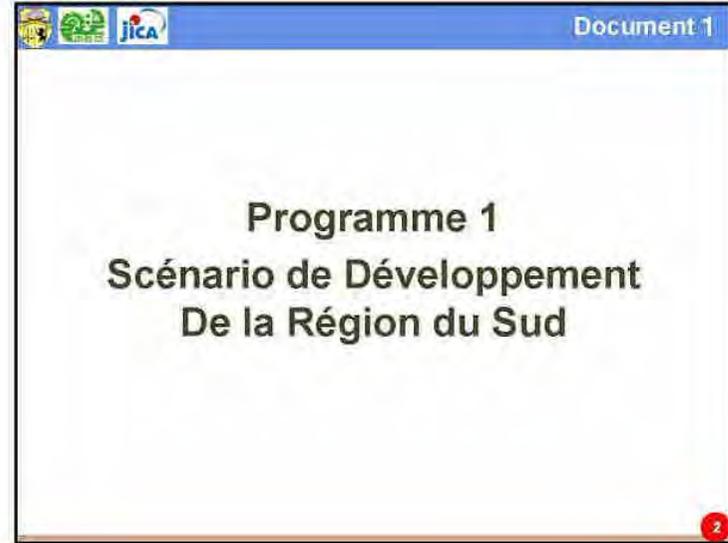
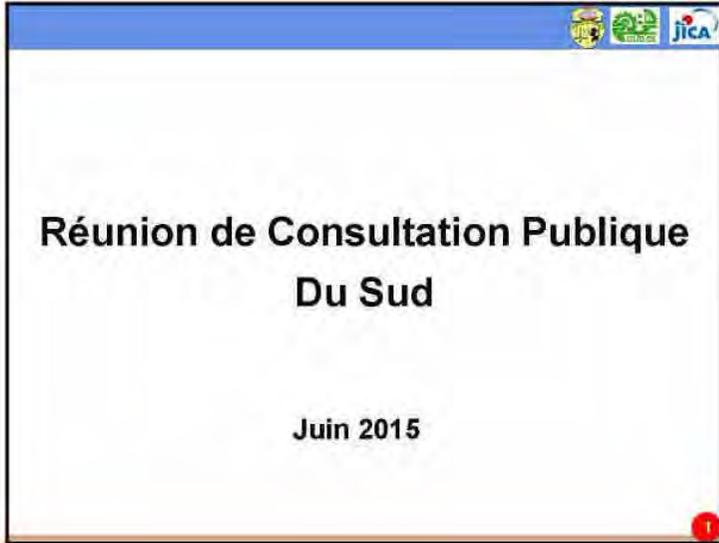
Élément affecté	Impact des infrastructures de transport	Mesures d'atténuation / d'amplification des impacts	Efficacité attendue
Les infrastructures de transport	B-	Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur l'environnement, en particulier sur la qualité de l'air, le bruit et les émissions de gaz à effet de serre. Les infrastructures de transport ont un impact négatif sur l'environnement, en particulier sur la qualité de l'air, le bruit et les émissions de gaz à effet de serre.	C

Discussion

Veillez nous donner vos commentaires et vos avis concernant les Plans d'Action des secteurs de l'Infrastructure

(35Minutes)

139



Remarques générales des opinions des participants de chaque gouvernorat  

Gafsa (3 Minutes)

- On a une mauvaise impression sur le gouvernement central et son exécution, et on ressent que la capacité de l'administration public n'est pas suffisante pour mettre en œuvre les plans de développement.
- Il est important de préparer le programme de développement de cluster par le biais de la coopération entre les secteurs privé et publique.
- Il est important d'avoir une approche forte et active par la sélection des secteurs priorités pour la formation de cluster.

Remarques générales des opinions des participants de chaque gouvernorat  

Médenine (3 Minutes)

- Besoin de réaliser des plans spécifiques de développement de cluster (avec quels produits, avec qui formuler les clusters, etc.)
- Il est important de préparer un programme plus précis de développement de cluster par le biais de la coopération entre les secteurs privé et publique.
- Le rôle de l'état est très important avec une politique de décentralisation afin de renforcer l'efficacité du développement de cluster.
- L'état doit prendre le rôle principal pour la mise en œuvre du Scénario-3, mais il est aussi important de ne pas être trop contrôlé par l'état.

Remarques générales des opinions des participants de chaque gouvernorat  

Kébili (3 Minutes)

- Identifier les clusters les mieux appropriés pour la région du Sud afin de réaliser un développement et une organisation de clusters très efficaces.
- Préparer un programme de développement de cluster par le biais de la coopération entre les secteurs privé et publique.
- Il est important de s'assurer de l'efficacité du développement de cluster.
- Les premières 5 années devraient être la clé pour développer les clusters à un niveau mature par le secteur privé pour réaliser le Scénario-3. Le secteur privé est actuellement encore faible.
- Il y a des soucis que l'approche qui sélectionne quelques produits pour le développement de cluster pourrait affaiblir les autres secteurs ou produits.

Remarques générales des opinions des participants de chaque gouvernorat  

Gabès (3 Minutes)

- Le secteur privé est actuellement faible, il est donc nécessaire de soutenir fortement le développement et la croissance de cluster pendant la phase de préparation (banques, investissement, recherches, parcs industriels, etc.)
- L'efficacité de l'exécution devrait être maintenue ainsi que la planification et les enquêtes pour la région.
- Il est nécessaire de mettre en place la méthodologie de coordination entre les organismes d'exécution des plans de développement et les organismes/ entités reliés avant que le développement même commence. Sans avoir une forte prise de décision et un fort avis, ce projet ne pourrait pas être réalisé.
- Le scénario-3 devrait être exécuté par le biais du partenariat publique-privé.

Remarques générales des opinions des participants de chaque gouvernorat 

Tataouine (3 Minutes)

- Les rôles de l'administration publique et des secteurs privés devraient être clairement définis.
- Le scénario-3 devrait être exécuté par le biais du partenariat public-privé.
- Le plus vite qu'on réalise la décentralisation, le plus rapide qu'on avance avec le développement de la région du sud.**
- Un scénario alternatif devrait être préparé au cas où le Scénario-3 de développement a échoué.
- Après avoir des bons résultats du Scénario-3 de développement, il pourrait être nécessaire de considérer le changement au Scénario-1 dans la région du Sud dans le futur.

9

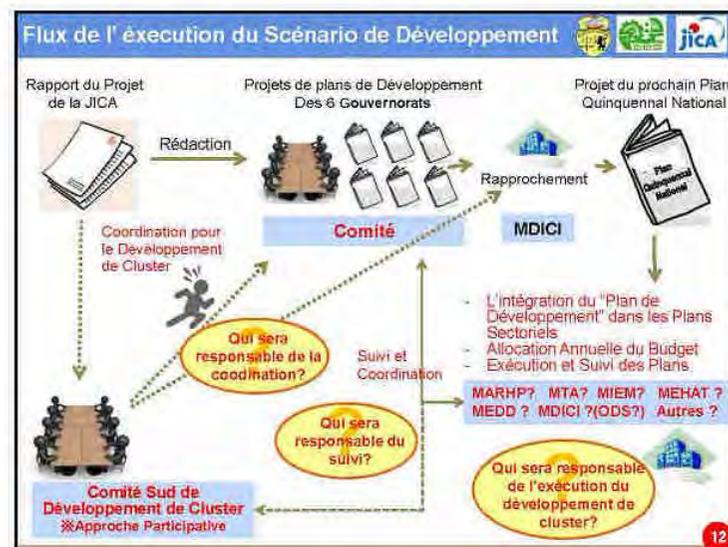
Confirmation Finale du Scénario de Développement 

Tout en prenant vos commentaires et vos avis en considération, notre développement régional commencera avec le Scénario-3.



Maintenant on doit examiner quelques autres points...

10






Discussion

40 Minutes

13

Document 2




Programme 2 Plans d'Action des Secteurs Productifs

14




Discussion sur le Secteur de l'Agriculture, la Pêche & la Transformation

30 Minutes

Sujet 1: Partenariat Public-Privé et renforcement de capacités des organisations concernées.

- Quelles sont les organisations concernées qui doivent être incluses dans le partenariat?
- Quelles sont les organisations prioritaires qui ont besoin d'un renforcement de capacités?

Sujet 2: Recommandations relatives à la législation et aux politiques pour soutenir les agriculteurs, les groupes d'agriculteurs et aussi les entreprises agricoles privées, en se focalisant sur:

- Vos propositions pour fournir un soutien financier supplémentaire.
- Vos propositions pour résoudre les problèmes fonciers

15




Discussion sur le Secteur du Tourisme

3 Destinations proposées

Destination	Gouvernorat Cible	Produit Principal	Sous produits
Bleu Méditerranée	 Medenine Gabès	Vacances en Mer Méditerranée	Tourisme de Sport Tourisme médical Tourisme de MICE Agro-tourisme Tourisme culturel
Terre Berbère	 Gabès Tataouine Medenine	Tourisme culturel et traditionnel	Tourisme thermal Agro-tourisme
Rose Sahara	 Gâlsa Tozeur Kébili Tataouine	Ecotourisme dans le Sahara et les oasis	Tourisme de Sport Tourisme mécanique Tourisme thermal Tourisme de MICE Tourisme culturel

16

Discussion sur le Secteur du Tourisme 	
Remarques	Plan d'actions concernées
<ul style="list-style-type: none"> Démarche des destinations touristiques, mais au niveau des plans d'actions proposés, est ce que c'est l'état qui va faire ça ?, ou qui ? 	<p>TM-1-1 : Créer une Destination Management Organization (DMO) avec toutes les parties prenantes</p> <p>TM-1-2 : Établir un contrat de destination pour chaque destination avec toutes les parties prenantes (Délai: 3-5 ans)</p>

17

Discussion sur le Secteur du Tourisme 	
Remarques	Plan d'actions concernées
<ul style="list-style-type: none"> La proposition de la mobilisation du budget nous amène à nous poser la question, d'où viendra ce budget si l'effort est uniquement celui du secteur privé, sans intervention du budget de l'Etat. La création d'un système de taxation, à quel niveau ? 	<p>TM-1-2 : Établir un contrat de destination pour chaque destination avec toutes les parties prenantes</p> <p>TM-1-4 : Créer un système de taxation, en particulier pour le développement du tourisme</p> <p>TM-2-4 : Mobiliser le budget pour l'amélioration des services touristiques</p>

18

Secteurs minier, manufacturier et d'Énergies Renouvelables - Principaux commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> Centres de R&D et de formation → Ce point sera ajouté au rapport Environnement → Nous ajouterons de nouvelles propositions, comme par exemple une étude environnementale préalable pour les projets d'envergure Infrastructures (routes et eau) → Le point sera abordé dans la section infrastructures Energies renouvelables Gestions des ressources minières 	<p>Nous voudrions discuter de ces deux thèmes aujourd'hui</p>

19

Commentaires sur l'énergie renouvelable lors des C/P 							
La majorité des opinions étaient sur l'énergie solaire.							
Contenu	Gabès	Gafsa	Kebili	Médenine	Tozeur	Tataouine	Total
Loi	1						1
La production d'énergie photovoltaïque		2	1	2	1	5	11
Production d'énergie éolienne		1	1			1	3
Energies renouvelables	1		3		1	1	6
Exportations à l'étranger			1	1		1	3
Entreprises de vente d'électricité				1			1
Se concentrant sur l'énergie solaire						1	1

[Exemple]

- Pour la préfecture de Tataouine suivi par 350 jours/année ensoleillé, ou non qu'un développement solaire d'électricité recommandé.
- Avec la révision de la loi par le pays tunisien, puissance d'énergie renouvelable d'électricité industrielle de la région est devenu quelque chose à pouvoir vendre l'électricité à la STEG il ya un future brillant
- Je pense que par l'introduction de la production de l'énergie solaire, ç peut contribuer à une alimentation stable d'électricité.

20

Document 3

Programme 3 Plans d'Action des Secteurs Infrastructure

26

Infrastructures de transport nécessaires pour le développement régional

CONSTRUCTION D'AUTOROUTES:

- Sfax - Gabès - Médenine - Ben Guerdane
- Tunis — Gafsa

PROGRAMME DE VOIES EXPRESS A 4 VOIES

RÉSORPTION DES POINTS D'ACCUMULATION D'ACCIDENTS (points noirs)

AMÉNAGEMENT DE ROUTES TOURISTIQUES

DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX ITINÉRAIRES

AMÉLIORATIONS ET ENTRETIEN

Routes

Ponts

CONSTRUCTION D'UN PONT À 242 VITES/HR/30M ET 40M

Importance de l'étude environnementale stratégique (EES)

Sans EES/EAS

27

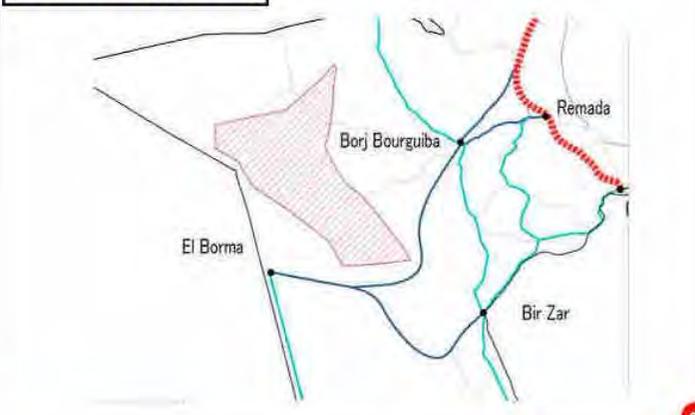
Importance de l'étude environnementale stratégique (EES)

EES/EAS

28

Importance de l'étude environnementale stratégique (EES) 

Avec EES/EAS

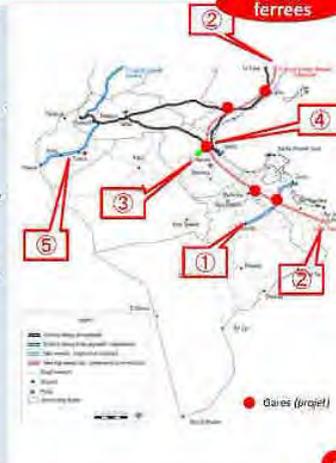


28

Infrastructure de transport nécessaire pour le développement régional 

Voies ferrées

- 1 Développement d'une ligne ferroviaire de Tataouine jusqu'au port de Zarzis (pour les minerais de gypse)
- 2 Etude d'une **connexion ferroviaire a grande vitesse** depuis la frontière libyenne jusqu'à Sfax > Tunis
- 3 Etude d'un système de **tram-train** (ou tram, ou train) entre El Hamma et Gabès
- 4 Nouvelle **gare ferroviaire intermodale** a créer aux alentours de Gabès pour la ligne a grande vitesse, le tram train et le "métro", système ferré guide (+ louages et bus interurbains)
- 5 Etude et développement d'un lien Nord-Sud par le **Sud-ouest** de la Tunisie, à côté de Tozeur.



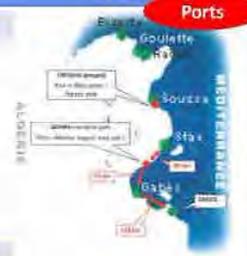
29

Infrastructure de transport nécessaire pour le développement régional 

Ports

Plan de développement du port de Gabès

- Dépollution des environs du port
- Meilleur service offert aux industries dans la région
- Augmentation du volume des marchandises transportées en vrac et en conteneurs
- Extension des installations pour les conteneurs



Plan de développement du port de Zarzis

- Création d'une structure nécessaire pour développer le port de Zarzis
- Développement du port avec des sections dédiée à la manutention du gypse et du fret général, en particulier les conteneurs ainsi que l'entreposage
- Création d'une ligne régulière de transport maritime
- Création d'un poste d'accostage dédié aux bateaux de croisière.

31

Infrastructure de transport nécessaire pour le développement régional 

Aéroports

Plan de développement de l'Aéroport de Djerba

- Regagner des clients
- Développer l'activité de fret

Plan de développement de l'Aéroport de Tozeur

- Regagner des clients
- Développer l'activité de fret

Plan de développement de l'Aéroport de Gafsa

- Développer l'activité de fret
- Ajuster le transport de passagers

Plan de développement de l'Aéroport de Gabès

- Développer l'activité de fret
- Ajuster le transport de passagers

Plan de développement de l'Aéroport de Tataouine/ Remada

- Etudes de faisabilité, en coordination avec les aéroports existants
- >> **COOPERATION, PAS COMPETITION**



32

Infrastructure de transport nécessaire pour le développement régional

Transport public par bus urbains et interurbains

- 1 Rajeunissement de la flotte de véhicules dans toutes les villes et pour tous les réseaux
- 2 Amélioration/renovation des gares routières
- 3 Dans les grandes zones urbaines, construction de voies réservées pour les bus et, en fonction du trafic, mise en place de systèmes à haute capacité de transport, bus à haut niveau de service (BHNS ou BRT), tramways (LRT ou métros), sur rails ou sur pneus.

Population en 2035 (estime)

- Over 150.000 habitants
- From 100.000 to 150.000 inhabitants
- From 50.000 to 100.000 inhabitants
- From 20.000 to 50.000 inhabitants

Discussion sur le Secteur de Transport

- **LES ACTEURS DU SUD TUNISIEN PLUS A MÊME D'ORGANISER ET DE GÉRER LEUR TRANSPORT** **6 Minutes**
- **UNE NÉCESSITÉ DE COOPÉRATION ACCRUE ENTRE TOUS LES ACTEURS** **6 Minutes**
- **DES MOYENS DE TRANSPORTS COMBINÉS ET COMPLÉMENTAIRES POUR UNE MOBILITÉ MEILLEURE ET DURABLE** **6 Minutes**
- **UN ACCENT MIS SUR L'OFFRE DE TRANSPORT PUBLIC PAR BUS, POUR LES HABITANTS COMME POUR LES TOURISTES** **6 Minutes**

Document 4

Programme 4

Promotion de l'investissement, du marketing et des échanges commerciaux

Comment pouvons-nous attirer les investissements vers le Sud? (IME)

Niveau national

Code d'incitations pour les investissements

Pas efficace? → élargit les inégalités?

Loi sur l'investissement

En cours

Que pouvons-nous faire de nous mêmes dans le Sud?

- Une communication efficace sur les opportunités d'investissement
 - a) matériel de communication adapté (ex. Bizerte, Sfax)
 - b) activités promotionnelles périodiques (Initiative en propre et en partenariat avec la FIPA, Chambre de Commerce)
- Démonstration de réussites de projet(s) innovant(s) avec forte responsabilité publique
- Introduction d'incitations supplémentaires applicables aux secteurs/activités choisis dans la région du Sud
- Jeunes Femmes Start-up
- Mise en place de fonds spéciaux (ex. Tataouine)

ODS avec l'API, APIA, Contributions de divers acteurs Publics, Privés, Recherche

ODS avec l'API, APIA, Appui aux institutions financières

MDICI-ODS avec les coopérations internationales



Discussion

Logos: [Government Emblem] [Green Leaf Logo] [JICA]

- **Comment pouvons-nous attirer les investissements vers le Sud? (IME)** **20 Minutes**
- **Comment pouvons-nous renforcer les efforts de marketing?** **20 Minutes**

A red circle with the number "38" is located in the bottom right corner of the slide.